



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



INTRODUCTION

A U X

DROITS SEIGNEURIAUX,

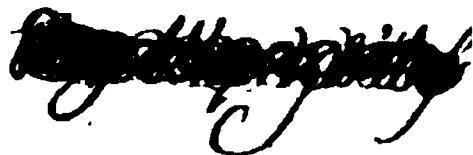
C O N T E N A N T

LES DEFINITIONS DES TERMES,
& un Recueil de Décisions choisies,
fondées sur la Jurisprudence des Arrêts,
& les observations & sentimens des
meilleurs Feudistes.

Ouvrage très-utile & très-commode à tous
Seigneurs, Juges & Avocats.

Par M^c. A. LAPLACE, Avocat
au Présidial de Périgueux.





A PARIS, AU PALAIS,

Chez D E N U L L Y, Libraire, Grand'Salle
du côté de la Cour des Aydes, à l'Ecu
de France & à la Palme.

M. D C C. XLIX.

AVEC APPROBATION ET PRIVILEGE DU ROY.

AVERTISSEMENT.

LE S Droits Seigneuriaux ont , sans difficulté , l'avantage d'être la plus curieuse & la plus intéressante partie du Droit ; ce qui m'a engagé à m'attacher par préférence à cette matière : Et quoique je ne doive pas me flatter d'y avoir fait de grands progrès , j'ai néanmoins lieu de croire que l'application particulière que j'y ai donnée , m'a mis en état d'être de

ij AVERTISSEMENT.

quelque utilité au Public. Si cela est , j'aurai rempli mon objet ; le Lecteur impartial en jugera. Pour moi , sans entreprendre de faire mon apologie , je me contenterai de rendre compte de la conduite que j'ai tenue dans cet Ouvrage , afin qu'il puisse être lu avec plus de profit.

Je donne d'abord les définitions des termes. J'ai cru que c'étoit par-là qu'il falloit commencer , parce que sans cela les Lecteurs , du moins ceux qui ne sont pas bien versés dans ces matieres , sont d'abord rebutés par certains termes , dont ils ne peuvent acquérir l'intelligence que

AVERTISSEMENT. iii

par une longue application.

Les Livres sont composés d'expressions ; & les expressions des termes qui sont propres à la matière qui y est traitée ; or comment profiter de la lecture d'un Livre , si l'on n'entend les expressions dont il est composé , & comment entendre les expressions , si l'on ne comprend les termes ? La connoissance des termes est donc , pour ainsi dire , le premier pas qu'il faut faire dans la science qu'on veut acquérir ; sans cela les progrès que l'on fera seront très-lents , & les idées n'auront jamais une parfaite netteté. Il est même certain que les Droits Seigneu-

iv AVERTISSEMENT.

*riaux ont des termes encore plus bizarres & moins étimologiques que les autres sciences ; c'est pour-
quoi ils ont plus de besoin de défini-
tion.*

*Après avoir défini les termes ;
j'ai ramassé avec beaucoup de
soin les principales décisions qui
se rapportent à chaque terme ,
auxquelles j'ai ajouté quelques
réflexions tantôt de mon fonds ,
tantôt de celui d'autrui. De ma-
nière qu'on peut dire que ce petit
Ouvrage contient la substance
& le précis des Droits Seigneu-
riaux ; & pour y faire regner
l'ordre & la netteté , j'ai cru
qu'il convenoit de ranger les ma-*

AVERTISSEMENT. ▼

tières par ordre alphabetique. Cette maniere de composition est , sans doute , la plus pénible pour l'Auteur , surtout lorsqu'il s'attache scrupuleusement à mettre chaque chose en sa place ; mais aussi elle est la plus commode pour le Lecteur , qui , par ce moyen , trouve sans beaucoup de peine les décisions dont il a besoin.

Comme cette matiere est la plus étendueë du Droit , & que le plan que je me suis fait ne me permet pas d'entrer dans tout le détail qu'elle mérite ; après avoir rapporté les principales décisions , je n'ai pas manqué de citer les Au-

vj AVERTISSEMENT.

*teurs que le Lecteur peut con-
sultcr , pour s'instruire plus am-
plement.*

INTRODUCTION



CATALOGUE

*Des Livres de Droit qui se vendent
chez le même Libraire.*

L Es Loix Civiles , dans leur ordre naturel , avec le *Legum delectus* ; par M. Domat, nouvelle édition augmentée, *in-fol.*

Recueil de Jurisprudence canonique & Bénéficiale , Ouvrage fait sur les Mémoires de feu M. Fuet ; par M. Guy du Rousseau de la Combe, Avocat au Parlement, *in-fol.*

Recueil de Jurisprudence Civile ; par M. de la Combe, *in-4°.*

Recueil d'Arrêts du Parlement de Paris & autres Jurisdictions du Royaume , depuis 1737 jusqu'en 1741 ; par M. de la Combe, *in-4°.*

Traité des Testamens , Codicilles , Donations à cause de mort & autres dispositions de dernière volonté &c. Par M. de Furgole, 4 vol. *in-4°.*

Le Praticien François ou la Nouvelle Pratique Civile , Criminelle & Bénéficiale ,

réformée suivant les nouvelles Ordonnances par M. Lange ; nouvelle édition , augmentée par M. * * *. Avocat au Parlement , 2 vol. *in-4°*.

La Science parfaite des Notaires , ou moyen de faire un parfait Notaire ; par M. de Ferriere ; nouvelle édition augmentée , 2 vol. *in-4°*.

Conférence des Ordonnances de Louis XIV. par Bornier , nouvelle édition augmentée des Edits, Déclarations & Ordonnances de Louis XV. 2 vol. *in-4°*.

Procès-verbal des Ordonnances de 1667 & 1670 , avec des instructions sur la Procédure Civile & Criminelle ; nouvelle édition *in-4°*.

Traité des Fiefs , ou Dissertations sur les matieres féodales ; par M. Guyot , 4 vol. *in-4°*.

Introduction à la Pratique , contenant l'explication des termes de Droit , d'Ordonnance , de Coutume & de Pratique ; par M. de Ferriere , 2. vol. *in-12*.

Dictionnaire de Droit & de Pratique , contenant l'explication des termes de Droit , d'Ordonnance , de Coutume & de Pratique ; par M. de Ferriere , nouvelle édition augmentée par M. * * *, Avocat au Parlement , 2 vol. *in-4°*.

Stiles Civil & Criminel suivant les Or-

Ordonnances de 1667 & 1670 ; par M. Gauret, 2 vol. in-12.

Traité des Droits Honorifiques ; par Marechal, nouvelle édition, 2 volume in-12.

Traité de l'Usage & Pratique de la Cour de Rome pour les Provisions des Bénéfices ; par Castel, nouvelle édition augmentée par M. Noyer, 2 vol. in-12.

Mémorial Alphabétique des Tailles, nouvelle édition augmentée, in-4^o.

Mémorial Alphabétique des Gabelles & cinq Grosses Fermes ; par M. Bellet. Verrier, in-8^o.

Traité des Elections concernant l'origine de la Taille, Aydes, Gabelles & autres impositions ; par M. Vieuville, in-8^o.

Code des Tailles ou Recueil des Ordonnances, Edits & Déclarations rendus sur cette matiere & sur celle du Tabac, 2 vol. in-12.

Code Civil ou Ordonnance de Louis XIV. de 1667 sur les matieres civiles, in-24.

Code Criminel de 1670, in-24.

Code Marchand de 1673, in-24.

Code *Committimus* de 1669, in-24.

Code de Louis XV. ou Ordonnances sur les Donations, Testamens, Substitutions, &c. in-24.

Ordonnance des Eaux & Forêts augmentée des Reglemens en interprétation, *in-24.*

Code des Chasses ou Traité du Droit des Chasses mis en Conférence, 2 vol. *in-12.*

Institution au Droit François ; par M. Argou, 2 vol. *in-12.*

Regles du Droit François ; par M. Pocquet de Livoniere, *in-12.*

Coutume de Paris, avec un Commentaire par M. de Ferriere, nouvelle édition augmentée par M. Sauvan d'Aramon, 2 vol. *in-12.*

Texte de la Coutume de Paris, avec des Notes & des Sommaires à chaque article ; par M. de Ferriere, *in-24.*

Coutume de la Marche commentée par Jabely, nouvelle édition augmentée de Notes par M. Guyot, *in-12.*

Questions de Droit ou Recueil par ordre alphabétique des principales Questions de Droit qui se jugent diversement dans les différens Tribunaux du Royaume ; par M. Bretonnier, nouvelle édition augmentée par M. Boucher d'Argis, *in-12.*

Maximes sur les Insinuations des Donations, Publications des Substitutions, & sur les Insinuations Ecclesiastiques, *in-*

INTRODUCTION

A U X

DROITS SEIGNEURIAUX,

C O N T E N A N T

LES DÉFINITIONS DES TERMES ,
& un Recueil de Décisions choisies, fondées sur la Jurisprudence des Arrêts , & les observations & sentimens des meilleurs Feudistes.

A B O.



BONNEMENT DE FIEF,
est le changement du relief ou rachat, & quelquefois de l'hommage même en une certaine redevance annuelle, payable en deniers ou

A

en grains. Les Coutumes appellent cette convention du Seigneur avec son Vassal *Abonnement de Fief*, parce que le Seigneur en abonnant son Fief, se borne à exiger certains profits de la part de son Vassal. Voy. Pasquier en ses Recherches, liv. 7, ch. 58.

L'Abonnement de Fief peut se faire de trois manieres. 1°. Lorsque le Seigneur dominant, réduit à un moindre devoir, les reliefs ou rachats qui lui sont dûs par son Vassal. 2°. Lorsque plusieurs Fiefs servans, pour chacun desquels il étoit dû un hommage distinct & séparé, sont réunis sous une même foi & hommage, ou réduits à un moindre nombre. 3°. Lorsque la foi est convertie en certain cens ou autres devoirs annuels, consistans en deniers ou en grains; & c'est-là l'Abonnement le plus commun.

Comme l'Abonnement de Fief tend plutôt à la liberation du Vassal qu'à sa surcharge, il est permis & autorisé dans presque toutes les Coutumes de France. Voyez les art. 208 & 258 de la Coutume d'Anjou, celle du Maine art. 223 & 276, celle de Poitou art. 168. Brodeau sur l'art. 47 de la Coutume de Paris, n. 6. Boucheul sur la Coutume de Poitou, tom. 1, tit. 1, article 31, n. 5 & suivans.

Les Feudistes forment deux questions importantes , au sujet de l'Abonnement de Fief. La premiere consiste à sçavoir, si le Seigneur suzerain est obligé de suivre l'Abonnement fait par le Seigneur du Fief dominant relevant de lui, pour les Fiefs servans ou arriere-Fiefs, lorsque le Seigneur suzerain devient Proprietaire du Fief dominant.

On trouve des Auteurs qui décident la question par cette distinction : Ou le Fief dominant est dévolu au Seigneur suzerain, par la voye du retrait féodal, ou par quelqu'autre voye, au moyen de laquelle il tient son droit du Vassal, qui avoit fait l'Abonnement ; en ce cas, disent-ils , le Suzerain étant tenu d'entretenir les faits & promesses de son Vassal, comme subrogé en sa place, il ne peut point se dispenser d'entretenir les Abonnemens faits par son Vassal avec les arriere-Vassaux : Ou bien le Fief dominant est acquis au Seigneur suzerain par commise, dépié de Fief, ou par quelqu'autre moyen établi par la Coutume, & indépendant de la convention des Parties ; auquel cas le Seigneur suzerain, ne représentant point son Vassal, & n'étant point tenu de son fait, il ne peut être contraint d'entretenir lesdits Abonnemens, à moins qu'il n'y eût

donné son consentement, ou qu'il les eût approuvés tacitement, en recevant sans blâme les aveux de son Vassal, dans lesquels lesdits Abonnemens auroient été énoncés.

On en trouve d'autres qui sont d'avis que les Abonnemens de Fief, ne pouvant jamais se faire sans le consentement du Seigneur suzerain, il ne peut jamais être obligé de les entretenir; parce qu'ils sont nuls dans leur principe. *Vide* Chop. sur la Coutume d'Anjou, liv. 2, tit. des Abonnemens de Fiefs, n. 6 & 7. Mais on croit que la distinction est fondée & conforme à l'équité; car de ce que le Suzerain n'a pas donné son consentement à l'Abonnement fait par son Vassal, en faveur de son arriere-Vassal, il ne s'ensuit pas que si le Fief dominant lui est dévolu par un des moyens exprimés dans le premier membre de la distinction, il puisse se dispenser d'entretenir les engagemens pris par celui dont il tient son droit, puisqu'il est subrogé à sa place. La faveur de la liberté doit même le faire décider de la sorte.

La seconde question consiste à sçavoir, si les devoirs abonnés doivent être augmentés, à proportion des augmentations & accroissemens arrivés au Fief abonné

depuis l'Abonnement. Chopin sur la Coutume d'Anjou, liv. 2, tit. des Rachats, n. 7, décide aussi cette question par une distinction fort sensée, suivie par M. du Pineau sur l'art. 113 de la même Coutume, & par M. Pocquet de Livoniere, dans son Traité des Fiefs, liv. 4, chap. 6, sect. 12. On ne rapporte point ici cette distinction, parce qu'elle est un peu longue; le Lecteur peut la voir dans un de ces trois Auteurs.

Les retraits féodal ou lignager, ni les lods & ventes n'ont point lieu en Abonnement de Fief, quand même il se feroit moyennant une somme d'argent, donnée par le Vassal au Seigneur.

Premierement le retrait lignager ne peut avoir lieu, ni du côté des Lignagers du Seigneur dominant, ni de celui des Lignagers du Vassal; car à l'égard des Lignagers du Seigneur, ils ne sçauroient retirer une chose, qui ne peut subsister sans le Fief dominant, dont le Seigneur n'est point dépoüillé par l'Abonnement du Fief servant. Les Lignagers du Vassal peuvent encore moins retirer; puisqu'en Abonnement de Fief, le Vassal acquiert plutôt qu'il n'aliene, ou, pour mieux dire, il ne fait qu'améliorer son heritage.

En deuxième lieu, le retrait féodal ne

peut point avoir lieu en Abonnement de Fief, parce que c'est le Seigneur lui-même qui aliène; à supposer que l'Abonnement de Fief contienne une véritable aliénation. Par la même raison les lods & ventes n'en peuvent point être exigés.

Remarquez 1°. Que l'Abonnement de la foi & hommage n'empêche point le dépié de Fief; c'est-à-dire, la réunion ou consolidation qui se fait au profit du Seigneur supérieur, à cause du démembrement du Fief servant. *Vide inf. verbo*, Dépié de Fief.

2°. Qu'il faut faire une grande différence entre l'Abonnement de Fief, ou la conversion de la foi & hommage en certains droits annuels, & l'exemption d'hommage, qui n'est autre chose que l'affranchissement de la foi & hommage, sans que pour cela le Vassal soit tenu d'aucune prestation annuelle.

3°. Que, quoiqu'au moyen de l'Abonnement, l'héritage ne soit plus considéré que comme censif, à l'égard du Seigneur, parce qu'il ne peut plus exiger ni rachat, ni foi & hommage; néanmoins à l'égard du Vassal & de ses héritiers, il conserve toujours sa qualité originaire de Fief; c'est-à-dire, qu'en succession il se partage noblement, Chopin sur la Coutume d'An-

jou , liv. 2 , part. 2 , tit. 3 , n. 2 & 3 ;
Boucheul sur la Cout. de Poitou , tom.
2 , tit. 6 , art. 280 , n. 42.

A C A.

ACAPTES. On entend par Acaptes dans les Provinces de Guienne & de Languedoc un certain droit qui est dû au Seigneur direct par son Emphiteote , à l'occasion du décès du Seigneur ou du Tenancier.

En Languedoc on appelle ce droit-là , arriere-Acaptes , lorsqu'il est dû par la mort du Tenancier ; & on l'appelle Acaptes , lorsque c'est le décès du Seigneur qui y donne lieu.

Le droit d'Acaptes ne se payoit dans son origine , que lors de l'inféodation ; il étoit le prix de la premiere investiture , c'est pourquoi il est appelé *Entrage* dans quelques Coutumes , comme qui diroit droit d'entrée.

L'Acapte n'est point un devoir naturellement inhérent à l'emphiteose , ainsi elle n'a pas lieu si elle n'est stipulée expressément dans le bail emphitéotique ; parce que dans le doute on doit toujours décider pour la liberation , *semper in obscuris, quod minimum est sequimur*. Voyez d'O-

live, liv. 2, chap. 30. Par la même raison la stipulation de l'Acapte ne renferme point celle des arrérages ; c'est-à-dire, que les arrérages de l'Acapte ne sont point dûs, s'il n'en est fait mention expresse, ainsi qu'il a été jugé par un Arrêt du Parlement de Toulouse du 19 Janvier 1640, rapporté par M. d'Olive, *ibid.*

Il n'y a que le décès du Seigneur ou celui de l'Emphitéote, qui donne lieu au droit d'Acaptes ; Brillon, *verbo*, Acaptes, n. 9 ; Catelan liv. 3, chap. 8, contre le sentiment d'Olive, liv. 2, chap. 30, & celui de la Roche-Flavin des droits Seign. chap. 12, art. 1, qui disent que les mutations arrivées par contrat de vente, cession, Décret & autres semblables, sont sujettes au droit d'Acapte. Mais leur opinion n'est point suivie dans l'usage, à moins que le bail emphitéotique ne fasse mention expresse de toutes ces mutations.

Les Auteurs ni les Arrêts ne sont point d'accord au sujet du règlement de l'Acapte. On trouve un Arrêt dans M. d'Olive, qui jugea que l'Acapte étoit le double du menu cens ; le même Auteur en rapporte un autre *ibid.* par lequel il fut jugé que l'Acapte étoit le double du gros & menu cens. La Peyr. let. A, n. 5, rapporte plusieurs Arrêts du Parlement de

Bordeaux, par lesquels il a été jugé que l'Acapte est le double de la censive, tant en bled, argent, que volaille & autre suite : si le titre primordial ou la Coutume ne la reglent autrement. Ce qui fait voir que le reglement de l'Acapte dépend de la convention des Parties apposée dans le bail emphytéotique, ou de la Coutume générale ou locale des lieux. *Vide* Mainard, liv. 4, chap. 45 ; Graverol sur la Roche, des Droits Seigneuriaux, chap. 12, art. 1 ; Boucheul sur la Cout. de Poitou, art. 163, n. 2. Suivant l'usage inviolablement observé dans notre Province de Perigord, l'Acapte ne se paye que par doublement du même cens ; ainsi il y a tout lieu d'espérer que le Parlement étant parfaitement instruit de notre usage, n'accueillera pas favorablement l'avidité de quelques Seigneurs, qui ont entrepris d'y donner atteinte.

Nota 1^o. Que les Arrêts ont jugé que le Seigneur ne peut exiger le droit d'Acaptes qu'une fois dans un an ; encore que dans la même année, il arrive plusieurs mutations du côté du Seigneur ou de l'Emphytéote. D'Olive, liv. 2, chap. 30 ; Mainard, liv. 4, chap. 45.

Nota 2^o. Que l'Acapte se prescrit par le laps de dix ans, la Peyr. let. A, n. 5 ;

vide Brillon, *verbo* Acapte, n. 2 : Ce qui paroît contraire à l'avis de Graverol sur la Roche, des Droits Seign. chap. 12, art. 1, où il dit que suivant l'usage du Parlement de Toulouse, on adjuge les arrérages de l'Acapte, depuis vingt-neuf ans avant l'introduction de l'Instance. Voyez ce que j'en ai dit dans mes Maximes sous le mot *Acaptes*.

Nota 3°. Qu'il a été jugé par un Arrêt du Parlement de Bordeaux du 4 Février 1628, confirmé sur Requête Civile, rapporté par la Peyr. let. A, n. 5, que lorsqu'il s'agit de l'Acapte dûë aux Commandeurs de Malthe, c'est le décès du Grand Maître, & non celui du Commandeur, qui donne ouverture au droit d'Acaptes.

Il y a un autre droit, qui, selon M. d'Olive, liv. 2, chap. 30, a assez d'analogie au droit d'Acaptes; c'est le droit de Relief ou Rachat; car comme l'Acapte est dûë au Seigneur-Censier, par la mutation du Seigneur lui-même, ou par celle de l'Emphitéote, de même le droit de Relief a lieu en faveur du Seigneur féodal, par la mutation du Vassal. Néanmoins ces deux droits diffèrent en plusieurs points. 1°. En ce que le Relief ou Rachat n'a lieu qu'en succession collatérale, au lieu que la succession même en directe fait ouver-

ture au droit d'Acaptés. 2°. En ce que le droit de Relief n'est dû au Seigneur féodal que par la mutation du Vassal , & non par celle du Seigneur , au lieu que l'Acapte est dûë , tant par la mutation du Seigneur Censier , que par celle de l'Emphitéote. Nous parlerons plus amplement du Relief ou Rachat en son lieu.

A C A S E M E N T, est un contrat par lequel on donne à quelqu'un , un héritage sous une certaine rente. Ce contrat s'appelle Acalement , lorsqu'il est fait par le Seigneur , & il s'appelle sous-Acalement lorsqu'il est fait par l'Emphitéote. L'Acalement fait par le Seigneur emporte lods & ventes ; mais non pas le sous-Acalement.

A C C.

A C C I N S E T P R É C L O T U R E S sont les environs de quelque lieu Seigneurial , contigus & adjacens au principal manoir , qui font partie du préciput de l'aîné. *Vide* le Glossaire du Droit François , *verbo* Préclotures ; & Chopin sur la Coutume d'Anjou , liv. 1 , chap. 33 , n. 5 & 6 , qui dit que bien qu'entre les Préclotures & le principal manoir , il y ait chemin public , néanmoins lescdites Préclotures appartiennent à l'aîné , & font partie de son préciput.

ACC R U E S. Ce terme signifie les Isles & atterissemens qui se font dans les Rivières ou grands Chemins.

Les Accruës appartiennent au Roi, *supremi Domini jure*, lorsqu'elles se font dans les Rivières navigables ou dans les Chemins Royaux, suivant la Déclaration de Charles IX. du 7 Juillet 1572 ; & elles appartiennent aux Seigneurs hauts Justiciers, lorsque l'isle ou atterissement se fait dans une Rivière non navigable.

A F F.

A F F É A G E, est l'aliénation que l'on fait d'une partie des Terres nobles d'un Fief, moyennant une somme d'argent & une certaine redevance, laquelle portion quoique noble entre les mains du Vendeur, est néanmoins tenuë en roture par l'Acquereur d'icelle.

A G R.

A G R I E R E. Ce terme signifie la même chose que Champart, Tasque ou Terrage. Le droit d'Agrière est ainsi nommé, parce que celui à qui il appartient, leve une portion des fruits qui proviennent des fonds de ses Emphitéotes, sujets audit droit.

Agriere, *ab Agro* ; **Champart**, *à parts Campi*.

L'origine de l'Agriere ou Champart est bien ancienne, puisqu'on en trouve des vestiges dans l'usage pratiqué par les Romains, dans les beaux jours de la République, qui ne pouvant cultiver eux-mêmes les Terres conquises, les donnoient à cultiver sous une certaine redevance & prestation annuelle de grains. L'Histoire du Patriarche Joséph nous fournit encore un exemple de l'antiquité de ce droit ; car la famine ayant mis les Sujets du Roi Pharaon dans la nécessité de lui vendre leurs fonds, pour acheter du bled, dont son sage Ministre avoit fait une provision abondante ; le tems de la famine ayant passé, il leur redonna leurs héritages, à la charge de lui payer la cinquième partie de leurs revenus.

Dans les Pays de Droit Ecrit, l'Agriere se leve sur toutes sortes de fruits, grains, vin & autres, au lieu que dans les Pays de Coutume l'Agriere ne se leve ordinairement que sur les grains, comme froment, seigle &c. & non sur le vin ; s'il n'y a convention pour cela dans le bail à Champart, ou disposition expresse dans la Coutume.

Dans le Ressort du Parlement de Bor-

deaux , le droit d'Agriere est Seigneurial , c'est-à-dire , qu'il produit lods & ventes , & les autres accessoiress de la directe Seigneurie , à moins qu'il n'y ait un Seigneur direct fondé en titre ; car en ce cas l'Agriere ne produit aucun droit Seigneurial , & ne se prend qu'après la rente , la Peyr. let. S , n. 5 , *contra* Bretonnier sur Henrys tom. 1 , liv. 1 , chap. 3 , quest. 34 , qui tient que le Champart n'est jamais Seigneurial , si le titre ne le porte expressément.

Quant à moi je croirois que dans les Pays de Franc-aleu , l'Agriere n'est point Seigneuriale , si le titre fait simplement mention du Champart ou Agriere , & de la forme en laquelle le payement doit être fait , parce que la qualité du devoir paroissant par le titre même , il ne peut point dépendre du Seigneur de lui donner une autre qualité , sous prétexte que le fonds qui est sujet à l'Agriere , ne relève d'aucun Seigneur direct , étant certain qu'un fonds peut être chargé du Champart & néanmoins tenu allodialement. *Vide Molin. in Consuet. Paris. part. 2 , tit. 2 , n. 2* , où il dit , *Campiparium seu terragium , non esse jus dominicum , nec trahere laudimia , nisi ubi hoc Consuetudo expresse dicit*. Chop. sur la Coutume de Paris , liv. 1 , tit. 3 , n. 20.

Quoique l'Agrière ait été établie *in traditione fundi*, tout comme le cens, & que par cette raison il semble que ces deux droits ont beaucoup de relation entr'eux, il est néanmoins certain qu'ils diffèrent en plusieurs points essentiels. 1°. En ce que l'Agrière est un droit casuel; puisqu'il est déterminé par l'abondance ou la disette des fruits sujets à ce droit, au lieu que le cens est toujours le même & indépendant des cas fortuits. 2°. En ce que régulièrement le cens est portable, au lieu que l'Agrière est querable; d'Olive, liv. 2, chap. 24; Despeiss. des Droits Seign. tit. 4, art. 3, sect. 3; si ce n'est dans le cas remarqué par le Glossateur de la Peyr. let. S, n. 5, qui est lorsqu'il n'y a point d'autre Seigneur direct; parce qu'alors l'Agrière est présumée Seigneuriale selon cet Auteur. 3°. En ce que le cens est nécessairement une dépendance de la directe Seigneurie, au lieu que l'Agrière peut subsister sur le fondement d'une simple locatairie, ou autre contrat, ainsi que le décide M. d'Olive en ses Questions notables, liv. 2, chap. 24, & Despeiss. après lui, des Droits Seign. tit. 4, art. 3, sect. 3, n. 2. *Vide Molin. in Consuet. Paris. part. 2, tit. 2, n. 2.* 4°. En ce que les arrérages du cens sont dûs depuis vingt-neuf

ans avant l'introduction de l'Instance, au lieu que les arrérages de l'Agriere ne peuvent être exigés que depuis cinq ans utiles, ainsi que cela a été jugé par un Arrêt du Parlement de Toulouse du 23 Mai 1629, rapporté par M. d'Olive, liv. 2, chap. 25, *in fin.* Et par autre Arrêt du même Parlement du 9 Janvier 1608, rapporté par Despeiss. *loco cit.*

M. d'Olive, liv. 2, chap. 25, rapporte un Arrêt du Parlement de Toulouse du 8 Mai 1638, qui a jugé que le droit d'Agriere ou de Champart est imprescriptible, tout comme le cens ; & que celui qui est sujet à ce droit n'est pas reçu à soutenir que de tems immémorial il ne l'a point payé. Voyez M. Louet, let. C, som. 21.

Cet Arrêt est, sans doute, fondé sur ce que le Champart ayant été imposé *in traditione fundi*, est considéré comme une rente fonciere prise *lato modo*, dont le privilege est de ne point reconnoître l'empire du tems. Il n'en est pas de même de la quotité de l'Agriere, qui est sans difficulté sujette à prescription, puisque la quotité du cens, tout Noble & Seigneurial qu'il est, n'en est point exempte. Il y a même des Auteurs qui sont d'avis que lorsque le Champart n'est pas Seigneurial, il est de sa nature sujet à la prescription *longissimi*.

temporis ; & on croît que cette opinion doit être suivie dans l'usage , soit parce que l'Agriere qui n'est pas Seigneuriale est comparée à une rente constituée prescriptible de sa nature , soit à cause de la faveur de la liberation, *semper pro libertate respondere melius est*. C'est aussi l'avis de du Moulin , *loc. cit. n. 3*.

Il a été jugé par plusieurs Arrêts, & notamment par un Arrêt du Parlement de Paris du 23 Février 1608, rapporté par Bouch. en ses Arr. liv. 1 , chap. 26, & par autre Arrêt du même Parlement du 9 Avril 1615 rapporté par Chenu, cent. 2 , quest. 8, que la Dixme doit se prendre avant l'Agriere. La raison est, parce que la Dixme est plus ancienne que l'Agriere , & que la Dixme est dûë à Dieu , pour marque de la souveraine puissance qu'il a sur toutes choses. *Vide cap. tua nobis 26, ext. de Decim.* Coquille sur la Coutume de Nivernois, art. 1 , tit. 2 ; le Prestre, cent. 1 , chap. 15 ; ce qui est si vrai, qu'il a été jugé par un Arrêt du Parlement de Paris du 13 Mars 1625, rapporté par Dufresne, liv. 1 , chap. 43 , que la Dixme même inféodée doit être prise avant l'Agriere, encore que le Seigneur Terrageau soit en possession immémoriale de prendre l'Agriere avant la Dixme. C'est aussi l'avis

de la Peyr. let. D, n. 45. La raison est, parce que la Dixme inféodée retient toujours les privileges de son origine, & qu'elle peut retourner à l'Eglise. Mais la Dixme Ecclesiastique ou inféodée une fois prise, l'Agriere se prend sur le restant des fruits, sans aucune distraction des frais de semence, culture & moisson; la Peyr. *loco cit. dict. cap. tua nobis*; la Roche des Droits Seigneuriaux, chap. des arrérages des droits Seign. art. 15; à moins que le bail à champart ne s'expliquât autrement, ou que l'Emphitéote eût prescrit cet usage contre son Seigneur Terrageau; ce qui peut se faire, puisque, comme nous l'avons remarqué plus haut, la quotité du Champart est sujette à prescription.

Remarquez 1^o. Que si l'Emphitéote ne cultive pas le fonds sujet à l'Agriere, il sera tenu de payer ledit droit, suivant l'estimation qui en sera faite par des Experts; ainsi qu'il a été jugé par deux Arrêts du Parlement de Toulouse, l'un de l'année 1567, & l'autre du 8 Mars 1587, rapportés par la Roche, des Droits Seign. chap. 5, art. unique. Le Seigneur peut même reprendre le fonds donné à champart, & le donner à un autre, lorsque l'Emphitéote néglige totalement de le cultiver, surtout, s'il n'a pas d'ailleurs de quoi payer ledit droit.

2°. Que suivant Graverol sur la Roche *loco cit.* lorsque le droit de Champart n'est pas déterminé par les titres à une quote certaine , il emporte le quart des fruits ; lequel peut s'exiger de deux sortes , selon le même Auteur ; car où l'on prend chaque année la quatrième partie des fruits , ou de quatre années le Seigneur en prend une , & les trois autres sont pour ceux qui doivent ce droit.

3°. Que quoique l'Agriere doive être payée en grains , vin , ou autres fruits , selon les différentes Coutumes ; néanmoins si ceux qui sont sujets à ce droit étoient en possession d'en faire le payement en argent , le Seigneur Terrageau ne pourroit exiger l'Agriere en grains , à moins que le Seigneur ne fût Ecclesiastique ; car en ce cas l'Emphitéote ne pourroit point s'aider de sa possession même immémoriale , du moins contre les Successeurs au Bénéfice : Claude Ferriere dans son Dictionnaire de Pratique, *verbo* Champart, qui cite Forget , en son Traité des choses Décimales, chap. 8.

Lorsque le bail à champart explique la qualité des fruits, qui doivent être payés au Seigneur Terrageau , le Preneur ne peut point changer la face du fonds, & d'une vigne , par exemple , en faire un pré

ou une terre labourable , ainsi qu'il a été jugé par un Arrêt du Parlement de Dole , rapporté par Bouvot , tom. 2 , *verbo* censé , quest. 59. *Vide* Mornac , *ad* L. 13 , *ff. de servit. Rust.* La Roche des Droits Seign. chap. 11 , art. 5. Mais si l'Agriere n'a pas été stipulée d'un certain fruit , il est certain que le Tenancier à champart peut changer la face du fonds , pourvû que le Seigneur ne souffre pas de ce changement ; suivant la Jurisprudence incontestablement observée au Parlement de Bordeaux. On croit même que dans le cas où la qualité des fruits est stipulée par la baillette , le Preneur pourra changer la face du fonds , si des Experts & gens à ce connoisseurs , jugent qu'il est de l'intérêt de l'Emphitéote que le fonds change de face , parce qu'alors l'intérêt du Seigneur se trouve dans celui de son Tenancier , puisque le fonds devenant meilleur par le changement de face , il sera plus estimé en cas de vente , & produira des lods & ventes plus considérables au profit du Seigneur. *Vide* la Roche , *locò citato*.

Sur quoi observez que si le Tenancier à champart , ne change pas entièrement la face du fonds , mais qu'il diminue le droit d'Agriere : en plantant , par exemple , des

arbres sur le fonds sujet à ce droit , le Seigneur pourra prétendre indemnité, ou bien il prendra le champart sur les fruits que ces arbres porteront ; ainsi qu'il a été jugé par un Arrêt du Parlement de Rouen du 2 Août 1658, rapporté par Basnage sur l'art. 31 de Normandie, contre un Tenancier qui avoit planté des Pommiers & Poiriers dans la Terre ; & par autre Arrêt du Parlement de Bordeaux du 6 Avril 1699 rapporté par Bechet , sur l'art. 11 de l'Ufance de Saintes. Néanmoins on ne sçauroit penser que si le Tenancier à champart, n'a planté que quelques arbres pour son plaisir, il puisse être recherché par le Seigneur, surtout, s'il paroît que le Tenancier n'a point eu en vûe de le frustrer d'une partie de son droit.

L'Agriere qui n'est pas Seigneuriale est querable de droit commun, si elle n'est pas portable par le titre ; mais si elle est Seigneuriale , elle est portable comme le cens , à moins qu'elle paroisse querable par le titre ; voyez le Glossateur de la Peyr. let. S, n. 5.

Il a été jugé par un Arrêt du Parlement de Paris de l'année 1552, rapporté par Chopin, *de Privileg. Rust. lib. 1, cap. 7, in marg.* & par autre Arrêt du Parlement de Toulouse du 30 Mars 1610 rapporté

par la Roche en son Traité des Droits Seign. chap. des Arrérages des Droits Seign. art. 15, que lorsque le Tenancier à champart veut cueillir les fruits du fonds sujet à ce droit, il doit avertir le Seigneur & lui demander un homme, qui se transporte sur le fonds sujet à ce devoir, pour être témoin de la quantité des fruits qui se recueilleront. La raison est, parce que s'il étoit permis au Tenancier de cueillir ses fruits, sans en avertir le Seigneur, il lui seroit fort aisé de le tromper. D'ailleurs c'est une déference que l'Emphitéote doit à son Seigneur, de qui il tient son héritage à ce titre.

Le Tenancier est même obligé de nourrir l'homme du Seigneur, & de lui payer sa journée ; lorsque le titre ou l'usage des lieux sont exprès là-dessus. *Aliàs*, c'est l'affaire du Seigneur.

Nota 1°. Qu'il n'est pas besoin d'être Seigneur, pour imposer le champart, & qu'il peut être stipulé par toutes sortes de personnes.

2°. Que l'Emphitéote n'est pas recevable à prouver par Témoins, la réduction de la Censive en Agrière, ainsi que cela fut jugé par un Arrêt du Parlement de Toulouse le 30 Août 1628, rapporté par M. d'Olive, liv. 2, chap. 24.

3°. Que lorsque le champart est Seigneurial, le Seigneur n'est point tenu de s'opposer aux criées, pour ledit droit, suivant l'Arrêt du Parlement de Paris du 20 Juillet 1587, rapporté par M. Louet, let. C, sommaire 19; c'est aussi le sentiment de M. le Maître, en son Traité des Criées, chap. 42; *secus*, lorsque le champart n'est qu'un simple droit foncier de bail d'héritage; car, en ce cas, l'adjudication par Décret n'est point faite à la charge de ce droit; ainsi celui à qui il est dû doit s'opposer aux Criées pour le conserver, M. le Maître *loco cit.* Brodeau sur Louet, *dist. loco.*

4°. Que le Seigneur Terrageau peut former complainte pour son droit de champart, ainsi qu'il a été jugé par deux Arrêts du Parlement de Paris. Le premier est du 20 Avril 1712, entre le Prieur du Prieuré de Saint Pierre de Nezonville, & Etienne Benoist Marchand; & le second rendu sur les conclusions de M. l'Avocat Général Chauvelin, est du 5 Mars 1718.

A I D.

AIDE-CHEVEL, est un droit que le Chef-Seigneur exigeoit autrefois de ses Vassaux, en trois occasions. La pre-

miere, lorsque le Seigneur marioit sa fille aînée ; la seconde, lorsque le fils aîné du Seigneur étoit fait Chevalier ; & la troisième, lorsque le Seigneur étoit fait Prisonnier en combattant pour son Prince ; c'est pourquoi l'Aide-Chevel s'appelloit en cette occasion Aide-Rançon ; mais il n'avoit lieu qu'une fois en la vie du Seigneur , quoiqu'il fût fait plusieurs fois Prisonnier.

Ce droit s'appelloit dans son origine , Droit de complaisance ; ce qui marquoit qu'il dépendoit de la liberalité des Vassaux ; mais les Seigneurs y ayant pris goût, ils convertirent bientôt ces marques de bienveillance & de complaisance en un devoir nécessaire. Ce qui doit apprendre aux Vassaux , à ne rendre à leurs Seigneurs que ce qu'ils leur doivent , & à ne leur donner pas lieu d'abuser de leur complaisance.

A I N.

AÎNESSE. On entend par droit d'Aînesse , le préciput , & les prérogatives d'honneur , que nos Coutumes donnent à l'Aîné.

L'Aîné est le premier né d'entre les enfans mâles, procréés de loyal mariage ,
habile.

habile à succeder. Dumoulin, titre des Fiefs, *glos. 3, n. 2 & 13.*

Sur quoi il faut remarquer, que l'Aîné ne se considere qu'au tems de la succession ouverte ; de maniere que l'Aîné venant à mourir sans enfans, avant son pere, le puîné est subrogé à sa place & devient l'aîné. *Intelligitur primogenitus de eo, qui antè se neminem habet; quamvis majores natus fratres habuerit, sed mortuos, Alciat. in L. 92, ff. de verb. signif.*

Le droit d'Aînesse est fort ancien, quoiqu'il n'ait été généralement reçu en France, que depuis que les Fiefs ont été réduits à l'instar du patrimoine.

On en trouve quelques vestiges dans l'ancienne Loi, qui explique le droit de Primogeniture. *Deuteron. 21, cap. 17, & Reg. 11, cap. 9.*

Le désir naturel qu'ont les hommes, de transmettre leur nom avec éclat à la posterité, a sans doute fait inventer une prédilection si marquée, pour celui qui est le premier fruit de l'amour conjugal.

Les prérogatives attachées au droit d'Aînesse, sont de deux sortes ; les unes consistent dans l'honneur & la prééminence, & les autres dans certains droits utiles.

Les prérogatives d'honneur, consistent

en ce qu'il appartient à l'Aîné, de porter les armes pleines de la famille, en qualité de Seigneur de la Maison principale; d'avoir les tableaux des Ancêtres & le dépôt des titres, le Brun des succ. p. 588. Le cri dont on se servoit ordinairement dans les combats, appartient aussi à l'Aîné. Il en est de même des armes des Ancêtres à l'égard des Gens d'Epée, & des Manuscrits & Livres notés à l'égard des Gens de Robbe.

Toutes ces marques d'honneur, aversent celui qui en est revêtu, de s'en rendre digne par la noblesse de ses sentimens, & en soutenant avec dignité la famille dont il est le Chef.

Pour ce qui est des droits utiles attachés au droit d'Aînesse, ils consistent, dans la Coutume de Paris, en ce que l'Aîné a droit de prendre un préciput dans la succession du père; & un autre dans celle de la mère; s'il y a des Fiefs dans ces deux successions. Or, ce préciput n'est autre chose, que le Château ou principal Manoir du Fief, avec la basse-cour, & un arpent d'enclos ou jardin joignant le dit principal Manoir, (c'est ce que l'on appelle communément le Vol du Chapon) & si ledit enclos contient plus d'un arpent de terre, l'Aîné peut retenir le

tout , en baillant récompense aux puînés , pour ce qui excède ledit arpent ou Vol du Chapon , à dire d'Experts , & à la commodité desdits puînés , autant que faire se peut , Chop. *Andeg. lib. 1 , cap. 33 , n. 6.*

Il y a d'autres Coutumes qui donnent à l'Aîné son préciput dans la succession de tous les ascendans ; d'autres ne lui donnent qu'un seul préciput dans les successions du pere & de la mere. Les différentes dispositions de ces Coutumes doivent être observées à la lettre , parce que les Coutumes sont de droit étroit. *Vide* l'Apostillateur de la Peyr. let. A , n. 50 , qui dit que l'Aîné a autant de préciput , qu'il y a de successions. Suivant l'art. 18 de la Coutume de Paris , lorsqu'il n'y a point de principal Manoir dans le Fief , l'Aîné peut prendre un arpent de terre à son choix , pour se récompenser du défaut de Manoir. Il en est autrement lorsqu'il n'y a pas d'enclos ou d'accompagnement autour du principal Manoir ; car pour lors l'Aîné ne peut point demander récompense , & prendre l'arpent de terre ailleurs.

Lorsque dans la succession , il n'y a d'autres biens qu'un seul Fief , composé de la Maison Seigneuriale & des Préclôtures , l'Aîné prend le tout pour son préciput , en payant la légitime aux puînés ;

ainsi qu'il est porté par l'art. 17 de la Coutume de Paris. Brodeau, let. F, som. 1 ; la Peyr. let. A, n. 30.

Outre le préciput attaché au droit d'Aînesse, qui consiste, comme nous l'avons dit, dans le Château & principal Manoir du Fief, & dans l'arpent de terre y joignant, ou Vol du Chapon, l'Aîné prend la *part avantageuse*, c'est-à-dire, une portion plus forte que les puînés, dans le partage des Fiefs suivant le nombre des enfans ; en sorte que s'il n'y a que deux enfans, les deux tiers des Fiefs & héritages tenus noblement lui appartiennent, & l'autre tiers au puîné ; mais s'il y a plus de deux enfans, l'Aîné prend la moitié seulement, & les puînés partagent entr'eux l'autre moitié, en quelque nombre qu'ils soient.

Remarquez que *la part avantageuse* de l'Aîné, se règle eu égard au nombre des enfans qui viennent à la succession ; de manière que s'il y a trois enfans, & que l'un des puînés renonce, l'Aîné prend les deux tiers, comme s'il n'y avoit réellement que deux enfans ; à moins que ce puîné ne renonce pour se tenir à une donation précédente, ou qu'il ait reçu quelque chose pour renoncer ; car, en ce cas, il doit faire nombre, nonobstant la renonciation, parce qu'il a eu sa part de la succes-

sion ou la valeur de sa part , ainsi que s'en explique M. Pocquet de Livoniere , dans son *Traité des Fiefs*, liv. 6, chap. 12 , sect. 2. Ce qui semble contraire à l'avis de Claude Ferriere, dans son *Introduction à la Pratique*, & dans son *Commentaire sur l'art. 15 de la Coutume de Paris* , où il dit que si l'un des enfans puînés renonce à la succession, sa part accroît à l'aîné & aux autres sans aucune prérogative.

Les Auteurs & les Arrêts sont fort partagés, sur la question de sçavoir, si lorsque l'Aîné renonce à la succession, le second succede au droit d'Aînesse , où si la renonciation accroît à tous les puînés indifféremment; mais il semble qu'on peut les concilier par une distinction; car l'Aîné renonce à la succession, échue ou à échoir: au premier cas le droit d'Aînesse accroît à tous les puînés, suivant leurs portions héréditaires; que si l'Aîné renonce à l'hérédité avant l'échéance d'icelle, pour lors le second enfant se trouvant le premier, au tems de l'ouverture de la succession, il jouira du droit d'Aînesse privativement à ses freres; pourvû que la renonciation de l'Aîné soit gratuite; car si elle avoit été faite moyennant un certain don, elle accroîtroit à tous les enfans, parce qu'alors l'Aîné est plutôt censé avoir changé son

droit d'Aînesse avec le don qu'il a reçu ; que d'avoir véritablement renoncé ; *intellige tamen* si la Coutume n'en dispose autrement. *Vide* Automne, sur la Coutume de Bordeaux , tit. des Testamens , art. 76. Chop. *Paris. lib. 1 , tit. 2 , n. 15 , Molin. verb. fils aîné, glos. 1 , n. 28 & sequent.* Coquille, sur la Coutume de Nivernois, tit. du Droit d'Aînesse, art. 1 ; Ferron, liv. 2 , tit. 5 ; Papon, liv. 21 , tit. 5 , n. 1 ; Pocquet de Livoniere, Traité des Fiefs, liv. 6 , chap. 12 , sect. 2 , *in fin.*

Lorsque les biens dépendans d'une succession, sont situés en diverses Sénéchaussées, les Arrêts ont jugé que l'Aîné étoit en droit de prendre son préciput en chaque Sénéchaussée ; mais il y a des Auteurs qui prétendent qu'il ne peut le prendre qu'une seule fois, si dans une même Sénéchaussée il y a plusieurs Sièges Sénéchaux ; ce qui paroît fort raisonnable, parce que le droit d'Aînesse dérogeant au droit commun, il doit être resserré dans de justes bornes. *Vide* Coquille, sur la Coutume de Nivernois , tit. du Droit d'Aînesse, art. 2 ; Chop. *Andeg. lib. 1 , cap. 33 , n. 8.* La Coutume d'Anjou, art. 223 ; Louet, let. L, som. 17 ; M. Pocquet de Livoniere, dans son Traité des Fiefs , liv. 6 , chap. 12 , sect. 3.

Suivant la disposition de l'article 334 de la Coutume de Paris, l'Aîné ne contribué pas plus au paiement des dettes du défunt, que chacun de ses freres & sœurs. La raison est, parce qu'il ne jouit point des avantages du droit d'Aînesse, *tanquam haeres, neque per modum quota, sed per modum praelegati*. Cela a été ainsi jugé par Arrêt du 23 Août 1664, rapporté par la Peyr. let. A, n. 27. *Vide* Loisel, en ses Institutions Coutumieres, liv. 4, tit. 3, article 68; Papon en ses Arrêts, livre 21, titre 5, n. 3, qui rapporte un semblable Arrêt du Parlement de Paris du 7 Septembre 1552; Chop. *Parif. lib. 2, tit. 5, n. 26*; Louet, let. D, som. 16; du Moulin sur la Coutume de Paris, §. 11, n. 13; Robert *rer. judic. lib. 4, cap. 13*, qui rapporte un Arrêt de Paris du 4 Juin 1584, qui le jugea ainsi *in terminis*, lui plaidant en la Cause. *Senatus primogenitum non amplius quam ceteros coheredes debere judicavit, atque eum aequae ceteris conditione ac alienum & debita hereditaria teneri exolvere, pronuntiavit. Vide etiam Paulum de Cart. in l. hinc queritur §. potest, ff. de pecul.* Duval, *lib. de reb. dub. n. 51*; & M. le Maistre, *Traité des Fiefs & Hommages*, chap. 7, cité par Papon, *loco cit.*

Sur quoi observez que s'il y a une rente constituée ou autre hipoteque, sur le préciput de l'Aîné, il n'est point obligé de les payer à lui seul ; mais seulement selon sa portion héréditaire. La raison est , parce que le préciput ne peut être assujetti à aucune charge, & qu'il doit toujours rester libre à l'Aîné ; tellement que si le préciput se décrete, l'Aîné en prendra la valeur sur le restant des biens du défunt. Voyez Papon, liv. 21 , tit. 5 , n. 3 ; Chop. *Andeg. lib. 1 , cap. 33* ; Brod. let. D , somm. 16.

Suivant la disposition de l'article 19 de la Coutume de Paris, le droit d'Aînesse n'a point lieu entre filles. Il en est autrement dans les Coutumes d'Anjou & du Maine, où à défaut de mâles, l'aînée des filles jouit des avantages du droit d'Aînesse ; on le juge de même au Parlement de Bordeaux , la Peyr. let. A , n. 32.

Le droit d'Aînesse n'ayant été introduit, comme nous l'avons déjà remarqué, que pour conserver les familles, & pour transmettre leur nom avec éclat à la postérité ; il est sans difficulté que les Coutumes qui appellent les filles à cette prédilection , s'éloignent de cet objet , & qu'ainsi dans les lieux où les Coutumes ne sont pas expresse, on doit se conformer à la Coutume de Paris.

Il est remarquable que suivant cette même Coutume, art. 324, si le fils aîné précède son pere, & qu'il ne laisse que des filles, ces filles succedans à l'ayeul par représentation de leur pere, elles jouissent des avantages du droit d'Aînesse, ainsi que leur pere en eût joui, s'il avoit survêcu, sans aucune préférence entr'elles. *Contrà la Peyr. let. A, n. 7. Vide Maichin, tit. 11, art. 3, chap. 1.*

Lorsqu'il y a deux freres jumeaux, le droit d'Aînesse appartient à celui qui a vû le jour le premier. Voyez du Moulin sur l'art. 13 de la Coutume de Paris, Henrys, tom. 2, liv. 6, quest. 8. Maichin, tit. 11, art. 3, chap. 1. Mais si l'on ne sçait lequel des deux est le premier sorti du sein de sa mere, ils doivent jouir en ce cas l'un & l'autre du droit d'Aînesse. Tiraq. en son Traité du droit d'Aînesse, quest. 17. Et cela avec d'autant plus de raison qu'on a fort douté autrefois, si de deux jumeaux celui qui est venu au monde le premier, devoit être réputé l'aîné, & qu'on trouve même des exemples, où celui qui est le dernier sorti du sein de sa mere, a eu l'avantage de l'Aînesse. Ainsi dans l'incertitude de ce fait, on ne sçauroit mieux faire que de partager le droit d'Aînesse entre les deux jumeaux. La Peyr. & son Glossateur, let. A, n. 33. Bv

La conjonction intime qui se rencontre entre ces deux freres, a fait décider que si après le partage du droit d'Aînesse, l'un d'eux vient à deceder sans enfans, sa part accroît à son frere qui survit, à l'exclusion de ses autres freres. Tiraq. du Droit d'Aînesse, quest. 20.

Les Bâtards quoique légitimés par Lettres du Prince, même avec la clause de pouvoir succeder, sont exclus du droit d'Aînesse par les enfans légitimes, quoique nés depuis la légitimation desdits Bâtards. Le Brun, Traité des Successions, liv. 2, chap. 2, sect. 1, n. 11 & suiv. Du Moulin sur l'art. 13 de la nouvelle Coutume de Paris, glos. 1. La raison est, parce que la légitimation faite par Lettres du Prince, est une grace qui rappelle toujours le premier état de celui à qui elle est accordée, *quos enim Princeps liberat, novat.*

Il en est autrement des enfans légitimés *per subsequens matrimonium* ; car en ce cas l'aîné des enfans nés avant le mariage, jouit des avantages du droit d'Aînesse, sur ses freres nés depuis le mariage de ses pere & mere. La Peyr. let. A, n. 47. M. Pocquet de Livoniere, dans son Traité des Fiefs, liv. 6, chap. 12, sect. 1, où il rend deux solides raisons de cette

décision. La première est, parce que les enfans qui sont nés pendant le mariage sont redevables de leur être aux enfans nés dans le concubinage, dont la naissance a donné occasion & servi de motif au mariage subséquent. La seconde raison se prend de ce que la légitimation par mariage subséquent, a un effet rétroactif au jour de la naissance des enfans légitimés.

Sur quoi observez que si avant la légitimation par mariage subséquent il étoit né un enfant mâle d'un mariage légitime, la légitimation survenue depuis n'aura point d'effet rétroactif à la naissance des Bâtards pour ce qui concerne le droit d'Aînesse; parce que ce droit étant acquis à l'enfant issu du mariage légitime intermédiaire, au moment de sa naissance, il seroit ridicule de vouloir lui ôter un droit dont il se trouve légitimement en possession. *Per subsequens matrimonium legitimatus, non consequitur jus primogenitura respectu legitimorum, quibus jus est quascumque visi sint filia*, dit du Moulin, §. 13, gloss. 1, n. 34. La Peyr. let. A, n. 47. Vide Ferrea quest. 482. Brodeau sur Louet, let. D. somm. 52. Le Brun, en son Traité des Successions, liv. 2, chap. 2, sect. 1, n. 15, est d'un avis contraire, sans au-

cune bonne raison. Voyez encore Maichin; tit. 11, art. 3, chap. 1.

A L B.

ALBERGEMENT, est un terme qui n'est guere connu qu'en Dauphiné, où il y est employé pour signifier un bail à emphytéose. Salvaing, de l'usage des Fiefs, chap. 25 & 62. *Vide* Brillon, *verbo*, Albergement.

Le Bailleur en Albergement & le Preneur peuvent convenir qu'au cas que le Preneur aliene le fonds albergé, ou qu'il decede sans enfans avant l'expiration du terme de l'Albergement, le Bailleur rentrera dans ledit fonds albergé. *Vide* Basset, tom. 1, liv. 1, tit. 7, chap. 3, & liv. 3, tit. 11, chap. 1.

A L E.

ALEU ou **FRANC-ALEU**, est un heritage franc & libre de tous devoirs féodaux. Molin. *in consuetud. Paris*. tit. des Fiefs, §. 68, glos. 2, *in verbo*, Franc-aleu, n. 1. La Coutume d'Orleans art. 250, *Clarus*, §. *Emphyteosis*, quest. 49. Cujas, *libo* 8, *observat. cap.* 14. Suivant Bouteil. en la Somme rur. tenir en Franc-aleu, c'est tenir Terre de Dieu tant seulement, &

ne devoir cens, rentes, servage ou relief, ni quelque autre redevance que ce soit, à vie, ni à la mort.

Il y a deux sortes de Franc-aleu, l'un noble & l'autre roturier. Le Franc-aleu noble est celui qui a Justice, Fief ou Censive, *allodium nobile est illud cui coheret jurisdictio, vel à quo dependent feuda, vel censualia pradia*, dit du Moulin sur l'art. 46 de l'ancienne Cout. de Paris. Le Franc-aleu roturier est celui qui n'a aucune de ces qualités ; mais qui est simplement exempt de toute redevance.

Par la disposition du Droit en la Loi *altius, cod. de servit. & aq. & L. per agrum cod. de servit.* tous les biens étant censés francs & libres, *nisi probetur servitus*, il s'ensuit que le Franc-aleu sans titre doit avoir lieu dans les Pays régis par le Droit Ecrit ; c'est-à-dire, que les Seigneurs ne peuvent exhiber les droits & devoirs Seigneuriaux, sans exiger de bons & valables titres, qui établissent leurs droits ; ainsi qu'il fut jugé par un Arrêt du 20 Novembre 1574 pour M^e Jacques Favier Avocat, contre François de Sallesard, Baron de Saint-Just ; Papon en ses Arrêts, liv. 13, tit. 2, art. 16. *Vide la Roche*, des Droits Seigneuriaux, chap. 1, art. 1, & *ibid.* son Commentateur. Brodeau sur la Cout.

de Paris , art. 68 , n. 7. M. Salvaing , de l'usage des Fiefs , chap. 53 , qui rapporte un Arrêt du Parlement de Paris du 12 Avril 1624 , par lequel le Seigneur fut condamné de vérifier par acte , la sujétion des fonds ; & à faute de cela le Défendeur absous. *Vide* deux autres Arrêts rapportés par le même Auteur , l'un du Parlement de Grenoble du 12 Août 1666 ; & l'autre du Parlement de Paris , prononcé par M. de Lamoignon Premier Président , le 11 Août 1662.

Il y a aussi des Coutumes en France , qui ont conservé leur liberté naturelle , c'est-à-dire , où le Franc-aleu sans titre est admis , & qu'on appelle pour cette raison Coutumes allodiales ; telles sont les Coutumes de Troyes , de Chaumont en Bassigny , d'Auxerre , de Nivernois , de Vitry & d'Auvergne.

A l'égard des autres Pays Coutumiers qui ont perdu leur ancienne liberté , il est certain que c'est aux Emphitéotes à prouver leur franchise par de bons titres , parce que dans ces Pays la giroïette sert de titre au Seigneur.

Il suit de ce que nous venons de dire que la règle ou le brocard du Droit François , *nulle Terre sans Seigneur* , n'est pas aussi étendue qu'il a plu à quelques Auteurs

de l'enseigner , du nombre desquels est Jean Fab. sur le §. *omnium* aux Instit. de *actionib. n.* 13. Galand dans son Traité de Franc-aleu , & Mainard , liv. 4 , chap. 35.

Il est vrai que l'Ordonnance de Louis XIII. de l'année 1629 , a voulu que le Franc - aleu sans titre ne fût reçu ni en Pays de Droit Ecrit ni en Pays Coutumier. Cette Ordonnance porte en l'article 383 , que tous héritages ne relevant d'autres Seigneurs , sont censés relever du Roi , sinon , que les Possesseurs desdits héritages fassent apparoir de bons titres qui les en déchargent. Mais les Parlemens n'ont enregistré cette Ordonnance , qu'avec des modifications qui ont conservé l'ancien usage. Par exemple , le Parlement de Toulouse inséra ces mots dans l'Arrêt de registre : *Et n'aura lieu sous le bon plaisir du Roy , l'art. 383 dans la Province du Languedoc , où le Franc-aleu est observé de tout tems par le Droit Ecrit & par les Privileges de la Province.* Le Parlement de Dauphiné ajouta à-peu-près la même modification dans son Arrêt de registre. Voyez M. Salvaing, de l'usage des Fiefs , chap. 53.

Au reste le Commentateur de la Roche-Flavin se trompe grossièrement , quand il dit sur le ch. 1 , art. 1 des Droits Seign.

que dans la Province de Guienne, la *maxime*, *nulle Terre sans Seigneur*, s'y entend au pied de la lettre; puisque d'un côté il est certain que la Sénéchaussée de Guienne a été déclarée Pays de Franc-aleu, par plusieurs Arrêts du Conseil d'Etat, rapportés par le Glossateur de la Peyr. let. A, n. 56. Et en second lieu que la Province de Guienne est presque toute régie par le Droit Ecrit, où nous avons établi que le Franc-aleu a lieu incontestablement.

La maxime donc, *nulle Terre sans Seigneur*, ne doit être entenduë que quant à la Justice ou Jurisdiction, & non pas quant à la Seigneurie directe, Molin. *in Consuet. Paris.* tit. des Fiefs, §. 68, gloss. 2, *in verbo* Franc-aleu, n. 11 & 12. Chop. *de Jurisd. Andeg.* lib. 2, part. 2, cap. 2, tit. 5. n. 4. Reb. *in tract. de congr. port.* n. 124 & seq. Et c'est ainsi que s'en explique la Coutume d'Orleans art. 355, lorsqu'elle dit que le Franc-aleu est un héritage tellement franc, qu'il ne doit fonds de terre, & n'est tenu d'aucun Seigneur foncier, & ne doit tailles ni autre servitude quelle qu'elle soit; mais quant à la Justice il est sujet à la Jurisdiction du Seigneur Justicier.

C'est aussi l'avis de M^e. Charles du Moulin sur la Cout. de Paris, dict. §. 68, gloss. 1, où il dit: *Ex quibus liquet falsum*

esse illud dictum vulgare , non posse quem in hoc regno tenere terram sine Domino , & hoc intelligendo sine Domino scilicet directo, quem sit necesse in dominum directum soli recognoscere ; sed intelligendo sine domino , id est , quin subsit dominationi & Jurisdictioni Regis , vel subalterni Domini sub eo , est verissimum.

En effet , il n'y a point d'héritage pour si franc & allodial qu'il soit, qui ne ressortisse de la Justice Royale ou Seigneuriale. *Vide Brodeau sur l'art. 68 de la Cout. de Paris , n. 17 & 21. Galand, du Franc-aleu, pag. 12, tellement que le Franc-aleu même, cui coheret Jurisdictio , n'est pas exempt de la Justice supérieure Royale ou Seigneuriale.*

Du Moulin , sur la Coutume de Paris §. 46, s'explique si excellemment sur cette matiere que le Lecteur me sçaura bon gré, de rapporter ses propres termes. *Qui tenet fundum in allodium, dit ce sçavant Auteur, id est in plenam & absolutam proprietatem, habet integrum & directum Dominium, quale à principio de jure gentium fuit distributum & distinctum, & nullum soli dominum recognoscit, sive tanquam patronum, sive tanquam alium Dominum directum, nec possidet tanquam Vassallus, nec tanquam Censuarius, Emphiteuta, aut Superficiarius, vel*

alio utili aut inferiori Dominio, sed jure veri liberi, directi & absoluti dominii: Unde ut eleganter scripsit, D. Budaus in l. Herennius ff. de eviction. dicitur alodium, ex eo quod pradia eo jure habentes nullum habeant autorem vel superiorem Dominum, quem laudare possint aut teneantur. Et ex hac ratione vocatur francum, id est liberum: Liberum, inquam, à juribus & servitutibus dominicalibus. Non tamen excludit, quin recognoscant superiorem dominum habentem Jurisdictionem in loco ratione Jurisdictionis. Nec ideo minus est qui alodium, quod sub Jurisdictione alterius situm sit, quia etiam mera proprietas, prout est alodium, nihil habet commune cum Jurisdictione.

Nota, avec Louet & Brodeau let. D, som. 51, & le Glossateur de la Peyr. let. A, n. 56, qu'il faut faire une grande différence du Franc-aleu naturel, tel qu'il se trouve dans les Pays de Droit Ecrit, & dans les Coutumes qui se sont maintenues dans leur liberté primitive, & que nous appellons pour cette raison Coutumes alodiales, d'avec le Franc-aleu de concession, tel qu'il se trouve dans les Coutumes où le Franc-aleu sans titre n'a point lieu. Au premier cas, comme la liberté est présumée, s'il n'appert du contraire, c'est au Seigneur à montrer le titre de sa directité,

pour assujettir le Possesseur à la rente & autres droits Seigneuriaux, & non pas au Possesseur à montrer le titre de son exemption; parce que le Possesseur n'ayant besoin d'autre titre, que la liberté naturelle, qui est le titre des titres, il lui seroit impossible de montrer un titre d'affranchissement, dont il n'a que faire. Mais au second cas le Possesseur ayant perdu l'affranchissement naturel, il doit établir son immunité, par un titre qui marque son exemption.

Néanmoins si le Seigneur montre par le bail d'inféodation, ou par les reconnoissances, qu'il a baillé un terroir uni & limité par des Chemins, Ruisseaux, Montagnes ou autres bonnes bornes, & que l'héritage sur lequel il prétend la vente & autres accessoires de la directe, est compris dans lesdites limites, pour lors le Tenancier est tenu de payer les droits Seigneuriaux, si ce n'est qu'il fasse apparoir de la liberté & affranchissement de sa Terre. Gui-P. quest. 112, & *ibid.* Ferr. Molin. *verbo* Franc-aleu, n. 6 & 7. La Roche des Droits Seigneuriaux, chap. 1, art. 3. *Vide* Mainard, liv. 4, chap. 35. Il a même été jugé par un Arrêt du Parlement de Paris du 14 Mai 1602, rapporté par Bouguier, let. D, chap. 17, que cela avoit lieu encore que le Possesseur de l'héritage pré-

tendu allodial, fût en possession immémoriale de liberté, par la raison de la Loi *semper in stipulationibus*, ff. de regul. jur. suivant laquelle *si non apparet quod actum est, consequens erit ut id sequamur, quod in regione in quâ id actum est, frequematur.*

Remarquez 1°. Que le Seigneur peut contraindre ceux qui possèdent des Francs-aleux au-dedans de sa Seigneurie, à lui bailler déclaration de la quantité de terres qu'ils tiennent en Franc-aleu ; afin que le Seigneur ne soit pas exposé à poursuivre mal-à-propos, pour le payement de ses droits, les Possesseurs des biens allodiaux, Galand en son Traité du Franc-aleu, chap. 1, n. 8. Du Moulin sur la Coutume de Paris, tit. des Fiefs, §. 68., glos. 2, verbo Franc-aleu, n. 14 ; vide Chop. Andeg. lib. 1, cap. 38, n. 8. La Peyr. let. A, n. 56.

2°. Que si celui qui prétend que son héritage est Franc-aleu, a payé les droits Seigneuriaux, pendant un tems considérable, il est obligé de continuer de les payer à moins qu'il ne prouve son affranchissement. Despeiss. des Droits Seign. tit. 2, vers. tertio.

3°. Que quoique l'héritage tenu en Franc-aleu, soit sujet au retrait lignager, comme étant un droit du sang, que la

qualité du bien ne peut effacer , il est néanmoins exempt du retrait féodal ; parce que le Franc-aleu pour être tel , doit être libre de tous les droits féodaux. Galand, du Franc-aleu, pag. 311.

Il n'en est pas de même des droits dépendans de la Justice, car la majeure & la plus saine partie des Auteurs sont d'avis, que le Franc-aleu est sujet aux droits de Justice, comme Aubaine, Bâtardise, Desherence & Confiscation, dans les Pays où elle a lieu. Parce que la maxime *nulle Terre sans Seigneur*, devant s'expliquer de la Justice, ainsi que nous l'avons établi, il faut conclure que le Franc-aleu n'est pas plus exempt des droits de la Justice, que les autres biens,

A L L

A L L U V I O N, est l'accroissement imperceptible d'un héritage, qui se fait lorsque la Riviere ou la Mer se retirent peu à peu & s'éloignent de l'héritage qui les avoisine immédiatement. *Est autem Alluvio incrementum latens*, &c. dit Justinien aux *Instit. de rer. divis. & acquir. rer. domin. §. per Alluvionem*. Les Auteurs tant Coutumiers, que ceux de Droit Ecrit, sont fort partagés sur la question de sça-

voir , si lorsque le fonds emphytéotique augmente par le moyen de l'Alluvion , le Seigneur direct peut augmenter à proportion la rente ou le droit de champart.

Voici comment s'en explique du Moulin sur la Coutume de Paris, §. 1, glos. 1, n. 115 & seq. *Et sic eodem jure, eadem causâ & qualitate acquiritur & possidetur sicut ager cui adjectum est. Unde habenti in pradio augmentato plenam proprietatem, istud augmentum acquiritur jure plena proprietatis, & habenti quasi dominium accrescit jure quasi Domini & habenti possessionem, titulum & usucapiendi conditionem, accedit in possessione, titulo & prescriptione. Et habenti Territorium & Jurisdictionem, merum & mixtum imperium accrescit in eodem jure territorii, imperii & omnis Jurisdictionis. Et eodem modo accresceret Emphyteuta, nec propter hoc debet augeri canon vel aliud onus aut servitium.* On ne peut décider la question d'une manière plus claire contre le Seigneur direct.

Godefroy sur la Loi 1, *cod. de jur. Emphit.* se déclare pareillement pour l'Emphytéote : *Quod si rei Emphyteuticarie, dit cet Auteur, per Alluvionem aliquid accesserit, non augebitur pensio : Nam cum ad Emphyteutam damnum pertineat, ad eundem deferri commodum oportet.*

C'est aussi l'avis de Julius Clar. *lib. 4, §. Emphit. quest. 41, n. 2.* Voici ses propres termes : *Sed numquid propter augmentum contingens in re Emphiteuticâ, augebitur etiam pensio seu canon solvendus ab Emphiteuta ? Responde quod non, sed omne augmentum quod pertinet ad Emphiteutam cedat illi sine onere pensionis.*

La Peyr. let. A, n. 57, décide que le Seigneur a droit de prendre l'Agriere sur l'Alluvion accruë au champ tenu en Agriere ; mais qu'il ne peut augmenter la rente, si le champ accru par l'Alluvion est tenu à rente, à moins que la rente ne se paye par arpens. Par où l'on voit que cet Auteur donne plus de privilege au champ qu'à la rente, quoiqu'il soit vrai de dire que la rente étant plus Seigneuriale que l'Agriere, elle doit être au moins aussi privilégiée.

Despeiss. des Droits Seigneuriaux, tit. 4, art. 3, sect. 3, n. 3, décide aussi que l'Alluvion profite au Seigneur direct, & il autorise son opinion par un Arrêt du Parlement de Toulouse prononcé en Robbes rouges le 14 Août 1597, rapporté par l'Estang en ses Arrêts, Arr. 3. C'est à cet Arrêt solennel que l'on croit devoir se tenir, malgré les autorités respectables rapportées ci-dessus ; parce que n'y

ayant point de principe certain en cette matiere, il est plus sûr de s'attacher à l'autorité de la chose jugée.

D'ailleurs ce qui est ajouté par l'Alluvion au premier fonds, devenant de même nature que le fonds auquel il est ajouté, suivant la disposition de la Loi *si ego*, §. *quod tamen*, ff. *de publiciana in rem act.* il doit être sujet aux mêmes charges, & le Seigneur direct doit profiter de ce cas fortuit aussibien que l'Emphitéote. *Vide* Automne *ad L. in agris*, ff. *de acquir. rer. dom.* Henrys, tom. 2, liv. 3, quest. 30.

A M O.

A M O R T I S S E M E N T, n'est autre chose qu'une dispense ou permission de posséder des héritages, accordée par le Roi aux Gens de main-morte, comme sont les Eglises, Monasteres, Chapitres, Colleges & autres Corps & Communautés Ecclesiastiques ou Laïques; au moyen de quoi ces héritages cessent d'être dans le commerce des hommes, & ceux qui par leur état & par les Loix du Royaume, étoient incapables de les posséder, sont rendus habiles à les tenir, par un effet de cette grande puissance, que Dieu a communiquée aux Princes Souverains, de
changer

changer, quand il leur plaît; l'état & la condition des hommes, comme dit M. d'Olive, liv. 2, ch. 34.

Autrefois les grands Seigneurs, comme Princes, Ducs, Marquis & Comtes, avoient usurpé le droit d'amortir les heritages situés dans leurs Terres. Voyez M. Salvaing, de l'usage des Fiefs, ch. 59, où il rapporte l'exemple d'un Amortissement fait par Raimond Berenger, Seigneur de Beluér; & M. d'Olive, *loco cit.* qui cite un Arrêt de l'année 1290, par lequel le Comte de Nivernois fut maintenu dans la prérogative d'amortir, à condition qu'il ne lui seroit pas permis d'en prendre finance. Mais depuis que nos Rois ont mieux éclairci les droits de leur Couronne, ils se sont réservé, privativement à toutes sortes de Seigneurs, le droit de dispenser la main-morte de posséder des heritages; par la raison, qu'il n'appartient point aux Seigneurs particuliers, de déroger aux Loix du Royaume, qui rendent les Gens de main-morte incapables de posséder des heritages, & parce qu'il ne convient qu'au Souverain, de permettre que les choses soient ôtées du commerce des hommes. Voyez l'Ordonnance de Charles V. de l'année 1372, qui porte expressément qu'au Roi seul appartient d'amortir dans son

Royaume, & que les dispenses accordées aux Gens de main-morte par les Seigneurs ses Sujets, ne pourront avoir effet d'amortissement. Ce qui paroît conforme à la disposition du Droit Romain en la Loi *sacra loca*, §. *sciendum primò*, ff. de rer. divis. L. *cùm servus*, ff. de legat. 1, & L. *ult.* ff. ut in possess. legat. suivant lesquelles les biens ni les lieux, ne peuvent être consacrés ni ôtés du commerce, *nisi jussu Principis*. M. le Bret au liv. 4 de la Souveraineté, ch. 11, Bacquet, en son Traité du Droit d'Amortissement, ch. 41. Voyez Cicéron, en son Oraison *pro domo sua*, où il fait mention d'une Loi faite par les Romains, sous le Consulat de Papirius, par laquelle il étoit défendu de consacrer aucun fonds, sans le consentement du Peuple, qui pour-lors avoit en main toute l'autorité, *ne innumeris consecrationibus res omnes sensim à dominio commercioque suo eriperentur*. Raison qui a fait inventer aux François le droit d'Amortissement, & qui seule prouve la justice de ce droit.

Il a été jugé par un Arrêt du 6 Juillet 1685, rapporté dans le quatrième tome du Journal des Audiences, liv. 8, ch. 47, que les Gens de main-morte peuvent être contraints de vuider leurs mains des fonds par eux acquis, même de ceux qu'ils ont

retenus par droit de retrait féodal, faute de payer l'Amortissement. La raison est, parce que les Gens de main-morte sont inhabiles à posséder des immeubles, jusqu'à ce qu'ils ayent obtenu des Lettres d'Amortissement, & payé la finance. Le Roi peut même refuser aux Gens de main-morte, d'amortir les heritages par eux acquis, auquel cas ils seront tenus de vuider; à la différence des Seigneurs, lesquels, après l'Amortissement fait par le Roi, ne peuvent point faire vuider la main-morte; mais ils sont tenus de recevoir ou indemnité, ou bien homme vivant, mourant & confisquant, Papon, liv. 1, tit. 14, n. 4.

Le droit d'Amortissement est personnel, c'est-à-dire, que l'heritage amorti passant de main-morte en main-morte, il est dû au Roi & au Seigneur l'Amortissement & l'indemnité, comme la premiere fois que le fonds a été amorti, Dufresne dans son Journal, liv. 6, ch. 22, Bacquet, de l'Amortissement, ch. 46, n. 4 & suiv.

Comme l'Amortissement est un droit domanial, il ne peut être prescrit par les Gens de main-morte, par quelque tems que ce soit, M. le Maître, en son Traité des Amortissemens, ch. 5, n. 2, Bacquet, en son Traité des Francs-Fiefs, chap. 14, n. 1, Brodeau sur Louet, let. D, som. 2.

Ce droit ne peut pas même être aliéné par le Roi, suivant l'avis de Bacquet, *dict. cap. 14, n. 4*. Il en est autrement du droit d'indemnité, lequel est sujet à la prescription, même lorsqu'il s'agit d'une Eglise contre une autre Eglise, ainsi qu'il a été jugé par les Arrêts rapportés par Brodeau, *loco cit. Vide* d'Olive, liv. 2, ch. 34. La raison est, parce que l'indemnité tient lieu des lods & ventes, qui sont notoirement prescriptibles, Bacquet, en son *Traité du Droit d'Amortissement*, ch. 60, n. 2 & suiv. contre l'avis de Chenu sur Papon, liv. 1, tit. 14, n. 7, où il rapporte un Arrêt du 3 Août 1602, rendu contre l'Abbesse & les Religieuses de Saint-Paul, qui jugea le droit d'indemnité imprescriptible. Voyez M. de Cambolas, en ses *Décisions notables de Droit*, liv. 4, chap. 23, n. 3.

Remarquez que l'heritier est tenu de payer l'Amortissement & l'indemnité, pour l'heritage legué à la main-morte, ainsi qu'il a été jugé par Arrêt du 2 Juillet 1579, rapporté par M. Louet, let. A, somm. 12. La raison est, parce que, comme dit Bartole, sur la Loi *Pater*, §. *Tusculanus*, ff. *de legat. 3* : *Pia legata integra & sine ullâ deducione præstari debent. Vide* Brodeau, *hic*, qui cite les Auteurs & les Arrêts qui décident cette question.

Il en est autrement des donations entre-vifs; car, en ce cas, les Arrêts ont jugé, que si les Gens de main-morte acceptent une donation entre-vifs, sans faire insérer dans le contrat, que le Donateur sera tenu de payer l'Amortissement & l'indemnité, ils doivent faire amortir & payer l'indemnité à leurs dépens. *Vide* Dufresne en son Journal des Audiences, liv. 3, chap. 32, Brodeau sur Louet, let. A, som. 3. La raison est, parce que la donation étant un contrat synallagmatique, tout ce qui n'est pas exprimé & stipulé, est censé omis du consentement de toutes les Parties.

Les Gens de main-morte, pour obtenir des Lettres d'Amortissement, doivent déclarer par le menu, les immeubles par eux acquis, leur nature, qualité, circonstances & dépendances, à moins qu'il ne s'agisse d'un Amortissement général ou mixte, auquel cas la main-morte n'est pas tenue de détailler les heritages par elle acquis.

Comme les Lettres d'Amortissement s'expédient toujours, *sauf l'intérêt d'autrui & des Seigneurs*, il s'ensuit que nonobstant l'Amortissement accordé par le Prince, les Seigneurs peuvent user de retenue féodale, en remboursant le prix de l'acquisition & les loyaux-coûts. En un mot, les Lettres d'Amortissement n'ont d'autre effet, que

derendre les Gens de main-morte capables de faire des acquisitions d'immeubles, de même que les autres Sujets du Prince. *Vide infr. verbo*, Indemnité.

A R M.

ARMOIRIES, sont des devises réglées selon l'art du Blason, qui ont été inventées pour marquer la Noblesse d'une Maison.

Il n'y a que le Seigneur Haut-Justicier & le Patron, qui soient en droit de faire mettre leurs Armoiries dans les Eglises de leurs Justices ou Fondations, & dans le concours, celles du Haut-Justicier doivent être mises au-dessous de celles du Patron, ainsi qu'il a été jugé par un Arrêt du 23 Août 1614, rapporté par M. le Prêtre dans ses Arrêts de la Cinquième.

Il doit y avoir quelque différence entre les Armoiries des aînés & des puînés, c'est-à-dire, que les puînés ne peuvent point porter les Armes pleines de la famille, comme les aînés, suivant un Arrêt du Parlement de Toulouse du 14 Août 1509, rapporté par la Roche, des Droits Seign. ch. 30, art. 3.

A R R.

ARRIERE-FIEF, est un Fief qui relève d'un autre Fief, lequel relève lui-même d'un autre. *Vide infr. verbo, Fief.*

A T T.

ATTERRISSEMENT, est l'ancien lit qu'un fleuve ou une riviere ont abandonné, pour se faire un nouveau canal.

Par la disposition du Droit aux Instit. *de rer. divis. & acquir. rer. dom. §. quod si naturali*, le canal abandonné par la riviere, appartenoit aux Proprietaires des fonds immédiatement voisins. Mais en France les Atterrissemens appartiennent au Roi, ou au Seigneur Haut-Justicier, à l'exclusion des Proprietaires des heritages voisins ; ils appartiennent au Roi, lorsqu'ils sont faits par des rivieres navigables, & au Seigneur Haut-Justicier, lorsqu'ils sont faits par des rivieres non-navigables. On peut voir là-dessus l'Edit du mois d'Avril 1683, & la Déclaration du mois d'Août 1689. Despeis. des Droits Seign. tit. 5, art. 3, sect. 9, à n. 8 *ad* 12, Chop. du Dom. liv. 1, tit. 15, n. 2, Bacquet, des Droits de Justice, ch. 30, n. 6. Voyez

la distinction que nous avons donnée, sous le mot, *Fleuves*.

A V E.

A V E U. On entend par Aveu ou Dénombrement, une description exacte & par le menu, de tout ce qui compose le Fief servant, tant en Domaine qu'en arriere-fiefs & censives, cens, rentes, servitudes, droits utiles & honorifiques, préeminences & prérogatives. Pocquet de Livoniere, dans son Traité des Fiefs, ch. 7, Despeisses, des Droits Seigneur. tit. 3, art. 3, sect. 2.

Suivant la disposition de la Coutume de Paris, art. 8, le dénombrement doit être fourni par le Vassal en forme probante & authentique, c'est-à-dire, qu'il doit être écrit en parchemin & passé pardevant Notaires, & il ne seroit point valable, s'il étoit écrit de main privée, ainsi qu'il a été jugé par un Arrêt du Parlement de Paris du 23 Décembre 1566, rapporté par M. le Prêtre, cent. 3, quest. 51, & par le Vest, Arr. 88, *Molin. verbo*, Dénombrement, n. 11, Bacquet, des Droits de Justice, ch. 34, n. 12, Brodeau sur l'art. 8 de la Coutume de Paris, Boucheul sur la Coutume de Poitou, art. 70, n. 2, Despeiss.

des Droits Seigneur. tit. 3, art. 3, sect. 2, n. 5 & 6.

Le Vassal doit donner son Aveu dans les quarante jours, après qu'il a été reçu par son Seigneur à foi & hommage. Voyez la Coutume de Paris, article 8, & celle d'Anjou, art. 6 & 139; & s'il laisse passer lesdits quarante jours, sans présenter son Aveu, le Seigneur est en droit de procéder par saisie féodale; non pas pour faire les fruits siens, ainsi qu'il le feroit à faute d'hommage non rendu; mais seulement pour empêcher la jouissance du Vassal, pendant qu'il sera en demeure de fournir son dénombrement, Despeisses, en son Traité des Droits Seigneur. tit. 3, art. 3, sect. 2, n. 9, du Moulin sur la Coutume de Paris, tit. des Fiefs, §. 9.

L'Aveu & dénombrement doit être présenté par le Vassal, au chef-lieu ou principal manoir du Fief dominant, parce que c'est un acte relatif à la foi & hommage, qui ne peut se faire qu'au principal manoir: ainsi le Seigneur peut refuser de recevoir l'Aveu de son Vassal, lorsqu'il le lui présente même en personne hors dudit principal manoir. Que s'il s'agit des Vassaux du Roi, ils doivent présenter leurs Aveux en la Chambre des Comptes de Paris, qui les renvoie aux Juges des lieux

pour les vérifier, Despeiss. *loco cit.* n. 12.

Après que le Vassal a baillé Aveu & dénombrement à son Seigneur, celui-ci doit le blâmer dans le tems marqué par la Coutume, faute de quoi l'Aveu est tenu pour reçu. Ce tems est réglé à quarante jours par la Coutume de Paris, à trois mois par la Coutume d'Anjou, à un an par celle du Maine, & à trente ans par les Coutumes de Bretagne & de Normandie.

Sur quoi il faut remarquer avec du Moulin sur la Coutume de Paris, art. 10, n. 7, que pour que le Seigneur soit exclus de blâmer l'Aveu, après les quarante jours, il faut que le Vassal ait fait ses diligences pour le mettre en demeure; sans quoi le Seigneur peut toujours blâmer l'Aveu pendant l'espace de trente années. Or les diligences que le Vassal doit faire pour mettre le Seigneur en demeure, sont d'aller ou d'envoyer querir le blâme, & sur le refus que fait le Seigneur de fournir blâme, le Vassal doit l'appeller en Justice, pour voir recevoir son Aveu, faute de blâme non fourni dans le délai prescrit par la Coutume.

Lorsqu'un Vassal tient plusieurs Fiefs distincts & séparés, relevant d'un même Seigneur, il suffit qu'il fasse un seul Aveu pour tous, pourvû qu'il contienne des cha-

pitres distincts & séparés pour chaque Fief, Brodeau sur la Coutume de Paris, art. 9, n. 3.

Quoique, de Droit commun, l'ancien Vassal ne doive à son nouveau Seigneur que la bouche & les mains, c'est-à-dire, la foi & hommage, & qu'il ne soit point tenu de lui fournir un second Aveu; il est néanmoins obligé de lui donner copie de l'Aveu par lui fourni à son Prédécesseur; mais ce ne doit être qu'aux dépens du nouveau Seigneur. M. Pocquet de Livoniere, dans son Traité des Fiefs, liv. 1, ch. 7, où il dit que c'est l'avis uniforme de tous les Commentateurs de la Coutume de Paris.

Il n'en est pas de même du nouveau Vassal à l'égard de l'ancien Seigneur; car, en ce cas, il ne suffit pas au nouveau Vassal de donner copie au Seigneur de l'Aveu fourni par son Prédécesseur; mais il faut qu'il fournisse un nouvel Aveu, ou qu'il déclare expressément se tenir à celui de son auteur. *Vide Molin. in Consuet. Paris. tit. des Fiefs, §. 8, verbo, Dénombrement, n. 2.*

Si le Fief servant est possédé par plusieurs Vassaux, chacun desdits Vassaux ne peut point fournir un Aveu séparé, parce que l'Aveu est un acte individu; ainsi ils

doivent tous ensemble fournir un dénombrement de tout le Fief, suivant la doctrine expresse de du Moulin sur la Cout. de Paris, tit. 1, §. 9, *gloss. 1, verb. Dénombrement*, r. 2, sauf le cas remarqué par M. Pocquet de Livoniere, *loco tit.* Que si le Fief servant relève de divers Seigneurs, le Vassal n'est point tenu de fournir son Aveu à chacun desdits Seigneurs; mais il suffit qu'il leur baille dénombrement à tous ensemble, parce que n'y ayant qu'un seul Fief, tous les Seigneurs sont considérés comme une seule & même personne, *Molin. dict. loco.*

Quand le Seigneur a reçu l'Aveu & dénombrement de son Vassal, il ne peut plus lui contester les droits exprimés dans son Aveu, comme sont les droits de Justice, garenne & autres prééminences de Fief. Il est même tenu de garantir à son Vassal ce qui est contenu audit dénombrement, & de prendre le fait & cause pour lui, contre tous autres Seigneurs qui prétendroient la mouvance des choses portées par l'Aveu qu'il a reçu : faute de quoi le Vassal demeurera déchargé envers lui, de la mouvance des articles, dont il sera évincé par d'autres. C'est la décision expresse de Boucheul sur la Coutume de Poitou, tom. 1, art. 70, n. 5. *Vide Bro-*

deau, sur l'article 10 de la Coutume de Paris.

Mais si le Vassal est évincé de la propriété des choses contenues dans son Aveu, il n'aura point d'action en garantie contre le Seigneur qui l'aura reçu ; à moins que le Vassal représente le premier contrat d'inféodation pour soutenir son Aveu, & qu'il paroisse que ledit contrat d'inféodation a été fait à titre onereux : C'est l'avis commun des Docteurs après du Moulin. *Vide cap. 1, de investitur. de re alien. fact.* au livre des Fiefs.

Comme l'Aveu & dénombrement contient une espèce d'alienation, les Auteurs de Fief ont fait naître la question de savoir, si les mineurs peuvent valablement fournir Aveu, ou le recevoir.

Pour décider cette question, il faut distinguer la majorité légale d'avec la majorité féodale. La majorité légale est celle qui est fixée à l'âge de vingt-cinq ans par la disposition de la Loi ; la majorité féodale est celle par laquelle les mineurs de droit sont réputés majeurs, quant à la foi & hommage & charges de Fief. Cette majorité est réglée par l'art. 32 de la Coutume de Paris, à vingt ans pour les mâles & à quinze pour les filles, & par la Coutume d'Anjou, à vingt ans également pour les mâles, & à quatorze pour les filles.

Il y a des Auteurs qui tiennent que les majeurs de majorité féodale, quoique mineurs de droit, étant réputés majeurs pour tout ce qui concerne les charges du Fief, sont capables de fournir Aveu, ou de le recevoir. Mais la plus saine opinion est, que le majeur de la majorité féodale, ne peut fournir Aveu, ni le recevoir, sans l'autorité de son Tuteur, & que l'effet de cette espèce de majorité n'est autre, que de rendre le mineur de droit capable de recevoir, ou de faire la foi & hommage, & de payer ou recevoir les droits du Fief.

Les Aveux & dénombremens baillés par les Vassaux en forme probante & authentique, & reçûs par le Seigneur, ou réputés reçûs pour n'avoir pas été blâmés, dans le tems prescrit par la Coutume, sont un titre respectif & font foi entre le Seigneur & ses Vassaux, & leurs heritiers ou ayans cause : Mais ils ne font point de preuve contre un tiers qui n'y est pas intervenu, *argum. L. 64, ff. de acquir. rer. domin.* à moins que lesdits Aveux & dénombremens rendus sans fraude, soient suivis d'une possession paisible & ancienne de trente ou quarante ans, auquel cas la preuve qui en résulte est suffisante, même contre un tiers, à défaut d'autres titres, *argum. L. 21, cod. de agricol. & censit.*

Mais *vide* Chop. *Andeg.* liv. 2, tit. 5, n. 3, Brodeau sur l'art. 8 de la Cout. de Paris, n. 5 ; le Prestre, cent. 4, ch. 25, & Mai-chin sur les Cout. de Saint-Jean d'Angeli, tit. 4, art. 31, ch. 2.

On trouve dans du Moulin sur l'art. 10 de la Coutume de Paris, n. 11, les principaux moyens de blâme que le Seigneur peut employer, pour débattre l'Aveu fourni par son Vassal. Les voici tels qu'ils ont été extraits de cet Auteur par M. de Livonniere, en son Traité des Fiefs, liv. 1, ch. 7.

„ Le premier, si le Vassal employe dans
„ son Aveu un heritage, comme faisant
„ partie du Domaine de son Fief, quoi-
„ qu'il n'en soit pas ; soit qu'il appartienne
„ au Seigneur ou à un tiers, ce qui seroit
„ une usurpation ; soit qu'il appartienne
„ au Vassal, mais pour raison d'un autre
„ Fief, ce qui seroit une confusion.

„ Le second, si le Vassal employe com-
„ me arriere-Fief, ce qui est de son Do-
„ maine, ou comme étant de son Domaine,
„ ce qui n'est qu'un arriere-Fief.

„ Le troisiéme, si le Vassal prend d'au-
„ tres qualités que celles qui lui appar-
„ tiennent, principalement si elles interes-
„ sent le Seigneur, comme s'il se dit Châ-
„ telain, Haut-Justicier, sans avoir Châ-

„ tellenie ou Haute - Justice ; s'il se dit
„ Seigneur d'un tel lieu, sans en avoir la
„ Seigneurie ; s'il se dit mal-à-propos Pa-
„ tron ou Fondateur d'une Eglise, &c. de
„ même s'il s'attribuë des droits qui ne lui
„ appartiennent pas , comme d'avoir droit
„ de garenne, de pêche, colombier, &c.

„ Le quatrième, s'il y a omission de
„ quelques parties des heritages, qui com-
„ posent le Domaine du Fief servant.

„ Le cinquième, s'il y a omission des
„ arriere-Fiefs des Vassaux ou Sujets qui
„ relevent du Fief servant , & de leurs
„ charges & redevances.

„ Le sixième, s'il y a omission des char-
„ ges, devoirs, redevances & servitudes
„ du Fief servant ; comme si le Vassal a
„ manqué d'exprimer les rentes, services
„ & autres devoirs.

„ Le septième, s'il n'y a point de con-
„ frontations, ou si elles ne sont pas justes
„ & modernisées.

Au reste, ces moyens de blâme ne sont
proposés que comme des exemples, qui
n'excluent point une infinité d'autres
moyens répandus dans les différens Au-
teurs de Fief.



B A N.

BAN A VENDANGER, est le droit qu'a le Seigneur, de marquer l'ouverture des vendanges ; desorte qu'aucune personne ne peut vendanger avant ce tems, à peine de l'amende, & de saisie de la vendange.

Le Ban des vendanges est très-juste, puisqu'il n'a pour objet que le bien public, qui doit toujours l'emporter sur l'intérêt particulier ; car, quoique chacun puisse régulièrement user de son bien à sa volonté, *unusquisque rei sue moderator est & arbiter*, ce ne peut néanmoins jamais être au préjudice de l'utilité publique. Or il est certain, qu'il est de l'intérêt public de ne pas recueillir les raisins avant leur maturité ; c'est pourquoi le Ban des vendanges est reçu presque par tout le Royaume.

Mais pour que les Habitans qui ont contrevenu au Ban des vendanges, soient sujets à l'amende, il faut que l'ouverture en ait été fixée & arrêtée, dans la forme prescrite par la Coutume ou par l'usage, autrement les contrevenans n'encourent point la peine de l'amende ; ainsi qu'il fut jugé par un Arrêt du Parlement de Tou-

louse, rapporté par Maynard, liv. 8, ch. 24, qui mit au néant la Sentence d'un Juge, qui avoit condamné un Particulier en l'amende, pour n'avoir pas observé les défenses ; l'Arrêt fondé sur ce qu'on n'avoit pas pris l'avis des Habitans pour donner lescdites défenses ; & par autre Arrêt du Parlement de Paris de l'année 1534, recueilli par Papon en ses Arrêts, liv. 6, tit. 1, n. 12. La forme donc de publier l'ouverture des vendanges, est que les Officiers de la Justice du lieu, assemblent les Habitans pour prendre leurs avis, *super commodo aut incommodo*, & qu'ils en fixent le jour à la pluralité.

Le Ban des vendanges étant une charge réelle, & qui interesse le droit public, personne n'en est exempt, pas même les Gentilshommes & les Ecclesiastiques.

Le droit de publier les vendanges appartient au Seigneur Haut-Justicier, à l'exclusion du Seigneur censier, & du moyen & bas Justicier, à moins qu'ils ne soient fondés en titres ou en possession légitime, Salvaing, de l'usage des Fiefs, chap. 39, Boucheul sur la Coutume de Poitou, art. 62, n. 3 & 4.

Il y a quelques Coutumes, comme celle de Nivernois, tit. des Vignes, art. 3, qui permettent au Seigneur de vendanger un

ou deux jours avant les autres Habitans. Sur quoi remarquez qu'il a été jugé par deux Arrêts, l'un du 26 Janvier 1666, & l'autre du 15 Mars suivant, rapportés par Salvaing, au lieu sus-allegué, qu'un Particulier peut acquérir, par la possession immémoriale, le droit de vendanger le même jour que le Seigneur.

Les vignes enfermées dans des enclos ne sont point sujettes au Ban des vendanges ; ainsi les Propriétaires peuvent les vendanger avant l'ouverture d'icelui, sans s'exposer à l'amende, ni à la saisie. La raison est, parce qu'alors on ne fait point de tort aux autres Habitans. *Vide*, Henrys, liv. 3, chap. 3, quest. 36, & la Coutume de Nivernois, tit. des Vignes, art. 2.

On trouve un Arrêt dans le troisième tome du Journal des Audiences, liv. 1, ch. 8, du 5 Janvier 1667, rendu en faveur du Curé de Renepont, par lequel il a été jugé que le Curé Décimateur devoit être averti de l'ouverture du Ban, trois jours avant les vendanges ; afin, sans doute, qu'il ait le tems de faire porter ses vaisseaux dans les vignes, pour recevoir son droit de dixme. Mais cet Arrêt ne peut avoir lieu, que dans le cas où le Curé n'a pas assisté à la délibération des Habitans.

Au reste, il ne dépend point du Seigneur de donner permission à un Particulier, de vendanger avant l'ouverture du Ban des vendanges ; parce que le privilege que la Coutume lui donne de faire vendanger, un ou deux jours avant les Habitans, est personnel & seigneurial, *sicque personam non egreditur*. Salvaing, *loco cit*, Voyez M. le Prêtre dans ses Arrêts célèbres, pag. 78, qui rapporte un Arrêt du 22 Juin 1600, par lequel il a été jugé que le Juge qui a fixé le Ban des vendanges, peut en dispenser par une permission expresse, pourvû que ce soit gratuitement, & pour une cause juste & raisonnable.

BAN A VIN, est le droit qu'ont certains Seigneurs de vendre en détail le vin de leur crû, pendant le tems déterminé par le titre ou par la Coutume, & d'empêcher que pendant ledit tems aucun de leurs Sujets vende son vin en détail. Ce droit s'appelle encore, *Ban-vin, Baudevin, Vet. du vin, Ban de Mai, Ban d'Août.*

Dans les Provinces d'Anjou & du Maine, le droit de Ban-vin appartient aux Seigneurs Châtelains, par la simple disposition de la Coutume ; mais les autres Seigneurs inferieurs ne peuvent le prétendre, s'ils ne sont fondés en titres ou en pres-

cription, M. Pocquet! de Livonniere, en son Traité des Fiefs, liv. 6, ch. 6, §. 4. Voyez M. Salvaing, de l'usage des Fiefs, ch. 65, qui dit que ce droit appartient communément au Seigneur Haut-Justicier; ce qui veut dire que le Ban-vin appartient de plein droit au Seigneur Haut-Justicier, par le seul titre de sa Haute-Justice, au lieu qu'il ne peut appartenir au moyen ou bas Justicier, qu'en vertu d'un titre, ou par le moyen de la prescription, *ut notatum supra*.

Au reste, je crois ne pouvoir mieux faire connoître la nature du Ban-vin, qu'en rapportant ici un Arrêt du Parlement de Toulouse du 12 Août 1561, recueilli par M. de la Roche-Flavin, en son Traité des Droits Seigneuriaux, ch. 14, n. 1, ainsi je le transcrirai tout-au-long pour la commodité du Lecteur.

Entre le Syndic des Consuls, Manans & Habitans du lieu de Seysses Tolosanes, Appelant du Sénéchal de Toulouse; ou son Lieutenant, & autrement impétrant, & requerant l'enterinement de certaines Lettres Royaux aux fins de nullité & cassation, ou rescision de la transaction y mentionnée, & autres fins y contenuës, d'une part; & Jacques-Matthieu d'Espagne, Sieur dudit lieu de Seysses, Appelé

& Défendeur, d'autre : La Cour a maintenu & gardé ledit d'Espagne en la possession & saisine de pouvoir y vendre son vin à pot & pinte, chacune année durant le mois d'Août, à prix commun & raisonnable, tel qu'il sera taxé par les Baille & Consuls dudit lieu, & de prohiber & défendre à tous les autres Habitans dudit lieu, de quelque qualité qu'ils soient, de vendre aussi à pot & à pinte, aucun vin durant ledit mois d'Août, audit lieu & Jurisdiction d'icelui : à la charge qu'icelui Seigneur de Seysses sera tenu d'y tenir en vente vin vendable & de commune bonté, de maniere que lesdits Habitans, & autres Passans puissent en être commodément pourvûs ; sans que pour raison de ce leîd. Habitans puissent être empêchés par ledit Seigneur vendre, ou acheter leur vin en gros, étant en tonneaux gros ou petits, durant ledit mois d'Août, ou autre tems de l'année.

On voit par cet Arrêt, 1°. Qu'il ne dépend point des Seigneurs de faire durer le Ban-vin à leur gré, puisque cet Arrêt ne donne que le mois d'Août ; il est vrainéanmoins qu'il y a des endroits où le Seigneur a quarante jours, Salvaing, de l'usage des Fiefs, ch. 65, M. de Livonniere, en son Traité des Fiefs, liv. 6, ch. 6, §. 4. Mais

le terme de deux mois est le plus long, & il ne peut jamais être excédé, Brodeau sur l'art. 71 de la Coutume de Paris, n. 36, à moins que le tems ne fût expressément fixé par le titre. Sur quoi remarquez que si le titre ou la possession ne déterminent pas en quel tems de l'année, le Seigneur peut jouir du droit de Ban-vin, il peut choisir le mois que bon lui semble. *Vide* Graverol sur la Roche, des Droits Seigneur. ch. 14, art. 1.

2°. Que les Seigneurs ne peuvent vendre leur vin qu'à un prix commun & raisonnable, M. de Livonniere, *loco cit.* Salvaing, *ibid.* qui dit que le Seigneur du Ban a droit, en quelques lieux, d'ajouter un denier par mesure au prix commun, pourvu qu'il soit fondé en titre pour cela.

3°. Que les Seigneurs du Ban-vin, pendant qu'ils exercent leur droit, peuvent défendre à toutes sortes de personnes de vendre du vin à pot & pinte dans leur terre, Salvaing & Livonniere, *ibid.* à l'exception néanmoins des Cabaretiers & Taverniers, qui peuvent, même pendant le Ban, vendre leur vin aux Passans & Voyageurs en leurs Hôtelleries, Boucheul sur la Coutume de Poitou, art. 61, n. 4.

4°. Que les Seigneurs ne peuvent vendre pendant le Ban, que du vin sain &

net, ou comme dit l'Arrêt, du vin vendable & de commune bonté; de maniere que les Voyageurs & les Habitans n'ayent pas lieu de s'en plaindre; sinon les Sujets sont dispensés du Ban-vin pour cette fois, comme dit M. de Livonniere, *loco cit.*

5°. Que le Seigneur du Ban ne peut point empêcher les Habitans de sa Terre de vendre ou acheter du vin en gros, pendant le tems qu'il exerce son droit de Ban; parce que la vente en gros ne met aucun obstacle au détail du Seigneur.

Outre les questions qui se trouvent décidées par cet Arrêt remarquable, il s'en présente plusieurs autres importantes. La premiere, si les Seigneurs du Ban-vin peuvent, en vertu de ce droit, vendre d'autre vin, que celui de leur cru.

Tous les Auteurs conviennent que le privilege du Ban n'a été accordé aux Seigneurs que pour leur faciliter la vente du vin de leur crû, Salvaing de l'usage des Fiefs, ch. 65, Boucheûl sur la Coutume de Poitou, art. 61, n. 3, qui cite les différentes Coutumes qui le décident ainsi. L'art. 184 de la Coutume d'Anjou s'explique en ces termes: *Et doit ledit Seigneur durant ledit Ban vendre vin de son crû, en détail à prix commun & competent.* M. Pocquet de Livonniere, en son Traité des Fiefs, liv.

liv. 6, chap. 6, §. 4, est même d'avis que le Seigneur ne peut vendre que le vin de son crû de la Paroisse, où est située la maison Seigneuriale, d'où dépend le droit de Ban-vin, ce qui exclut le vin provenu des vignes du Seigneur, situées dans une autre Paroisse, fondé sur divers Arrêts de Règlement, rapportés par les Commentateurs de la Coutume de Paris, art. 71, & sur l'Ordonnance de 1680 sur le fait des Aydes.

Il y a néanmoins trois cas remarqués par Salvaing, *dicto loco*, où le Seigneur peut vendre, pendant le Ban, du vin qui n'est pas de son crû. 1°. Si le titre le lui permet. 2°. Si le droit de Ban-vin lui appartient en lieu où il n'y a point de vignes, car autrement ce droit seroit illusoire. 3°. Quand le droit de Ban-vin est un accessoire de la haute Justice.

La seconde question consiste à sçavoir, si les Habitans peuvent vendre leur vin en détail, sitôt que celui du Seigneur a été vendu, quoique le tems accordé au Seigneur par la Coutume ou par son titre, ne soit pas expiré.

M. Pocquet de Livoniere en son Traité des Fiefs, liv. 6, chap. 6, §. 4; & M^c. Ferrière en sa Pratique, let. B, décident que le vin du Ban une fois vendu, les Parti-

culiers de la Paroisse ne peuvent être empêchés de vendre le leur, encore que le tems du Ban ne soit pas échu. La raison est, parce que le Seigneur n'a plus d'intérêt de s'opposer au débit du vin de ses Sujets.

La troisième est, si le droit de Ban-vin peut être donné à ferme, & s'il peut être exercé hors de la maison Seigneuriale.

La résolution des Auteurs est que ce privilege est tellement attaché à la personne du Seigneur, qu'il ne peut le céder ni le donner à ferme en tout ou en partie, conjointement ou séparément de sa Terre, & qu'il ne peut être exercé que dans la maison Seigneuriale, M. de Livoniere, *ibid.* Boucheul sur la Cout. de Poitou, art. 61, n. 3. Voyez M. Salvaing de l'Usage des Fiefs, chap. 65, qui atteste que l'usage du Dauphiné est, que le Ban à vin peut être cédé ou donné à ferme; mais que le Fermier ne doit vendre ou faire vendre que le vin du Seigneur, & non le sien propre. D'où il faut conclure que dans les lieux où la Coutume n'autorise pas les Seigneurs, à donner à ferme leur droit de Ban-vin, ils doivent le faire exercer dans leur propre maison, par les mains de leurs Serviteurs, sans qu'ils aient la faculté de le céder ou de le donner à titre de ferme.

Vide Chop. Andeg. lib. 2, tit. 3, n. 7. C'est la disposition expresse de la Coutume du Maine art. 202 : *Et vendront & feront vendre lesdits vins en leurs mains, sans qu'ils puissent les affermer, ni bailler ledit droit à autres.* Jean Sainson cité par Salvaing, s'explique en ces termes : *Ex parte Domini tria concurrere debent, quod vendatur justo pretio, quod vinum nascatur in feudo, & quod vendatur in Domini domo vel castello.*

Le droit de Ban-vin étoit autrefois fort en usage, surtout dans les Provinces d'Anjou, le Maine, la Marche, Touraine & Dauphiné; mais les difficultés que l'Ordonnance de 1680 a fait naître, pour l'exercice de ce droit, l'ont fait beaucoup négliger.

On peut voir sur cette matiere, Henrys & son Annotateur, tom. 1, liv. 3, chap. 3, quest. 41. Boucheul en ses Arrêts, liv. 4, chap. 32. Brodeau sur l'art. 71 de la Cout. de Paris, n. 36 & suiv. Chopin sur la Cout. d'Anjou, liv. 2, part. 3, chap. 1, tit. 3, n. 6. Tronçon sur l'art. 71 de la Coutume de Paris, *verbo* Moulin bannal, où il rapporte un Arrêt de la Cour des Aydes du 3 Avril 1610, rendu entre le Fermier Général des Aydes du plat Pays, & les Dames de Luzarche, qui ordonna que lesdites Dames rappor-

teroient le titre du Ban à vin par elles prétendu , & qu'elles déclareroient le mois qu'elles entendoient jouir de ce Ban ; donneroient déclaration chaque année , de la quantité & situation de leurs vignes , & de la quantité du vin qu'elles auroient recueilli ; sans qu'elles puissent céder leur droit aux Hôteliers & Cabaretiers , ni à autres personnes , ni vendre autre vin que celui de leur crû & Seigneurie , & sans assiette , à peine de déchéance du droit , & que pendant le tems du Ban , elles seroient tenuës de souffrir les visites des Commis pour inventorier & marquer leurs vins.

Nota. 1°. Que le droit de Ban-vin cesse , lorsque la Terre est saisie réellement. 2°. Que ce droit étant contraire à la liberté naturelle du commerce , il se perd *per non usum* , Boucheul sur la Coutume de Poitou , art. 61 , n. 5. 3°. Qu'il faut que les Seigneurs qui ont droit de Ban-vin , séparent fidelement , lors de la visite des Commis , le vin de leur crû , d'avec les autres vins , suivant la disposition de l'Ordonnance de 1680.

B A N C D A N S L' E G L I S E , est un droit honorifique , qui n'appartient de droit commun qu'au Patron & au Seigneur haut Justicier ; Lōyseau dans son Traité des Sei-

gneuries , chap. des Droits Honorables , n. 65. *Vide* Marechal des Droits Honorifiques , chap. 2 , qui dit qu'il n'y a régulièrement que le seul Patron qui soit fondé d'avoir Banc à queue & clos , c'est-à-dire , fermé par derrière , dans le Chœur de l'Eglise ; & que si les Seigneurs , même le haut Justicier , ont Banc au Chœur , c'est plutôt par tolérance , que par un véritable droit. Quoiqu'il en soit , l'usage est , que s'il y a un Patron , le haut Justicier a droit de Banc au côté gauche du Chœur , le côté droit demeurant au Patron , comme le lieu le plus honorable de l'Eglise ; & qu'à défaut de Patron le haut Justicier a son Banc au côté droit du Chœur.

De ce que nous venons de dire qu'il n'y a que le Patron & le haut Justicier , fondés de droit commun à avoir Banc dans l'Eglise , il n'en faut pas conclure que ce droit ne puisse bien être accordé aux bienfaiteurs , simples Gentilhommes &c. Car il est certain que toutes personnes peuvent avoir Bancs , non pas dans le Chœur , ainsi que le Patron & le haut Justicier , mais bien dans la Nef de l'Eglise , pourvû qu'ils en aient obtenu la permission du Patron , du Curé & des Marguilliers ou Fabriquiers , & en quelques endroits de l'Evêque Diocésain , Loyseau & Marechal , *ibid.*

Sur quoi il faut remarquer que le droit de Banc ne peut être accordé qu'à vie & non à perpétuité, ainsi qu'il fut jugé par un Arrêt du 22 Mai 1574, rapporté par M. Louet, let. E, som. 9; ce qui a lieu, encore que par le titre de concession de ce droit, il soit porté qu'il est donné à perpétuité, Loyseau *ibid.* n. 69. Il est vrai que les veuves, enfans & heritiers de ceux à qui ce droit avoit été accordé, ont accoutumé d'être conservés en la possession d'icelui, & d'être préférés à tous ceux qui le demandent, moyennant une reconnoissance qu'ils font à la Fabrique de l'Eglise. Brodeau sur Louet, let. E, n. 1.

Suivant la Jurisprudence des Arrêts; on ne peut point prétendre droit de Banc dans une Eglise; en vertu de la simple possession; ainsi pour être fondé dans ce droit, il faut un titre par écrit; Loyseau dans son Traité des Seigneuries, chap. 11, n. 66 & 67. Journal des Audiences, tom. 4, liv. 6, chap. 8; Marechal des Droits Honorifiques, chap. 2.

La connoissance des contestations qui concernent le possessoire des Bancs, appartient au Juge Royal, à l'exclusion du Juge d'Eglise; & celui qui est troublé dans la possession de ce droit, peut intenter complainte & réintégrande; Brodeau sur Louet, let. E, som. 9, n. 2.

Le droit d'avoir Banc dans l'Eglise appartient tellement au Patron & au Seigneur haut Justicier, à l'exclusion de tous autres, qu'il a été jugé par un Arrêt du Parlement de Bordeaux du 1 Juillet 1681 rapporté par la Peyr. let. B, n. 1, qu'un Seigneur de Fief ne pouvoit point avoir de Banc dans le Chœur de l'Eglise, quoiqu'au-dessous de celui du Seigneur haut Justicier. Et par un Arrêt du Parlement de Toulouse du 27 Octobre 1593 rapporté par M. de Cambolas, liv. 1, chap. 50, un simple Gentilhomme fut condamné à ôter son Banc, qu'il avoit fait placer dans l'Eglise.

Ceux qui voudront s'instruire plus à fond de cette matiere, peuvent voir ce qu'en dit Marechal dans son *Traité des Droits Honorifiques*, chap. 2, & les Arrêts qu'il rapporte dans son *Recueil d'Arrêts notables*. Le *Journal des Audiences* tom. 4, liv. 6, chap. 8. Loyseau dans son *Traité des Seigneuries*, chap. 11, à n. 65 *ad fin.* Chenu, cent. 1, quest. 84 & 85; Brodeau sur Louet let. E, som. 9.

BANLIEUE, est l'étendue de la Jurisdiction du Seigneur Bannier, Ragueau. en son *Indice des Droits Royaux*, *verbo* Banlieuë; Maichin sur la *Coutume de S. Jean d'Angely*, art. 6, chap. 1. *Vide* Bro-

deau sur l'article 85 de la Coutume de Paris.

L'étendue de la Banlieuë n'est point égale dans toutes les Provinces de France, ainsi il y a des Coutumes qui lui donnent deux mille pas, d'autres deux mille cinq cents; mais elle ne peut jamais être étendue au-delà de deux moyennes lieuës, suivant Basnage sur l'art. 210 de la Coutume de Normandie. Cette distance paroît même excessive, vû qu'il s'agit d'une servitude qui doit plutôt être bornée qu'étendue; c'est pourquoi je trouve la Coutume de Poitou, qui ne fait la Banlieuë que de deux mille pas, fort raisonnable.

Lorsqu'un Particulier soutient qu'il n'est pas dans la Banlieuë ou détroit du Seigneur Bannier, la contestation doit être vuïdée par le mesurage, qui doit se faire à frais communs du Seigneur & du prétendu sujet, sauf à répéter par celui qui obtiendra, Chopin sur la Coutume d'Anjou art. 22, n. 3, ou bien aux frais & avances de celui qui contredit la possession, *quoniam pro possessore respondendum est.*

BANNALITÉ, est un droit qu'ont certains Seigneurs, de contraindre leurs Emphitéotes de se servir de leurs Moulins, Fours ou Pressoirs, en leur payant les droits convenus.

La Bannalité étant un droit extraordinaire, & un effet de la violence que les Seigneurs ont exercée autrefois contre leurs Sujets, avec un empire despotique, les Seigneurs ne peuvent la prétendre par le seul titre de leur Seigneurie; ainsi, il leur faut un titre précis pour l'établir, Brodeau sur Louet, lettre M. som. 17, nombre 5; Scheudevin de l'ancienne édition, page 108, nombre 14; Charondas, en ses Pandectes, liv. 2, chap. 16; Bacquet, des Droits de Justice, chap. 30, nomb. 1, sur quoi, remarquez, 1°. Que quoique suivant le commun des Auteurs, la possession même immémoriale ne soit pas un titre suffisant pour assujettir les Tenanciers à la Bannalité, il y a néanmoins un cas où la prescription de trente ans suffit pour établir ce Droit; sçavoir, lorsque les Seigneurs ayant prohibé à leurs Emphitéotes, d'aller *v. g.* moudre leur bled ailleurs qu'au Moulin bannal, ils ont déferé à cette prohibition pendant l'espace de trente ans, Guypape, *quest.* 298, & *ibi* les Commentateurs; ainsi jugé par Arrêt du Parlement de Bordeaux, rapporté par Boërius, décis. 125; Bacquet, des Droits de Justice, chap. 29, nomb. 28; d'Argentré sur l'art. 355 de la Coutume de Bretagne. Or, la raison pourquoi la posses-

sion de trente ans est plus forte en ce cas que la possession immémoriale, c'est qu'elle se trouve jointe à un acte auquel les Emphitéotes sont censés avoir adhéré par leur obéissance. *Contrà tamen* Charondas en ses Pandectes, liv. 2, chap. 16, qui tient pour la liberté de l'Emphitéote, nonobstant ladite prescription de trente ans.

2°. Que dans les Coutumes où la Bannalité est considérée, *tanquam jus feudale*, le Seigneur n'a besoin d'autre titre que celui de son Fief, pour assujettir ses Emphitéotes à ce droit. *Vide* Boucheul, sur la Coutume de Poitou, article 34, nomb.

II.

3°. Qu'il y a des Arrêts qui ont jugé que la possession immémoriale, *que habet vim constituti & tituli*, étoit un titre suffisant pour établir la Bannalité, ainsi que l'atteste le Glossateur de la Peyr. lettre B. nombre 32; mais on croit qu'il vaut mieux s'en tenir à l'Arrêt du 20. Août 1700, rapporté par le même Auteur, *ibid.* comme plus conforme à la liberté naturelle, & à l'opinion des Auteurs. *Vide* Boucheul, *loco cit.* nombre 13, M. le Prêtre, cent. 3, chap. 52; Brodeau sur Louet, lettre M. chapitre 17, nombre

II.

Lorsque la majeure partie des emphyteotes, c'est-à-dire, les deux tiers & au-dessus, se sont assujettis à la Bannalité, les autres tenanciers sont dans l'obligation de suivre la même Loi, quoiqu'ils n'y aient pas donné les mains, *L. quod major, ff. ad municipalem, argum. L. nulli ff. quod cujusque universi. Refertur enim ad universos quod publicè fit per majorem partem, L. aliud est vendere, §. 1, ff. de reg. jur. Vide Bacquet, des Droits de Justice, chap. 29, nomb. 23, à moins que dans le tems que les autres tenanciers se sont soumis à cette servitude, les réfractaires eussent fait leurs protestations par un acte.*

La Bannalité du Four & du Moulin est une servitude personnelle, ainsi elle n'affecte que la personne du levant & couchant; c'est pourquoi, celui qui est domicilié hors de la Jurisdiction du Seigneur Bannier, n'est point sujet à la Bannalité du Four ou du Moulin, quoique ses biens y soient situés, la Peyr. lettres B. nombre 29, qui cite *Chop. Andeg. lib. 1, cap. 2, in fin. Vide la Roche, des Droits Seigneuriaux, chapitre 16, article 3; Boucheul sur la Coutume de Poitou, art. 34, nomb. 7.*

Il n'en est pas de même de la Banna-

lité du Pressoir , laquelle est considérée comme une charge fonciere & une servitude réelle , suivant quelques Auteurs ; ainsi ceux qui possèdent des vignes situées dans le territoire du Seigneur Bannier , sont obligés de faire pressurer leurs vendanges au Pressoir bannal , encore qu'ils n'aient pas leur domicile en la Terre , ou qu'ils ne soient pas ses Tenanciers , comme il a été jugé par un Arrêt du Parlement de Paris du 24 Avril 1600 , rapporté par Charondas en ses Pandectes , liv. 2 , chap. 16 , contre l'avis de la Peyr. *loco cit.* qui dit que celui qui est domicilié hors de la Jurisdiction , peut presser le vin recueilli dans la Terre du Seigneur Bannier , ailleurs qu'au Pressoir bannal. En effet , il est certain qu'il n'y a aucune véritable différence entre la Bannalité du Four & du Moulin , & celle du Pressoir ; ainsi en bonne règle on ne doit point admettre une distinction qui blesse la liberté naturelle , pour la conservation de laquelle on ne sçauroit trop veiller ; surtout à l'égard des Seigneurs , toujours attentifs à lui donner atteinte par leurs violences , & par l'autorité qu'ils ont sur leurs Emphitéotes.

Les Prêtres sont exempts de la Bannalité du Four & du Moulin , la Peyr. let. B , n. 31 , qui cite Bacquet des Droits

de Justice, chap. 29, n. 36. C'est aussi le sentiment de Despeis. des Droits Seigneuriaux, tit. 5, sect. 3, n. 12, du moins à l'égard du Curé. La raison est, parce que la Bannalité renferme une espèce de servitude personnelle, à laquelle les Ecclesiastiques ne peuvent être assujettis. *Vide* M. de Livoniere en son Traité des Fiefs, liv. 6, chap. 6, qui dit que par la disposition de la Coutume d'Anjou, il y a trois sortes de personnes exemptes de la Bannalité du Moulin; sçavoir, les Ecclesiastiques, les Nobles & le Propriétaire d'un fond hommagé qui y demeure. Mais on ne croit pas que cette Coutume doive servir de droit commun, à l'égard des Nobles & de ceux qui possèdent des Fiefs, comme l'a pensé M. d'Hericourt, puisque si l'on trouve des Arrêts, tel qu'est celui du 23 Mars 1624 rapporté par Brodeau sur l'art. 71 de la Coutume de Paris, n. 35, qui ont jugé que les Nobles & ceux qui possèdent des Fiefs, sont exempts de la Bannalité du Four, pour ce qui concerne le pain qui se consume à leur table, on en trouve beaucoup d'autres qui ont jugé qu'ils sont sujets à la Bannalité du Moulin. Brodeau, *ibid.* n. 34. Le Prestre, Centur. 3, chap. 52; Brodeau sur Louet, let. M, chap. 17, n. 23.

Les Hôtes ne sont point sujets à la Bannalité du Four, pour le pain qu'ils vendent aux Etrangers, la Peyr. let. B, n. 30; Maichin tit. 4, art. 4, chap. 3; mais ils n'en sont pas exempts pour le pain qui se consume par eux & par leur famille.

Le Seigneur Bannier étant en droit de contraindre ses Tenanciers de se servir de son Moulin, Four ou Pressoir, il est sans difficulté qu'il peut leur prohiber de faire aucun Pressoir, ou de bâtir Moulins & Fours dans l'étendue de son territoire, & les leur faire démolir, s'ils en construisent, Bacquet des Droits de Justice, chap. 29, n. 5, Brodeau sur Louet, let. M, chap. 17, n. 4, où il rapporte un Arrêt du 29 Janvier 1575, rendu en la première Chambre des Enquêtes, qui le juge de même. La Roche des Droits Seigneuriaux, chap. 16, art. 3. Charondas en ses Pandectes, liv. 2, chap. 16, *idem* en ses Réponses liv. 5, chap. 23; ainsi jugé par Arrêt du Parlement de Toulouse rapporté par Despeiss. des Droits Seigneuriaux, tit. 5, sect. 3, n. 7.

La Bannalité étant un droit extraordinaire, comme nous l'avons dit plus haut, il est raisonnable qu'elle soit sujette aux Loix de la prescription; ainsi les Emphytéotes peuvent s'affranchir de ce devoir.

général , par la prescription de trente ans contre les Seigneurs Laïcs, & par quarante ans contre les Seigneurs Ecclesiastiques. Parce qu'un si long silence de la part des Seigneurs fait présumer qu'ils n'ont jamais eû ce droit , ou qu'ils y ont renoncé ; d'ailleurs le retour à la liberté naturelle doit être favorablement accueilli. *Vide* Charondas en ses Réponses , liv. 5 , chap. 23 ; Brodeau sur l'art. 71 de la Coutume de Paris , n. 10 ; Bacquet des Droits de Justice, chap. 29, n. 30. Il est même remarquable que quoique le Seigneur ne puisse acquérir la Bannalité, au moyen de la prescription, qu'à compter du jour de la prohibition faite à ses Tenanciers d'aller *v. g.* moudre ailleurs qu'à son Moulin ; néanmoins l'Emphitéote n'a besoin de faire aucun acte au Seigneur Bannier , ni d'aucune contradiction de sa part, pour acquérir l'exemption de la Bannalité par le moyen de la prescription. La raison de cette différence n'est autre que la faveur de la liberation. *Contrà tamen* Mornac sur la Loi 27 , ff. *ad L. Aquil.* & dans ses Arrêts, tom. 4 , pag. 341, où il est d'avis que l'Emphitéote sujet à la Bannalité , n'en peut point prescrire l'exemption.

Si le Moulin Bannal n'est pas libre :

vingt-quatre heures après que le Tenancier y a fait conduire son bled, ou s'il n'est pas en état, il peut le mener moudre à tel autre Moulin que bon lui semble, Brodeau sur l'art. 71 de la Coutume de Paris. Il en est de même si le Four ou le Pressoir Banniers sont tellement occupés, que l'Emphitéote ne puisse s'en servir, après avoir attendu un tems convenable : Loisel, liv. 2, tit. 2, n. 33 ; ainsi jugé par Arrêt du Parlement de Dijon, rapporté par Bouvot, tom. 1, part. 2, *verbo* Seigneur Bannal, quest. 1 ; & par autre Arrêt du Parl. de Toulouse, recueilli par Papon en ses Arrêts, liv. 13, tit. 8, art. 1 ; Bacquet des Droits de Justice, chap. 29, n. 7. La Roche des Droits Seigneuriaux, chap. 17, art. 6. La raison est, parce que les Tenanciers se trouveroient exposés à des inconveniens considérables, par une trop longue attente.

Lorsque les Tenanciers sujets à la Banalité achètent du bled hors du territoire du Seigneur Bannier, dont ils font du pain, pour le vendre hors de ladite Banalité, ils ont la liberté de le faire moudre où bon leur semble, comme il a été jugé par un Arrêt du Parlement de Paris rendu en faveur des Boulangers de Gonesse, rapporté par Baquet des Droits de Jus-

tice, chap. 29, n. 34. *Vide* Brodeau sur l'art. 71 de la Coutume de Paris, n. 23. La raison est, parce que le Seigneur Bannier n'a aucun droit, sur les grains qui ont été recueillis, & qui se débitent hors de son territoire; Maichin tit. 4, art. 43. Chop. *Andeg. lib. 2, part. 2, cap. 1, tit. 3, n. 5.* La Peyr. let. B, n. 32.

Le Seigneur Bannier, ne peut exiger les arrérages du droit de Bannalité, que depuis l'introduction de l'Instance, suivant un Arrêt du Parlement de Toulouse du 18 Mai 1711, rapporté par M. Berthon de Fromental dans ses Décisions pag. 29. La raison est, parce que la Bannalité est un droit odieux, *odia autem convenit restringi.*

Une question qui se présente assez souvent en matière de Bannalité, concerne les petits Fours bâtis dans l'intérieur des maisons, & destinés uniquement à cuire des pâtisseries. Plusieurs ont cru que le droit de Bannalité étant d'autant plus odieux, qu'il assujettit les Tenanciers à une espèce de servitude personnelle, il devoit être restraint dans les bornes les plus étroites, & qu'ainsi les Emphitéotes sujets à la Bannalité, pouvoient avoir de cette sorte de petits Fours dans leurs maisons, pourvû qu'ils n'ayent que deux pieds &

demi de diametre , & que leur usage ne soit autre que de cuire les pâtes non-levées. *Vide* Raviot sur Perrier , quest. 278 , n. 16 & suiv. qui est de ce sentiment malgré plusieurs Arrêts qu'il rapporte , par lesquels il a même été jugé que la possession immémoriale , ne pouvoit pas autoriser les Emphitéotes sujets à la Bannalité , à avoir dans l'interieur de leurs maisons de cette espece de petits Fours.

Ces Arrêts paroissent néanmoins fondés sur deux raisons , que la faveur de la liberté quelque grande qu'elle soit ne sçauroit balancer , à moins de vouloir lui donner une étenduë excessive & trop libre. La premiere se prend de ce que, s'il étoit permis aux Tenanciers d'avoir de ces Fours dans l'interieur de leurs maisons , il leur seroit aisé de frustrer le Seigneur de son droit de Bannalité. La seconde se prend de ce que la possession de ces Fours cachés n'est point publique ; d'où il suit que le Seigneur ne la souffrant que parce qu'elle lui est inconnuë , il ne peut ni l'empêcher ni l'interrompre ; *at contra non valentem agere non currit prescriptio*. Je conclus donc que l'usage de ces petits Fours est abusif , & qu'ainsi le Seigneur Bannier peut empêcher ses Tenanciers d'en bâtir.

Si un Seigneur Bannier a en même-tems

la Bannalité d'un Four & d'un Moulin, il ne peut renoncer à l'un de ces droits & conserver l'autre, comme il a été jugé par un Arrêt du Parlement de Toulouse du 23 Août 1723, rapporté par M. Berthon de Fromental dans ses Décisions, page 30.

Le Pressoir bannal assujettit tous les Habitans du Territoire du Seigneur Bannier, sans exception des Nobles, suivant l'Arrêt du Parlement de Paris, du 22 Décembre 1552, rendu en faveur de Mefire Claude de Levis, Baron de Cosan, contre le Seigneur de Chalmazel, Chopin sur la Coutume d'Anjou, art. 27, Papon en ses Arrêts, liv. 13, tit. 8, n. 2.

La Bannalité du Pressoir est beaucoup plus rare que celle du Four & du Moulin, aussi M. de Livoniere atteste-t-il qu'il n'y a aucun Pressoir bannal en Anjou, & M. Salvaing dit que ce droit est si rare en Dauphiné, qu'il ne sçait qu'une Terre où il ait été introduit.

Lorsque la maison du Tenancier sujet à la Bannalité, se trouve située dans le Territoire de deux divers Seigneurs Banniers, le Propriétaire de la maison doit *v. g.* faire moudre ses grains au Moulin du Seigneur au Fief duquel la maison a sa principale sortie ; ainsi que le décide

Boucheul sur la Coutume de Poitou ; art. 34 , n. 4. *Vide* le Journal des Audiences, tom. 1 , liv. 6 , chap. 1 , où est rapporté un Arrêt du 5 Mars 1650 , qui sert à confirmer cette décision par la ressemblance du cas.

Le Seigneur qui a un Moulin Bannal, peut empêcher les Meûniers des Moulins circonvoisins , de venir quêter dans son Territoire , les grains de ses Emphitéotes sujets à la Bannalité. *Vide* Despeis. en son Traité des Droits Seigneuriaux tit. 6 , sect. 3 , n. 7 ; mais le Seigneur Justicier qui a un Moulin Bannal, ne peut point empêcher les Meûniers de son Vassal d'aller chercher du bled par sa Terre , pour le moudre au Moulin de leur Maître , comme il a été jugé par Arrêt du Parlement de Paris du 23 Mai 1561 , rapporté par Papon , en son Recueil d'Arrêts, liv. 13 , tit. 8 , n. 1. Et par deux autres Arrêts rapportés par Chopin, *Andeg. lib. 1 , cap. 14. Vide* Charondas en ses Réponses, liv. 2 , chap. 12.

Le Seigneur qui a un Moulin Bannal peut intenter l'action en complainte, contre celui qui fait bâtir un Moulin dans l'étendue de sa Bannalité ; parce que c'est un trouble qui lui est fait dans son droit de Bannalité. Voyez Brodeau sur l'art. 71 de la Coutume de Paris, n. 15.

Il n'en est pas de même lorsque le Seigneur n'a pas droit de Bannalité, attaché à son Moulin, Four ou Pressoir ; car pour lors il ne peut point empêcher ses Tenanciers de bâtir des Fours & Moulins, ou de construire des Pressoirs sur leurs heritages , encore que cela diminuë le profit qu'il avoit accoutumé de tirer de son Moulin, Four ou Pressoir ; parce qu'il n'y a que le Seigneur Bannier qui ait un privilege prohibitif & exclusif, Brodeau sur Louet, let. M, som. 17, n. 6.

Surquoi il faut remarquer à l'égard des Moulins à eau , que comme toutes les Rivières navigables appartiennent au Roi, on ne peut point y bâtir de Moulins sans la permission de Sa Majesté ; mais on peut en bâtir sur les Ruissèaux ou Rivières non navigables , pourvû que cela n'incommode pas celui qui en a un au-dessous, en lui ôtant ou détournant l'eau ; ou bien si l'on bâtit au-dessous, en retenant l'eau pour la faire remonter & regorger ; Brodeau, *ibid.*

Lorsqu'un des Tenanciers dispute au Seigneur Bannier le droit de Bannalité , cette contestation doit être vuidée avec tous les Tenanciers ; & à cette fin il doit être ordonné qu'il sera nommé un Syndic par tous les Habitans, pour déclarer s'ils

entendent accorder ou contester le droit prétendu par le Seigneur Bannier, comme il a été jugé par un Arrêt du Parlement de Paris, de l'année 1686, rapporté par Boucheul sur la Coutume de Poitou, art. 34, n. 35, & par autre Arrêt du 21 Juillet 1584, recueilli par Bacquet des Droits de Justice, chap. 29, art. 14. La raison est, parce que si les Habitans accordent le droit prétendu par le Seigneur, le Particulier réfractaire doit succomber, & suivre la Loi du plus grand nombre, ainsi que nous l'avons déjà observé.

Quoique le Seigneur Haut-Justicier n'ait pas de Moulin Bannal, & que par cette raison les Sujets puissent faire moudre leurs grains où bon leur semble, ou bâtir des Moulins sur leurs heritages; il peut néanmoins s'opposer à ce qu'ils s'assujettissent à la Bannalité du Moulin d'un Seigneur voisin, comme il fut jugé entre le Chapitre de l'Eglise Collegiale de Clery, & Messire Gabriel de l'Aubespine Evêque d'Orleans, par Arrêt du 30 Mars 1609, rapporté par Brodeau sur Louet, let. M, fom. 17, nomb. 8, conformément aux conclusions de M: l'Avocat Général Servin.

Ceux qui sont sujets à la Bannalité ne peuvent point s'en mettre à couvert, sous

prétexte de l'éloignement ; à moins que le Four , Pressoir ou Moulin Bannaux soient situés hors du Territoire du Seigneur Bannier ; auquel cas les Tenanciers ne peuvent point être contraints de remplir les devoirs de la Bannalité, ainsi qu'il a été jugé par un Arrêt du Parlement de Bordeaux, du 6 Août 1692, rapporté par la Peyr. let. B, n. 32.

Le Seigneur Haut-Justicier qui a droit de Bannalité sur les Justiciables d'un autre Seigneur Haut-Justicier, peut les appeler pardevant son Juge pour tout ce qui concerne la Bannalité ; sans que le Seigneur dont ils sont Justiciables puisse les revendiquer, comme il seroit en droit de le faire dans tout autre cas, ainsi jugé par deux Arrêts rapportés par Brodeau sur Louet, let. M, som. 17, nomb. 10 ; l'un du 10 Février 1617, & l'autre du 10 Juin suivant.

On trouve un Arrêt singulier dans la suite du Journal des Audiences, tom. 3, liv. 1, chap. 34, du 9 Juillet 1667, rendu dans la Cause de Frere Jacques de la Rochefoucault, Chevalier de Malthe, qui a jugé que les Commandeurs de l'Ordre de Malthe devoient être maintenus au droit de Bannalité, nonobstant une possession contraire de soixante ans. J'ap-

pelle cet Arrêt singulier , parce que les Auteurs conviennent , & les Arrêts ont constamment jugé que la possession de quarante ans , suffit pour s'affranchir de la Bannalité à l'égard de l'Eglise. Si ce n'est qu'on veuille dire que cet Ordre illustre , uniquement occupé à la défense du Christianisme , doit jouir de certains Privileges , qui ne sont pas accordés à l'Eglise en général ; ce qui paroît assez juste.

La Bannalité soit du Four , du Moulin ou du Pressoir est de pure faculté ; c'est-à-dire , que le Seigneur ne peut point être contraint d'entretenir ou de construire de nouveau les édifices bannaux ; pourvû néanmoins qu'il décharge ses Sujets de cette servitude , en leur permettant d'en construire pour leur usage particulier. *Vide Expilly en ses Arrêts chap. 222 , & Chop. Andeg. art. 23 , n. 6 & in fin.*

Il y a plusieurs cas auxquels les Tenanciers sujets à la Bannalité peuvent se dispenser d'en remplir les devoirs. 1°. Si le chemin n'est pas libre pour aller au lieu Bannal avec les bêtes qui portent le grain ou autre chose ; comme il a été jugé par un Arrêt du Parlement de Bretagne du 19 Octobre 1620 , rapporté par Brodeau sur Louet , let. M , som. 17 , n. 14. 2°. Les Sujets peuvent se dispenser d'aller *v. g.* au Moulin

Moulin Bannal, s'ils y ont souffert quelque dommage, jusqu'à ce que le Seigneur leur en ait fait raison, M. Pocquet de Livoniere en son Traité des Fiefs, liv. 6, chap. 6. 3°. Si le Moulin cesse par faute d'eau, ou parce qu'on travaille à le réparer. 4°. Quand il y a refus ou retardation non légitime, comme dit Brodeau sur Louet, let. M, somm. 17, n. 4. Voyez Chopin sur la Coutume d'Anjou, liv. 1, chap. 16, n. 1.

L'instance de Bannalité est réelle, ainsi le Seigneur Bannier qui auroit droit de *Committimus* ne pourroit point s'en servir pour raison de ce. Voyez Basnage sur la Coutume de Normandie, tom. 1, tit. des Fiefs & Droits Féodaux, art. 210, qui rapporte un Arrêt rendu en la Chambre de l'Edit du Parlement de Rouen, le 10 Juin 1666, qui le jugea de même; c'est aussi l'avis de Brodeau sur Louet, let. M, somm. 17, n. 22 & 23.

Le droit de Bannalité n'emporte point avec soi, le droit de *Verte-moute*, ainsi il faut un titre particulier outre celui de la Bannalité, pour pouvoir l'exiger, comme il a été jugé par un Arrêt du Parlement de Rouen, Basnage au lieu cité. Or, l'on entend par *Verte-moute*, un droit par lequel le Seigneur prenoit certaine quantité de

bled de ses Tenanciers, pour le droit de mouture, quelquefois même avant la récolte, Boucheul sur la Coutume de Poitou, art. 34, n. 10. Ce droit inventé par des Seigneurs toujours soigneux & attentifs à se procurer de nouveaux droits, a été sagement retranché, comme contraire à la nature de la Bannalité du Moulin, qui n'affecte que les grains qui se consomment dans la Banlieue ou Territoire du Seigneur Bannier, comme nous l'avons observé plusieurs fois,

B A T.

BASTARDS. On entend par Bâtards en général & dans la signification la plus étendue, les enfans qui sont nés d'une conjonction illégitime.

Sous cette définition sont compris les simples Bâtards, *id est nati ex soluto & solutâ, qui poterant inter se matrimonium contrahere*, les Bâtards adulterins qui sont nés de la conjonction illicite de personnes unies à d'autres par le mariage; & les Bâtards incestueux, qui sont procréés de personnes, qui ne peuvent contracter mariage, *propter consanguinitatem vel affinitatem.*

Par la disposition du Droit Romain dans

la Nouvelle 89 de Justinien, d'où a été prise l'Autentique, *licet patri, cod. de natural. lib.* Les enfans naturels sont en droit de recueillir une portion de l'hérédité de leur pere, décedé *ab intestat* & sans enfans légitimes. Le pere peut même leur laisser tous ses biens par testament, lorsqu'il n'a point d'enfans légitimes, sauf la légitime des ascendans.

La Loi les traite encore plus favorablement, à l'égard de la succession de la mere: car les Bâtards, même ceux qui sont appelés *spurii & vulgò quæsi*, *id est ex vaga venere procreati*, y sont appelés conjointement avec les enfans légitimes & sans aucune différence, jusques-là qu'ils sont en droit d'attaquer d'inofficiosité le testament de leur mere, pourvû qu'elle ne soit pas de condition illustre; *cum in mulieribus ingenuis & illustribus, quibus castitatis observatio præcipuum debitum est, nominari spurias satis injuriosum, satisque acerbum nostris temporibus indignum esse judicamus*, dit la Loi *si qua illustris, cod. ad Senatuscons. Orphit.* Voyez le §. novissimè aux Instit. de Senatusc. Orphit. L. 29, §. 1, ff. de inoffic. testam. L. 1, §. vulgò quæsi, ff. ad Senatuscons. Tertyll. & Orphit.

Mais il en est autrement du Droit François, qui regarde les Bâtards comme in-

capables de succeder à leurs pere, mere ou autres parens , *quia nec genus nec gentem habent*, L. 4, ff. *unde cognati*, à moins qu'ils ayent été légitimés *per matrimonium subsequens* , qui a toujours la vertu d'effacer le vice de l'origine, ou par Lettres de Sa Majesté vérifiées en la Chambre des Comptes , du consentement exprès du pere & de la mère , ou autres parens de qui les Bâtards légitimés prétendent la succession, sans quoi les Lettres de légitimation peuvent bien servir pour posseder des Charges & Dignités, mais non pas pour rendre habiles à succeder , *Benedict. in verb. & uxor. nom. Adelaſ. n. 186 ; Bald. in authent. preterea , cod. de natural. lib.* Ainsi jugé par deux Arrêts , l'un du 29 Novembre 1557 & l'autre du mois de Juillet 1583, rapportés par M. Louet , let. L, som. 7. Papon en ses Arrêts, liv. 5 , tit. 5 , n. 2. Voyez Bacquet en son Traité du Droit de Bâtardise, chap. 12 , n. 12 & suiv. Mornac *ad L. 7, ff. de adopt.* Chopin sur la Coutume d'Anjou , liv. 1 , ch. 41 , n. 4, & Coquille quest. 28.

De la même maniere que les enfans naturels succedoient à leur mere , par la disposition du Droit Romain, la mere leur succedoit aussi réciproquement ; *ſi spurius intestato decesserit , jure consanguinitatis aut*

agnationis hereditas ejus ad nullum pertinet , quia consanguinitatis itemque agnationis jura à patre oriuntur : Proximitatis autem nomine , mater ejus aut frater eâdem matre natus , bonorum possessionem ejus Edicto petere potest , L. si spurius 4 , ff. unde cognati.

Tels étoient les effets de l'indulgence que les Loix Romaines avoient pour le concubinage , qu'elles appellent *inaquale conjugium* , L. si quis §. quod si alterutram , *cod. de concubin.* Vide L. item legato §. parvi autem , ff. de leg. 3. Mais depuis que les Loix du Royaume conformes à celles du Christianisme , ont regardé le concubinage comme un crime & comme la source d'un infinité de désordres , la condition des Bâtards a totalement changé. Ensorte qu'aujourd'hui les Bâtards sont exclus de toutes successions *ab intestat* , à l'exception de la succession marquée par l'Edit, *unde vir & uxor* , & de celle de leurs enfans légitimes. Pareillement le pere ni la mere du Bâtard ne peuvent point lui succeder. Ainsi lorsqu'un Bâtard decede sans testament & sans enfans légitimes , la succession appartient au Roi par droit de Bâtardise , ou bien au Seigneur Haut-Justicier , pourvû qu'il y ait le concours de trois conditions ; la premiere , que le Bâtard soit né en sa

Terre ; la seconde , qu'il y ait eu son domicile ; la troisième , qu'il y soit décedé ; l'une desquelles conditions manquant , le Seigneur Haut-Justicier sera exclus par le Roi, Salvaing de l'Usage des Fiefs, chap. 66. Papon en ses Arrêts, liv. 5, tit. 2, n. 1. Voyez la Peyr. let. B, n. 9, qui dit que le Roi n'exclura point le Haut-Justicier , encore que le Bâtard décede en voyage hors de la Jurisdiction du Seigneur. Néanmoins le droit de Bâtardise étant un droit de la Souveraineté, & qui a été attribué au Seigneur Haut-Justicier plutôt par une ancienne observance, que par un véritable droit, comme dit Salvaing au lieu sus-allegué, il faut tenir que la condition du décès dans la Terre du Seigneur manquant, le Roi à qui seul de droit commun les biens vacans appartiennent, exclura le Haut-Justicier. *Si plures conditiones adscriptæ sint, si quidem conjunctim, omnibus parendum est*, dit Justinien aux Instit. de hered. instituend. §. 11. Voyez M. de Livoniere dans son Traité des Fiefs liv. 6, chap. 4, où il dit qu'en Anjou ces trois conditions ne sont point nécessaires.

Remarquez que le droit de Bâtardise n'a point encore été introduit dans la Province du Dauphiné, ainsi que l'atteste Salvaing de l'Usage des Fiefs, chap. 66,

circà medium, & on y observe les Loix Romaines avec quelque tempéramment.

Sur la question de sçavoir si les pere & mere des Bâtards, peuvent disposer en leur faveur, soit par testament, ou par donations entre-vifs, voyez Mornac *ad L. 29, §. 1, ff. de inoff. testam.* Papon en ses Arrêts, liv. 21, tit. 3, n. 2, Guy-Pape, quest. 280; Mainard, liv. 5, chap. 31; & Chopin sur la Coutume d'Anjou, liv. 1, chap. 41. Pour moi je me contenterai de rapporter ici ce qu'en dit M. l'Avocat Général de Lamoignon, à l'occasion d'un Arrêt du 28 Mai 1709 rendu en la Grand'Chambre sur les conclusions de cet illustre Magistrat; lequel Arrêt est rapporté par M. Augeard, tom. 2, chapitre 87.

» Par le Droit Romain le Bâtard suc-
 » cédait à sa mere, en vertu du Senatus-
 » consulte Orphilien, mais il ne succédait pas
 » à son pere; cependant il étoit permis au
 » pere de l'instituer heritier. Dans la suite
 » cette permission fut restrainte à la moi-
 » tié, puis au quart. Enfin l'ancienne Ju-
 » risprudence fut rétablie, il fut permis au
 » pere de lui donner tout. «

» Cet usage a été long-tems observé
 » parmi nous. Ceux qui vouloient faire
 » des donations à leurs Bâtards, étoient

» obligés de les faire insinuer, pour faire
» connoître qu'ils regardoient ces enfans
» comme légitimes. On en voit des exem-
» ples dans les Formules de Marculphe.
» L'histoire rapporte même qu'un fils na-
» turel de Clovis lui succéda conjointe-
» ment avec ses enfans légitimes.

» Sous la seconde race de nos Rois,
» la condition des Bâtards a commencé à
» n'être plus si favorable. Nous voyons
» dans le testament de Louis le Débon-
» naire, qu'il abandonne ses enfans natu-
» rels à la miséricorde de ses heritiers lé-
» gitimes.

» Saint Louis fit une Ordonnance pour
» obliger les Bâtards de payer les tributs
» auxquels les Aubains étoient imposés,
» parce que, disoit-il, ils doivent être
» réputés étrangers, non-seulement dans
» leur famille, mais encore dans le Royau-
» me. On voit encore en la Chambre des
» Comptes, les états de ce qui étoit payé
» par les Bâtards.

» Dans la suite, on leur donna des Let-
» tres de légitimation; ils succédoient
» conjointement avec les légitimes; mais
» l'honnêteté publique & la Loi du Chris-
» tianisme exigèrent qu'on les exclût de la
» succession de leur pere.

» Ce fut alors une question de sçavoir

» s'ils pouvoient être Legataires univer-
» sels ; elle fut jugée pour la négative,
» parce que le Legataire universel est *loco*
» *haredis*, ce seroit frauder la disposition
» de la Loi, & faire ce qu'elle défend.

» On a agité depuis la question, s'ils peu-
» vent recevoir des donations; les Docteurs
» se sont partagés; les uns ont dit qu'ils peu-
» vent en recevoir, pourvû qu'elles ne
» soient pas universelles; les autres ont
» prétendu qu'ils ne peuvent recevoir
» qu'une somme médiocre pour leur tenir
» lieu d'alimens; d'autres enfin, ont pris
» un temperamment, & ont pensé qu'ils
» pouvoient recevoir une somme plus for-
» te que des alimens; mais qu'il falloit
» qu'elle ne fût pas excessive.

» De ces différentes opinions, & des
» Arrêts qu'on cite, la conséquence la
» plus naturelle qu'on puisse tirer est que
» pour faire la réduction, il faut avoir
» égard à la quantité & à la qualité des
» biens du Donateur, ainsi qu'à celle de
» ses heritiers.

Il nous reste à remarquer, 1°. Que
le mari ou la femme excluent le Roi &
le Seigneur haut-Justicier du droit de Bâ-
tardise.

2°. Que si le Bâtard qui décède sans
femme, sans enfans légitimes, & sans testa-

ment, a du bien dans la Terre de plusieurs Seigneurs hauts-Justiciers, celui dans la Jurisdiction duquel il est decedé prendra les biens du Bâtard situés dans sa Justice, & le Roi prendra ceux qui se trouveront situés ailleurs, à l'exclusion des Seigneurs hauts-Justiciers, quand même ils seroient Engagistes du Roi, à moins qu'ils ne le fussent spécialement de ce droit.

3°. Que les Bâtards des Maisons illustres, avoués & reconnus par leur pere naturel, retiennent la Noblesse de leur Maison, peuvent porter les armes de la Famille avec barre, & sont exempts des Tailles; mais ils ne succèdent point s'ils ne sont légitimés par Lettres du Prince, ou *per subsequens matrimonium*. La Peyr. & son Glossateur, lettre B. nombre 14; Guypape, *quest.* 580, & *ibi* Ranchin & Ferriere: Or, quand on dit que les Bâtards des Maisons illustres sont exempts des Tailles, cela doit être entendu, *si nobilitatem vitam agant, id est absque mercatura aut alterius vilis artis usu*, comme dit Ferr. *in eamd. quest.* Vide Loyseau dans son Traité des Ordres, chap. 5, nombre 62, où il fait mention d'un Reglement de l'an 1600, par lequel il est porté en l'article 26, qu'encore que les Bâtards soient issus de peres Nobles, ils ne se pourront attri-

buer le titre & qualité de Gentilhommes, s'ils n'en obtiennent Lettres d'annoblissement, fondées sur quelque grande considération de leurs merites, ou de leur pere, vérifiées où il appartient; mais comme cette Ordonnance est contraire à l'ancienne Coutume de France, ainsi que l'atteste Loyseau, *ibid.* nombre 63, il faut la restreindre aux Bâtards issus des simples Gentilhommes; surquoi, observez avec le même Auteur, nombre 64, que comme il n'est pas raisonnable que les Bâtards jouissent du même degré d'honneur que les enfans légitimes, ils doivent toujours être mis d'un degré plus bas qu'eux: Ainsi, les Bâtards des Rois sont Princes, ceux des Princes sont Seigneurs, ceux des Seigneurs sont Gentilhommes, & ceux des Gentilhommes sont roturiers.

Touchant les Bâtards & droit de Bâtardise. Voyez Salvaing, de l'usage des Fiefs, chap. 66; Bacquet, dans le l'raité qu'il en a fait; Guypape, quest. 580, & *ibid.* Ranch. & Ferr. Loyseau, en son Traité des Ordres, chap. 5, nombres 61, & suiv. la Roche-Flavin en ses Arrêts notables, livre 1, titre 16, & livre 6, titre 11; M. Pocquet de Livoniere en son Traité des Fiefs, livre 6, chapitre 4; Papon en ses Arrêts, livre 21, titre 3; Boer. décis.

127; Guypape, question 280; M. PONSIEVE en ses Questions notables, livre 5, chapitre 34; Loyseau en son Traité des Seigneuries, chapitre 12, à num. 111, ad num. 118, & Papon, livre 5, titre 5.

B I A

BIANS. On entend par Bians dans quelques Coutumes, comme Anjou, Poitou, des Corvées, tant d'hommes que de bêtes. On appelle ainsi les Corvées dans ces Provinces, soit parce que les Seigneurs à qui elles sont dûes avoient accoutumé de les bannir & proclamer, soit parce que c'est un service, où les bras de l'homme ont la plus grande part, ou mieux parce qu'elles sont dûes pour la recolte des biens. *Vide infra verb. Corvées.*

B I E

BIENS VACANS, dans une signification étroite, sont les immeubles qui ne sont possédés par personne, à faute d'heritiers ou légitimes successeurs; mais dans une signification plus étendue, on entend par Biens vacans, toutes sortes de choses meubles ou immeubles qui sont sans Maître,

comme sont les hermes, les successions vacantes & les épaves.

Nous ne parlerons ici que des Biens immeubles vacans, nous réservant de parler des autres, sous le mot *Epaves*.

Les heritages hermes & vacans appartiennent au Seigneur Haut-Justicier dans la Justice duquel ils sont situés, suivant la disposition de la Coutume de Paris. *Vide* la Roche, des Droits Seigneuriaux, chapitre 25, nombre 3, où il rapporte plusieurs Arrêts du Parlement de Toulouse qui l'ont jugé de même; Loyseau, des Seig. chap. 12, nomb. 121, sur quoi il faut remarquer, 1^o. Que les Propriétaires sont en droit de les reprendre, en remboursant les réparations, pourvu qu'ils les reclament dans le tems fixé par les Coutumes, qui est de dix ans dans quelques-unes, comme Auxerre, dans d'autres de trente ans, comme celle de Nivernois. *Vide* Graverol sur la Roche, *loco cit.* qui dit que les Propriétaires ne sont reçus à reprendre leurs biens qu'autant qu'ils viennent dans les trois ans, à compter du jour du contrat de bail à nouveau Fief, passé par le Seigneur Haut-Justicier, ou par les Conûls du lieu, à défaut de Seigneur; ce qu'il autorise par un Arrêt du Conseil d'Etat du 26 Août 1668, confirmé par une Décla-

ration du Roi du 30 du mois de Décembre suivant.

2°. Qu'il ne faut point entendre ici par Biens vacans, les communaux ou pacages des lieux : *Quia sunt propria universitatis ; nam plerumque olim à divisoribus agrorum , ager compascuus relictus est. ad pascendum communiter vicinis*, dit Isidore, lib. 11, *etym. cap. 13*, cité par Loyseau, des Seigneuries, chap. 12, nomb. 119 ; ni les héritages qui se trouvent vacans par la renonciation des héritiers à la succession de ceux qui en étoient Propriétaires, parce que l'héredité répudiée appartient aux parens du défunt, ou à ses créanciers.

3°. Qu'il y a des Coutumes qui donnent les biens vacans au Seigneur Censier, quoiqu'il n'ait point de Justice ; d'autres les donnent au bas Justicier, comme celle d'Anjou, article 10 ; mais à moins que la Coutume soit expresse, il faut tenir que toutes sortes de Biens vacans & d'épaves appartiennent au Seigneur Haut-Justicier, ainsi que cela fut jugé par un Arrêt solennel, rapporté par Bacquet, des Droits de Justice, chapitre 33, Loyseau, au lieu sus-allegué, n. 121.

B L A

BLADAGE, est un droit qui s'exige dans l'Albigéois en forme de censive, & par-dessus la censive, lorsqu'il est établi par titre : Ainsi dit, parce qu'il consiste en certaine quantité de grains, que l'Emphitéote paye pour chaque bête de labourage qui travaille le fonds inféodé, Graverol, sur la Roche, des Droits Seigneuriaux, chap. 35, article 2, où il fait mention d'un autre droit appelé *oblie*, *oublier* ou *obial*, qui est une double censive, dont les arrages peuvent être demandés depuis vingt-neuf ans, comme étant un second cens. La Coutume de Nivernois parle d'un Droit connu sous le nom de Blairie, qui appartient au Seigneur haut-Justicier, tant sur les Nobles que sur les roturiers, pour permettre aux Habitans de pâturer leurs bestiaux dans les Bois & autres héritages, après la récolte. Ce droit n'est point en usage dans les Pays de Droit écrit.

BLAME, est le contredit que fait le Seigneur féodal, contre l'aveu & dénombrement de son Vassal, prétendant qu'il est défectueux, soit par excès ou omission. *Vide* ce que nous avons dit, *suprà verb. Aveu*.

B O I

BOIS DE HAUTE FUTAYE, sont les arbres qui ont passé vingt-sept ou trente ans, suivant la doctrine de Mornac, sur la Loi *sed si grandes* l. 2, ff. *de usufructu & quemad.* qui est suivie dans le Royaume.

Les Feudistes font trois questions principales au sujet du Bois de haute futaye ; la premiere consiste à sçavoir si le Seigneur direct peut empêcher la coupe de cette espece de Bois. La seconde, si la coupe étant faite, les lods en sont dûs. La troisième, s'il est sujet au rétrait lignager ou féodal.

Argentré sur la Coutume de Bretagne article 60, nombre 5, résoud la premiere question en ces termes : *Sed nunc quo jure vivimus longè quidem diverso feuda habentur, cum tam feuda in patrimonio nostro sint, quam qua maximè ; ideoque & libera & absoluta in potestate alienantis sunt, etiam irrequisitis atque adeo repugnantibus domini feudorum, salvâ conditione, & jure feudali ; quare nec arbores excindere Vassalli prohibentur, nec prohiberi possunt prætexit quasi minoris fundus futurus sit, cum Vassallus re suâ utatur ad usum permissum & utilem, cura substantiæ rei corruptionem,*

etiamsi laudimia per consequentiam diminui contingat; cum arbores non sint pars essentialis fundi, non magis quam fungi, aut in corpore ungues & capilli, qui sine corporis damno refecantur, cum Vassallus de re sua sibi negotium gerat, citrà alieni damni respectum aut intentionem.

Il faut néanmoins tenir avec le judicieux Coquille sur la Coutume de Nivernois, titre des Fiefs, article 21, que si le Fief consiste en une seule piece de Bois de haute futaye, ou bien que tel Bois fasse la meilleure partie du Fief, & que par la coupe du Bois de haute futaye, le sol devienne infructueux & inutile, pour lors le Seigneur peut en empêcher la coupe, parce qu'il a un intérêt sensible à conserver l'essence de son Fief.

Il en est de même si le titre de concession originelle, fait mention du Bois de haute futaye. Salvaing de l'usage des Fiefs, chapitre 83, Olive en ses Questions notables, livre 2, chap. 31.

Quant à la seconde question, je la trouve différemment décidée dans les differens Tribunaux du Royaume; quelques-uns, comme le Parlement de Bordeaux & celui de Provence, jugent constamment que les lods sont dûs au Seigneur, de la vente d'un Bois de haute futaye. La Peyr. lettre

V. nombre 12, rapporte plusieurs Arrêts qui l'ont jugé de même; Galand en son Traité du Franc-aleu, chapitre 10, en rapporte deux rendus en la Chambre de l'Edit de Nerac; l'un du 22 Février 1618; l'autre du 10 Juin 1619; Basnage sur la Coutume de Normandie, article 173, en rapporte aussi un Arrêt du 5 Mars 1622.

Cette Jurisprudence est fondée sur deux raisons: la première est, parce que le Bois de haute futaye fait partie du fonds, & est considéré comme un immeuble, dont l'aliénation produit toujours le droit de lods en faveur du Seigneur. La seconde, parce que les arbres de cette nature sont ordinairement la principale valeur du fonds emphytéotique, d'où il suit que venant à être coupés, les profits Seigneux seront moindres, en cas que le sol soit aliéné, & qu'ainsi il est juste d'indemniser le Seigneur.

Le Parlement de Paris au contraire, & celui de Toulouse, regardant le Bois de haute futaye mis en coupe, & séparé du sol, comme un effet mobilier, en ont toujours refusé les lods-& ventes au Seigneur. *Vide* Dumoulin sur l'article 78 de la Coutume de Paris, glose 1, nomb. 191; Brodeau sur l'article 23 de la même Coutume;

Olive en ses Questions notables, livre 2, chapitre 31; Cambolas, liv. 4, chapitre 10; d'Argentré, *tr. de Laudimii*, §. 28, *Chop. Andeg. lib. 2, tit. 2, n. 2.*

Ils exceptent seulement le cas de fraude, comme si l'Emphitéote avoit d'abord vendu la coupe du Bois de haute futaye, & qu'ensuite il vendît peu de tems après le sol au même, ou s'il vendoit le Bois à l'un & le fonds à l'autre : *Modò constet ex legitimis conjecturis, id fieri in fraudem Domini & interpositione persona*; Salvaing, de l'usage des Fiefs, chapitre 83; d'Argentré, sur l'article 60 de la Coutume de Bretagne; M. Pocquet de Livoniere en son Traité des Fiefs, livre 3, chapitre 6, §. 4.

M. d'Olive *loco cit.* excepte encore le cas où il paroît par le bail emphytéotique, que le Bois de haute futaye a été inféodé; car pour lors, suivant cet Auteur, le Seigneur a droit d'exiger les lods de la coupe de ce Bois pour son indemnité.

Dans cette diversité de Jurisprudence, si l'on consulte les meilleurs Auteurs, & la Loi *Quintus Mucius 40, ff. de actionib. empt.* dont l'interprétation semble causer cette variété; on se déterminera sans peine pour celle qui est reçue au Parlement de Paris: En effet, cette Loi décide bien

que tandis que le Bois est debout, & qu'il prend nourriture au fonds, il doit être réputé immeuble: *Arborum que in fundo continentur, non est separatum corpus à fundo*, dit Pomponius; ce qui veut dire que si le sol est vendu avec les arbres qu'il nourrit, l'Acquereur aura la même action pour l'un que pour l'autre, *scilicet in rem actio*, ce qui n'est pas dans le cas où le Bois est vendu séparément du sol; car pour lors *emptor habet tantum actionem ex empto*. Mais elle ne décide pas que le Bois une fois coupé, fasse partie du fond, & qu'il conserve après la coupe la nature d'immeuble, puisqu'elle ne parle jamais que des arbres attachés au fonds par leurs racines, *de arboribus stantibus*. Voyez Mornac sur cette Loi.

Voici en quels termes s'explique d'Argentré, *Traët. de Laudim. §. 28*: *Consequens est quarere de venditione nemoris, quod excindendum venditum est; nam excisum mobile efficitur, & scio plerosque hic deceptos immobile judicasse, quia solo inhaeret ea superficies & pars soli sit, multo magis quam fructus pendentes, qui non alio fine habentur, quam ut eximantur. Sed nemoris non est eadem conditio, cum lex excindendi in contractu appositum est, & necessitas excindendi indicta, qua mobilitatis necessi-*

tatem inducit , neque posset consanguineus ad retractum veniens in solo , retinere talem superficiem exemptibilem , & lege eximendam in immobilitatis natura , ideoque nec retrahens admitti debet , nec laudem solvi , non magis quàm de rei mobilis venditione.

Sur quoi je remarque qu'un Auteur moderne qui rapporte le même endroit de d'Argentré, pense qu'il faut lire, *sed nemoris est eadem conditio*, au lieu de lire : *Sed nemoris non est eadem conditio*; mais, premierement, la particule disjonctive *sed*, veut toujours être suivie d'une négative, lorsqu'elle est précédée d'une affirmation : d'ailleurs, il ne faut que lire avec attention, pour voir que le sens du discours exige cette négation.

Mornac sur la Loi *sed si grandes*, ff. de usufructu & quemad. est du même avis, *quia nempe nemus quod excindendum, venditum est , in propinquo est ut fiat mobile.*

M. Charles Dumoulin sur l'article 78 de la Coutume de Paris, glose 1, verb. acheté à prix d'argent, nombre 191, refute la raison prise de ce que la coupe du Bois de haute futaye rendant le fond de beaucoup moindre valeur, les profits Seigneux en seront moindres, *si nudum solum vendatur*, qu'ainsi le Seigneur doit

être indemnisé par le payement des lods de la vente du Bois.

Sicut nec si grandes arbores , vel nemus altum antiquum nudo solo retento venderet , vel totam diruenda Domus superficiem retenta area ; nec obstat quod erat pars fundi , & quod longè minoris valoris efficitur , & laudimia , si nudum solum vendatur , erunt minora ; hoc enim non est in consideratione , quia censuarius Dominus est , & jure suo utitur , & res aliâ ratione meliorari poterit.

Mais si l'on consulte les raisons d'équité, qui doivent être la véritable regle de toutes les décisions des Cours Souveraines , on ne balancera pas à se déterminer pour la Jurisprudence des Parlemens , qui accordent aux Seigneurs les lods de la vente du Bois de haute futaye.

On juge donc au Parlement de Bordeaux , ainsi que nous l'avons dit , que les lods sont dûs au Seigneur du prix provenant de la vente d'un Bois de haute futaye ; sur quoi il s'est formé plusieurs questions qui ont été jugées par les Arrêts rapportés par la Peyrere , & son Glossateur , lettre V. nombre 12.

On a demandé , en premier lieu , si un Propriétaire ayant fait couper un Bois de haute futaye dans la Terre d'un Seigneur ,

& l'ayant employé à faire valoir une Forge de fer, à lui appartenante dans la même Terre, le Seigneur pouvoit en exiger les lods & ventes; ce qui fut jugé pour l'affirmative par Arrêt de l'année 1667, rendu en la Première Chambre des Enquêtes.

Mais on ne croit pas que cet Arrêt doive tirer à conséquence, puisqu'il préjuge que les lods & ventes sont dûs sans changement de main: En effet, il a été jugé par un autre Arrêt du même Parlement, rapporté, *ibid.* nombre 31, qu'il n'étoit point dû lods & ventes de la coupe des Bois employés aux usages du Propriétaire.

2°. On a demandé si les lods & ventes sont dûs au Seigneur, lorsqu'un Emphitéote fait couper des arbres de haute futaye, non pas pour son usage, mais pour faire de la marchandise qu'il vend ensuite. Le Comte de Grugnaux ayant fait naître cette question contre un Emphitéote qui avoit fait couper de grands arbres dans une Forêt, pour en faire du merrain qu'il vendit ensuite, elle fut jugée en sa faveur par Arrêt du 9 Avril 1647, rapporté par l'Annotateur de la Peyrere, *loco cit.*

Dans le cas de cet Arrêt, il y a mutation de main; ainsi, il est sans difficulté que les lods sont légitimement dûs, déduction

faite des façons ; autrement les tenanciers auroient là une voye toute ouverte pour frustrer les Seigneurs de leurs profits Seigneuriaux.

3°. On a demandé si les lods sont dûs de la vente des arbres épars & dispersés au bord des heritages ; sur quoi il a été rendu Arrêt le 29 Novembre 1669 , par lequel il a été jugé qu'en ce cas là, le Seigneur ne peut exiger les lods & ventes ; il est vrai qu'au cas de cet Arrêt, il ne s'agissoit que de deux arbres du prix de 17 liv. *de minimis autem non curat Prætor. Vide* le Glossateur de la Peyrere, lettre V. nomb. 31, où il rapporte un Arrêt qui paroît contraire.

En effet, on juge à present au Parlement de Bordeaux que les Bois épars sont sujets au payement des lods & ventes. Cette question s'étant présentée entre le Syndic du Chapitre Saint Pierre de Saintes , & Pierre Donné, Marchand de Rochefort, a été jugée par Arrêt du 28 Juillet 1742, dont voici la teneur.

Extrait des Registres de Parlement.

Entre Pierre Donné, Marchand Entrepreneur, & Adjudicataire des Bois de construction pour le service des Vaisseaux du
Roi,

Roi, au Port de Rochefort , Appelant d'un Jugement rendu par défaut par Messieurs tenant les Requêtes du Palais de la Cour, le 30 Août dernier, qui le condamne de payer au ci-après nommé, au nom qu'il agit, les lods & ventes, à raison du fixte denier, de cent vingt-deux pieds d'arbres, qu'il a achetés pour le prix de 1600 liv. & qu'il a exploités dans les biens des Dames de Constantin & de Paris, Fiefs dudit ci-après nommé au nom qu'il agit : sçavoir, cent dans les fonds de ladite Dame de Constantin, qui étoient épars, & dans les hayes & fossés des possessions de ladite Dame de Constantin, vendus audit Donné, pour le prix & somme de 1200 liv. & les vingt-deux pieds restans desdits arbres achetés par ledit Donné de ladite de Paris, aussi dans ses fonds le long des hayes & fossés, & épars dans seldites possessions pour 400 l. ledit Donné Défendeur & autrement Demandeur; l'enterinement de sa Requête du 19 Juin aussi dernier, contenant ses conclusions tendantes à ce qu'il plaise à la Cour, faisant droit de l'appel par lui interjetté dudit Jugement des Requêtes du Palais, dire avoir été mal jugé, & par lui bien appelé; en émendant, le relaxer de la demande contre lui formée en paye-

ment des lods & ventes, ou droit d'indemnité dont est question, par ledit ci-après nommé, avec dépens d'une part.

Et M^c. Etienne Musso, Chanoine & Syndic du Chapitre Saint Pierre de Saintes, Intimé sur ledit appel, & Demandeur à ce qu'il soit mis au néant, avec amende & dépens, d'autre.

Vû le Procès, &c. dit a été, que la Cour a mis & met l'appel interjetté par ledit Donné, du Jugement rendu aux Requêtes du Palais d'icelle, ledit jour 30 Août dernier, au néant; ordonne que ce dont a été appelé, sortira son plein & entier effet; condamne ledit Donné en 12 livres d'amende envers le Roi, & aux dépens envers ledit Musso, audit nom. Dit aux Parties à Bordeaux en Parlement le 28 Juillet 1742.

A l'égard de la troisième question, qui consiste à sçavoir si la coupe d'un Bois de haute futaye est sujette au retrait lignager ou féodal; tous les Auteurs décident que si le Bois a été vendu séparément du fonds, il n'est point sujet au retrait ni lignager ni féodal, par la raison que selon l'intention des Parties, il doit être séparé du fonds, & réduit en nature de meubles. *Vide* la Peyrere, lettre V. nombre 12, *in not*, où il dit que le retrait n'est pas propo-

able en ce cas , Dumoulin & les autres Commentateurs de la Coutume de Paris , sur les art. 129 & 144 , Ann. Rob. *rer. judic. lib. 3 , cap. 9* , qui rapporte un Arrêt du 22 Avril 1583 , qui jugea *in terminis* , que le retrait lignager n'avoit pas lieu en vente d'arbres de haute futaye , *Senatus Mævium à petitione suâ repellendum judicavit , actionemque gentilitii retractus in ea grandium arborum sylvaque non cadæ venditione locum non habere voluit*. Chopin , sur la Coutume d'Anjou , article 81 , nombre 1 ; d'Argentré , *tract. de laudem* , §. 18.

Et si l'on trouve dans Papon , livre 11 , titre 7 , nombre 18 , un Arrêt du Parlement de Paris du 9 Février 1562 , qui reçut , en pareil cas , un lignager à retraire ; ce fut sans doute parce que le Retrayant se trouva dans quelque une des exceptions remarquées par les Feudistes.

Ce qui nous conduit à observer que les Auteurs & les Arrêts ont fait trois limitations à la décision que nous venons de donner. La première est , lorsque deux coheritiers possédans un Bois de haute futaye par indivis , l'un d'eux vend sa portion indivise ; car pour lors , l'autre coheritier peut retraire , en déclarant que c'est pour conserver le Bois en son entier , *ad*

amœnitatem Domus. Vide Brodeau sur la Coutume de Paris, art. 144.

La seconde limitation est lorsque la fraude paroît *ex legitimis conjecturis*, comme si le Propriétaire du sol & du Bois, commence par vendre le Bois, & que peu de tems après il vende le sol au même, *vel persona interposita*; en ce cas, le fond & le Bois n'étant considérés que comme un même corps dans l'intention des contractans, on doit en juger comme si l'un & l'autre avoient été vendus par un seul contrat: ainsi, le tout est sujet au retrait soit lignager ou féodal, *quia dolus non debet prodesse.*

La troisième est, lorsque la propriété du fond appartient à celui qui veut retrairre, ce qui arrive, 1°. Si dans le même tems ou peu de tems après que le Bois a été vendu, le fond est vendu à une autre personne; car alors l'acquéreur du fond peut retrairre le Bois vendu, pour le conserver en pied, parce que l'accessoire doit le céder au principal. *Vide Brodeau sur la Coutume de Paris, art. 144.*

2°. Lorsque dans un partage fait entre co-heritiers, le fond est échu au lot de l'un des co-heritiers, & le Bois à l'autre; en ce cas, le Propriétaire du sol peut retrairre le Bois vendu, pour en empêcher la coupe.

3°. Cela arrive en la personne de l'héritier de celui qui avoit vendu le Bois de haute futaye, lequel est reçu à retenir ledit Bois, *ad amœnitatem & ornamentum Domus*. Voyez Chopin sur la Coutume d'Anjou, art. 81., n. 1, & l'art. 142 de la Coutume de Paris.

Le Seigneur jouissant d'une Terre par droit de rachat ou relief, étant comparé à l'usufruitier, ne peut point faire couper les Bois de haute futaye, parce que le Bois de cette espèce ne tombe point en fruit ou revenu annuel. Voyez les Commentateurs de la Coutume de Paris sur l'article 48; d'Argentré sur la Coutume de Bretagne, article 60, nombre 4; Chopin, *lib. 2, de privileg. rustic. part. 1, cap. 10*, où il rapporte un Arrêt du 23 Juillet 1573, qui jugea qu'encore que le Vassal eût accoutumé de faire couper des arbres de haute futaye, pour l'entretien de ses Forges de fer, néanmoins le Seigneur n'en pouvoit pas user de même pendant le rachat. Cet Arrêt fut rendu contre la Reine d'Ecosse, pour laquelle plaidoit Chopin, qui le rapporte; mais le Seigneur peut pendant l'année du rachat, faire couper du Bois pour son chauffage, *argum. L. arboribus, ff. de usufruct.* pourvû qu'il le fasse en bon pere de famille, c'est-à-dire, sans

gâter le Bois propre à bâtir, ou à faire du mairain & autre marchandise ; il peut même faire couper les Bois taillis, si l'année de son rachat est celle de leur coupe.

B O R.

BONDELAGE, BORDAGE, ou BOURDERIE, se dit dans les Coutumes de Nivernois & de Bourbonnois, quand un Seigneur donne un Domaine à un Laboureur, pour lui & les siens, à la charge de lui en payer une certaine prestation & redevance. *Vide* Boucheul sur la Coutume de Poitou, article 178, n. 2 ; & Coquille, quest. 276, & *sequent.*

La bouche & les mains. Ces termes, en matière de Fiefs, signifient la foi & hommage que le Vassal doit faire à son Seigneur, dans le tems prescrit par la Coutume. *Vide infra verb.* Hommage.

C E N.

CENS, est une redevance ou prestation annuelle, imposée par un Seigneur direct, lors de la première concession qu'il a faite de l'héritage sujet à ce devoir.

Le cens ainsi constitué, dénote la Seigneurie directe ; ainsi il emporte les lods & ventes, & autres droits Seigneuriaux, à la différence du sur-cens, qui est une charge ajoutée au premier cens ou au chef-cens, laquelle n'emporte aucun droit Seigneurial.

Observez que le Seigneur qui a baillé un heritage à cens, est appelé indifferemment Seigneur Censier, foncier & direct ; il est appelé Seigneur Censier à cause du cens qui lui est dû ; direct, parce qu'il s'est retenu le Domaine direct de l'heritage donné à cens & foncier, & parce que la rente qui lui est dûë, est une charge du fond emphytéotique.

Pour pouvoir exiger le cens, il faut avoir un titre du moins dans les Pays qui se régissent par le Droit écrit, & dans les Coutumes allodiales ; ainsi que nous l'avons établi, *sup. verb.* Aleu, sur quoi les Docteurs ont demandé si une seule reconnaissance est un titre suffisant.

Quelques-uns comme Guypape, *quest.* 272, Benedict. *ad cap. Raintt. in verb. & uxor. decisi.* 5, n. 445 & 446, & le Président Faber, dans son code, liv. 4, titre 14, défin. 10, tiennent qu'une simple reconnaissance, sans aucun paiement subséquent, ou autre adminicule, prouve suf-

fiamment la directité; d'autres au contraire, comme Rebuffe *de constit. reddit.* article 2, glose 1, nombre 8, & Ranchin sur la quest. 272 de Guypape, sont d'avis qu'en général, une seule reconnoissance ne suffit pas pour être en droit d'exiger la cens ou autres droits Seigneuriaux; cela a été jugé de même par Arrêt du Parlement de Grenoble, rapporté par Bouvot, tome 1, part. 1, *verb. Cense*, quest. 2. Il en seroit autrement si la reconnoissance se trouvoit suivie de paiement, du moins pendant dix ans, comme il a été jugé par Arrêt du Parlement de Dijon du 26 Juillet 1613, recueilli par le même Bouvot, tome 2, *verb. Cense*, quest. 23.

Ranchin au lieu sus-allegué, prétend concilier ces différentes opinions, en distinguant l'Eglise & le Seigneur haut-Justicier, du simple Seigneur Censier, en sorte qu'au premier cas, une simple reconnoissance suffit; au second, *non item, sed putarem*, dit ce Docteur, *hac conciliari posse, quòd in Domino Jurisdictionali & in Ecclesia sufficit unica recognitio, sed in private qui prætensit se habere directum Dominium super re aliqua & in aliquibus proprietatibus in quibus tamen nullam habet jurisdictionem, non sufficeret unica recognitio; prodesset tamen cum aliis administris, & ita videtur concludi à*

Bartolo, in L. cum scimus. Et hoc non mirum est in Domino Jurisdictionali qui habet in se presumptionem pro se, etiam absque ullâ recognitione. Ce qui est un point de Jurisprudence dans le ressort du Parlement de Bordeaux ainsi que l'atteste le Glossateur de la Peyrere, lett. R. nomb. 29. Voyez Graverol sur la Roche, des Droits Seigneuriaux, chap. 1, articles 2 & 7, & Cambolas, livre 5, chapitre 14, qui tient que le Seigneur Justicier doit avoir quelqu'adminicule outre la reconnoissance.

Il y a encore plusieurs cas où une seule reconnoissance suffit pour établir la directité, 1°. En faveur des Acquereurs du temporel de l'Eglise; la Roche. en son Traité des Droits Seigneuriaux, chap. 1, article 8. 2°. En faveur du Domaine du Roi, & de ses Acquereurs; la Roche, *ibid.* 3°. En faveur du moyen & bas Justicier, Despeisses, des Droits Seigneuriaux, titre 4, article 3, section 3, nombre 4, contre l'avis de l'Apostillateur de la Peyr. lettre R. nombre 29, qui ne donne ce privilege qu'au Haut Justicier. 4°. Lorsque cette reconnoissance fait mention d'une autre précédente, bien circonstanciée du nom des personnes & de celui du Notaire, & de la date du jour, mois & an. 5°. Enfin, lorsque la reconnoissance est accom-

pagnée d'adminicules, comme des déclarations faites par les Emphitéotes, dans les contrats d'achats, échanges, Fermes, &c. comme quoi leurs heritages relevent de tel Seigneur; Rebuffe, *de constit. reddit.* art. 2, glose 1, nombre 8; la Roche, des Droits Seigneuriaux, chapitre 1, art. 16. *Vide* Ranch. & Ferriere, sur la question 272 de Guypape. Il a même été jugé par un Arrêt de l'année 1668, rendu en la Grand'Chambre du Parlement de Toulouse, au profit des Religieux du Monastere de Saint Severin, que le concours de plusieurs adminicules établit suffisamment la directe de l'Eglise; Graverol sur la Roche, des Droits Seigneuriaux, chapitre 1, article 7: En effet, plusieurs adminicules joints ensemble, peuvent bien faire une preuve aussi certaine qu'une simple reconnaissance, qui suffit toujours pour établir la directe de l'Eglise, *ut supra notatum.*

Remarquez que les anciennes reconnoissances prouvent parfaitement la directité, encore qu'elles ne soient pas signées du Notaire, pourvû qu'elles soient anterieures à l'Ordonnance de François I. de l'an 1535, soit parce qu'anciennement les reconnoissances ou livres terriers, ne se faisoient pas *sous formâ publicâ*, comme dit Ferriere,

loco cit. soit parce qu'avant ladite Ordonnance, les Notaires étoient dans l'usage de ne pas signer les actes qu'ils passaient; la Roche, des Droits Seigneuriaux, chap. 1, art. 16; *vide* Boer. décis. 105; Chop. de privil. rustic. lib. 1, cap. 10; Molin. ad consuet. Paris. tit. 38, verb. dénombrement, nombres 17, 21 & 22.

Le Seigneur qui a imposé le cens en espèces d'or ou d'argent, est en droit d'exiger les mêmes espèces, encore que leur valeur ait augmenté depuis le bail emphytéotique, ainsi qu'il a été jugé par Arrêt du Parlement de Dijon du 6 Juillet 1602, rapporté par Bouvot, tome 2, verb. Monnoye, question 6, & par plusieurs Arrêts du Parlement de Paris, recueillis par Charondas en ses Réponses, liv. 9, chap. 19, verbo Cens, & par Anne Robert, rer. jud. lib. 1, cap. ult. *Vide* la Roche, des Droits Seigneuriaux, chap. 2, art. 1, & chapitre 10, art. 4; Mainard, liv. 7, chap. 99, & liv. 8, chap. 94.

Les arrerages du Cens payable en blé, vin & autres choses qui se pesent & mesurent, doivent être payés suivant l'estimation commune de chaque année, dont lesdits arrerages sont dûs; jugé par Arrêt du Parlement de Paris, du 4 Février 1548; Papon, en ses Arrêts, liv. 13, tit. 2, nomb. 12.

Le Glossateur de la Peyrere, lettre R. nombre 77, dit que suivant la Jurisprudence des Arrêts du Parlement de Bordeaux, l'appréciation des arrerages de rente se fait toujours au plus haut prix que les especes ont valu aux Marchés des lieux, à compter depuis l'échéance du pacte à payer la rente chaque année, jusqu'à la prochaine récolte; ce qui doit, sans doute, être entendu dans le cas où le Cens est portable; car s'il étoit querable, il seroit plus raisonnable de suivre la disposition de l'Arrêt ci-dessus cité, parce que le Seigneur devant venir prendre son Cens, le Tenancier est excusable, s'il ne l'a pas payé dans le tems: Mais dans l'un & l'autre cas, la rente doit être payée en especes pour l'année courante, & pour la précédente; la Peyr. *loco cit.* la Roche, des Droits Seigneuriaux, ch. 2, art. 2, & ch. 6, art. 1.

Lorsque la rente est dûë en grains, vin, ou autres especes, les Emphitéotes ne peuvent point la faire réduire en argent, mais ils doivent la payer de la façon qu'elle a été imposée *in traditione fundi*; ainsi jugé par deux Arrêts du Parlement de Paris; l'un du 20 Juin 1573, & l'autre du 10 Juillet 1574; Charondas en ses Pandectes, liv. 2, ch. 14.

Il n'en est pas de même de la rente constituée, quoique payable en grains, & assignée sur un certain fond, laquelle est toujours réductible en argent; jugé par Arrêt du Parlement de Paris, prononcé en Robes rouges, en l'année 1586, rapporté par Montholon en ses Arrêts, chap. 39; *vide* Charondas en ses Réponses, livre 13, chapitre 72; Louet & Brodeau, lettre R. sommaire 12; le grand Coutumier de Troyes, page 243.

Par Arrêt du Parlement de Paris, du 10 Février 1572, rapporté par Mornac, *ad L. 1, cod. sine censu vel reliq.* il a été jugé que l'Emphitéote n'est pas recevable à racheter la rente foncière; ce qui fait voir une autre différence qu'il y a entre le Cens & la rente constituée ou volante, qui est que le débiteur de cette dernière, peut la racheter quand bon lui semble, en remboursant le même prix qui lui avoit été baillé, suivant l'article 16 de l'Ordonnance de Charles VII. de l'an 1441.

Remarquez que toutes rentes payées en grains, vin, ou autres especes pendant l'espace de quarante ans au plus, sont présumées foncières, s'il ne paroît pas de titre au contraire; c'est pourquoi elles ne sont ni réductibles, ni rachetables; Bourguier, lettre R. chap. 7; Charondas, en ses Pan-

dictes, liv. 2, chap. 14, & en ses Réponses, livre 13, chapitre 72; le Prestre, cent. 1, chap. 35; Louet & Brodeau, lettre R. chap. 12; Journal des Audiences, tome 2, liv. 2, chap. 48.

La faculté de racheter la rente foncière *toties quoties*, stipulée en faveur des Tenanciers dans le bail emphytéotique, est perpétuelle & imprescriptible; Ferrière, sur la question 47 du Président Duranty; Expilly, en ses Arrêts, chap. 129; Olive, livre 2, chapitre 22, en la nouvelle addition; Maynard, livre 4, chapitre 53; la raison est, 1°. Parce que cette convention fait une partie essentielle du contrat emphytéotique, dont la disposition ne peut être scindée. 2°. Parce qu'il est à présumer que l'emphytéote ne s'est assujetti à la rente que dans l'espérance de pouvoir s'en racheter à sa volonté. 3°. Parce qu'il est de principe que dans le doute, il faut se déterminer pour la liberté: *semper in obscuris, quod minimum est, sequimur*, *L. semper 9, ff. de divers. Regul. Jur. Proniores esse debemus ad liberandum, quam ad obligandum, L. Arrianus, ff. de oblig. & act.* On trouve néanmoins des Arrêts qui ont jugé le contraire; par la raison que la faculté de rachat étant prescriptible de sa nature, il ne s'ensuit pas que pour

être insérée dans un contrat imprescriptible, elle change de condition. *Vide* M. d'Olive au lieu sus-allegué; Despeisses, des Droits Seigneuriaux, titre 4, art. 3, sect. 3, nombre 12, où il rapporte un Arrêt du Parlement de Toulouse du 28 Août 1599, qui jugea que cette faculté étoit sujette à prescription; Charondas, en ses Réponses, livre 13, chapitre 72, & Ferrière, *loco cit.*

Lorsque le Cens est portable, il doit être païé par l'Emphitéote au domicile du Seigneur, comme il a été jugé par Arrêt du Parlement de Dijon du 18 Janvier 1611, rapporté par Bouvot, tome 2, *verb.* Cens, quest. 17.

Aliud dicendum, s'il paroît par le titre que la rente est querable; car en ce cas, l'Emphitéote n'est point tenu de la porter au domicile du Seigneur; mais c'est à celui-ci à la prendre sur l'héritage qui y est sujet, ou bien au domicile du Tenancier, ainsi qu'il a été jugé par Arrêt du même Parlement; Bouvot, tome 1, *verb.* Cense, quest. 2, *vide* Molin. de usur. quest. 9.

Sur quoi observez que dans le doute, la rente foncière est censée portable, parce que la rente étant un signe de subjection, il est convenable que l'Emphitéote aille vers son Seigneur.

Quand la rente consiste en grains, vin & autres choses qui se pèsent, ou se mesurent, elle doit être payée suivant le poids ou mesure, dont le Seigneur & les Emphytéotes ont convenu, *in traditione fundi. L. Imperatores 71, ff. de contrah. empt. vide Mornac, ad L. arbitrio, §. de eo, ff. de dolo*; que s'il n'y a pas de convention à ce sujet, il faut se régler suivant le poids & mesure du lieu où la rente doit être payée, *argum. L. 3, §. ult. ff. de act. empt. & vendit. vide L. 21, ff. de obligat. & act.*

Le tems auquel le Cens doit être payé n'étant pas déterminé par le bail emphytéotique ni par les reconnoissances, le Seigneur ne peut l'exiger qu'à la fin de chaque année, *§. qui hoc anno, aux Instit. de inutil. stipulat. Clarus §. emphiteusis, quest. 12, num. 1.*

Ubi nota, que l'Emphytéote ne peut point obliger le Seigneur à recevoir la rente avant le tems, *id est pro pluribus annis sequentibus, Clarus, §. emphiteusis, quest. 12, num. 2, Dumoulin, sur la Coutume de Paris, §. 85, n. 39, Ferriere, ad quest. 435 Guidonis Pap.* La raison de cette décision se prend de ce que le Seigneur a un véritable intérêt que la rente lui soit payée chaque année, afin de

n'avoir pas une occasion de faire plus de dépense qu'à l'ordinaire, & pour éviter de faire un amas de blé ou autres fruits qui sont sujets à se gâter par la longueur du tems.

Le Seigneur direct peut demander les arrerages de rente qui lui sont dûs sur les biens adjudgés par décret, quoiqu'il n'ait pas formé opposition pour lesdits arrerages: Ainsi jugé par Arrêt du Parlement de Toulouse du 10 May 1600, rapporté par la Roche, en son Traité des Droits Seigneuriaux, chapitre 6, nombre 4; & par autre Arrêt du même Parlement, du mois de Juin 1577, recueilli par Maynard, livre 2, chapitre 36, rendu à son rapport; & c'est aujourd'hui une Jurisprudence certaine, conformément à la rubrique du Droit: *Sine censu vel reliquiis fundum comparari non posse*, contre l'opinion de quelques Auteurs parmi lesquels on compte Neron, sur l'Ordonnance d'Henry II. & Monsieur le Maistre, en son Traité des Criées. Voyez l'article 12 de ladite Ordonnance, le Journal du Palais, tome 1, page 945; la Peyrere, lettre D. nombre 17; Maynard, *loco cit. in fin.* l'article 355 de la Coutume de Paris; Graverol, sur la Roche, liv. 2, titre 1, Arrêt 49 & 50, & Salvaing, de l'usage des Fiefs, chapitre 78 *in fin.*

Les Feudistes sont fort partagés sur la question de sçavoir si le Seigneur est tenu de diminuer sa rente, sous prétexte de la stérilité survenue au fond emphytéotique, ou pour cause de guerre, peste, tempête, incendie & autres cas fortuits.

Pour ce qui est de la stérilité, il a été jugé par un Arrêt du Parlement de Paris du 27 Juillet 1599, rapporté par Mornac *ad L. 1, cod. de jur. emphit. circa medium*; que ce n'étoit pas une raison pour obliger le Seigneur à diminuer sa rente. Voyez Charondas en ses Pandectes, liv. 2, chap. 17; *Speculat. lib. 4, tit. de emphiteusi, n. 163*; Ferriere, sur la question 171 de Guypape, *Molin. ad Consuet. Paris. §. 62, à num. 54 usque ad 75*.

A l'égard des autres cas fortuits, comme guerre, tempête, incendie, il a été jugé par un Arrêt du Parlement de Dijon du 29 Mars 1607, recueilli par Bouvot, tome 2, *verb. Cense*, question 10, que quoique le Tenancier n'ait pas pû jouir du fond emphytéotique, à cause de la guerre, &c. il est néanmoins tenu de payer la rente au Seigneur: C'est l'avis de la Roche en son Traité des Droits Seigneuriaux, chap. 6, nombre 5, où il fait usage de la maxime, *nisi res pereat tota, non liberatur emphyteota*, tirée de la Loi 1, au code de

jur. emphit. & celui de Ferriere sur la question 171 de Guypape, où il s'explique en ces termes, après avoir rapporté l'opinion de ceux qui sont d'un avis contraire : *Contraria tamen opinio verior est, ut scilicet ob belli tempora, nulla fiat remissio pensionis, quam opinionem sequitur Alexander in L. interdum, §. quod ex naufragio, de acquir. posses. imprimis per textum in L. quicumque, cod. de fund. patr. lib. 2, secundò per leg. 3, cod. de jur. emphiteut. ubi deciditur, quod si tanta elades emerferit, qua prorsus ipsius rei faciat interitum, hoc non emphiteuticario cui nihil reliquum permansit, sed Domino imputatur : si verò particulare contigerit damnum ex quo non ipsa rei penitus substantia ledatur, hac emphiteuticarius suis partibus, non dubitet adscribendum. Ex quâ lege aperte colligitur, fructuum damnum & periculum non pertinere ad Dominum, cum in eâ scriptum sit, particulare damnum ad emphiteutam pertinere, & non ad Dominum, nisi penitus rei substantia ledatur. Nam si interitus maxima partis rei non inducit diminutionem canonis, multò minus interitus fructuum. Nec obstant rationes, &c.*

Ranchin au contraire, sur la même question de Guypape, est d'avis que si le Tenancier n'a pû jouir du fond emphitéo-

tique *propter bellum*, il n'est point tenu de payer la rente au Seigneur, & il dit que c'est l'opinion commune des Docteurs. A quoi semblent faire la Loi *si merces §. jus major*, *ff. locati*, & la Loi *si uno cod.*

Graverol sur la Roche, des Droits Seigneuriaux, chapitre 6, article 5, dit que le sentiment de Ranchin est le plus équitable, & que néanmoins celui de Ferriere est le meilleur, par rapport à la justice, quelque rigueur qu'il y ait. Voyez Maynard, livre 4, chapitre 50, où il rapporte un Arrêt du Parlement de Toulouse du 17 Juin 1560, qui jugea que le Seigneur ne peut être contraint de diminuer sa rente, quoique la principale partie du fond emphytéotique vienne à se perdre, ce qui semble se conclure de la Loi 1, *cod. de jur. emphiteut.* & la raison est parce que la rente, *est tota in toto, & tota in qualibet parte fundi.*

Le cas de cet Arrêt est, que les rues publiques de Toulouse s'étant trouvées trop étroites, il fut ordonné qu'elles seroient suffisamment élargies, & qu'à cet effet, il seroit pris des maisons qui y abordoient le fond requis & nécessaire, en donnant aux Propriétaires une certaine récompense. Ce qui donna occasion aux Fermiers du Domaine du Roi, de qui lesdites mai-

sons étoient mouvantes, de demander les lods & ventes de la récompense donnée en argent aux Tenanciers, & à ceux-ci de demander une diminution ou rabais de la rente ordinaire; sur lesquelles différentes demandes, intervint l'Arrêt ci-dessus cité, par lequel il fut déclaré n'y avoir lieu aux lods & ventes demandés par les Fermiers du Domaine, ni à la diminution requise par les Emphitéotes. *Vide Azo & Molin. ad iit. cod. de jur. emphit.* Loyseau, du Déguerpissement, livre 4, chapitre 7, nombre 20, & seq. Charondas en ses Pandectes, livre 2, chapitre 17, & en ses Réponses, livre 11, chapitre 29, Faber, en son Code, livre 4, titre dern. défin. 36.

Il en est autrement lorsque le fonds emphitéotique perit en son entier; car pour lors, il est sans difficulté que le Domaine direct se perd avec le Domaine utile, suivant la décision expresse de la Loi 1, *cod. de jur. emphit.* & *ibi Molin.* conformément à la maxime: *si pereat res tota, liberatur emphiteota.* *Vide le §. adeo instit. de locat.* Loyseau, du Déguerpissement, livre 4, chapitre 7, nombre 1, & sequent. usque ad 20; Ferriere, sur la question 171 de Guypape. A moins qu'il n'y ait convention expresse dans le bail emphitéotique, portant que le Preneur payera

la rente, encore que l'heritage donné à Cens vienne à se perdre en son entier, *quia pacta dant legem contractibus*, dictâ L. 1. C'est par cette même raison que le Cens doit être diminué, par la perte d'une partie du fond censuel, lorsque cela a été ainsi convenu, dictâ L. 1, & dicto §. *adeo*.

Il y a encore deux cas auxquels la redevance annuelle dûë au Seigneur, doit être diminuée à proportion de la perte arrivée à l'heritage censuel, 1°. Lorsque la rente a été imposée à raison des arpens, Clarus, §. *emphiteusis*, quest. 8, num. 8, 2°. Lorsque la prestation annuelle est égale ou presque égale aux revenus que produisoit le fond emphytéotique, lorsqu'il étoit en son entier, Faber, en son code, Lib. 4, tit. ult. defin. 36, Clarus, §. *emphiteusis*, quest. 41, num. 2.

Le Seigneur est préféré pour la rente & arrerages d'icelle, à tous les créanciers de l'Emphytéote, même à ceux qui ont une hypothèque spéciale, comme il a été jugé par Arrêt du Parlement de Paris de l'année 1367, rapporté par M. le Maître en son Traité des Criées, chapitre 41, & par autre Arrêt du mois de Novembre 1543, recueilli par Automne, *ad L. quamvis cod. in quib. caus. pign. vel hypoth.* conformément.

ment à la doctrine de Dumoulin sur la Coutume de Paris, titre des Fiefs, §. 59, nombre 4, de Maluer, *tit. 25, n. 29*, de Rebuffe, *ad L. Censere 3, ff. de verb. signific. & tract. de constit. reddit. art. 1, glos. 17, num. 16*, & de Faber, en son code, livre 4, titre dernier, *defin. 4 & 59*; & livre 7, titre 32, *defin. 2*. Or, la raison de cette préférence que le Seigneur a pour ses Droits Seigneuriaux, sur tous les créanciers de son Emphitéote, se prend de ce qu'il est son premier créancier, puisque la créance remonte à la tradition du fond.

Sur quoi remarquez, 1°. Que par Arrêt donné en la Chambre de l'Edit de Castres, le 26 Mars 1611, rapporté par Despeisses, des Droits Seigneuriaux, *tit. 4, art. 3, section 3, nombre 31*, il a été jugé que le Seigneur direct doit être préféré pour les Droits Seigneuriaux, même à la femme qui répète la dot.

2°. Que par Arrêt du Parlement de Bretagne du mois de Septembre 1603, recueilli par Belord, en ses Observations, livre 4, partie 4, article 5, il a été jugé que le Seigneur doit être préféré, même au Vendeur, non-seulement pour la Censive & les arrerages d'icelle; mais encore pour les lods qui lui sont dûs de cette vente.

3°. Que par Arrêt du Parlement de Grenoble, les Chambres consultées, du mois de Juillet 1635, rapporté par Despeisses au lieu sus-allegué, il a été jugé que le privilège du Seigneur s'étend non-seulement au Cens & aux arrerages; mais encore aux dépens qu'il a faits pour s'en procurer le payement.

La raison de douter se prend de ce que dans les autres cas, les dépens ne sont alloués, *nisi à die rei judicate*; mais comme les dépens que les Seigneurs sont obligés d'exposer pour obtenir leur payement, sont souvent plus considérables que le Cens, on a jugé qu'il étoit raisonnable que dans ce cas-là, ils fussent alloués en même rang que le principal.

Les Docteurs tiennent communément que les quittances du Cens pour trois années consécutives, emportent quittance pour les années précédentes; jugé par Arrêt du Parlement de Paris du 4 Mars 1559, rapporté par Charondas en ses Pandectes, livre 4, chapitre 32, & par deux autres Arrêts du même Parlement, l'un du 28 Juillet 1577, & le second du 3 Février 1585, recueillis par le même Charondas en ses Réponses, livre 8, chapitre 76, & en ses Pandectes, liv. 2, chapitre 16. Voyez Dumoulin sur la Coutume

tume de Paris , titre 2 , §. 85 , glose 1 , nombres 41 & 42 ; Cujas , *ad L. 2 , cod. de jur. emphit.* Masu. titre des Louages & Cens , nombre 39 , & titre 31 , nomb. 15 ; la Roche , des Droits Seigneuriaux , chapitre 6 , article 7 ; Ranchin , part. 3 , conclus. 431 , & part. 4 , conclus. 219 , *Capel. Tolos. quest. 236 , L. 3 , cod. de Afoch. public.* Néanmoins , si ces quittances ont été données sans préjudice des arrerages de rente , pour lors elles n'emporteront point quittance desdits arrerages ; Carondas , *resp. liv. 8 , ch. 76* , Masu. *loc. cit.* Il en est de même si le Seigneur ou son Receveur ont donné quittance par un seul acte desd. trois années consécutives. Ranchin , décis. part. 3 , concl. 341 , & part. 4 , concl. 219. *Rebus. de constit. reddit. art. 1 , glose 15* , Masu. tit. 25 , n. 42.

Le Seigneur ne peut point changer de son propre mouvement , le lieu où le Cens est portable par la baillette ; mais bien du consentement de la majeure partie des Tenanciers , comme il a été jugé par Arrêt du Parlement de Bordeaux du mois de Juillet 1701 , rapporté par la Peyrere , lettre R. nombre 100.

On tient pour indubitable dans presque toutes les Provinces de France , que le Cens est imprescriptible de sa nature ; il

faut excepter quelques Coutumes, comme Nivernois, Auvergne, Bourbonnois, &c. où le Cens est sujet à la prescription de trente ans, & c'est l'avis de Masu, tit. 22, n. 9, dont voici les termes : *Item per lapsum triginta annorum, census seu quavis annua prestatio prescribitur etiam adversus Principem, seu Ecclesiam, etiam quocumque privilegio non obstante.* Il faut aussi excepter la Province de Dauphiné où le Cens se prescrit par le laps de cent ans, ainsi que l'atteste Salvaing del'usage des Fiefs, c. 78.

Surquoi remarquez qu'il y a eu autrefois une grande contention entre *Bulgatus & Martinus* anciens Glossateurs, touchant la forme de prescrire une prestation annuelle. Bulgare soutenoit que toute prestation annuelle se prescrit par trente ans, à compter du jour que l'on a cessé de payer, tant pour le passé que pour l'avenir. Martin au contraire sur la Loi *cum notissimi*, §. *fin. cod. de prescript. triginta vel quadraginta ann.* étoit d'avis que chaque année a la prescription, qui ne s'étend point aux années à venir. Laquelle opinion est suivie dans l'usage, ainsi que l'atteste Papon en ses Arrêts, liv. 12, tit. 3, §. 5, cap. Tolos. quest. 42, Cuj. ad L. 18, *cod. de fide instrum.* Guypape quest. 406, & *ibid.* Ranchin & Ferrieres, Boer. quest.

336 ; *quarum enim rerum actio singulis annis nascitur , earum perpetua petitio est nullâ obstante prescriptione.* Voyez Matthæ. sur Guypape , loco cit. où il parle en ces termes : *Receptissima est opinio eorum qui hujusmodi pensionibus uniuscujusque anni propriam esse prescriptionem , & quot sunt anni , tot esse prescriptiones , quodque hujusmodi prescriptiones ad futuros annos & futuras pensiones se non extendant.*

Mais quoique le Cens soit imprescriptible en lui-même , ainsi que nous l'avons observé , néanmoins les arrérages du Cens se prescrivent par trente ans entre toutes sortes de personnes ; en sorte que le Seigneur même Ecclesiastique ne peut exiger les arrérages du Cens que depuis vingt-neuf ans. La quotité du Cens est pareillement sujette aux Loix de la prescription de trente ans contre le Seigneur Laïc , & de quarante ans contre l'Eglise ; de manière que si le Tenancier a payé pendant ledit espace de tems une quotité déterminée & uniforme , par exemple ; si le Cens étant de deux septiers , il n'en a payé qu'un chaque année , pour lors le surplus est prescrit ; pourvu que ladite quotité de cens ait été payée *sub nomine totius* , & non *sub comminutione majoris census* , comme dit du Moulin en son Apostille sur la Cou-

tume d'Auvergne, chap. 17, art. 6. Voyez Mornac *ad L. 13, ff. de usur. & fructib.*

Il n'en est pas de même de la quotité du cens, laquelle ne peut point être changée d'une espèce en une autre, sans le consentement du Seigneur, par quelque possession que ce soit; ainsi jugé par Arrêt du Parlement de Rouen, du 10 Février 1663, rapporté par Basnage sur l'art. 521 de la Coutume de Normandie. Voy. Brodeau sur l'article 124 de la Coutume de Paris, Chopin sur la Coutume d'Anjou, liv. 2, tit. des choses données à Cens, n. 4.

Suivant la disposition de plusieurs Coutumes, comme Paris, Anjou, le Maine, le Tenancier qui n'a pas payé le Cens au jour & lieu qu'il est dû, est sujet à l'amende, qui est à Paris de cinq sols parisis, mais ce n'est que dans le cas où le Cens est portable; car s'il étoit requérable il n'y auroit point d'amende, à moins que l'Emphitéote eût été mis en demeure par son Seigneur.

Il faut en excepter, suivant l'art. 85 de la Coutume de Paris, les maisons & héritages situés en la Ville, Fauxbourgs & Banlieue de Paris, dont les Possesseurs ne sont point sujets à l'amende, faute de paiement du Cens, à moins qu'ils ne s'y soient obligés expressément.

Ubi nota. Que les Commentateurs de la Coutume de Paris & de celle d'Anjou, sont fort partagés sur la question de sçavoir, s'il est dû autant d'amendes, qu'il y a d'années d'arrérages. Voyez Brodeau sur Louët, let. A, chap. 8, & sur l'art. 85 de la Coutume de Paris, Chenu, cent. 2, chap. 91. M. Pocquet de Livoniere, en son Traité des Fiefs, liv. 6, chap. 1; mais l'opinion qui pour plusieurs années ne donne qu'une amende a prévalu dans l'usage de Prestre, centur. 2, ch. 58. Livoniere *ibid.* & Chenu au lieu sus-allegué.

Le Cens peut être séparé de la directité, par vente, légat ou autrement; c'est-à-dire, que le Seigneur peut vendre le Cens qu'il a sur un heritage, & se réserver les autres droits Seigneuriaux, ou bien le Cens peut être legué à l'un & la directité à l'autre, la Roche des Droits Seigneuriaux, chap. 2, art. 4. La raison est parce que, comme dit Guypape, quest. 264, *Census & Dominium directum se habent ut principale & accessorium, vel ut diversa & separata. Ea est autem separatorum natura, ut altero legato, vel vendito, non censeatur alterum itidem legari aut vendiri*, dit Matthæ. sur cette question. Ainsi jugé par Arrêt du Parlement de Toulouse, donné en la seconde Chambre des Enquêtes, au Rap-

port de M. Catelan, le 21 Juin 1670. Graverol sur la Roche. *loco cit.* Néanmoins la directité est censée comprise dans l'aliénation du Cens, si le Seigneur ne l'a pas réservée dans le contrat de vente, en termes exprès ou équipolens; parce que toutes les clauses ambiguës qui se rencontrent dans les contrats de vente s'interprètent contre le Vendeur, *in cuius potestate fuit legem apertius dicere*, L. veteribus 39, ff. de pactis. Vide L. Labeo 21, ff. de contrahendâ empt. & L. cum in lege 33, eod. junctâ glos. in verb. ambiguam. V. Baron sur Guypape, dictâ quest. 264.

Sur quoi observez que le Cens ainsi séparé de la directité, s'appelle *rente sèche* ou *rente morte*, parce qu'il ne produit ni lods & ventes, ni aucun droit Seigneurial.

Le Cens & autres profits Seigneuriaux appartiennent à l'Usufruitier & non au Propriétaire, la Roche des Droits Seigneuriaux, chap. 2, art. 5, M. Pocquet de Livonière, liv. 4, chap. 10; du Moulin sur la Coutume de Paris, §. 20., glos. 1, à num. 33, ad n. 47; Ferrières sur la quest. 477 de Guypape.

Le Cens est solidaire contre chacun des Possesseurs du fonds emphytéotique, c'est-à-dire, que le Seigneur peut demander le total de la rente à l'un des co-détenteurs.

teurs, sans être obligé de diviser son action contre chacun d'eux, à proportion de la part qu'ils ont dans l'héritage censuel; parce que le cens établi par un seul accensement, est regardé comme une hypothèque créée sur le fonds emphytéotique, dont la nature est d'être indivisible, *L. 2, §. ex his, L. 3, §. Cato, ff. de verb. oblig. & L. heredes §. an ea, ff. famil. eris.* Voyez l'article 99 de la Coutume de Paris, celle d'Anjou art. 180 & 470. Bretonnier sur Henrys, tom. 1, liv. 3, quest. 6, la Peyr. let. R, n. 81, à moins que le Cens ait été distribué *pro numero jugerum*, ou que les Tenanciers aient payé séparément pendant trente ans: car en ces deux cas la rente est indivisible; ainsi le Seigneur est obligé de diviser son action contre chacun des Possesseurs, la Peyr. *loco cit.* Brodeau sur Louet, let. R. chap. 6, som. 3, où il cite l'Apostille de du Moulin sur la Coutume d'Auvergne chap. 17, art. 6. Voyez Despeis. des Droits Seigneuriaux, titre du Droit de Cens, n. 18 & Salvaing de l'Usage des Fiefs, chap. 77, lequel après avoir établi que le Cens est solidaire suivant la plus commune observance de la France, dit que l'usage du Dauphiné est contraire, & qu'on y juge conformément à la disposition du chapitre

constitutus , extra de relig. domib. que le Cens est divisible.

Nota. 1°. Que le Seigneur peut demander le total de la rente , non-seulement aux Tenanciers qui n'ont pas payé leur quotité ; mais encore à ceux qui ne sont pas en demeure de payer leurs parts & portions, ainsi jugé par les Arrêts rapportés par la Peyr. let. S , n. 49.

2°. Que le solidaire qui a payé la rente entière au Seigneur ne peut point agir solidairement contre les co-tenanciers qui sont en demeure ; à moins que le Seigneur lui ait fait cession expresse de ses droits. Voyez Bardet , tom. 2 , liv. 4 , chap. 31. Loyseau du déguerpis. liv. 2 , chap. 8 , n. 6 & suiv. Charond. en ses Répons. liv. 6 , n. 11. Mornac *ad L.* 25 , §. *si unus ff. famil. ertisc.* Chop. *Andeg. lib.* 2 , part. 2 , cap. 2 , tit. n. 4. Molin. *de usur. quest.* 43 , num. 344.

3°. Que si le Seigneur a réuni à son Domaine , quelque heritage censuel , il n'est pas pour cela exclus d'agir solidairement pour le paiement de sa rente ; mais il faut qu'il déduise sa portion ; jugé par Arrêt du Parlement de Rouen du 29 Mars 1576 rapporté par Basnage , sur l'art. 178 de la Coutume de Normandie. Voyez Chop. sur la Coutume d'Anjou , liv. 2 , part. 2 ,

tit. 1 , n. 4. Despeis. des Droits Seigneux , tit. 4 , art. 3 , sect. 3 , n. 18. Bouchoul sur la Cout. de Poitou , art. 102 , n. 3 & suiv.

4°. Que le Cessionnaire du Seigneur ne peut point agir solidairement contre les co-tenanciers ; mais seulement pour leurs parts & portions , M. Pocquet de Livoniere , en son Traité des Fiefs , liv. 6 , chap. 1 , pag. 543 , à moins d'une cession expresse , *ut supr. notatum* , du Tenancier pris solidaire.

5°. Qu'afin que le Cessionnaire du Seigneur puisse exercer l'action solidaire contre les co-tenanciers , il faut que la cession lui ait été faite à l'instant du paiement , la Peyr. lett. S , n. 50 *in not.* Louet & Brodeau , let. R , chap. 11. Voyez Loyseau , du Déguerpis. liv. 2 , ch. 8 , n. 27 , & Bacquet des Droits de Justice , chap. 21 , n. 236. *Vide L. Modestinus 76 , ff. de solut.*

6°. Que le Seigneur peut agir solidairement contre le nouvel Acquereur , même pour les arrérages échus du tems de son Vendeur ; parce que le Cens est une charge réelle , qui affecte le fonds. Mais en ce cas le nouvel Acquereur est en droit d'exercer son action recursoire contre le Vendeur ou ses heritiers ; à moins qu'il ne se

fût chargé de payer les arrérages de rente échus jusqu'au jour de son acquisition. Il en est de même d'un nouveau Pourvû à un Bénéfice, dont le temporel se trouve sujet à une rente solidaire, lequel est tenu de payer les arrérages, qui ont couru du tems de son prédécesseur; sauf son recours. Voyez Chopin sur la Coutume d'Anjou, liv. 2, tit. des choses données à Cens, n. 10.

7°. Que le Tenancier qui a vendu peut être poursuivi solidairement, pour les arrérages échus avant le contrat de vente; comme il a été jugé par un Arrêt du Parlement de Bordeaux, rendu en la première Chambre des Enquêtes, au rapport de M. de Navarre, le 13 Juillet 1734, contre l'avis de M. de Livoniere en son Traité des Fiefs, liv. 6, chap. 1, où il dit qu'il a été jugé par Sentence du Présidial d'Angers du mois de Février 1687 qu'après la mise en possession de l'Acquereur, le Vendeur ne peut être poursuivi que pour sa part & portion des arrérages de son tems; parce que, dit cet Auteur, il ne reste plus à son égard qu'une obligation personnelle; l'obligation réelle qui est le fondement de la solidité, ayant passé à l'Acquereur avec l'heritage qui y est sujet. Mais outre que l'autorité de la Sentence ne

peut pas balancer celle de l'Arrêt, c'est que la raison employée par cet Auteur est très-fausse, puisque l'obligation réelle du Vendeur subsiste jusqu'au contrat de vente, lequel ne peut point avoir l'effet rétroactif de changer une obligation réelle en obligation personnelle, surtout au préjudice d'un tiers, qui n'est point entré dans le contrat; & c'est ici un des cas où l'on peut appliquer la Maxime du Droit, *Res inter alios acta neque nocet neque prodest.*

Mais ce qui prouve d'une manière bien sensible, que l'obligation réelle du Vendeur, n'est éteinte que pour l'avenir, & qu'il peut être poursuivi solidairement, pour les arrérages de son tems; c'est que si le nouvel Acquereur est pris solidaire, pour les arrérages qui ont couru avant son acquisition, le Vendeur est tenu de le garantir, encore que la garentie n'eût pas été stipulée, *L. sed & si 19, ff. de evict.* Il faut donc tenir pour indubitable, qu'il est au choix du Seigneur, de poursuivre solidairement le nouvel Acquereur ou le Vendeur pour les arrérages échus avant le contrat de vente, & que s'il s'en prend au nouvel Acquereur, le Vendeur est tenu de la garentie.

8°. Que dans les Coutumes où l'amen-

de est dûe, par défaut de paiement du Cens, elle est solidaire contre tous les Possesseurs du fonds emphytéotique; même contre ceux qui ne sont pas *in morâ*, Boucheul sur la Coutume de Poitou, art. 102. n. 10.

9°. Que les poursuites faites par le Seigneur, contre quelques-uns des Tenanciers solidaires, ou les payemens faits par quelques-uns d'iceux, empêchent que les autres puissent prescrire contre le Seigneur, *quia factum correi nocet correo*, L. ult. cod. de duobus reis.

10°. Que s'il y a des Tenanciers insolvables, leur insolvabilité doit être supportée par les autres Tenanciers, par proportion géométrique. Voyez M. Pocquet de Livoniere en son Traité des Fiefs, liv. 6, chap. 1, pag. 548 & 549.

11°. Que quoique le Seigneur ait assigné un des Tenanciers pour lui faire la rente entière, il n'est pas pour cela exclus de recevoir les parts & portions des autres Tenanciers, à moins que le Tenancier pris solidaire ait payé le total; car en ce cas n'étant rien dû au Seigneur, il est sans difficulté qu'il ne peut point recevoir la quotité des autres Tenanciers. Tous les Docteurs conviennent en ce point.

12°. Qu'encore que le Seigneur ait re-

cu'un des Tenanciers solidaires, à se racheter ou affranchir de sa part & portion, il n'est point censé avoir divisé sa rente à l'égard des autres Censitaires, pourvu qu'il paroisse la moindre intention contraire, laquelle doit toujours être présumée; ainsi jugé par un Arrêt du 27 Novembre 1570 rapporté par Charondas en ses Réponses, liv. 4, chap. 84. Et par autre Arrêt du Parlement de Paris du 25 Mai 1584 recueilli par Anne Robert, *rerum judic. lib. 4, cap. 7: Senatus judicaviu licere Titio creditori, alterutrum duorum correo- rum qui supererant, quem ipse vellet, in solidum convenire, cumque ad solutionem ducentorum ex lege obligationis compellere. V. Mainard, liv. 8, chap. 39, & Mornac sur la Loi si creditores cod. de pactis.* La raison est parce que cette gratification qu'il plaît au Seigneur de faire à l'un de ses Tenanciers, ne fait aucun tort aux autres; puisque si par ce *défrèchement*, le nombre des solidaires diminué, la masse du solide diminué pareillement; ainsi ils gagnent d'un côté ce qu'ils perdent de l'autre.

13°. Que le Seigneur est censé avoir abandonné son droit de solidité, lorsque depuis le bail à Cens, il s'est fait faire des reconnoissances particulières, la Roche des Droits Seigneuriaux, chap. 2, art.

7, & chap. 13, art. 20. Charondas en ses Pandect. liv. 2, chap. 16 & liv. 3, chap. 15. Mais cela n'a pas lieu contre l'Eglise, à moins qu'outre les reconnoissances particulieres, il y eût prescription de quarante ans, subsequens ausdites reconnoissances, la Roche *ditto cap. 2, art. 8*. La raison est parce que les Possesseurs des biens Ecclesiastiques, n'en étant qu'usufruitiers, ne peuvent point porter de préjudice à l'Eglise, par leurs conventions personnelles. Il en est autrement de ceux qui ont acquis légitimement de l'Eglise, lesquels doivent rester dans le droit commun, parce que les privileges de l'Eglise ne peuvent point être vendus.

14°. Que si le Cens a été imposé, *in traditione fundi*, sur plusieurs fonds par divis, chacun des Tenanciers n'est obligé de payer qu'à proportion de ce qu'il tient desdits fonds emphytéotiques, comme il a été jugé par deux Arrêts du Parlement de Grenoble, l'un du 17 Mars 1594, & l'autre du 11 Décembre 1598, rapportés par Expillien ses Arrêts, chap. 114. Voyez Faber en son Code, liv. 4, tit. dern. *defin.* 139. Guypape quest. 432, & *ibi*. Matthæ. & Ferr. Bouvot, tom. 2, *verb.* Cense, quest. 41.

Il a été jugé par deux Arrêts du Parle-

ment de Toulouse, rapportés par M. d'Olive, liv. 2, chap. 19, que la consolidation du Domaine utile au direct, opere l'extinction de la rente, dont le fonds emphytéotique avoit été chargé originairement, en sorte que l'héritage revenu entre les mains du Seigneur, par droit de prélation, déguerpissement, donation ou autre moyen d'acquérir, venant à être aliéné par le Seigneur sans se réserver la rente, il est censé allodial & exempt de toute charge fonciere, *quia actiones aut obligationes semel extinctæ, numquam reviviscunt, L. inter stipulantem, §. sacram. ff. de verb. oblig.* Voyez Basnage sur l'art. 178 de la Coutume de Normandie, où il rapporte semblable Arrêt du Parlement de Paris, du 10 Décembre 1648. Boucheul sur la Cout. de Poitou, art. 102, n. 6; la Roche des Droits Seigneur. chap. 2, art. 10.

D'autres Auteurs au contraire, comme Brodeau sur Louet, let. F, som. 5, & Loyseau du Déguerpissement, liv. 6, ch. 4, ne considérant la réunion du Domaine utile au direct, que comme un assoupissement des droits Seigneuriaux, tandis que l'héritage censuel demeure entre les mains du Seigneur direct, sont d'avis que ledit héritage doit être censé aliéné à la charge du Cens & autres droits Seigneuriaux.

Il est néanmoins certain que les Arrêts de d'Olive, sont plus conformes au Droit & à la raison ; car en premier lieu , il est décidé qu'une chose ne peut point se faire rédevancé à soi-même, *res sua nemini servit*, L. 1, ff. *si servit. vendic.* L. 1, ff. *quemadmod. servit. amittantur*, L. 30, de *servit. urb.* D'où il faut conclure que par la consolidation du Domaine utile au direct, le Cens est non-seulement assoupi ; mais même véritablement éteint. En second lieu , il est à présumer que le Seigneur ne s'étant pas réservé le Cens, lors de la vente de l'heritage censuel, il a entendu l'aliéner selon la qualité qu'il avoit entre ses mains, *potuit enim legem apertius dicere.*

Le Seigneur direct ne peut point saisir l'heritage censuel, à faute de paiement du Cens , sans avoir préalablement obtenu Sentence du Juge, Papon en ses Arrêts, liv. 13, tit. 2, art. 11. Il ne peut pas même sans condamnation, faire exécuter les Tenanciers en leurs meubles ; ainsi qu'il a été jugé par un Arrêt du Parlement de Bordeaux du 26 Mars 1627, recueilli par Bechet sur l'art. 12 de l'usage de Saintes. Voyez *cap. licet Episcopus, cum glos. in verb. vocante, de prabend. in 6*, Chop. *Paris. lib. 1, tit. 3, n. 4*, Masu. tit. de *locat.* du Moulin sur la Coutume de Paris, §. 1, glos. 5, num. 13.

Le Cens doit être payé par les Tenanciers , *pro modo prœdiorum*, c'est-à-dire, suivant la quantité du fonds que chacun possède dans l'héritage censuel ; sans aucun égard à la fécondité ou stérilité. La raison est parce qu'il est censé que le fonds stéril est devenu tel, par la négligence de l'Emphitéote. Pareillement la peréquation ou reglement du Cens, ne doit pas se faire *ratione superficiei*, mais *ratione soli* ; de manière que celui qui possède une maison, une vigne & autres choses semblables, ne doit pas payer plus de rente, que celui qui ne possède rien de tout cela ; pourvu que d'ailleurs la quantité du fonds soit égale. Voyez Despeis. en son Traité des Droits Seigneuriaux, tit. 4, art. 3, sect. 3, n. 18. Or, c'est par le moyen de l'arpentement ou mesurage, que la quotité de chaque Tenancier est déterminée.

Le Cens peut être établi non-seulement en grains, argent & volaille ; mais encore en foin, paille, vin, huile, &c. Papon en ses Arrêts, liv. 13, tit. 2, art. 12. La Roche des Droits Seigneuriaux, chap. 2, art. 15, & *ibi*. Graverol.

Suivant le Droit commun & général de la France, le Seigneur direct ne peut demander les arrérages du Cens, que depuis vingt-neuf ans avant l'introduction de l'ins-

tance , & depuis l'introduction de l'instance jusqu'au jour de l'effectif payement.

C H A.

CHASSE. Ce terme signifie l'action de poursuivre toute sorte de Gibier.

Par le Droit des Gens adopté par le Droit Romain, la Chasse étoit permise à tout le monde indifféremment ; *fera bestia*, dit Justinien, *instit. de rer. divis. §. 12.*, & *volucres* & *pisces* & *omnia animalia*, *simul atque ab aliquo capta fuerint*, *jure gentium statim illius esse incipiunt* ; *quod enim ante nullius est*, *id naturali ratione occupanti conceditur*. Il étoit même indifférent qu'on chassât sur son propre fonds, ou sur l'heritage d'autrui, *nec interest feras bestias* & *volucres quis capiat in suo fundo*, *an in alio*. Il est vrai que si le Propriétaire de l'heritage se trouvoit présent, il pouvoit empêcher que le Chasseur entrât dans sa Terre, *plane qui alienum fundum ingreditur venandi aut aucupandi gratiâ, potest à Domino, si is prœviderit, prohiberi ne ingrediatur. Vide L. 1 & 2, ff. de acquir. rer. domin.*

La Chasse dans son origine n'étoit considérée, que comme un moyen que la nature avoit enseigné aux hommes pour se nourrir ; & voilà pourquoi elle étoit per-

mise à tout le monde ; mais depuis qu'on y a attaché une idée de grandeur & de noblesse , cette liberté naturelle a été restreinte aux Princes & à quelques autres personnes distinguées ; ce qui a fait dire à Quintilien , déclam. 13 : *Multa nihilominus qua libera fuerunt , transeunt in jus occupantium , sicut venatio & aucupium.*

Les Anciens ont fait un si grand cas du plaisir de la Chasse , qu'ils en ont attribué l'invention aux Dieux , & c'est pour cela qu'elle a toujours été l'exercice des Heros & des Princes. Elle est , selon le langage d'un Sçavant , le prélude & l'image de la Guerre dont elle pratique les ruses & les stratagèmes , elle endurecit le corps au travail , & l'accoutume aux dangers. *His artibus futuri duces imbuebantur* , dit le Panégyriste de Trajan , *certare cum fugacibus feris cursu , cum audacibus robore , cum callidis astu.* Aussi les Germains avoient-ils accoutumé de s'exercer à la Chasse pour apprendre le métier de la guerre , suivant le témoignage de Cesar au liv. 6 de la Guerre des Gaules.

La Chasse étant donc un exercice noble & royal , c'est avec raison qu'elle a été limitée par les Loix du Royaume , aux Princes & autres personnes dont la condition est susceptible de cet honnête

& noble divertissement , sans se détourner de leurs emplois ordinaires.

Voici comment s'en explique l'Ordonnance des Eaux & Forêts de l'année 1669 tit. des Chasses , art 28 : Faisons défenses aux Marchands , Artisans , Bourgeois & Habitans des Villes , Bourgs , Paroisses , Villages & Hameaux , Payfans & Roturiers , de quelque état & condition qu'ils soient , non possédans Fiefs , Seigneurie & haute Justice , de chasser en quelque lieu , sorte & maniere , & sur quelque Gibier de poil ou de plume que ce puisse être , à peine de 100 livres d'amende pour la premiere fois , du double pour la seconde & pour la troisième , d'être attachés trois heures au carcan du lieu de leur résidence au jour de marché , & banni durant trois années du ressort de la Maîtrise , &c.

Le droit de Chasse appartient aux Seigneurs Hauts-Justiciers , dans toute l'étendue de leur Justice , encore qu'ils n'y aient ni Fief ni censive , suivant la disposition de l'article 26. Mais si la Justice est démembrée , ou divisée entre plusieurs enfans ou particuliers ; celui-là seul à qui appartient la principale portion , a le droit prohibitif de la Chasse , & si les portions sont égales , cette prérogative est attachée à celle de l'aîné , art. 27 *ibid.*

Surquoi remarquez que le Seigneur Haut-Justicier ne peut point prohiber la Chasse aux Seigneurs moyens & bas Justiciers , ni aux Seigneurs de Fiefs dans l'étendue de leurs Fiefs. Voyez lesdits articles 26 & 28 du titre des Chasses, de l'Ordonnance de 1669. Et la Roche des Droits Seigneuriaux , chap. 28, art. 3. Ce qui a lieu , encore que le Fief relève à foi & hommage du Seigneur Haut-Justicier , ainsi qu'il a été jugé par les Arrêts rapportés par Bacquet des Droits de Justice, ch. 34, n. 11 & 13.

Il y a un Arrêt imprimé du Parlement de Paris du 13 Mars 1702, rendu entre Jacques Mantel, Tuteur de la Dlle. de Riants, & Pierre Guerin, Chevalier , Seigneur de Poisieux, par lequel il a été jugé 1°. Que le Seigneur féodal peut chasser & faire chasser par ses Domestiques, sur les Fiefs qu'il a dans la Haute-Justice d'un autre Seigneur. 2°. Que le Seigneur Haut-Justicier ne peut mener, ni envoyer aucun Domestique, ni autres personnes, pour chasser sur les Fiefs & Terres qui relevent de lui. 3°. Qu'il ne peut pas lui-même en personne aller chasser dans les Fiefs qui ne relevent pas de lui. 4°. Qu'en cas de contravention , le Seigneur de Fief peut faire informer contre le Seigneur Haut-Justicier , & contre les Domestiques.

Le Seigneur Haut-Justicier ne peut point permettre la Chasse indifféremment à qui bon lui semble, & il n'y a que les Nobles, à qui il puisse communiquer ce droit, parce qu'ils ne sont point compris dans la prohibition de l'art. 28 du tit. des Chasses de l'Ordonnance de 1669. Voy. Graverol sur la Roche des Droits Seigneuriaux, chap. 28, art. 3, où il rapporte un Arrêt du Parlement de Grenoble de l'année 1655, rendu au profit du Baron de Vauvert, contre le Seigneur de Candiac, qui jugea que les Nobles mêmes, ne peuvent point prescrire la faculté de chasser, par quelque tems que ce soit. Tout l'avantage donc que les Nobles ont en cette matiere sur les Roturiers, consiste en ce que la permission de chasser peut leur être communiquée, & en ce qu'ils peuvent chasser dans les Terres du Roi, éloignées des Plaisirs de Sa Majesté.

Le Seigneur Haut-Justicier ne peut point, ainsi que nous l'avons observé, mener ni envoyer aucun Domestique ou autres personnes, pour chasser sur les Fiefs & Terres qui relient de lui; mais cela doit être entendu sous la modification de la Déclaration du Roi Henri IV, du 3 Mars 1604, dont voici les termes : *Jouiront les Seigneurs, Gentilhommes & No-*

bles de notre Royaume, de la permission à eux accordée de chasser sur leurs Terres & Domaines, sans toutefois que leurs Fermiers, Serviteurs ou Domestiques en puissent user ; fors & excepté que ceux de notredite Noblesse, qui seront séxagenaires ou incommodés d'âge par la viellesse, ou par les blessures ou autres incommodités en leurs personnes, ceux-là en ce cas & non autres, pouvant faire tirer au Gibier par l'un de leurs Domestiques &c.

Surquoi il faut remarquer que suivant la disposition de l'Ordonnance de Blois, art. 285, & de celle d'Orleans art. 108, il est défendu à toutes sortes de personnes de chasser à pied ou à cheval, avec chiens & oiseaux, sur les terres ensemencées, depuis que le bled est en tuyau, & dans les vignes depuis le premier jour de Mars, jusqu'après la dépouille, à peine de tous dépens, dommages & interêts des Laboureurs & Propriétaires &c. Ce qui a été confirmé par l'art. 18 du tit. des Chasses, de l'Ordon. des Eaux & Forêts de l'année 1669 sous la modification néanmoins que la défense de chasser dans les vignes ne commence qu'au premier jour de Mai. Les grands dommages que les Chasseurs causoient autrefois dans les Terres ensemencées & dans les vignes, ont déterminé ces

sages Ordonnances. Aussi les Romains avoient-ils accoutumé de ne chasser que pendant l'hyver , suivant le témoignage d'Horace.

At cum tonantis annus hybernus Jovis

Imbres , nivesque comparat ;

Aut trudit acres hinc & hinc multa cane

Apros in obstantes plagas ,

Aut amite levi rara tendit retia ,

Turdis edacibus dolos ,

Pavidumque leporem, & advenam laqueo gruem,

Jucunda captat præmia.

Parmi les Rois qui ont fait des défenses rigoureuses au sujet de la Chasse , Louis XII. tient le premier rang. C'est de lui qu'on a dit que sous son regne, il valoit mieux avoir tué un homme qu'un cerf, ou un sanglier ; mais aujourd'hui, il n'y a point d'autre peine contre les contrevenans, que l'amende portée par l'article 28 du titre des Chasses, de l'Ordonnance des Eaux & Forêts de l'année 1669.

Le Seigneur Haut-Justicier ou autre personne à qui le droit de Chasse appartient, ayant levé une bête sur leurs terres, peuvent la poursuivre partout, même sur le territoire du Seigneur dominant, comme il a été jugé par un Arrêt du 17 Mars

1573.

1573, rapporté par Bacquet des Droits de Justice, nombre 13. Le Prêtre, centurie 3, chapitre 54; Ferriere sur la question 218 de Guypape; Graverol sur la Roche, des Droits Seigneuriaux, chap. 28, article dernier, où il fait usage de la maxime: *ubi finis habet necessariam dependentiam à principio, spectatur ipsius principium*. Néanmoins, il faut convenir que cette poursuite du gibier sur le territoire d'autrui, entraîne après soi une foule de contestations. Ainsi, je trouve fort sage le Jugement de la Table de Marbre de Toulouse, dont M. Boutaric fait mention dans ses Instituts, livre 2, titre 1, §. 12, où il en rapporte la disposition en ces termes: » Les Juges de la Table de » Marbre rendirent Jugement en dernier » ressort le . . . par lequel, après » les défenses faites au Seigneur d'Aignan » de chasser dans la Terre & Jurisdiction » de Marfan, il fut dit que si le gibier levé par le Seigneur d'Aignan dans sa » Terre, & poursuivi par ses chiens & » oiseaux, passoit dans la Terre de Marfan, le Seigneur d'Aignan seroit tenu » de s'arrêter à l'extrémité de sa Terre; » d'où avant que d'entrer dans celle de » Marfan, il seroit obligé d'envoyer un » de ses Domestiques sans armes, ou au-

tre personne de sa part, au Château
du Seigneur de Marfan, pour l'avertir
qu'il n'entroit dans sa Terre que pour
rompre les chiens, ou reclamer & pren-
dre son oiseau; & qu'en cas, avant d'a-
voir rompu les chiens, ou réclamé &
pris son oiseau, le gibier poursuivi vien-
droit à être pris, le Seigneur d'Aignan
seroit tenu, de l'envoyer incontinent par
un de ses Valets offrir au Seigneur de
Marfan dans son Château, & de se re-
tirer ensuite, les chiens couplés, & son
oiseau sur le poing, &c. « *Vide Bou-*
cheul sur la Coutume de Poitou, art. 198,
nombre 15.

Le Vassal peut chasser dans sa Terre,
sans la permission de son Seigneur, ainsi
qu'il a été jugé par un Arrêt du 17 Mars
1573, rapporté par Papon en ses Arrêts
liv. 13, tit. 2, n. 2, & par Chop. lib. 3,
de privil. rust. part. 3, cap. 12, n. 4.

La Chasse est expressément défendue
aux Ecclesiastiques par les saints Canons
& par les Ordonnances de nos Rois; c'est
pourquoi ceux qui sont surpris en contra-
vention, ne peuvent point obtenir leur
renvoi devant le Juge d'Eglise, ils peu-
vent même être jugés par les Officiers de
la Maîtrise de la Table de Marbre, sans
l'assistance de l'Official, suivant un Arrêt

du Parlement de Bordeaux du 17 Juin 1713, rapporté par la Peyr. let. C, n. 12; ce qui est conforme à l'art. 21 de l'Ordonnance du mois de Janvier 1600 qui veut que les Ecclesiastiques qui s'adonnent à la Chasse, ne puissent point se prévaloir de leurs tonsures & privilèges, & qu'ils soient punis de pareilles peines & amendes que les Laïcs & Séculars. Voy. l'article 35 du tit. des Chasses de l'Ordonnance de 1669.

Les Habitans d'une Terre ne peuvent point faire enclore leurs héritages pour empêcher le Seigneur d'y chasser, comme il fut jugé par un Arrêt du Parlement de Toulouse, en faveur de M. de Papis Conseiller audit Parlement, & Seigneur de Cugnaux.

Le Justiciable & le Tenancier ne peuvent point prescrire le droit de Chasse contre le Seigneur Justicier & contre le Seigneur direct, la Peyr. let. C, n. 12. Voyez Graverol sur la Roche des Droits Seigneur. ch. 28, art. 3.

Celui qui possède un Franc-aleu Roturier est compris dans la prohibition de l'Ordonnance de 1669, ainsi que cela se conclut de la disposition de l'art. 28 du titre des Chasses de ladite Ordonnance. Il en est autrement de celui qui possède un Franc-

aleu Noble, lequel a droit de chasser sur la Terre, suivant ledit art. 28.

- Il a été jugé par deux Arrêts du Parlement de Paris, l'un du 14 Février 1698 & l'autre du 14 Février 1718, rapportés par Ferriere en son Dictionnaire de Pratique, *verbo* Chasse, que le Fermier Judiciaire ne peut chasser ni faire chasser sur les terres mentionnées dans son bail, parce que la Chasse est un droit honorifique attaché à la personne du Seigneur.

On peut voir au sujet de la Chasse la Roche, des Droits Seigneuriaux, chap. 28, & *ibid.* Graverol, Bacquet des Droits de Justice, chap. 34; la Peyr. let. C, n. 12; le Prestre, cent. 3, chap. 54; Brodeau sur Louet, let. F, som. 13. Le titre des Chasses de l'Ordonnance des Eaux & Forêts de l'année 1669, & M. Salvaing de l'Usage des Fiefs, chap. 36, où il rapporte des choses très-curieuses.

C H E.

C H E F - C E N S, est la premiere redevance qu'on paye en reconnoissance de la Seigneurie directe, & qui emporte lods & ventes, à la différence du sur-cens, qui est un second Cens imposé par l'Emphytéote sur l'heritage censuel, après le Chef-

Cens , lequel ne produit aucun droit Seigneurial.

CHEVROTAGE, est un droit qu'ont certains Seigneurs sur leurs Tenanciers, à cause des Chevres & Chevreaux qu'ils nourrissent dans leurs Terres. Voyez Despeis. des Droits Seigneur. tit. 6 , sect. 11.

C O L.

COLOMBIER, est un lieu destiné à tenir des Pigeons. Il y en a de deux sortes, sçavoir, les Colombiers bâtis sur piliers, & les Colombiers à pied.

Les Colombiers bâtis sur piliers ou sur solives, sont ceux qui ont des paniers dans le haut seulement. Les Colombiers à pied sont ceux qui bâtis en forme de Tour ont des paniers depuis le haut jusqu'au rez-de-chaussée.

Columbarum amore insaniunt multi, et super tella exadificant turres iis, dit. Pline en son Histoire Naturelle, liv. 10, chap. 37. Ce qui fait bien voir la passion extraordinaire que les hommes ont eüe dans tous les siècles pour ces animaux. Les Seigneurs l'ont poussée si loin, qu'ils se sont persuadés, que le droit d'avoir des Pigeonniers ou Colombiers leur appartenoit, comme un droit attaché au Fief ou à la Justice.

à l'exclusion de leurs Vassaux. Néanmoins les Arrêts rapportés par M. d'Olive liv. 2, chap. 2, ont jugé que ce droit étoit commun au Seigneur & au Vassal. En effet la faculté de bâtir Pigeonnier paroît très-conforme au Droit commun, suivant lequel chacun a la liberté de faire dans son propre fonds, ce qui peut servir à son utilité ou à son plaisir. Ce qui a fait dire à Chopin lib. 3, de Doman. tit. 22: *Columbaria superioris Domini insignia esse, eaque tantum ex superioribus Dominis competere vulgariter est, nisi contrarium suggerat consuetudo, aut lex prædictæ clientelæ dictæ.* Ce qui nous conduit à faire deux observations importantes.

La première est qu'il n'y a que le Seigneur Justicier ou le Seigneur féodal, qui aient droit de faire bâtir Colombiers à pied. Voyez les articles 69 & 70 de la Coutume de Paris, Chopin sur la Coutume d'Anjou; art. 32, n. 5, in marg. La raison est parce que le Colombier à pied est une marque seigneuriale, *Columbarium rotundum*; dit Chopin, lib. 3, de Doman. tit. 22, n. 7, *tam in altum quam in profundum, specimen Domaniarum feudalium & subilium insignium proprium.* C'est pourquoi quand même la Coutume ne donneroit pas la faculté prohibitive au Seigneur,

il seroit en droit d'empêcher le Justiciable ou l'Emphitéote de bâtir de cette espèce de Pigeonniers, Graverot sur la Roche des Droits Seigneuriaux, chap. 32. Ainsi l'Arrêt du Parlement de Bordeaux du 9 Juillet 1698 rapporté par la Peyrollet. I, n. 84 *in nat.* par lequel il fut jugé que le Vassal peut bâtir Pigeonniers, à moins que le Seigneur ait un titre prohibitif, doit être entendu des Pigeonniers bâtis sur piliers ou sur solives, lesquels n'emportent aucune marque seigneuriale, & font partie des droits utiles des Emphitéotes. Voyez *cumal.* let. P, n. 38.

La seconde est que chacun a droit de bâtir des Colombiers sur piliers, à moins que le Seigneur n'ait un titre prohibitif; néanmoins on tient communément que le Roturier ne peut point tenir Volieres ou Colombiers à piliers, s'il n'a cinquante arpens de terre labourable. Voyez Brodeau & les autres Commentateurs de la Coutume de Paris, art. 70.

En un mot un Particulier sans Fief ni Justice, peut tenir Colombiers, pourvu qu'ils ne soient pas bâtis en forme de Tour, ayans boulines ou paniers depuis le haut jusqu'au rez-de-chaussée, qu'ils n'ayent ni crenaux ni giroïettes quarrées, ou autres marques seigneuriales, & qu'il ait la

quantité de terre labourable déterminée par les différentes Coutumes, pour nourrir les Pigeons.

Quoique Justinien ait mis les Pigeons au nombre des animaux naturellement sauvages, qui, selon le Droit naturel, *cedunt primo occupanti*, néanmoins l'habitude qu'ils ont de voler & revoler, les fait considérer dans l'usage comme des animaux domestiques ; c'est pourquoi il est expressément défendu de tirer sur les Pigeons, à peine de l'amende ou même de punition corporelle, suivant l'exigence des cas. Voyez Bouvot, tom. 1, *verb.* Chasse aux Pigeons, Desseins des Droits Seigneuriaux, tit. 6, sect. 7 ; Boniface, part. 3, liv. 1^{re}, tit. 9, ch. 1 & 2 ; la Roche des Droits Seigneuriaux, chap. 22, art. 4 & *ibid.* Graverol.

Suivant l'usage du Dauphiné attesté par Salvaing, chap. 43, les Gentilshommes soit qu'ils aient Fiefs ou non, sont en droit de bâtir des Colombiers même à pied sans la permission du Haut-Justicier ; mais les Rôtutiers n'en peuvent avoir même sur piliers sans la permission du Seigneur, quelque étendue qu'ils aient de terres labourables. Ce qui étant une exception au Droit commun, ne doit point être tiré à conséquence pour les Provinces qui n'ont rien déterminé là-dessus.

On peut voir sur cette matière Papon , liv. 13, tit. 2 , n. 32, & liv. 18, tit. 9, art. 2, où il dit qu'un voisin ne peut empêcher l'autre de construire Colombier en son fonds , quoiqu'il lui soit préjudiciable , & que le Propriétaire n'ait aucun fonds à l'entour , par la raison de la Loi *Proculus ff. de damn. infect.* ce qui néanmoins n'est pas suivi dans l'usage , ainsi que nous l'avons observé. Basnage sur la Coutume de Normandie , art. 137 ; Coquille sur la Cout. de Nivernois , ch. 19 ; Chop. lib. 3, de doman. tit. 22 , n. 7 ; d'Argentré sur l'art. 368 de la Coutume de Bretagne , la Roche des Droits Seigneuriaux , chap. 22 ; M. Pocquet de Livonière , en son Traité des Fiefs , liv. 6, chap. 8 , §. 2 ; Salvaing de l'Usage des Fiefs , chap. 43 ; M. d'Olive en ses Questions notables , liv. 2 , chap. 2 ; Boucheul sur la Coutume de Poitou , art. 158 , à numero 10 , ad num. 18 , & Chop. sur celle d'Anjou , art. 32 , n. 5 , en marge.

C O M.

COMBAT DE FIEF, est la contestation qui se forme entre deux ou plusieurs Seigneurs , qui prétendent la même mouvance.

Le Vassal pour suivi par deux différens Seigneurs pour faire la foi & hommage, ne doit reconnoître ni l'un ni l'autre, pour ne pas tomber dans la Commise par désaveu ; mais il doit se faire recevoir à hommage par main souveraine, pardevant le Juge Royal de l'un & de l'autre desdits Seigneurs, & offrir de faire la foi & hommage à qui par Justice sera ordonné ; au moyen de quoi le Vassal est à l'abri de la saisie. Voyez Brodeau sur l'art. 60 de la Coutume de Paris, Maichin sur la Coutume de Saint Jean d'Angely, tit. 4, art. 18, chap. 11, & Loyfel en ses Instit. Coutum. liv. 4, tit. 3, art. 94, qui s'explique en ses termes : Le Vassal est tenu d'avouer ou désavouer son Seigneur, sinon qu'il y eût contestation de tenure entre deux Seigneurs, auquel cas il peut se faire recevoir par main souveraine du Roi.

Or, pour parvenir à se faire recevoir par main souveraine, il ne suffit pas de présenter Requête au Juge Royal du lieu où le Fief est situé, mais il faut obtenir des Lettres Royaux, qu'on appelle *Lettres de main souveraine*, par lesquelles il est mandé au Juge Royal du lieu où le Fief est situé, ou pardevant lequel l'instance est pendante, de faire jouir & user

Impétrant de son Fief pendant le débat, comme s'il avoit prêté la foi & hommage, à la charge de faire la foi & hommage à celui des deux Compétiteurs qui obtiendra. Voyez Brodeau sur l'art. 60 de la Coutume de Paris, qui rapporte un Arrêt du 17 Juillet 1577, par lequel la saisie féodale fut confirmée, faute par le Vassal d'avoir obtenu *Lettres de main souveraine*; & tel est l'avis des autres Commentateurs de la Coutume de Paris sur ledit art. 60.

Néanmoins il y a des Auteurs, comme de la Lande, sur l'art. 87 de la Coutume d'Orléans, qui tiennent que le Vassal peut se faire recevoir par main souveraine sans obtenir de Lettres. Voyez Claude Ferrière sur l'art. 60 de la Coutume de Paris.

Remarquez que la réception par main souveraine n'appartient point au Seigneur suzerain, ni au simple Juge Royal; mais seulement aux Baillifs & Sénéchaux.

Pour que le Vassal soit fondé à se faire recevoir par main souveraine, il n'est pas nécessaire que la contestation soit formée entre les deux Seigneurs compétiteurs, encore moins qu'ils ayent fait procéder par saisie féodale; mais il suffit que les deux Seigneurs ayent fait un acte au Vassal

sal pour lui demander les Devoirs, Feni-
riere sur la Coutume de Paris, art. 60,
glos. 1, n. 4 & suiv.

Lorsque la contestation des Seigneurs
a été terminée, le Vassal est tenu de faire
la foi & hommage à celui des Seigneurs
qui a obtenu dans les quarante jours après
la signification du Jugement, faute de
quoi le Seigneur peut faire proceder par
saisie féodale. Voyez l'art. 60 de la Cou-
tume de Paris, & *ibid.* les Commentateurs,
& en particulier Brodeau, n. 32.

Nota. Que si plusieurs Particuliers se
prétendent propriétaires de Fief servant,
pour raison de quoi ils offrent de faire la
foi & hommage, le Seigneur peut rece-
voir à l'hommage celui des contendans
qui a le droit le plus apparent, ou bien
les renvoyer tous au Juge qui en doit
connoître, pour terminer leur différend.
Mais en l'un & en l'autre cas, le Fief de-
meure couvert, & le Seigneur féodal ne
peut point saisir, parce que les offres que
les Contendans ont faites, les empêchent
d'être en demeure; *et imputari ei non de-
bet per quem non obstat: quominus faciat quod
ei est factum.*

Comme la réception que le Seigneur
fait de l'un des Contendans, n'est qu'une
réception en foi provisoire, qui n'a pour

objet que de remplir le Fief d'une personne qui donne ouverture aux droits Seigneuriaux ; il s'ensuit que cette réception ne préjudicie point au droit des autres Contendans , & que celui qui a obtenu , peut évincer celui qui a été reçu en foi provisoire par le Seigneur , *quia omnis causa in suspensio manet , donec judicialis Sententia , qua de toto negotio procedit , rem aperiat & ostendat quis Dominus terra constitutus est* , L. 19 , cod. de agricol. & censit.

Il y a une autre espèce de Combat de Fief qui arrive , lorsque deux ou plusieurs Seigneurs prétendent la directe du même fonds emphytéotique ; auquel cas il a été jugé par Arrêt du Parlement de Paris du 23 Juin 1584 , rapporté par Papon en ses Arrêts , liv. 13 , tit. 2 , art. 5 , que la directe avec ses accessoires appartient à celui qui est le premier en date : *census primò constitutus precipuus est , cap. constitutus de relig. domib.* Et que la rente prétendue par le Seigneur postérieur en date , ne doit passer que pour une locatairie ou pour un surcens , *quia idem dominium apud duos pro solido esse non potest* , L. Mavius , §. duobus de leg. 2. Voyez Jean Faber sur le §. *adco autem* , de locat. & cond.

Néanmoins si le Seigneur qui a le plus

ancien titre, n'étoit pas en possession d'exiger les prestations portées par son bail, pour lors l'autre Seigneur pourroit s'aider de la prescription, & en conséquence prétendre la directe & les accessoires, parce qu'il est certain que les Seigneurs peuvent prescrire les uns contre les autres, sans qu'on puisse opposer qu'il est de la nature du bail emphytéotique d'être imprescriptible, cela n'ayant lieu qu'à l'égard des Tenanciers, qui ne peuvent jamais prescrire le devoir, & non à l'égard des Seigneurs, qui ayant le même privilège, sont censés n'en avoir pas, quand ils ont affaire ensemble, suivant la maxime *cessat privilegium in privilegiatis*.

Surquoi remarquez que lorsqu'il y a divers Seigneurs prétendant la directité, les Emphytéotes ne peuvent être contraints de payer le cens & autres Droits Seigneuriaux, aux uns ni aux autres; mais ils doivent les consigner, pour être pris & retirés par celui qui obtiendra, comme il a été jugé par Arrêt du Parlement de Bordeaux du 12 Mars 1519 rapporté par Boer. décis. 106.

COMMISSION, est la confiscation du Fief servant, faite au profit du Seigneur féodal, pour désaveu ou félonie du Vassal. Le Fief servant est donc dévolu & con-

solidé au Fief dominant, lorsque le Vassal désavouë son Seigneur, soutenant que son Fief ne relève pas de lui, suivant la maxime *qui Fief nie, Fief perd*. Mais comme la Commise est une peine odieuse & contraire à la patrimonialité des Fiefs, elle ne peut être encouruë que par un désaveu formel fait en Jugement; parce que, comme dit M. Pocquet de Livoniere, en son Traité des Fiefs, liv. 2, chap. 2, sect. 4, le désaveu extrajudiciaire peut être excusé de légereté ou d'ignorance, & réparé par le repentir.

Il ne suffit pas même que le désaveu soit fait en Jugement, pour emporter la Commise & perte du Fief; il faut de plus qu'il soit fait par le Propriétaire incommutable du Fief. Ainsi le Fief appartenant à la femme, ne tombe point en Commise par le désaveu du mari; ni celui qui appartient à un Bénéfice par le désaveu du Bénéficiaire, si ce n'est pour les jouissances & revenus du Fief, pendant la vie du mari ou du Bénéficiaire.

Ubi nota 1°. Que le désaveu fait par les mineurs ou autres personnes jouissans de leurs privileges, quelque exprès & formel qu'il soit, ne peut point faire tomber le Fief en Commise.

Nota 2°. Que le désaveu du Vassal n'em-

porte point la Commise de son Fief ; lorsqu'il avouë & reconnoît le Roi pour son Seigneur, au préjudice de son véritable Seigneur féodal ; parce que le Roi étant la source de tous les Fiefs, ils sont tous censés relever de Sa Majesté jusqu'à ce que les Seigneurs particuliers aient justifié de leurs titres.

Suivant la disposition de la Coutume de Paris , article 44, le Vassal ne peut point obtenir communication des titres de son Seigneur , qu'il n'ait commencé par s'avouer Vassal, & c'est ainsi que les Arrêts l'ont jugé. Voyez M. le Prestre en ses Arrêts célèbres, pag. 67.

La peine du Commis n'est pas favorablement reçue au Parlement de Grenoble, suivant le témoignage de M. Salvaing, de l'Usage des Fiefs, chap. 5, où il dit que l'usage de ce Parlement est de prescrire un terme au Vassal, dans lequel il fasse la foi & hommage, à peine de Commise. Ce qui a lieu principalement en faveur du nouveau Vassal, qui n'ayant point encore prêté l'hommage, doit être excusé par une juste cause d'ignorance ou de doute.

Le désaveu d'une partie du Fief n'emporte point la commise ou perte de tout le Fief, mais seulement de la partie déniée;

M. Pocquet de Livoniere , en son *Traité des Fiefs* , livre 2 , chapitre 2 , section 4 , parce qu'il est de la nature des choses odieuses , de ne recevoir point d'extension.

Suivant cet Auteur , le Vassal ne perdra point par désaveu , les choses omises dans son aveu , s'il y a inseré une protestation affirmée par serment de ne rien omettre sciamment, conçüe en ces termes : *le Vassal déclare avoir employé dans son aveu , tout ce qu'il croit & sçait composer le Fief servant, & relever du Seigneur, & n'avoir rien omis par dol & fraude, avec protestation que si dans la suite , il vient à sa connoissance , qu'il possède quelque autre chose relevant dudit Seigneur , il en fera aveu incontinent.* La raison est, quia *ignoranti debet subveniri.*

Le Vassal étant poursuivi par un Seigneur , dont il prétend ne point relever ; ne doit point désavouer , parce que si par l'évenement , il se trouve avoir désavoué son véritable Seigneur , son Fief tombe en Commise : Ainsi , il est de la prudence du Vassal , pour ne pas s'exposer à la Commise par désaveu ou faux aveu , de former le combat de Fief entre le Seigneur qui le poursuit , & dont il prétend ne point relever , & celui qu'il prétend être son véritable Seigneur , pendant lequel il se fera

recevoir par main souveraine, sans être tenu de s'expliquer sur l'aveu, jusqu'à ce que le différend aura été terminé.

Le désaveu de la qualité de la mouvance ne fait point tomber le Fief en Commise; Chopin *Andeg.* article 6, nombre 8; Dumoulin, sur la Coutume de Paris, article 43, glose 1: Ainsi, le Vassal qui soutient ne relever que censivement, ne s'expose point à la peine du Commis, quoiqu'il relève à titre de foi & hommage; c'est l'avis de tous les Commentateurs de la Coutume de Paris, sur l'article cité.

Suivant tous les Feudistes & en particulier Dumoulin au lieu sus-allégué, le Fief ne tombe point en Commise, quoique le Vassal désavoue le Seigneur, pourvû qu'il reconnoisse relever du Fief, ou quoiqu'il désavoue le Fief, pourvû qu'il reconnoisse le Seigneur.

On demande si le faux aveu opere le même effet que le désaveu. Il y a des Auteurs qui sont d'avis que le faux aveu donne lieu à la Commise, tout comme le désaveu: En effet, le Vassal ne peut point reconnoître un Seigneur étranger, sans désavouer son véritable Seigneur: Néanmoins, la plus saine opinion des Docteurs Feudistes est, que le faux aveu n'emporte point la Commise du Fief,

pourvû que le Vassal étant vendiqué par son véritable Seigneur, offre de le reconnoître, ou de se faire recevoir par main souveraine, en cas de combat de Fief; & ce qui sert à confirmer cette opinion, c'est que le désaveu n'emporte jamais la Commise, s'il n'est fait en Jugement avec connoissance de cause, ainsi que nous l'avons observé.

Suivant la disposition de l'article 45 de la Coutume de Paris, la main-levée provisoire, doit être adjudgée au Vassal, qui étant saisi féodalement, désavoue son Seigneur; il est vrai qu'il sera tenu de la restitution des fruits du jour de la saisie féodale, si le Seigneur obtient contre lui.

Sur la question de sçavoir si celui qui faussement allegue le franc-aleu, tombe en Commise : Voyez Chopin sur la Coutume d'Anjou, livre 2, titre 2, nombre 1; & M. Pocquet de Livoniere, en son Traité des Fiefs, livre 2, chapitre 2, section 4, où il semble incliner pour la négative.

Lorsque le Seigneur désavoué par son Vassal, vient à décéder sans avoir demandé la Commise, ses heritiers ne peuvent point la demander; parce que le désaveu est une injure personnelle au Seigneur,

qui est censé l'avoir remise par son silence. Pareillement les heritiers du Vassal décédé avant que le Seigneur ait formé la demande de la Commise, ne peuvent point être poursuivis, pourvû qu'ils blâment le désaveu de leur auteur: *Aliud dicendum in utroque casu*, si la Commise avoit été déclarée encouruë par Sentence du Juge, ou même si le Seigneur désavoué avoit commencé l'Instance de Commise. Voyez Chopin sur la Coutume d'Anjou, livre 2, tit. des cas où cesse la Commise de Fief, n. 2, & Dumoulin sur celle de Paris, art. 43.

Le Seigneur ne peut point de son autorité privée, se mettre en possession du Fief tombé en Commise; mais il est nécessaire qu'il obtienne une Sentence pour faire déclarer la peine encouruë, ainsi que le décide Guypape, question 107, en ces termes: *Licet gloss. in L. final. cod. de jur. emphit. dicat, quòd Dominus directus potest de jure, propria autoritate, capere possessionem rei commissam, propter cessationem solutionis canonis, aut aliàs cum ipso jure talis res emphiteuticaria cadit in Commissum, Tamen de stilo dicta Curia Parlamenti servatur, quòd non potest, nisi prius declaratione Commissi facta per Judicem competentem, Parte vocata & audita. Et ideo prædicto stilo in quâdam causâ fuit sententia;*

tum , in manibus Joannis Jofredy Secretarii Delphinalis , de anno 1456 , in vigiliâ Nativitatis Domini. C'est aussi l'avis de Ranchin *in dict. quest. de Rebuffe , in proam. const. reg. quest. 5 , num. 64 ;* de Livoniere, en son *Traité des Fiefs , livre 2 , chap. 2 , sect. 4 , & de Salvaing , de l'usage des Fiefs , chap. 5.*

Sur quoi il est bon de remarquer que le Vassal qui a désavoué son Seigneur en Jugement , ne peut point se repentir utilement , & purger sa faute avant la Sentence, parce que la Sentence ne fait autre chose que déclarer encouruë la peine prononcée par la Loi.

De Droit commun la Commise n'a point lieu , par défaut du paiement du canon emphytéotique , ni même pour désaveu fait par l'Emphytéote de son Seigneur Censier : Ainsi , il n'y a que ceux qui tiennent à foi & hommage , sujets à cette peine , Mornac *ad L. 17 , ff. ad vell. la Peyrere , lettre C. nombre 74 ;* Livoniere , *loco cit.*

• Lorsque le Vassal ne prête pas la foi & hommage , dans le tems prescrit par la Coutume , le Fief tombe en Commise, Comme il a été jugé par un Arrêt du Parlement de Grenoble du 26 Janvier 1643, rendu entre Noble Aymar de Massues,

& Messire Jean de la Croix de Cheuvieres, Baron de Clerieu, Président audit Parlement ; Basset , en ses Arrêts , tome 2 , livre 6 , titre 8 , chapitre 4 ; Brodeau sur Louet , lettre C. nombre 13 : *Vassallus si non prestiterit fidelitatem Domino infra annum & diem , cadit in Commissum , non ipso jure sed per sententiam*, dit Guypape en la question 164.

C'est une question problematique parmi les Feudistes , de sçavoir si le désaveu ou la félonie du mari emporte la Commise de tous les conquêts de la Communauté , ou seulement de sa moitié ; quelques-uns comme Dumoulin sur la Coutume de Paris , article 43 , glose 1 , sont d'avis que le délit féodal du mari , fait tomber le tout en Commise , par la raison que le mari est le maître de la communauté ; d'autres au contraire , comme Messieurs Louet & Brodeau , lettre C. sommaires 35 & 52 , & let. D. sommaire 31 , tiennent que le mari ne confisque par son délit que la moitié des conquêts : *nulla enim societas delictorum ; ideoque alieni criminis infortunio adstringi uxor non debet* , L. si quis 9 , cod. de honor. prescript. L. 12. de fideicom. libert. argum. L. ob maritorum , cod. ne uxor pro marito. Voyez Alexandre en son cons. 70 , nombre 1 ; Chenu en ses Questions , cen-

turie 1, questions 56 & 60 ; Bacquet en son Traité des Droits de Justice, chapitre 15, nombres 61 & 84 ; Loyfel en les Institutions Coutumieres, livre 6, titre 2, article 6 ; la Coutume d'Anjou, article 318 ; & Chopin, *lib. 2 de morib. Paris.* titre 2, n. 18.

Dans les Coutumes d'Anjou & du Maine, le Vassal qui doit la foi-lige, venant à tomber en Commise pour désaveu ou félonie, perd son Fief à perpétuité ; mais le Vassal qui ne doit que la foi simple, ne perd son Fief que pendant sa vie, en sorte qu'en ce dernier cas, le Fief doit être restitué aux heritiers du Vassal. Ce qui est une exception remarquable au Droit commun, suivant lequel le Fief une fois tombé en Commise, est perdu pour toujours, sans aucune esperance de retour.

Les Docteurs & les Arrêts sont fort partagés sur la question de sçavoir, si le Fief tombé en Commise, retourne au Seigneur dominant, *cum onere creditorum Vassali*. Ceux qui soutiennent l'affirmative disent que *Feuda sunt patrimonialia*, puisque les Vassaux peuvent en disposer comme d'un autre patrimoine ; que dans nos mœurs il ne faut considérer les Fiefs que comme des donations sujettes à révocation pour cause d'ingratitude, & qu'ainsi, ils

ne peuvent retourner au Seigneur dominant, qu'avec les charges que les Vassaux leur ont imposées, étant décidé par la Loi *bis solis §. caterum, cod. de revocand. donat. que vendita, donata, permutata, in dotem data, caterisque modis legitime alienata à donatario, ante ingratitudinem commissam tenent*; qu'enfin, personne ne voudroit ni ne pourroit contracter avec les Vassaux, qui n'auroient pas d'autres biens que des Fiefs.

Ceux au contraire qui sont d'avis que le Seigneur reprend le Fief tombé en Commise, franc & déchargé de toutes les dettes & hypoteques contractées par le Vassal, disent pour le soutien de leur opinion, que la réversion du Fief servant au Fief dominant, se faisant *ex causâ inhærente contractui*, il s'ensuit que les charges imposées depuis la concession, ne peuvent point préjudicier au Seigneur dominant; que si le contraire avoit lieu, il arriveroit qu'un Vassal dissipateur & mauvais ménager, chargeroit tellement le Fief d'hypoteques, que le Seigneur de Fief ne retireroit aucun émolument du Droit de Commise; qu'encore que les Fiefs soient patrimoniaux en France, néanmoins, le Vassal n'en a point la propriété absolue, puisque, *Dominium ejus resolvitur propter feloniam*

feloniam aut ingratitudinem ; qu'il faut raisonner de ce cas comme de celui de la Loi 2, *cod. de rescind. vendit. ubi resoluta contractu venditionis, ex causâ contractui inharere, resolvuntur hypoteca & alienationes.*

Les Arrêts qui ont jugé cette question sont rapportés dans le Journal des Audiences, tome 1, livre 3, chapitre 5, & par Messieurs Louet & Brodeau, lettre C. chapitre 53. Voyez Despeisses, des Droits Seigneuriaux, titre 3, article 5, nombre 8 ; Loyseau, du Déguepissement, livre 6, chap. 3 ; & M. Louet, *loco cit.* où après avoir rapporté ces différentes opinions & Arrêts, il se détermine contre le Seigneur de Fief ; & tel est l'avis des Auteurs modernes, & en particulier de M. de Livoniere en ses Remarques sur M. du Pineau, article 187.

Sur quoi remarquez que suivant l'opinion commune des Historiens François, les Fiefs ont commencé à être patrimoniaux & héréditaires en France, sous le regne de Hugues Capet ; Coquille, en ses Institutions au Droit François, chapitre des Fiefs, *in princ.* Pasquier, en ses Recherches, livre 2, chapitres 9, 10 & 14 ; Bacquet, en son Traité des Droits de Francs-Fiefs, chap. 2, nomb. 6.

Jusqu'ici nous avons parlé de la Commise causée par le déshaveu du Vassal. Il nous reste à parler de la Commise par félonie, qui est la première, & la plus juste cause de la perte du Fief servant.

Il y a plusieurs cas où la Commise a lieu par félonie : Premièrement, si le Vassal met les mains sur son Seigneur : *Si impias manus in personam Domini ubicumque ingesserit, vel vita ejus veneno vel gladio, vel aliter insidiatus fuerit, beneficium amittit*, est-il dit au §. porro, tit. *quæ sit prima causa beneficii amittendi*, lib. feud.

Secondement, si le Vassal a été assaillir le Seigneur dans sa maison ou Château, comme il fut jugé par Arrêt du Parlement de Paris du 7 Septembre 1574, appelé vulgairement l'Arrêt de Racapé, parce qu'il fut rendu en faveur de Messire Claude de Racapé, Sieur de Maignennes, Capitaine des Gardes du Roi, lequel avoit été assailli dans son Château par René de la Rouvraye, son Vassal; Louet, lettre C. chap. 53.

Troisièmement, si le Vassal dit des injures graves à son Seigneur : *Si injurias atroces in eum effundat*, L. ult. cod. de revoc. donat. Ainsi, par Arrêt du Parlement de Paris du 31 Décembre 1556, pronon-

cé en Robes rouges par M. le Président Segulier, un Vassal, pour avoir démenti son Seigneur de Fief en Jugement, fut condamné à faire amende honorable, & privé de l'usufruit de son Fief sa vie durant, *le tout sans encourir par lui aucune macule ou note d'infamie*, selon les propres termes du dispositif de cet Arrêt; Louet & Brodeau, lettre C. chap. 9.

Quatrièmement, si le Vassal fait injure aux personnes qui touchent le Seigneur de près, comme la femme, la mere, les enfans, &c. Voyez Dumoulin sur l'article 43 de la Coutume de Paris, nombre 141, & la Coutume d'Anjou, articles 193 & 195; la raison est parce que les injures faites à la famille du Seigneur retombent sur lui.

Il y a une infinité d'autres cas où la Commise par félonie a lieu; ainsi, ceux que nous venons de marquer ne sont que par forme d'exemples: Néanmoins, il faut convenir que tous les cas de félonie peuvent être réduits aux cinq causes pour lesquelles la donation peut être révoquée, & c'est l'avis de Dumoulin sur l'article 43 de la Coutume de Paris, glose 1, nombre 136.

L'Usufruitier du Fief dominant ne peut point prétendre la Commise du Fief ser-

vant, pour cause de félonie commise à son égard, parce que la félonie ne se commet qu'à l'égard du Seigneur à qui la foi est due: Or, la foi est due au Propriétaire & non à l'usufruitier du Fief dominant. C'est pour cette raison que le Vassal qui commet félonie contre le bénéficié ou le mari, Seigneurs dominans, perd son Fief; parce qu'encore que le bénéficié & le mari soient usufruitiers, néanmoins l'hommage & le serment de fidélité leur sont dûs.

Le Propriétaire du Fief servant peut tomber en Commise, même avant d'avoir prêté la foi & hommage; d'Argentré sur la Coutume de Bretagne, article 616, nombre 5; Dumoulin sur l'article 43 de celle de Paris, nombre 147, contre l'avis de Chopin, *de privileg. rustic. lib. 3, part. 3, cap. 12, n. 1 in marg.* qui soutient que le Propriétaire du Fief servant n'étant censé Vassal qu'après avoir fait la foi & hommage, il ne peut perdre son Fief par Commise avant d'avoir prêté le serment de fidélité. Voyez Coquille sur la Coutume de Nivernois, titre des Fiefs, article 66, qui tient pour la Commise; & c'est le sentiment des modernes.

Selon Dumoulin sur l'article 43 de la Coutume de Paris, nombre 161, le Fief servant est réuni & dévolu au Fief Dom-

minant par la félonie de l'Acquereur à pacte de rachat : Néanmoins, comme la faute de l'Acquereur ne peut point retomber sur le Vendeur, & qu'il ne peut confisquer que le droit qu'il a sur le Fief, le Vendeur peut exercer sur le Seigneur dominant, la faculté de reméré, en lui rendant le prix qu'il avoit reçu de l'Acquereur, qui a commis la félonie.

Lorsque le fils du Vassal a offensé le Seigneur, on demande de quelle façon le pere doit se comporter pour conserver le Fief à son fils après son décès. Chopin sur la Coutume d'Anjou, livre 2, titre dernier, nombre 9, dit qu'en ce cas le Vassal doit mener son fils vers le Seigneur de Fief, pour lui faire réparation, & que si le fils refuse d'obéir à son pere, il doit être privé de son Fief, lorsqu'il lui sera échû par le décès du pere. Dumoulin au contraire, sur l'article 43 de la Coutume de Paris, glose 1, nombre 147, tient que l'offense du fils du Vassal, ne donne point lieu à la Commise du Fief, même sur la tête du fils après le décès du pere, sauf au Seigneur dominant à poursuivre contre le fils, la réparation de l'injure qui lui a été faite, selon les regles du Droit Commun. Voyez M. Pocquet de Liv-

niere en son Traité des Fiefs, livre 2, chapitre 2, d'où ceci a été pris ; lequel ajoute que le fils qui a offensé le Seigneur, devenu Vassal par le décès de son pere, ne peut obliger le Seigneur de le recevoir à foi & hommage, jusqu'à ce qu'il lui ait fait réparation & satisfaction de l'injure, & que cependant le Seigneur le punira par la perte des fruits qu'il fera siens, faute d'homme, au cas que le nouveau Vassal soit en demeure de faire ladite satisfaction.

Le Seigneur peut céder à un tiers, le Fief qui lui est dévolu par le moyen de la Commise ; Mais suivant la doctrine de Dumoulin, sur l'article 43 de la Coutume de Paris, nombre 53 & suivans, il faut que la cession soit expresse & spécifique.

Le Vassal ne peut point être Avocat contre son Seigneur, dans les Causes où sa vie & son honneur sont intéressés ; mais dans les autre Causes, il peut plaider impunément contre lui. Voyez Chopin sur la Coutume d'Anjou, livre 2, partie 1, chapitre 1, titre 3, nombre 4, & lib. 1 de privileg. rustic. cap. 6, num. 2 ; Dumoulin sur la Coutume de Paris, art. 43, n. 94 & suiv.

Au reste, le Vassal commet son Fief

par félonie, quoiqu'il n'ait pas consommé le délit, pourvû qu'il ne tienne pas à lui qu'il ne soit consommé; Chopin sur la Coutume d'Anjou, livre 2, titre 1, n. 6; Dumoulin sur l'article 43 de la Cout. de Paris, nomb. 156.

De Droit Commun, le Seigneur perd la mouvance & féodalité, pour les mêmes causes que le Vassal perd son Fief; cela résulte de l'obligation réciproque qui est entre le Seigneur & le Vassal, & est conforme à la doctrine de Chopin sur la Coutume d'Anjou, livre 2, titre dernier; & de Dumoulin, sur celle de Paris, article 3, glose 4, nombres 10, & suivans; ce qui est néanmoins sujet à plusieurs limitations remarquées par les Feudistes, & en particulier par Dumoulin, au lieu sus-allegué, nombre 19, & par M. de Pineau en son Commentaire sur la Coutume d'Anjou.

COMMUN DE PAIX, est un droit Seigneurial qui se leve en Rouergue sur les hommes & sur les bêtes. M. d'Olive en ses Questions notables, livre 2, chapitre 9, rapporte des choses fort curieuses, touchant ce droit-là.

COMMUNES, sont certains lieux destinés au chauffage & pâturage d'une

Communauté d'Habitans. Il y en a de plusieurs sortes.

1°. Il y a des Communes dont les Seigneurs des lieux peuvent demander le triage ; c'est-à-dire , la distraction du tiers ; de maniere que la Communauté n'a plus droit de chauffage ou de pâturage sur le dit tiers ; mais les Seigneurs ne peuvent demander cette distraction , à moins que les Communes excèdent cinquante arpens.

2°. Il y en a dans lesquelles les Seigneurs n'ont pas plus de droit que les autres Habitans , & dont par conséquent , ils ne peuvent prétendre que le simple usage , sans aucun privilege.

3°. Il y a des Communes dont la propriété appartient aux Seigneurs , & dans lesquelles la Communauté des Habitans n'a que le droit d'usage.

Sur quoi il est bon de remarquer que le Seigneur n'est point censé Propriétaire des Communes , s'il n'a un titre pour cela. Voyez Imbert en son Enchiridion , sous le mot *usages* , où il s'explique en ces termes : *Combien que les Rois & autres Possesseurs des Forêts , se disent être Seigneurs d'icelles , & l'usage en avoir été baillé aux voisins , ou autres par eux ou leurs prédécesseurs , toutefois , il est plus vraisemblable*

que d'ancienneté & auparavant la création des Rois , les Forêts étoient publiques & communes au peuple ; ce qui a fait dire à un ancien que plerumque olim à divisoribus agrorum , ager compascuus relictus est ad pascendum communiter vicinis.

Suivant la disposition de l'Ordonnance des Eaux & Forêts de l'année 1669 , titre des Bois , &c. appartenans aux Communautés & Habitans des Paroisses , art. 4, 5 & 6, lorsque les Habitans paient au Seigneur quelque redevance pour raison des Communes , la concession doit passer pour onereuse , quoique les Habitans n'en rapportent point le titre. Ainsi , le Seigneur ne peut point , en ce cas , demander le triage ou la distraction du tiers.

En un mot , c'est une regle certaine parmi les Docteurs , qu'afin que le Seigneur puisse prétendre le triage , il faut le concours de deux conditions. La premiere , que la concession des Communes soit gratuite. La seconde , que les deux tiers soient suffisans pour l'usage de la Communauté ; c'est-à-dire , que le total des Communes excède cinquante arpens , comme il a été jugé par un Arrêt du 24 May 1658 , rapporté dans le Journal des Audiences.

Les Communes ainsi divisées entre le

Seigneur & les Habitans, le Seigneur n'a plus aucun droit de Chauffage ou Pâturage sur les deux tiers échus aux Habitans.

Lorsque la propriété des Bois, Prés, &c. appartient aux Seigneurs des lieux, le droit d'usage des Habitans peut être restreint à une portion competente, le surplus réservé aux Seigneurs, pour en disposer selon leur plaisir & utilité, *ne proprietas reddatur Domino inutilis*, comme dit Mornac sur la Loi *certo generi*, §. 1, ff. de servit. rustic. prad. & *quia quod mihi prodest & tibi non nocet, id mihi concedendum est*, L. 2, §. item Varus, ff. de aq. pluvi. arcend. Voyez Guy Coquille, en son Commentaire sur la Coutume de Nivernois, chapitre des Bois & Forêts, article 12, & dans ses Questions & Réponses, quest. 303; Salvaing, de l'usage des Fiefs, chap. 96, & Dumoulin, *trakt. de divid. & individ.* part. 3, num. 4.

On peut voir sur cette matiere, outre les Auteurs déjà cités, M. de Livoniere, en son Traité des Fiefs, liv. 6, chap. 9; l'Ordonnance des Eaux & Forêts, titre 24; le Dictionnaire des Arrêts sous le mot *Communes*, & sous le mot *usage*, Joann. Fab. sur les instit. §. *ne tamen de usufruct.* Guenois en la Conference des Ordon-

sances, titre des Eaux & Forêts, annot. 20, liv. 11. Valla, de rebus dubiis, tract. 7, in fin. & Ferr. sur la question 489 de Guypape.

C O N.

CONFISCATION. Dumoulin sur la Coutume de Paris, article 43, nombre 169, définit la Confiscation en ces termes : *Confiscatio propriè & strictè est publicatio omnium vel partis bonorum, vel certarum rerum, & devolutio ad fiscum, vel eum cui Princeps jus confiscationis concessit ; soli enim Principi superiorem non recognoscenti, competit fiscus & jus confiscationis, sed concessit Rex Dominis imperium merum habentibus.*

Nous avons parlé ci-dessus de la Confiscation des Fiefs, causée par le désaveu ou la félonie du Vassal : Ainsi, il n'est question ici que de la Confiscation des biens des criminels ; sur quoi il se présente à faire plusieurs observations importantes, qui entrent dans notre plan.

La première, que dans les Provinces où la Confiscation est reçue, elle a lieu, encore que le Juge ne la prononce pas en condamnant le criminel, parce qu'il ne peut pas dépendre du Juge de frustrer

le Roi ou le Seigneur Haut-Justicier d'un droit qui leur est acquis par la force de la Loi ou de la Coutume. Par la même raison, le Juge ne peut point ordonner la Confiscation dans les Provinces où elle n'a pas lieu par un privilege spécial.

La seconde, que la confiscation n'appartient qu'au Seigneur Haut-Justicier, si ce n'est en crime de leze-Majesté, qu'elle appartient au Roi, quoique les biens du criminel soient situés dans la Jurisdiction d'un Seigneur Haut-Justicier ; parce que le Prince étant directement offensé en sa personne, par le détestable crime de leze-Majesté, il n'est juste ni raisonnable que la punition en tourne au profit d'un Seigneur particulier. Voyez Bacquet des droits de Justice, chapitre II, nombre 17 ; Guypape, question 341, & *ibi* Ferr. Salvaing, de l'usage des Fiefs, ch. 57, pages 304 & 305 ; d'Argentré, art. 56, glos. 1, n. 4.

Ubi nota, que les biens substitués, & ceux qui sont sujets au droit de retour, sont compris dans la Confiscation causée pour crime de leze-Majesté, Ferrière, *loco cit.* & l'Apostillateur de la Peyrere, lettre C. nombre 90, *Scilicet propter atrocitatem tanti sceleris* : Aussi cela n'a

Y'il point lieu dans les Confiscations ordinaires.

La troisiéme, que le Seigneur féodal ou censier, peuvent demander au Seigneur confisquant un homme qui fasse le devoir & paye les droits Seigneuriaux. Coquille en son Commentaire sur la Coutume de Nivernois, titre des Confiscations, article 1 & 2 ; parce que les Seigneurs directs & les Seigneurs de Fief, ne peuvent point perdre leurs droits par les crimes de leurs Vassaux & Censitaires, qui ne peuvent confisquer que le droit qu'ils ont sur les biens qui leur ont été donnés à foi & hommage ou à cens. Voyez Salvaing de l'usage des Fiefs, chapitre 57, page 318 ; Despeisses, tome 3, page 120, nombre 10 ; Papon, livre 5, titre 10, nombre 7 ; Benedict. *ad cap. Raynu. in verb. & uxor. nomine Adelas. num. 294 & 299*, & Ferriere sur la question 413 de Guypape.

La quatriéme, que la Confiscation doit avoir lieu au profit de Sa Majesté, non-seulement pour crime de leze-Majesté humaine ; mais encore pour leze-Majesté divine, & pour crime de fausse monnoye. Si ce n'est dans les Coutumes qui contiennent une disposition contraire. La raison est ; parce que ces crimes tendans au ren-

vernement de l'Etat, ils intéressent le Souverain plus que personne. Voyez Salvaing, au lieu sus-allegué, page 305, où il atteste qu'en Dauphiné, la Confiscation est adjugée au Roi en crimes de leze-Majesté divine & humaine, & en quelques Coutumes pour crime de fausse monnoye. Olive, livre I, chapitre 40, en la nouvelle Addition.

La cinquième, qu'il y a certaines Provinces en France, où la Confiscation n'a point lieu, comme la Province de Guyenne, selon le témoignage de la Peyrere, lettre C. nombre 103, & celle de Dauphiné, où elle n'est admise que pour les seuls crimes de leze-Majesté & d'herésie. Salvaing, page 305 & 318.

La sixième, que les biens du criminel sont confisqués, non-seulement par la condamnation à mort naturelle; mais encore par une condamnation de mort civile: savoir par le bannissement perpétuel, du pat des Galeres perpétuelles; parce qu'encore qu'après une telle condamnation, le criminel vive d'une vie naturelle, il est néanmoins censé mort quant aux effets civils, semblable à ceux que le Droit Romain appelle *deportatos aut ad metallum damnatos*.

La septième, qu'afin que la condamnation

tion à mort naturelle ou civile, emporte la Confiscation des biens du Condamné, il faut, 1°. Que le Jugement de condamnation soit contradictoire, parce que si la condamnation a été rendue par contumace, l'état du Condamné demeure en suspens, puisqu'il peut se justifier & faire tomber sa condamnation. 2°. Que le Criminel soit condamné par un Jugement en dernier ressort, parce que si la Sentence de condamnation est sujette à l'appel, il peut arriver qu'elle sera réformée par le Juge supérieur. 3°. Que la condamnation ait été rendue dans ce Royaume, Journal des Audiences, tome 1, livre 1, chapitre 82, parce que les Jugemens rendus dans les Pays étrangers n'ont aucune force parmi nous; sur quoi voyez la distinction du Glossateur de la Peyrere, lettre C. nombre 107. 4°. Il faut que le Jugement de condamnation ait été exécuté, parce que la Confiscation des biens n'est qu'une suite de la Confiscation du corps, qui se fait par l'exécution réelle du Condamné. Voyez la Roche, livre 6, titre 23, article 5; Maynard, livre 4, chapitre 52.

Sur la question de sçavoir si les lettres de rémission du Prince rétablissent le Condamné dans ses biens confisqués au profit du Roi ou du Seigneur Haut-Justicier,

voyez Coquille, question 11, chapitre de *doman. lib. 1, tit. 8, n. 13*; Fachin. *lib. 9, cap. 17 & 18*; Charondas, en ses Réponses, livre 3, nombre 40; & Bacquet, des Droits de Justice, chapitre 16, qui distingue deux sortes de Lettres; sçavoir, celles qui contiennent *restitutionem justitiae*, & celles qui contiennent *restitutionem gratiae*. Au premier cas, le Rémissifionnaire rentre dans tous les biens confisqués, même dans ceux qui ont été aliénés par le Confiscataire. Mais au second, il ne peut rentrer que dans les biens confisqués, que le Roi, ou le Seigneur Haut-Justicier ont en leurs mains, & non en ceux qui ont été aliénés. Voyez Despeisses, des Droits Seigneux, page 127, nombre 28; la Peyrere, lettre C. nombre 96, qui dit que les Lettres de rémission du Prince, rétablissent le Rémissifionnaire aux Confiscations acquises au Haut-Justicier; mais qu'il n'en est pas de même de la restitution faite par le Prince, du Condamné en ses biens, laquelle nuit au Prince, & non au Haut-Justicier.

La Confiscation n'a point son effet du jour que le crime a été commis; mais seulement du jour de la Sentence de condamnation. Il faut excepter certains crimes, comme ceux de leze-Majesté, fausse monnoye,

concession, &c. pour lesquels la Confiscation a son effet du jour du délit commis, *L. ult. cod. de jur. fisci*; Coquille sur la Coutume de Nivernois, tit. 2, art. 2. *Vide eund.* tit. des Justices, art. 19.

Surquoi remarquez, 1°. Que le Condamné perd son état & devient incapable de tous les effets civils, au moment que son corps & ses biens sont confisqués; c'est pourquoi, ne pouvant ni disposer ni recevoir de dispositions; le Roi ou le Seigneur Haut-Justicier ne peuvent point prétendre les successions qui lui sont échûes depuis sa condamnation. *Fachin. lib. 9, cap. 51*; Brodeau sur Louet, lettre C. chapitre 25; *Clarus, sentent. lib. 5, quest. 78, num. 24*; Dumoulin sur Dece, *conf. 438, n. 5. Vide L. 2, cod. de bon. damnat.*

2°. Que si le criminel condamné par Sentence, meurt *pendente appellatione*, la Confiscation n'a point lieu, *quia morte crimen & poena extinguuntur*. Voyez Brodeau sur Louet, lettre C. chapitre 25, nombre. 8; Bouvot, tome 1, *verba* Confiscation; la rubrique du code, *si pendent. appell. mors interv.* & la Loi 1, §. ult. de *pœnis*.

Le Seigneur Haut-Justicier à qui la Confiscation appartient, ne peut préten-

dre les biens immeubles du Condamné situés hors de sa Jurisdiction. Il n'en est pas de même des meubles, qui appartiennent au Seigneur de la Jurisdiction où la condamnation a été donnée, en quelque lieu qu'ils se trouvent situés, suivant la Peyrere, lettre C. nombre 100; néanmoins, l'opinion la plus commune & l'usage est, qu'il n'y a aucune difference à cet égard entre les meubles & les immeubles, & qu'ainsi, le Seigneur Confiscataire ne prend que les meubles situés dans l'étendue de sa Seigneurie. Voyez Loyseau, des Seigneuries, chapitre 12, nombres 88 & suiv. *Clar. lib. 5, quest. 78*, nombre 27; le Glossateur de la Peyrere, lettre I. nombre 88.

Pour ce qui est des dettes actives du Condamné, les uns sont d'avis qu'elles appartiennent aux Seigneurs du lieu où le Condamné avoit son domicile, & les autres raisonnant des meubles aux dettes, estiment qu'elles appartiennent aux Seigneurs Hauts-Justiciers du lieu où les Débiteurs ont leurs domiciles, & c'est l'opinion de la majeure, & de la plus saine partie des Docteurs. Voyez Ferriere sur la question 341 de Guypape; Coquille, en son Commentaire sur la Coutume de Nivernois, titre des Confiscations, article

2; d'Olive, livre 5, chapitre 33; la Roche, liv. 1, tit. 37.

L'usufruit n'entre point dans la Confiscation des biens de l'Usufruitier: Ainsi, l'usufruit est consolidé à la propriété par la condamnation de l'Usufruitier. Ferriere, sur la question 413 de Guypape, dont je rapporterai ici l'endroit tout au long, parce que le Lecteur y pourra voir le différent sentiment des Auteurs sur cette question. *Sed quaritur, dit ce Docteur, an ususfructus veniat in confiscationem, ita ut fiscus fruatur, quandiu fructuarius vivit, vel quandiu pater vivit, qui usumfructum habet in bonis filii; an verò ususfructus finiat & cum proprietate consolidetur? Interpretes nostri quos refert Boer. quest. 7, existimant usumfructum ad fiscum pertinere. Chass. in consuet. Burg. rubric. 2, §. 2, num. 17, in princ. Valla de reb. dubiis, pag. 293, in prim. edit. In patre verò existimant per publicationem & confiscationem bonorum, usumfructum finire & ad fiscum non pertinere, si condemnatio & confiscatio fiat ex causâ propter quam patria potestas amittitur, ut hoc casu ususfructus amittatur, & ad proprietatis causam recurrat. Quòd si patria potestas non finiat, ususfructus ad fiscum pertinet, quamdiu pater vivit, ita tamen ut liberos alere debeat.*

Ego verò existimo per confiscationem bonorum finire usumfructum & omnino, nec ad fiscum transire.

Sur la question de sçavoir, si les biens *profectifs & adventifs*, sont compris dans la Confiscation des biens du fils de famille, ou si le pere est préféré au fisc; on peut voir Papon, livre 14, titre 2, nombre 8; Fachin, lib. 9, cap. 47 & seq. Clarus, sentent. lib. 5, quest. 78, num. 11 & seq. & quest. 86, num. 3; Boer. decis. 7, num. 18.

La Confiscation des biens meubles ou immeubles indifferemment, appartient à l'Usufruitier: *quia confiscatio est in fructu*; Bacquet, des Droits de Justice, chapitre 12, nombre 16; Vide Grass. §. legatum, quest. 32, Bart. in L. divorcio, §. interdum, ff. soluto matrim. & in L. imperator, in fin. ff. de jur. fisc. Benedictus, in verbo, *cætera bona*, num. 36 & 37. Ferriere, sur la question 477 de Guypape; Dumoulin, sur la Coutume de Paris, §. 1, gloss. 1, à numero 54, usque ad num. 70, partie desquels Auteurs est d'avis que les immeubles confisqués, n'appartiennent point incommutablement à l'Usufruitier; mais seulement quant à l'usufruit; néanmoins l'opinion de ceux qui donnent le tout incommutablement à l'Usufruitier,

est plus suivie, comme le remarque Ferriere, *loco cit.* en ces termes: *Alii verò tenent quod in totum & perpetuò confiscationes bonorum mobilium & immobilium & pleno jure cedant fructuario & marito, ita us. finito usufructu, non teneantur restituere, & sanè hac opinio receptior est.*

Les dettes passives du Condamné doivent être payées par les Confiscataires, à proportion de la part que chacun a dans la Confiscation. Chop. *de Doman. lib. 1, tit. 8, num. ult.* Bacquet, des Droits de Justice, chapitre 13, nombres 8 & suiv. D'Argentré sur Bretagne, art. 219, glose 8, nombre 11.

Ubi duo notanda, 1°. Que le Seigneur Confiscataire peut être poursuivi pour toutes les dettes du Condamné, quand même elles excéderoient ses biens, s'il n'a pas fait faire inventaire des meubles, suivant le Brun, en son Traité des successions, livre 4, chapitre 2, section 2, nombre 56, & livre 3, chapitre 4, nombre 79, contre Ricard, en son Traité des donations, part. 3, nomb. 1517 & suiv.

2°. Que le Seigneur à qui la Confiscation appartient, doit faire nommer un Curateur aux biens confisqués, pour défendre aux droits des créanciers du Condamné, parce qu'il n'est pas partie pour

cela, suivant la remarque des Docteurs; mais cela n'est point pratiqué dans l'usage.

Les Confiscataires doivent payer, outre les dettes passives du Condamné, les amendes envers le Roi, pour réparation de l'injure faite au public par le crime du Condamné, les frais de Justice & les réparations civiles, comme il a été jugé par Arrêt du Parlement de Paris, du premier Septembre 1704, dans une Cause de M. le Duc de Foix.

Comme le Seigneur doit prendre les biens du Condamné, en l'état qu'ils sont lors de la Confiscation, & aux mêmes charges que le Condamné en jouissoit, il s'ensuit que la Confiscation ne peut point faire de préjudice à l'Usufruitier des biens confisqués, ni aux substitués, *quia nemo ex alieno delicto debet praejudicari*. Voy. Brodeau sur Louet, let. C. ch. 53, à moins que la Confiscation fût causée pour crime de leze-Majesté, auquel cas toutes sortes de biens possédés par le Confisqué, appartiennent à Sa Majesté, soit qu'ils soient substitués, sujets à l'usufruit, ou au droit de retour, *ut supra notatum*. Voyez encore la Roche, liv. 6, tit. 23, n. 4, & *ib.* Graverol.

On demande si la Confiscation a lieu

pour les biens de celui qui se tuë volontairement. La commune résolution des Docteurs, est que si celui qui se donne la mort volontairement, étoit prévenu d'un crime capital, il confisque ses biens en confisquant son corps, parce qu'il ne fait que prévenir sa condamnation, en faisant sur soi-même l'office de Juge & celui de Bourreau ; *secus* s'il n'étoit prévenu d'aucun crime, ou que celui dont il étoit accusé, ne fût pas capital. Voyez Ferriere sur la question 76 de Guypape ; Chopin, *de Doman. lib. 1, tit. 8, n. 18* ; Maynard, livre 6, chapitre 85 *in fin.* & livre 8, chapitre 85 ; Coquille sur la Coutume de Nivernois, titre des Confiscations, article 1 ; la Roche, liv. 6, tit. 23, nomb. 3.

Parmi les causes qui portent les hommes à conjurer contre leur propre vie, on compte la violente passion de l'amour, la pauvreté, sur-tout lorsqu'elle a été précédée des richesses, la violence des maux, dont on peut voir des exemples chez Pline, *lib. 1 epist. epistol. 12 & 22, & lib. 3 ; epist. 7* ; l'orgueil & l'ambition, ainsi, Empedocle se précipita dans les flames du Mont-Ætna, pour acquérir l'immortalité ; les revers de la fortune & le dérangement des affaires domestiques, la douleur que l'on ressent de la perte d'une

personne chérie, & autres semblables accidens, auxquels cette vie mortelle est exposée.

Mais, quoiqu'en disent les Stoïciens, cette action violente & inhumaine, est plutôt une marque de foiblesse & de lâcheté, qu'une action de courage & de grandeur d'ame; ce qui a fait dire à un Ancien: *Fortium virorum est magis mortem contemnere, quam odisse vitam*; aussi les Loix ont-elles toujours condamné cette cruauté.

Chez les Hebreux, celui qui s'étoit tué volontairement étoit privé de la sépulture: *Teste Egesippo, lib. 3 de excid. Hierosolym. c. 17. Denique, dit Joseph, au livre 3 de la Guerre des Juifs, chapitre 14, si quis se occiderit apud nos quidem, id est apud Hebraeos, usque ad solis occasum insepultos abjici decretum est, cum etiam hostes sepelire fas esse ducamus; apud alios autem & dextra jubentur abscindi ejusmodi mortuorum, quæ in ipsos armata sunt.*

Chez les Grecs, les homicides de soi-même étoient ensevelis sans honneur, & dans un endroit séparé; *Plato, lib. 9 de legib.* Le Droit Romain pousse sa sévérité jusqu'à défendre de les pleurer. *L. liberorum, §. non solent, de his qui notant.* Touchant les autres peines prononcées par les Loix Romaines, voyez la Loi 32, §. 7, de

de donat. inter vir. & uxor. L. 6, §. 7 de injusto rupto irr. testam. L. 7 de bonis eorum, qui ant. sent.

Parmi nous, l'homicide de soi-même est privé de la sépulture en terre sainte, & le Procès est fait à son cadavre dans la forme prescrite par l'Ordonnance de 1670, titre 22. Voyez Bacquet, des Droits de Justice, chap. 7, nomb. 16 & 17; Ayrault, dans son Instruction judiciaire, liv. 4, nomb. 23; Ferr. sur la quest. 76 de Guypape.

Lorsquë le mari commet un crime, pour lequel il est condamné à mort naturelle ou civile, & ses biens confisqués, la part que la femme a dans la communauté, n'est point comprise dans la confiscation : *quia nemo debet ex alieno delicto praeponderari.* Voyez Louet & Brodeau, lettre C, chapitre 52; à plus forte raison la femme ne confisque-t'elle que la part qu'elle a dans la communauté, parce que la raison qui fait douter à l'égard du mari, prise de ce qu'il est le maître de la Société, cesse à l'égard de la femme. Voyez M. le Brun, en son traité de la Communauté, liv. 2, ch. 2, nombre 17.

Il a été jugé par un Arrêt du Parlement de Provence du 17 Novembre 1654, rapporté par Boniface en ses Arrêts, tome 1, part. 1, liv. 6, titre 3, chapitre 15, après

partage porté de la Grand'Chambre en la Tournelle, que le délit ou quasi-délit de la femme, commis avant son mariage, ne préjudicie point à l'usufruit du mari, quand la condamnation n'est intervenue qu'après le mariage.

Sur cette matiere voyez Dumoulin sur la Coutume de Paris, §.30, titre 1 ; Papon, livre 24, titre 13 ; Bacquet, des Droits de Justice, chapitres 11 & suiv. Chopin, *de Doman. lib. 1, cap. 7 & seq. Clarus, sentent. lib. 5, quest. 78 & 79 ; Claude Ferriere, sur l'article 183 de la Coutume de Paris ; la Roche-Flavin, liv. 1, titre 37, & livre 6, titre 23 ; M. le Prêtre, cent. 2, chap. 78 ; Louet & Brodeau, lettre C, chap. 35 & 52.*

C O R.

CORVÉES, sont les manoeuvres & charrois, dont les Emphitéotes ont été chargés envers leurs Seigneurs, lors de leur investiture.

Les Auteurs Latins appellent ces devoirs *corporalia opera*, à l'exemple des services que les Affranchis rendoient à leurs Patrons ; en récompense de la liberté qu'ils leur donnoient.

Les Corvées sont ainsi appellées à Cor-

vando, parce que les Emphitéotes sont obligés de se courber, pour rendre ces devoirs. *Vide* Cujas *ad tit. cod. ne opera, à collat. exig.* Olive, liv. 2, ch. 32.

Pour que les Seigneurs soient en droit d'exiger les Corvées de leurs Emphitéotes, il faut qu'ils soient fondés en titre; Bacquet des Droits de Justice, chap. 29, n. 39; Olive, liv. 2, chap. 32; Catelan, liv. 3, chap. 16. Voyez l'Ordonnance de Blois, art. 283 & l'art. 71 de la Coutume de Paris. La raison est parce que les Corvées contiennent un devoir odieux & contraire à la liberté naturelle, & qu'elles sont fondées ordinairement sur la force & la violence des Seigneurs. Néanmoins il a été jugé par Arrêt du Parlement de Bordeaux du 29 Mai 1713, rapporté par la Peyr. let. C, n. 141, que la possession immémoriale suffit au Seigneur, pour être en droit d'exiger les Corvées de ses Emphitéotes: *Quia possessio immemorialis habet vim constituti & tituli.* C'est l'avis de Ferr. sur la question 217 de Guypape: *jure Domini*, dit-il, *non possunt exigere has Corvatas, nisi promissa sint, vel longa prescriptione quasita.* Voyez Boër. décis. 212.

Les Corvées étant dûes aux Seigneurs comme des charges auxquelles les Emphitéotes se sont assujettis; il paroît sans

difficulté qu'ils doivent les faire à leurs dépens, & que le Seigneur à qui elles sont dûes n'est point tenu de les nourrir ; *quia unusquisque rem quam spondit, suo impendio dare debet.* Chopin sur la Coutume d'Anjou, art. 37, n. 14 ; Charondas en ses Répons. liv. 11, chap. 29 ; Bacquet des Droits de Justice, chap. 29, n. 42 ; Mor-niac *ad l. penult. ff. de præscript. verb. Autonne, ad tit. ff. de oper. libert. in princ.* Brodeau sur l'art. 71 de la Coutume de Paris, n. 47 ; Papon en ses Arrêts, liv. 13, tit. 6, n. 2, *argum. l. suo victu, ff. de oper. libert.* Ferr. *ad quest. 217.*

Cette regle est néanmoins sujette à plusieurs exceptions, dont voici les principales. La première, s'il y a coutume ou convention expresse, portant que le Seigneur sera tenu de nourrir ses Sujets & leurs bestiaux, pendant les Corvées : car en ce cas le Seigneur ne peut exiger ce devoir, qu'en remplissant de son côté les conditions qui y sont attachées. Ainsi Guypape étoit dans l'usage de nourrir ses Corveables, au tems du devoir, comme il l'atteste lui-même en la question 217 en ces termes : *Et ideo ego Guidop. facio administrare victualia hominibus meis sancti Albani Vapiensis Diœcesis, & hominibus meis Montis Clari, Diensis Diœcesis, dum ipsi*

præstant mihi Corvatas, ex antiquâ consuetudine, in reparationibus Bedalium molen-dinorum meorum dicti loci sancti Albani.

La seconde, si les Corvées doivent être faites si loin, que les Emphitéotes ne puissent pas retourner chez eux le même jour; auquel cas le Seigneur ne peut se dispenser de leur payer la couchée, pour eux & pour leurs bestiaux, ainsi qu'il a été jugé par Arrêt du Parlement de Paris, rapporté par Papon en ses Arrêts, liv. 13, tit. 6, art. 1; ce qui est fondé sur l'équité naturelle, & sur ce que régulièrement le Seigneur ne peut exiger que les Corvées soient faites, *nisi in loco in quo moratur*, comme dit Guypape, *loco cit.* & Matth. sur la quest. 472.

La troisième, si l'indigence des Corveables est telle qu'ils n'ayent d'autre moyen pour vivre que leur travail; car autrement ils se verroient réduits à la situation la plus désolante, qui est de ne pouvoir vivre en travaillant. Il est même de l'intérêt des Seigneurs, de ne leur refuser pas un secours, sans lequel ils seroient dans l'impossibilité de s'acquitter de leur devoir : *Dominorum interest ne auxilium contra famem iis denegetur qui justè deprecantur, instit. de his qui sunt sui vel alien. jur.* Voyez l'Addition de Guypape, quest.

217. Jusques-là que quand bien même les Emphitéotes se seroient assujettis , par pacte exprès , à faire les Corvées à leurs dépens , le Seigneur ne pourroit les obliger à l'exécuter ; parce que ce pacte n'est censé fait que dans le cas , où les Tenanciers ont de quoi fournir à leur nourriture.

C'est par cette même raison que les Tenanciers qui n'ont pas accoutumé de tenir les animaux propres aux Corvées , ne sont point obligés d'en acheter ou d'en louer ; il suffit en ce cas qu'ils travaillent de leurs bras , Henrys , tom. 1 , liv. 3 , chap. 3 , quest. 32. Ainsi jugé par Arrêt du Parlement de Dijon , rapporté par Bouvot , tom. 2 , *verbo* Corvées , quest. 1. La faveur de la liberté le doit faire ainsi décider. *Aliud dicendum* , si le Corveable s'étoit défait de ses animaux , pour frustrer le Seigneur de son droit ; parce que la fraude & la mauvaise foi ne doivent jamais être favorablement accueillies.

Les Corvées étant un droit personnel au Seigneur , il s'ensuit qu'il ne peut les céder à un tiers , Matth. & Ferr. sur la quest. 472 de Guypape ; Automne , *ad l. si non sortem* 26 , §. *libertus* , ff. *de condict. indeb.* Boër. quest. 212 , n. 19 ; Olive , liv. 2 , chap. 32. Cambolas , liv. 1 , ch.

11. La raison est, *quia hujusmodi opera sunt individua & persona Domini coherent*. D'ailleurs presque tous les Auteurs comparent les Corvées *operis obsequialibus*, que l'Afranchi devoit à son Patron, en reconnaissance de sa manumission, & pour marque d'honneur; or il est certain que ces œuvres *obsequiales* n'étoient pas cessibles; *officiales opera cuiquam deberi non possunt quam Patrono. Vide l. 9, §. 1, ff. de oper. libert. l. si non sortem §. sed & si ff. de condict. indeb.* En effet on ne peut point les comparer *operis industrialibus*; parce que les œuvres de cette espece étoient sujettes aux arrérages; ce que ne sont point les Corvées, comme nous le dirons plus bas.

Enfin si le droit de Corvées étoit cessible, il seroit plus gênant & plus insupportable pour celui qui y est sujet; puisqu'il pourroit être contraint de rendre ce devoir à une personne souvent de plus basse condition que lui.

On trouve néanmoins un Arrêt rapporté par Bacquet, des Droits de Justice, chap. 29, n. 41, qui jugea que les Corvées sont dûes au Fermier du Seigneur. Ce qui est contre l'avis formel de Matth. sur la quest. 217 de Guypape.

On distingue les Corvées en personnel-

les & en réelles. Les Corvées personnelles sont celles qui sont dûes par ceux qui habitent dans l'étendue de la Seigneurie, encore que leurs biens n'y soient pas situés. Les Corvées réelles sont celles qui sont dûes par les Possesseurs des fonds situés dans la Seigneurie, quoiqu'ils n'y aient pas leur domicile.

Les Ecclesiastiques & les Gentilshommes sont exempts des Corvées personnelles; mais ils sont sujets aux Corvées réelles parce qu'elles sont considérées plutôt comme une charge du fonds, que de la personne qui le possède.

Lorsque le nombre des Corvées n'est pas déterminé par le titre d'inféodation ou par les reconnoissances, le Seigneur n'en peut prétendre que douze tout au plus de chaque Tenancier, comme il a été jugé par Arrêt du 22 Septembre 1543, rapporté par Papon, liv. 13, tit. 6, n. 1, & par autre Arrêt du Parlement de Toulouse du 6 Juillet 1558 recueilli par la Roche, des Droits Seigneuriaux, chap. 3. Voyez Bretonnier sur Henrys tom. 1, liv. 3, chap. 3, quest. 32. *Benedict. in verb. condidit.* n. 22. La Loi *libertus ff. de oper. libert.* Bouvot, tom. 1, verbo Corveables à volonté.

Les Corvées étant comparées aux ser-

vices. que le droit appelle *operas officiales*, comme nous l'avons dit plus haut, elles ne s'arreragent point; *opera enim suo tempore non petita, quasi tacito judicio remissa videntur*. Ferr. sur la quest. 472 de Guyp. la Roche en son Traité des Droits Seigneuriaux, chap. 3 & 6, n. 6. Chassaneus in consuet. Burgund. tit. des Mais-mortes, §. 18. Verbo Corveable à volonté, n. ult. Autonne ad l. 20, cod. de liberal. caus. Pap. liv. 13, tit. 6, n. der. Olive liv. 2, chap. 32. Mornac ad l. 1, ff. de oper. serv. Catelan liv. 3, chap. 16. Néanmoins cette regle cesse, lorsque le Seigneur à qui les Corvées sont dûes, en a fait demande à ses Tenanciers, dans l'année qu'elles doivent être faites. Car alors ayant été mis en demeure, ils ne doivent pas tirer avantage de leur désobéissance, la Roche des Droits Seigneuriaux, chap. 6, art. 6, argum. l. 13, §. judicium. & l. 24, ff. de oper. libent. où il est dit que le Patron peut exiger l'estimation des œuvres arreragées, que l'Affranchi lui devoit faire, lorsqu'elles ont été indiètes; *opera praterita veniant in judicium & peti possunt, si cum indieta fuissent à Patrono, non fuerint prestita; tunc enim obsequii non prestiti aestimatio ad pecunie exactiorem convertitur*. Voyez Coquille, sur la Coutume de Nivernois, art. 5. Sal-

vaing en son Traité du Plait Seigneurial, quest. 4. Brodeau sur l'art. 71 de la Coutume de Paris; n. 46. Henrys tom. I, liv. 3, ch. 3, quest. 32.

Sur quoi il faut remarquer qu'encore que le Seigneur ne puisse pas exiger en espece les Corvées arrearagées; mais seulement l'estimation d'icelles avec dommages-interêts; si le cas y échoit, le Tenancier peut néanmoins les acquitter en espece, & se dispenser d'en payer l'estimation, *quia in alternativis debitoris est electio, cap. in alternativis, extr. de regul. jur. in 6.*

Les Corvées étant un droit seigneurial, la possession même immémoriale n'est pas assez forte pour en affranchir les Emphytéotes qui y sont sujets. C'est une obligation qui fait partie de l'emphytéose, & qui par cette raison ne reconnoît point l'empire du tems. D'ailleurs il n'est pas juste que l'indulgence du Seigneur envers ses Tenanciers, lui enleve un des principaux droits de la Seigneurie, Mornac, *ad L. 7, ff. quemad. servit. amitt.* Olive, liv. 2, chap. 32 *in fin.* Graverol sur la Roche, des Droits Seigneuriaux, chap. 20, art. 1. Voyez le Glossateur de la Peyr. let. P, n. 88. Néanmoins si les Corvées ayant été demandées aux Tenanciers, ils ont

refusé de les faire, & qu'ils aient persisté l'espace de trente ans dans leur refus, pour lors la prescription les en affranchit ; parce que, comme dit Graverol au lieu sus-allégué, les choses deviennent prescriptibles *ex die contradictionis*, quand même elles ne l'auroient pas été de leur nature. Voy. Mornac, *ad tit. ff. de oper. servor.* Bretonnier sur Henrys tom. 1, liv. 3, quest. 32 ; mais en Pays coutumier les Censitaires ou Justiciables prescrivent contre le droit de Corvées par trente ans, & quarante ans contre l'Eglise. Voyez le Recueil de Jurisprudence Civile de M. de la Combe, *verb. Corvées*, n. 2.

Lorsque le tems & le jour auxquels les Corvées doivent être faites, ne sont pas déterminés par le titre, c'est au Seigneur à les fixer ; mais il doit avertir ceux qui y sont sujets, au moins deux jours auparavant, la Roche des Droits Seigneur. chap. 3, art. 1. *Vide L. cum Patronus, L. libertus, & L. 24, ff. de oper. libert.* Cate-lan, liv. 3, chap. 16. Que si le tems & le jour sont fixés, il ne dépend ni du Seigneur, ni des Emphitéotes, de les anticiper ou de les retarder, à moins que ce ne soit de convenance ou pour des considérations importantes, comme maladies & autres accidens.

Pour ſçavoir ſi les Corvées ſe multiplient , lorsque l'Emphitéote qui y étoit ſujet a laiffé pluſieurs heritiers, il faut diſtinguer ; car ou les Corvées ſont dûes directement à l'occafion du fonds baillé en emphitéoſe , ou bien elles ſont dûes *ratione perſonæ aut domicilii*. Au premier cas elles ſont toujours les mêmes, en quel nombre que ſoient les Poſſeſſeurs du fonds qui y eſt ſujet ; mais au ſecond , il eſt ſans difficulté qu'elles ſe multiplient. *Quod ſi ratione perſonæ aut domicilii debeatur , tunc propagari , ſi propagentur perſonæ & domicilia , & etiam deberi pluraliter per plures filios ejus qui ſemel tantum pendere ſolebat ,* dit Ferr. ſur la queſt. 217 de Guypape *in fin. vide Claſſ. in conſuet. Burgundia* , tit. des Mains-mortes , §. 18 , n. 30. Dumoul. ſur la Cout. de Paris , §. 2 , glos. 4 , n. 33 & 44 ; Bornier , ſur Ranchin , p. 205.

Surquoi il faut obſerver que ſi les Corvées ſont réelles , c'eſt-à-dire , ſi elles ont été impoſées aux Tenanciers , à proportion du fonds baillé en emphitéoſe , elles ſont ſujettes à augmentation ou diminution à proportion que les Emphitéotes acquièrent ou alienent du fonds ſujet à ce devoir ; Papon en ſes Arrêts , liv. 13 , tit. 6 , art. 2 , rapporte un Arrêt du Parlement de Paris qui le jugea de même. En

effet les Corvées imposées de cette façon, ont trop d'analogie au cens, pour n'être pas sujettes aux mêmes règles, à cet égard.

Les Emphitéotes, qui doivent plusieurs Corvées, ne sont point obligés de les faire de suite & sans interruption; mais il faut que le Seigneur leur donne un certain intervalle de tems, pour pouvoir vacquer à leurs affaires personnelles; ainsi jugé par Arrêt du Parlement de Dijon, rapporté par Bouvot, tom. I, part. I, *verbo* Corvées à volonté, quest. I. Voyez la Roche, des Droits Seigneur. chap. 3, article I.

Si le bail emphitéotique porte que les Corvéables feront tel nombre de Corvées, ou qu'ils payeront au Seigneur une certaine somme au lieu de faire les Corvées, il n'est point à la discretion du Seigneur d'exiger l'un ou l'autre suivant sa commodité; mais il est au choix de l'Emphitéote de faire lesdites Corvées ou de payer la somme convenüe; par cette grande raison si souvent employée en matiere de droits Seigneuriaux, que l'on doit toujours favoriser la liberté de l'Emphitéote. D'ailleurs, *in alternativis debitoris est electio*, cap. in alternativis, extr. de reg. jur. in 6. Bacquet des Droits de Justice, chap. 29, n. 43. Charondas en ses Pandectes, liv. 2, chap. 16.

Le Seigneur ne peut pas exiger que ses Emphitéotes lui fassent les Corvées dans un tems qui leur seroit trop incommode , v. g. pendant les semences ou pendant les moissons , ainsi qu'il a été jugé par Arrêt du Parlement de Paris , rapporté par Papon , en ses Arrêts , liv. 13 , tit. 6 , art. 1.

Pareillement le Seigneur ne peut pas contraindre les Corvéables , à lui rendre ce devoir pendant la nuit , *L. 1 , § 2 , ff. de oper. libert.* Guyp. quest. 472 , à moins qu'il y en eût convention expresse dans le titre : *Obligatus ad operam seu Corvatam , tam prestare debet de die & non de nocte ; nisi tamen obligatus reperiretur ad prestandum de nocte : Quoniam tunc hoc facere teneretur* , Guyp. loco cit. *L. 49 , ff. eod.* Vido Bart. in *L. si non sortem , §. libertus . ff. de condict. indeb.*

Quoique les Emphitéotes se soient assujettis à certaines Corvées deshonnêtes ou insolites, dans le bail emphitéotique, ils ne sont pas néanmoins tenus d'y satisfaire; *opera enim quae sine turpitudine prestari non possunt , prestari non debent ; L. haec demum . ff. de oper. libert.* parce que suivant la disposition des Loix, les pactes contraires à l'honnêteté & à la pureté des mœurs, doivent demeurer sans effet , *pacta quae contra leges*

vel contra bonos mores sunt , nullam habere vim indubitati juris est , L. pacta , cod. de pactis. La Peyr. let. H , n. 36 & let. C , n. 139. Olive , liv. 2 , chap. 1. Mainard , liv. 1 , chap. 70. Despeiss. des Droits Seigneuriaux , tit. 6 , sect. 2 , n. 17. Charondas en ses Rép. tom. 1 , liv. 3 , chap. 79.

C'est en conformité de ce principe , que les Cours Souveraines guidées par les véritables regles de l'honneur & de la vertu , ont toujours réformé par leurs Arrêts , les soumissions faites par les Vassaux en faveur de leurs Seigneurs , lorsqu'elles se sont trouvées contraires à la pureté des mœurs & aux Loix du Christianisme ; bien que les Vassaux s'y fussent assujettis , par le titre d'inféodation. Sur quoi l'on peut voir d'Olive , liv. 2 , chap. 1 , qui rapporte un Arrêt du Parlement de Toulouse du 12 Mai 1628 rendu au profit des Habitans d'Avenac , contre le Seigneur dudit lieu ; par lequel fut rejeté un article de la Coutume d'Avenac , qui portoit que ceux qu'on surprenoit en adultere , étoient obligés de courir la Ville tout nus , ou bien de payer la somme de 50 sols au Seigneur. Voyez Chopin , sur la Coutume d'Anjou , art. 31 , n. dern.

Les Corvées étant comptées parmi les Droits Seigneuriaux , comme nous l'avons

remarqué ci-dessus , il s'ensuit que le Seigneur n'est point obligé de s'opposer au Décret des biens qui y sont sujets, pour la conservation de ce droit, comme il a été jugé par un Arrêt du 30 Août 1608 rapporté par M. Bouguier , lettre O , chapitre 8.

Par Arrêt du Parlement de Dijon , de l'année 1507 recueilli par Papon en ses Arrêts , liv. 13 , tit. 6 , n. 3 , il a été jugé que le Seigneur ne peut employer les Corvées qui lui sont dûes , pour autres affaires que les siennes. Ce qui revient à ce que nous avons dit plus haut , que le Seigneur à qui les Corvées sont dûes ne peut les céder à un tiers, Marth. sur la quest. 217 de Guyp.

On peut voir au sujet des Corvées, Henrys & Bretonnier , tom. 1 , liv. 3 , ch. 3, quest. 32 & 33. Bacquet des Droits de Justice, chap. 29 , n. 39 & suiv. Bafnage sur la Coutume de Normandie, Mornac , *ad tit. ff. de oper. servor.* Bouvot, *verbo* , Corvées, Despeiss. tit. 6 , sect. 2, Guyp. quest. 217 & 472. & *ibi.* Ferr. Chassan. *in consuet. Burgund.* tit. des Mainmortes , §. 18 , n. 19 & suiv. Benedict. *ad cap. Raynut. in verbo condidit* , n. 18 & *sequent.* Loyfel , en ses Instit. Cout. liv. 6 , tit. 6. Claude Ferriere, sur l'art. 71 de la Cout. de Paris , glos. 2.

D E G.

DE GUERPISSEMENT, est le délaissement ou abandon que fait l'Emphitéote, d'un heritage censuel pour se décharger de la rente & autres prestations, auxquelles il s'est assujetti lors du bail à cens.

Pour que le Déguerpissement soit valable, & qu'il opere la décharge de l'Emphitéote, il faut le concours de plusieurs circonstances essentielles.

La premiere, que le Déguerpissant paye les arrérages de rente & autres droits Seigneuriaux.

La seconde, qu'il laisse le fonds emphitéotique, en aussi bon état qu'il étoit lors du bail à cens, Loyseau du Déguerpis. liv. 5, chap. 4, n. 6.

La troisième, que le Déguerpissant observe les formalités en tel cas requises ; c'est-à-dire, que le Déguerpissement se fasse en Jugement, le Seigneur présent ou intimé, *L. rura 14, cod. de omn. agr. desert.* Bacquet des Droits de Justice, chap. 21, n. 206. Loyseau du Déguerpissement, liv. 5, chap. 1, n. 3 & suiv. Ainsi jugé par un Arrêt de la Cour des Aydes de

Montpellier, du 8 Octobre 1641, rapporté par Despeis. des Droits Seigneuriaux, sect. 6, part. 4, n. 15, lequel avoit écrit au Procès pour la Partie qui gagna. Loyseau dans ses Instit. Cout. liv. 4, tit. 1, art. 5. Ce qui est contraire à l'avis de Salvaing, de l'Usage des Fiefs, chap. 76, où il dit que suivant la pratique du Dauphiné & du Languedoc, il suffit que l'acte de Déguerpissement soit dûëment signifié au Seigneur par un Notaire, qui est Juge Cartulaire, avec offre réelle des arrérages dûs par celui qui déguerpit.

Il y a plusieurs sortes de personnes qui ne peuvent pas déguerpir. De ce nombre sont ceux qui possèdent du bien d'Eglise; parce que le Déguerpissement est une aliénation. Loyseau, du Déguerpis. liv. 4, chap. 6, n. 9. En second lieu, ceux qui ont renoncé au Déguerpissement dans le titre primordial, Faber dans son Code de *jur. Emphit. defin.* 11. Olive, liv. 2, chap. 26, contre la Peyr. let. D, n. 9, qui est d'avis que l'Emphitéote peut déguerpir, malgré la renonciation par lui faite, dans le bail emphitéotique; & on ne croit pas devoir s'écarter de ce sentiment, soit parce que le Déguerpissement est de l'essence du bail à rente, ainsi que le dit cet Auteur, soit parce que renoncer au Déguer-

pisement, c'est renoncer à la liberté; or il est certain que tout pacte qui enlève la liberté est radicalement nul.

Les Tuteurs ni leurs Pupilles ne peuvent point déguerpir sans autorité de Justice, & qu'après information faite de la commodité ou incommodité, la Roche des Droits Seigneur. chap. 15, art. 3. Loyseau, en son Traité du Déguerpiement, liv. 4, chap. 6.

L'Emphitéote ne peut point déguerpir une partie du fonds emphitéotique & retenir l'autre, non plus que celui qui a pris plusieurs heritages à un même cens & par un même contrat. Graverol sur la Roche, des Droits Seigneuriaux, chap. 15, art. 2. Loyseau, du Déguerpi. liv. 5, chap. 2, n. 1 & suiv. Le Président Faber dans son Code, *de jur. Emphit. defin. 11* : *Aliud dicendum*, si l'Emphitéote a pris plusieurs fonds à cens différens; car en ce cas rien n'empêche qu'il ne puisse déguerpir ceux qui sont trop chargés de rentes ou autres devoirs Seigneuriaux, & retenir les autres, Faber *loco cit. & defin. 20*. Graverol *ibid.*

Au reste un de plusieurs Tenanciers par *indivis*, peut déguerpir, quoique les Con-
sors veuillent continuer de posséder, comme il a été jugé par Arrêt du Parle-

ment de Paris, *consultis Classibus*, du 28 Août 1601, rapporté par M. Bouguier, lett. D. ch. 2. La raison est parce que le déguerpissement ainsi fait par l'un des Tenanciers, ne porte aucun préjudice au Seigneur, puisque la portion déguerpie accroît, *ipso jure*, aux co-Tenanciers, qui sont tenus de payer la rente entière au Seigneur, Loyseau du Déguerpis. liv. 5, chap. 2, n. 6 & 7. Olive, liv. 2, chap. 26. Mainard liv. 6, chap. 38. Cambolas, liv. 3, ch. 9, Charondas en ses Pandect. liv. 2, chap. 37. Graverol sur la Roche, des Droits Seigneur. chap. 15, art. 2.

Le Preneur à rente qui s'est engagé d'entretenir, garentir & faire valoir ladite rente, ne peut point déguerpir sur le fondement d'un cas fortuit arrivé au fonds emphytéotique. Jugé par Arrêt du Parlement de Paris du 28 Février 1578 rapporté par Papon en ses Arrêts, liv. 13, tit. 2, n. 36.

Le tiers acquereur venant à déguerpir, est tenu de payer non-seulement les arrérages échus de son tems ; mais encore ceux qui ont précédé sa jouissance ; sauf son recours contre le Vendeur. Voyez Loyseau, du Déguerpis. liv. 5, chap. 9, n. 5 & 6. La Roche des Droits Seigneur. chap. 15, art. 1.

Par Arrêt du Parlement de Toulouse du 6 Février 1599 rapporté par Despeis. des Droits Seigneuriaux, sect. 6, part. 4, art. 4, n. 13, il a été jugé que l'Emphitéote de l'Eglise pouvoit déguerpir; ce qui fait bien voir les privileges de la liberté, puisqu'elle l'emporte sur l'intérêt même de l'Eglise. Néanmoins l'Emphitéote du Domaine du Roi ne le peut point, *L. si quis cod. de fund. patrim.* Loyseau du Déguerpis. liv. 4, chap. 6, n. 9. soutient même que le Possesseur du bien de l'Eglise ne peut point déguerpir, *ut sup. notatum.*

On ne suit point dans l'usage l'opinion de la Roche, en son Traité des Droits Seigneuriaux, chap. 15, art. 1, suivant lequel ceux qui ont reçu le fonds en emphytéose, ni leurs heritiers ou autres successeurs, *ex causâ lucrativâ*, ne peuvent point déguerpir, sous prétexte de l'obligation personnelle contractée par le premier Emphitéote, & par lui transmise, à tous ses heritiers & successeurs,

D E M.

DÉMEMBREMENT DE FIEF, est la section ou division que le Vassal fait de son Fief. On peut dire qu'il y en a de deux sortes, sçavoir, le Démembrement neces-

faire , & le Démembrement volontaire.

Le Démembrement nécessaire est celui qui arrive par le partage d'une succession entre co-heritiers.

Le Démembrement volontaire est celui qui se fait par un contrat libre & volontaire , comme vente , donation , &c.

Mais le véritable Démembrement n'est qu'au cas que d'un Fief on en fasse plusieurs , & non pas au cas d'une simple division faite de maniere que les diverses parts & portions ne forment qu'un même Fief & ne préjudicient point à son unité.

Suivant la disposition de l'art. 51 de la Coutume de Paris , le Vassal ne peut point démembrer son Fief sans le consentement de son Seigneur. Voyez les Commentateurs sur cet article & sur l'art. 52. M. de Livoniere , en son Traité des Fiefs , liv. 2 , chap. 1 , sect. 1 & 2 , & *infra* , verb. Dépié de Fief.

DÉMISSION DE FOI , est l'aliénation faite par le Vassal d'une partie de son Fief , sans se réserver la foi entière ; de maniere que l'Acquereur de cette partie doit la foi au Seigneur dominant , tout comme le Vassal qui lui a vendu.

Surquoi remarquez que la Démission de Foi ne peut se faire sans le consentement du Seigneur , parce qu'il lui importe de

conserver l'unité & l'intégrité de la foi. Ainsi lorsque les Coutumes permettent au Vassal de se jouer de son Fief, ce n'est que jusqu'à Démission de foi; c'est-à-dire, que le Vassal doit se réserver la foi entière de tout son Fief pour la porter à son Seigneur.

D E N.

DÉNOMBREMENT, est la déclaration que le Vassal est tenu de faire au Seigneur dominant, contenant par le menu les heritages qu'il tient de lui. Voyez *supr. verb. Aveu*.

D E P.

DÉPIÉ DE FIEF, est la dévolution du Fief servant au Fief dominant, causée par le démembrement fait par le Vassal, contre la disposition de la Coutume. De maniere que le Dépié étant consommé, les anciens Vassaux & Sujets du Vassal, ne relevent plus que du Seigneur suzerain.

Le Dépié de Fief ne se fait, à proprement parler, que par l'aliénation de plus du tiers du Fief, soit qu'il y ait rétention ou démission de foi. Car l'aliénation du tiers juste ou au-dessous sans rétention de foi & hommage, que quelques-uns ont

voulu faire passer pour une cause de Dépié, ne l'est point véritablement, puisque le Vassal ne perd point son Fief par l'aliénation d'une partie qui n'excede pas le tiers; mais seulement la féodalité de la partie aliénée.

Sur quoi remarquez, 1°. Qu'il y a lieu au Dépié de Fief, encore que le démembrement de plus du tiers, n'ait pas été fait par un seul contrat; mais à différentes reprises.

2°. Que par le Dépié de Fief, la maniere de relever n'est point changée; c'est-à-dire, que ceux qui relevoient censivement du Vassal avant le Dépié, ne relevent point du suzerain à foi & hommage; Chopin sur la Coutume d'Anjou, livre 2, titre du Parage, nombre 9, parce que le Dépié n'opere d'autre effet que la consolidation & la réunion du Fief servant au Fief dominant.

3°. Qu'il ne se fait jamais de Dépié par les démembrements nécessaires, c'est-à-dire par les divisions & partages entre co-héritiers, pourvû que le partage du Fief se fasse des deux tiers au tiers, avec rétention de foi. Par exemple, *Titius* a laissé un Fief à partager entre trois enfans; pour éviter le Dépié, l'un des enfans doit prendre les deux tiers, avec rétention de la
foi

foi-entiere pour la porter au Seigneur dominant, & les deux autres enfans doivent prendre le tiers restant ; ce qui étant ainsi pratiqué à chaque division du Fief entre co-heritiers, il n'y aura point de Dépié, quoiqu'à force de partages, aucun des co-heritiers ne se trouve posséder même le tiers du Fief.

4°. Que l'avancement d'hoirie, ou le don fait à l'heritier présomptif, ne donne point lieu au Dépié de Fief, encore qu'on n'ait pas gardé la proportion des deux tiers au tiers ; Chopin, sur la Coutume d'Anjou, titre du Dépié de Fief, nombre 14, parce que, comme dit M. de Livoniere, en son Traité des Fiefs, livre 2, chapitre 1, section 3, ce qui est fait contre les regles, peut être réparé par le partage définitif après le décès du Donateur.

5°. Que le Dépié de Fief n'a point lieu en contrat de vente à pacte de rachat, pourvû que la faculté de rémeré soit exercée dans le terme convenu ; Chopin, sur la Coutume d'Anjou, au lieu sus-allégué, nombre 16. Voyez Dumoulin sur celle de Paris, article 51, glose 2, nomb. 13 & suiv. La raison est, parce que la vente avec faculté de rémeré, ne fait aucun changement à l'égard du Seigneur do-

minant, qui continue à recevoir la foi & hommage du Vendeur ou de ses heritiers, pendant la grace du rémeré.

6°. Qu'il ne se fait point de Dépié par la constitution d'usufruit, parce que la foi étant toujours dûë par le Propriétaire & non par l'Usufruitier, il est vrai de dire qu'il n'y a point de mutation de Vassal par tel contrat; en un mot, il faut tenir pour certain en cette matiere, qu'il n'y a que l'aliénation de la propriété du Fief qui soit prohibée par les Coutumes, & qu'ainsi, quelque disposition que le Vassal fasse de son Fief, il n'y a jamais lieu au Dépié; pourvû qu'il n'y ait pas aliénation de plus du tiers ou des deux tiers, suivant les différentes Coutumes. C'est pourquoi les Feudistes tiennent communément, qu'il n'y a point de Dépié, lorsque le Vassal vend des bois de haute futaye, pour une somme qui excède la valeur du tiers de son Fief, parce que la coupe du bois n'empêche pas le Fief de subsister en son entier, & d'avoir la même contenance & étendue.

Le Dépié de Fief est sujet aux Loix de la prescription trentenaire; de maniere que si le Seigneur dominant laisse passer l'espace de trente ans, sans intenter l'action de Dépié, ou sans jouir des droits

& profits féodaux dépendans du Fief servant, il ne peut plus agir pour demander le Dépié, qui se trouve couvert par la prescription ; mais le délai de trente ans ne commence à courir que du jour de la dernière aliénation qui a consommé le Dépié, parce que la prescription ne peut être opposée à celui qui n'a pas d'action.

Le Dépié de Fief tombé en action, c'est-à-dire, que le Seigneur dominant doit faire déclarer le Fief de son Vassal dépiécé, avant de pouvoir user de saisie-féodale ; néanmoins les profits féodaux échûs avant la Sentence appartiennent au Seigneur dominant, parce que le Dépié est acquis de plein droit, & que la Sentence ne fait que confirmer la peine prononcée par la Coutume. *Talis sententia est potius declaratoria quàm condemnatoria.*

On demande si le Seigneur dominant n'ayant point fait déclarer le Fief dépiécé par Sentence du Juge, dans les trente ans qui ont couru du jour de l'aliénation qui a consommé le Dépié ; mais ayant joui des effets de la dévolution pendant ledit espace de trente ans, le Vassal est recevable à lui opposer la prescription. M. de Livoniere, en son Traité des Fiefs, livre 2, chap. 1, sect. 4, dit que le Vas-

sal n'est pas recevable, & qu'il l'a ainsi jugé conjointement avec M. Trouillé, Lieutenant Particulier, par Sentence arbitrale du premier Mars 1697, entre la Dame Abbessé de Ronceray, & le sieur de l'Isle. La raison est, selon cet Auteur, parce que le Seigneur dominant ayant joui des effets du Dépié, on ne peut lui opposer la prescription, puisqu'il est en possession lui-même, qu'il a interrompu celle de son Vassal, & que d'ailleurs, il a le droit de son côté, puisqu'il y a un véritable Dépié.

Observez qu'il y a quelques Coutumes où le Dépié de Fief n'a point lieu par l'aliénation du tiers; mais seulement par le démembrement de plus des deux tiers du Fief. Voyez Boucheul, sur la Coutume de Poitou, article 130, nombre 28; les Commentateurs de la Coutume de Paris, article 51.

Au reste, comme les Coutumes qui n'admettent le Dépié de Fief que par le démembrement des deux tiers, sont plus favorables aux Vassaux en gênant moins leur liberté, leur disposition doit être étendue à celles qui n'en ont point de certaine à cet égard.

On peut voir sur cette matiere, Chopin, sur la Coutume d'Anjou, livre 2, titre

du Dépié de Fief; Brodeau sur celle de Paris, article 51; M. de Livoniere, en son Traité des Fiefs, livre 2, chapitre 1; le Glossaire du Droit François, *verb.* Dépié de Fief.

DÉPRI, est la déclaration qu'on fait au Seigneur direct, d'un heritage acquis dans sa censive, afin d'éviter l'amende qu'on encourt, faute d'avoir rempli ce devoir féodal dans le tems prescrit par la Coutume.

On entend encore par *Dépri*, la remise faite par le Seigneur, d'une partie des lods & ventes, lorsque l'Acquereur a été devant lui avant de passer contrat, pour le *déprier* ou le supplier de lui faire ladite remise.

D E S.

DES AVEU, est le refus formel que fait le Vassal de reconnoître son Seigneur, soutenant que son Fief ne relève pas de lui. La peine du Désaveu est la commise du Fief servant, qui est dévolu & consolidé au Fief dominant. Voyez ci-dessus *verba* Commise.

DESHERENCE, est un droit en vertu duquel une succession vacante par défaut d'heritier, est dévolue au Seigneur Haut-Justicier.

Les biens donc de celui qui décède sans avoir testé, & sans aucun heritier apparent, appartiennent au Roi, ou au Seigneur Haut-Justicier, dans la Justice duquel celui qui est décédé avoit son domicile, & aux Seigneurs Hauts-Justiciers dans la Jurisdiction desquels, les biens dont il s'agit, meubles ou immeubles, sont situés. *Vide* Chopin, *Paris. lib. 1, tit. 1, num. 4*; Bacquet, du droit de Deshérence, chapitre 3, nombres 1 & suiv. Coquille, en son Commentaire sur la Coutume de Nivernois, titre des Justices, &c. article 12.

Au reste, la succession des gens mariés ne tombe jamais en Deshérence, parce que le mari ou la femme excluent toujours le Roi ou le Seigneur Haut-Justicier; Chop. *Paris. lib. 2, tit. 5, n. 24*; la Peyrere, lettre D. nomb. 22.

Il a été jugé par un Arrêt célèbre du 8 Juin 1576, prononcé en Robbes rouges par M. le Président Prevôt de Morvan, que dans les Coutumes qui prohibent d'aliéner plus que du tiers des propres, le fisc ne peut point demander la cassation ni la réduction d'une donation de tous biens, parce que dans cette prohibition, les Coutumes ne considèrent que la personne des vrais heritiers, & non du Roi ou des Sei-

gneurs, qui succedent par droit de Déshérence: *Non tanquam haredes sed tanquam bonorum possessores*; Louet & Brodeau, lettre D. chap. 37.

Le Roi ou le Seigneur Haut-Justicier sont tenus de vuider leurs mains des biens immeubles qui leur ont été déferés par Déshérence, ou de payer les droits ordinaires aux Seigneurs féodaux ou censiers. Voyez M. de Livoniere, en son Traité des Fiefs, livre 4, chapitre 5, §. 2, & *supr. verb. Bâtards.*

DESTITUTION D'OFFICIERS, est un acte par lequel les Seigneurs révoquent les Provisions accordées aux Officiers de leurs Jurisdictions; sur quoi, il est bon de faire quelques observations.

La premiere, que le Seigneur peut destituer *ad nutum* & sans cause, les Officiers pourvûs gratuitement; la Peyrere, & son Glossateur, lettre O. nombre 2, contre l'avis de Loyseau, en son Traité des Offices, livre 5, chapitre 4, qui soutient que les Officiers des Seigneurs ne peuvent point être destitués *ad libitum*, encore qu'ils aient été pourvûs gratuitement.

La seconde, que le Seigneur ne peut point destituer son Officier avec clause infamante & injurieuse; de maniere qu'en

ce cas, l'Officier est en droit d'exercer jusqu'à ce que son Procès lui ait été fait; Brodeau sur Louet, lettre O, chapitre 1, nombre 2; Loyseau, des Offices, livre 5, chapitre 5, nombre 25; la Peyrere, *lococitato*; Bacquet, des Droits de Justice, chapitre 17, nombre 18. *Revocari possunt, ex causâ honestâ, non ex causâ infamante, nisi causâ cognitâ*, dit Dumoulin. La raison est, parce que le Seigneur ôte à son Officier, par une clause infamante, plus qu'il ne lui a donné; sçavoir, l'honneur & la réputation, qui vont de pair avec la vie, *Fama & vita pari passu ambulant*.

La troisième, que les Officiers pourvus à titre onereux, ou pour cause remuneratoire, ne peuvent être destitués que pour cause de malversation commise dans leurs Charges, comme il a été jugé par Arrêt du Parlement de Bordeaux du 13 May 1632, rapporté par la Peyrere, lettre O, nombre 2, & par plusieurs autres Arrêts du Parlement de Paris, rapportés par Messieurs Louet & Brodeau, lettre O, chapitre 1, nomb. 1 & suiv. Voyez Bretonnier sur Henris, tome 1, liv. 2, question 12; Bardet, dans son Recueil, tome 1, livre 4, chapitre 17. Il est vrai, cependant, que la Jurisprudence est à pre-

sont certaine au Parlement de Paris, que les Officiers des Hauts-Justiciers peuvent être destitués *ad nutum*, soit qu'ils aient été pourvus à titre onereux, moyennant finance, ou pour récompense de services, comme l'observe M. de la Combe, dans ses Remarques à l'endroit sur Louet, *loco cit.* & dans son Recueil de Jurisprudence civile, *verb.* Destitution.

La quatrième, qu'en matière de Provisions d'Office pour cause remuneratoire, il faut faire une grande difference entre les services passés & les services à venir; en sorte que si les provisions sont données pour les services passés, il n'est point nécessaire qu'il en apparaisse, ni qu'ils soient spécifiés; mais il suffit qu'il soit dit dans les provisions, que l'Office est donné pour récompense de service, au lieu que s'il s'agit de services que le Seigneur attend pour l'avenir, il est nécessaire qu'ils soient spécifiés & que le Pourvu les rende véritablement, pour se mettre à l'abri de la destitution.

La cinquième, que l'Officier dont le Seigneur poursuit la destitution, pour cause de malversation commise dans sa Charge, peut exercer par provision pendant l'instruction du Procès. *Argum. L. Albertus. 17. §. in questionibus, ff. ad munici-*
L. v.

sup. Brodeau sur Louet, lettre O, somm. 1,
nomb. 1.

La sixième, que si un Seigneur donne des Provisions à un Officier purement & simplement, c'est-à-dire, sans expression de cause, le Pourvû peut être destitué *ad nutum Domini*, quoiqu'il ait rendu des services au Seigneur, & qu'il soit en état de les prouver; parce que suivant la disposition de l'Ordonnance de Roussillon, pour qu'un Officier ne soit pas destituable *ad libitum*, il faut qu'il paroisse par les Provisions, qu'il a été pourvû à titre onereux ou pour cause rémunératoire.

La septième, qu'un Office étant de la nature indivisible, l'Officier pourvû ne peut point être destitué *ad nutum*, quoiqu'il paroisse par les Provisions que l'Office a été en partie donné gratuitement, & en partie vendu; sous les offres même que fait le Seigneur de rembourser le prix qu'il en a reçu; parce qu'il est censé que le Seigneur en donnant partie de l'Office, n'a fait qu'user de relâchement envers le Pourvû, par certaines considérations particulières. Voyez Loyseau, des Offices, liv. 5, chap. 5.

L'Officier pourvû pour cause onereuse ou rémunératoire, n'étant point sujet à destitution, suivant l'ancienne Jurispru-

dence, ainsi que nous venons de le dire, il s'ensuivoit que le successeur du Seigneur qui avoit donné les Provisions, ne pouvoit point le destituer, excepté dans les cas remarqués par Loyseau, *loco cit.* & par Brodeau sur Louet, lettre O, sommaire 2, parce que suivant ces Auteurs, les Provisions à titre onereux acquierent un droit incommutable au Pourvû, & le font devenir Seigneur de l'Office; mais on a ci-devant observé que la nouvelle Jurisprudence est pour la destitution *ad nudum*, dans tous les cas, sauf l'indemnité de l'Officier pourvû à titre onereux. La Déclaration du Roi du 17 Août 1700, y est précise par rapport aux Officiers des Evêques nommés pour l'exercice de leur Jurisdiction contentieuse.

La huitième, que la faculté d'instituer les Officiers appartenant à l'Usufruitier de la Seigneurie, celle de destituer ceux qui ont été pourvûs à titre gratuit, lui appartient aussi, contre la Peyrere, lettre O, nombre 25. Quant à la destitution, l'Officier pourvû gratuitement, ne peut point opposer au Seigneur la prescription de cinq ans de l'Ordonnance de Charles VII. de l'an 1446, parce que l'article 27 de l'Edit de Roussillon, portant que le Seigneur peut destituer ses

Officiers pourvûs gratuitement, n'excep-
 point le cas de cette prescription : Néan-
 moins, M. Louet, lettre O, sommaire 2,
 dit que les Officiers qui n'ont point été
 pourvûs *ex causâ onerosâ*, ne peuvent être
 destitués sans cause, lorsqu'ils ont servi
 l'espace de vingt ans entiers; sur quoi,
 voyez Loyseau, en son Traité des Offi-
 ces, livre 5, chapitre 4, nombres 11 &
 suiv. Bacquet, des Droits de Justice,
 chapitre 17; la Peyrere, & son Glossa-
 teur, lettre O, nombre 4; Dumoulin,
 sur la Coutume de Paris, §. 1, glose 5, *in*
verb. le Fief, nomb. 57 & suiv.

Il a été jugé par un Arrêt du 28 Dé-
 cembre 1654, que l'Officier pourvû par
 le plus grand nombre des co-heritiers
 d'une Seigneurie, avant le partage, pou-
 voit être destitué par celui des co-par-
 tageans, au lot duquel la Justice de la-
 quelle dépend cet Office est échûë. Jour-
 nal des Audiences, livre 8, chapitre
 5.

L'Officier pourvû pour récompense des
 services rendus par les prédécesseurs, est
 censé pourvû à titre onereux, tout com-
 me s'il les avoit rendus lui-même, c'est
 pourquoi il ne peut être destitué *ad nu-*
tum, comme il a été jugé par un Arrêt
 du 7 Juillet 1663, rapporté tout au long

dans le Journal des Audiences, tome 2, livre 5, chapitre 24. Les Greffiers des Officialités pourvûs à titre onereux ou pour récompense de services, ne sont point destituables *ad libitum*, même par le successeur au Bénéfice, Louet & Brodeau, chapitre 2; il est vrai que les Arrêts ont quelquefois donné le choix aux Seigneurs Ecclesiastiques, ou de laisser l'Officier pourvû à titre onereux, paisible dans les fonctions de sa Charge, ou de lui rembourser le prix ou la valeur de l'Office.

Il a été jugé par un Arrêt du Parlement de Provence du 4 Février 1644, entre Messire Pierre de Camelin, Evêque de Frejus, & Maître Nicolas Antelme, Officiel, que ledit sieur Evêque de Frejus avoit pû destituer ledit Officiel, quoiqu'il eût été institué en cette Charge pour toute sa vie par le feu Evêque, & qu'il l'eût exercée pendant l'espace de quarante ans; Boniface, en les Arrêts, tome 1, part. 1, livre 2, titre 2, chapitre 11. Voyez les Mémoires du Clergé, tome 2, part. 1, titre 2, chapitre 15; Brodeau sur M. Louet, lettre O, chapitre 2, nombres 15 & 16; Loyseau, des Offices, livre 5, chapitre 6, nomb. dern.

On trouve néanmoins un grand nombre d'Arrêts, qui ont jugé que Messieurs les

Archevêques & Evêques ne pouvoient destituer leurs Officiaux *ad libitum* & sans cause; Papon, livre 4, titre 12, nombres 3 & 8; Boyer, décis. 149; Maynard, liv. 2, chapitre 24; la Peyrere, lettre O, nombre 2; mais depuis la Déclaration du 17 Août 1700, on ne peut plus douter qu'ils n'aient cette liberté.

Le mari peut instituer & destituer les Officiers de la Seigneurie de sa femme, à moins qu'il n'y ait séparation de biens, ou que la Seigneurie soit un bien paraphernal à la femme. Voyez la Peyrere, lettre O, nombre 20, qui rapporte deux Arrêts remarquables, l'un du 5 Mars 1637, qui jugea que le fils ne pouvoit révoquer, après la mort de son pere; les Officiers par lui pourvûs en qualité de mari; & l'autre du 5 Mars 1641, par lequel il fut jugé que la mère Usufruitiere pouvoit pourvoir aux Offices de Judicature, & que celui qui en avoit été pourvû, ne pouvoit être destitué par la fille mineure.

Quid du Tuteur? On tient communément qu'il peut pourvoir aux Offices de son pupille; mais qu'il n'a pas la faculté de destituer les Officiers pourvûs avant son administration, ou qu'il a lui-même institués. Voyez Chopin *de Doman. lib. 3*;

tit. 13 ; num. 5 ; Loyseau, en son Traité des Offices, livre 5, chapitre 5. Pour moi je crois avec Ferriere, dans son Dictionnaire de Pratique, *verbo* DESTITUTION D'OFFICIERS, que le Tuteur peut destituer les Officiers des terres de son pupille pour causes justes & raisonnables, & lorsqu'il y va de l'intérêt de son pupille. La raison est, *quia cujus est adificare, ejus est destruere.*

Quid du Curateur ? Il ne peut instituer ni destituer les Officiers de son mineur. La raison de la difference qu'il y a à cet égard entre le Tuteur & le Curateur, se prend de ce que le mineur adulte a la faculté de pourvoir lui-même aux Offices de ses Terres, au lieu que le mineur impubere n'ayant pas ce pouvoir, comme incapable d'un choix judicieux, il faut que son Tuteur le fasse pour lui.

Quid de l'Acquereur à pacte de rachat ? Selon quelques-uns il peut instituer ; mais non pas destituer. Pour moi j'estime qu'il peut l'un & l'autre, par la raison employée à l'égard de l'Usufruitier, & parce qu'il est Propriétaire de la Seigneurie, jusqu'au jour du rachat.

Quid de l'Héritier grevé ? Il n'y a pas de difficulté qu'il peut pourvoir aux Offices dépendans de l'hérédité ; mais les Officiers

par lui institués, même à titre onereux; peuvent être révoqués par le substitué, après la remise de l'hérédité, comme il a été jugé par un Arrêt du Parlement de Bordeaux, du 23 Août 1717, prononcé en l'Audience de la Grand'Chambre, par M. le Premier Président de la Caze, conformément aux conclusions de M. l'Avocat Général Dudon.

Le successeur à titre singulier, ne peut point destituer les Officiers pourvus par son auteur, à titre onereux, ou pour récompense de services: jugé par Arrêt du 10 Juin 1639; Brodeau sur Louet, lettre O, sommaire 2, nombre 5; Bacquet, des Droits de Justice, chapitre 17, nombre 11; Loyseau, en son Traité des Offices, livre 5, chapitre 5, nombre 24; ce qui doit avoir lieu, à plus forte raison, à l'égard du successeur universel; Loyseau, *ibid.*

Il a été jugé par un Arrêt du Parlement de Bordeaux, du 6 Septembre 1697, en la Cause du sieur Comte de Riberae, contre les Officiers de la Terre de Riberae, que le fils ayant répudié l'hérédité de son pere pour s'en tenir à la donation qui lui avoit été faite par son ayeul, pouvoit destituer les Officiers pourvus par son pere, même à titre onereux, sauf

à ceux-ci de se pourvoir sur les biens libres du pere, qui leur avoit accordé les Provisions ; la Peyrere, lettre O, nombre 22, *in not. Aliud dicendum*, si le fils acceptoit l'hérédité de son pere, même par bénéfice d'inventaire ; car en ce cas, étant obligé d'entretenir son fait, il est certain qu'il ne peut destituer les Officiers pourvûs par le pere à titre onereux ou pour récompense de services.

L'Adjudicataire, en décret nécessaire & forcé, peut destituer les Officiers pourvûs par le saisi, *ex quâlibet causâ onerosâ*, lorsqu'ils n'ont pas formé leur opposition afin de conserver ; ainsi jugé par Arrêt du Parlement de Paris, du 15 Mars 1631 ; Brodeau, sur Louet, lettre O, chapitre 2, nombre 9 ; la Peyrere, lettre O, nombre 37. Voyez Loyseau, des Offices, livre 5, chapitre 5, nombre 24, qui n'est point contraire, puisqu'il ne parle pas de ce cas, mais seulement *generatim*, du successeur universel ou particulier.

Quant à la maniere de destituer les Juges & autres Officiers des Justices Seigneuriales, les Seigneurs n'y apportoit pas autrefois beaucoup de ceremonies ; car ne regardant les Officiers de leurs Jurisdiccions que comme d'honnêtes Domestiques, ils leur donnoient leur congé

de leur propre autorité, sans que le Juge supérieur qui leur avoit fait part de la puissance publique, en prît connoissance; ce qui étoit la source d'une infinité d'abus & de malversations, l'Officier destitué continuant d'exercer, sous prétexte que sa révocation n'étoit pas régulière, & le nouveau installé prétendant être seul en droit de faire les fonctions de l'Office; son intérêt ne lui permettant pas de douter que la destitution de l'ancien Officier ne fût bien dans les formes.

Mais comme cette façon de destituer ressenoit plus la violence que la raison & une autorité trop despotique, les Seigneurs ont été contraints de l'abandonner & d'en venir devant le Juge Supérieur pour faire prononcer la destitution de leurs Officiers: En effet, les Officiers des Justices Seigneuriales ne tiennent point la puissance publique du Seigneur, qui n'a d'autre pouvoir que de les nommer; mais bien du Juge supérieur, qui en les recevant, leur communique l'autorité publique qu'il tient lui-même du Prince: *At nihil tam naturale quàm unumquodque dissolvi, eodem modo quo colligatum est.*

A l'égard des Officiers qui exercent les fonctions de leurs Charges, sans être re-

eus en Justice, c'est-à-dire ; sur les seules Provisions qui leur ont été données par les Seigneurs, ils peuvent être destitués sans recourir à l'autorité du Juge supérieur, de qui ils ne tiennent rien, par la raison que *cessante ratione legis, cessat & ipsa lex*. C'est l'avis de la Peyrere, lettre O, nombre 26, & celui de Loyseau, en son Traité des Offices, livre 5, chapitre 5, nombre 49, où il distingue expressément les Officiers qui ont été reçus en Justice, d'avec ceux qui n'y ont point été reçus.

Sur quoi remarquez que suivant un ancien Arrêt du Parlement de Bordeaux, du 17 Janvier 1634, & la disposition de l'article 45 de l'Ordonnance d'Orleans, les Officiers des Justices Seigneuriales, doivent prêter le serment devant les Juges supérieurs, c'est-à-dire, aux Sénéchaux.

Mais, supposé qu'un Seigneur destitué de son autorité privée, son Juge ou autre Officier reçu en la Justice supérieure, quel parti devra prendre cet Officier pour empêcher l'effet de sa destitution ? Il est sans difficulté qu'il doit recourir au Juge Supérieur de qui il tient l'exercice de la puissance publique, & assigner le Seigneur pardevant ledit Supérieur, pour voir dé-

clarer sa destitution nulle, & en conséquence, le voir garder & maintenir dans les fonctions de sa Charge ; parce qu'encore une fois, il n'appartient qu'au Juge supérieur d'ôter avec connoissance de cause, l'autorité qu'il a communiquée à un Officier ; d'où il faut conclure que la révocation faite par le Seigneur, ne peut point empêcher l'Officier de faire les fonctions de son Office, jusqu'à ce que la destitution ait été confirmée par Sentence du Supérieur ; encore même si l'Officier se rend Appelant de la Sentence qui autorise sa destitution, il pourra exercer jusqu'à ce que l'appel ait été jugé, parce que, comme dit Loyseau, des Offices, livre 5, chapitre 5, nombre 61, l'appel est suspensif, si ce n'est aux cas exceptés par les Ordonnances ; & telle est la Jurisprudence constante du Parlement de Bordeaux, attestée par le Glossateur de la Peyrere, lettre O, nomb. 27.

Lorsque les Seigneurs ont voulu destituer leurs Officiers, pour cause infâmante & injurieuse, ils ne peuvent plus revenir à la destitution volontaire, en se désistant de l'infâmante ; Loyseau, *loco citato*, nombre 54, qui dit qu'on ne peut varier après le choix d'une alternative : *Electa una via non potest regredi ad aliam.*

Sur quoi il est bon d'observer qu'on entend ici par cause infâmante, celle qui blesse l'honneur & l'intégrité de l'Officier, en le notant de quelque crime ou malversation, dans l'exercice de sa Charge, comme fausseté, concussion, homicide, vol, &c. pour raison de quoi il faut que le Procès soit fait & parfait à l'Officier qui est convaincu, avant qu'il puisse être destitué.

On demande si le fils pourvû de l'Office de son pere, pour récompense des services que le Seigneur déclare avoir reçus du pere, & pour ceux qu'il espere de recevoir du fils, est destituable *ad libitum*. La résolution est que l'Officier ainsi pourvû, peut être destitué à la volonté du Seigneur. La raison est, parce que le pere ayant lui-même joui de l'Office, il est censé récompensé des services qu'il avoit rendus au Seigneur. Voyez *sup.* la distinction que nous avons faite entre les services passés & les services à venir, & Mornac, sur la Loi 10, §. *Si Domini*, ff. *de in rem vers.*

L'Officier pourvû par le Seigneur Ecclesiastique, pour récompense des services rendus à la personne du Seigneur, peut être destitué par le successeur au Bénéfice, parce que les Ecclesiastiques n'étant que

simples Usufruitiers, ils ne peuvent point lier leurs successeurs. *Aliud dicendum*, si les Provisions ont été données pour récompense des services rendus au Bénéfice, pourvû qu'ils soient prouvés. Voyez le Journal des Audiences, tome 2, livre 5, chapitre 32; Bacquet, des Droits de Justice, chapitre 17, nombre 13; Boer. décis. 146, nombre 23; Mornac, *ad authent. licet, cod. de Episc. & Cler.* Louet & Brodeau, lettre O, chapitre 2; mais la Déclaration du Roi du 17 Août 1700, dont on a parlé ci-devant, décide le contraire.

Sur la question de sçavoir, si l'Officier destitué par le Seigneur, peut former la complainte contre celui qui a été subrogé à sa place, s'il vient à le troubler dans l'exercice de sa Charge; voyez Loyseau, en son Traité des Offices, livre 5, chapitre 5, nombre 64, où il dit qu'il a été jugé par plusieurs Arrêts, que la complainte a lieu en matiere d'Offices; Bacquet, des Droits de Justice, chapitre 17, nombre 8; Jo. Galli, *quest.* 173; Dumoulin, sur la Coutume de Paris, §. 1, glose 5, nombre 59; l'article 1 de l'Ordonnance de 1667, titre des Complaintes, & réintégrandes; la Peyrere & son Glossateur, lettre O, nombre 5.

D·E V.

D E V O I R S, en matiere de Droits Seigneuriaux, signifient la foi & hommage que le Vassal doit à son Seigneur. On entend même quelquefois par ce terme, toutes sortes de prestations & redevances, en deniers ou en especes, dont les Emphitéotes sont tenus envers leurs Seigneurs.

D É V O L U T I O N, est un terme qui signifie la réunion ou consolidation du Fief servant au Fief dominant, soit par Commise, Dépié de Fief, ou autre moyen de Droit. *Vide supr. verb. Commise, & verb. Dépié de Fief.*

D I R.

D I R E C T E, est une Seigneurie de laquelle un heritage releve immédiatement, soit à foi & hommage ou à cens; néanmoins la Directe ne se dit proprement, que par relation aux heritages censuels. Voyez ce que nous en avons dit, *supr. verb. Cens, & infr. verb. Lods & Ventés, & verb. Reconnoissance.*

D R O.

DROIT DE CONFISCATION, est un Droit en vertu duquel, les biens d'un Condamné à mort naturelle ou civile, sont dévolus au Roi ou aux Seigneurs Hauts-Justiciers, dans les Pays où la Confiscation a lieu. *Vide supr. verb. Confiscation.*

DROIT DE BATARDISE, est le Droit que le Roi ou les Seigneurs Hauts-Justiciers ont de succeder aux Bâtards décedés sans enfans légitimes, & sans avoir disposé de leurs biens.

La succession des Bâtards appartient de Droit au Roi seul, & ce n'est que par la concession du Prince que les Seigneurs Hauts-Justiciers en jouissent; ils sont même exclus par Sa Majesté, s'il ne se rencontre pas en leur faveur le concours de trois circonstances essentielles. La première, que le Bâtard soit né dans les terres desdits Seigneurs Hauts-Justiciers. La seconde, qu'il y ait eu son domicile; & la troisième, qu'il y soit décedé. *Voyez supr. verb. Bâtards.*

DROIT DE DESHERENCE. *Voyez Deshérence.*

DROIT DE GLAIVE, est le Droit de
de

de punir les crimes qui meritent peine afflictive.

Le Droit de Glaive appartient aux Juges Royaux & à ceux des Seigneurs Hauts-Justiciers, à l'exclusion des moyens & bas Justiciers, qui n'ont d'autre pouvoir à l'égard des crimes qui méritent peine afflictive, que de décréter & d'informer contre ceux qui en sont prévenus.

DROIT D'AMORTISSEMENT, est la finance qui se paye au Roi par les Gens de main-morte, pour obtenir la permission d'acquérir, & de posséder des immeubles.

Comme je me suis assez étendu sur cette matiere, sous le mot *Amortissement*, je n'en dirai rien plus ici, crainte d'user de répétition. Je me contenterai de rapporter un Arrêt du Conseil d'Etat du Roi du 21 Janvier 1738, qui doit servir de Reglement pour le recouvrement du Droit d'Amortissement & du Droit de Franc-Fief. En voici la disposition.

1. Les échanges, acquisitions, dons & legs qui seront faits des Terres, maisons & héritages, pour être uniquement employés à l'élevation, agrandissement, ou plus grande commodité des Eglises, Chapelles, Sacristies & autres lieux, servans à faire le Service divin, comme aussi les

M

bâtimens qui seront construits de nouveau ou reconstruits , pour être employés à ces usages , seront exempts de tous droits d'amortissement , comme étant lesdits lieux plus particulièrement dédiés à Dieu ; & ne produisans aucun revenu ; conformément aux Déclarations des 5 Juillet 1689 & 9 Mars 1700.

2. Les échanges , acquisitions , dons & legs , qui seront faits de terres , maisons & heritages , aux personnes Religieuses de l'un & de l'autre sexe , pour leur servir de lieux réguliers , de jardins & de logement ; comme aussi les bâtimens qu'elles feront construire de nouveau , ou reconstruire dans l'intérieur de leur clôture , dont elles ne retireront aucun revenu , seront pareillement exempts des droits d'amortissement ; mais dans les cas où lesdits biens & bâtimens cesseroient d'être employés à ces usages , & produiroient un revenu , les droits d'amortissement seront payés de la valeur desdits biens & bâtimens , aux Fermiers qui seront en place , lorsqu'ils rentreront dans le commerce.

3. Les Hôpitaux particuliers & Hôtels-Dieu , les Maisons & Communautés , tant Sécularies que Régulières , où l'hospitalité est exercée , jouiront de la même exemption des droits d'amortissement , que les

Hôpitaux généraux , pour toutes les acquisitions , échanges , dons & legs , de quelque nature qu'ils puissent être , constructions & reconstructions de bâtimens , qui seront destinés & employés , soit au logement , à la subsistance & entretien des Pauvres & des Malades , soit à leur instruction gratuite ; mais au cas que l'hospitalité cesse d'y être exercée , ou que les biens acquis , échangés ou donnés , & lesdits bâtimens cessent d'être employés à ces usages , les droits d'amortissement seront payés en entier de toutes lesdites acquisitions , échanges , dons & legs & bâtimens , aux Fermiers qui seront en place , lorsque lesdits biens rentreront dans le commerce , & produiront un revenu.

4. Les Maisons & Ecoles de Charité des Paroisses , & les Charités des Fabriques , ensemble les Assemblées des Pauvres , tant des Villes , que de la Campagne , par quelques personnes qu'elles soient régies & administrées , ne payeront aucun droit d'amortissement , pour toutes les acquisitions , échanges , dons & legs , constructions & reconstructions de bâtimens , qui seront destinés & employés , soit au logement , à la subsistance & au soulagement des Pauvres malades , soit à l'instruction gratuite de la jeunesse , tant que lesdits

biens seront employés ausdits usages, conformément à l'article précédent.

5. Les échanges, acquisitions, dons & legs faits en faveur des Hôpitaux généraux & particuliers, Maisons & Ecoles de Charité, ensemble les bâtimens, constructions & reconstructions qui auront toute autre destination, que la subsistance, l'entretien & le soulagement des Pauvres & des Malades, & leur instruction gratuite & celle de la jeunesse, seront sujets aux droits d'amortissement; à moins que les biens acquis, échangés ou donnés, n'en soient exempts par les Edits, Déclarations ou Arrêts du Conseil.

6. Les fondations perpétuelles de prières, faites dans les Hôpitaux généraux ou particuliers, ou dans les Maisons & Ecoles de Charité, ne seront sujettes au droit d'amortissement, que jusqu'à concurrence de ce qui sera jugé nécessaire pour acquitter lescdites fondations; mais celles qui seront faites en deniers, à tous autres Gens de main-morte, seront sujettes au paiement de ces droits, sur le pied des sommes en entier données pour cette destination, lorsque le Donateur n'aura pas fixé les sommes qu'il veut être employées à l'acquit de ces fondations.

7. Les dons & legs qui seront faits aux

Gens de main-morte , de rentes sur l'Hôtel de Ville de Paris , sur les Tailles & sur le Clergé , même sur les Diocèses particuliers , ne seront sujets à aucuns droits d'amortissement , quand même elles seroient données pour cause de fondation , & quoiqu'elles fussent constituées originairement & même avant 1710 au profit des Particuliers qui les donneront ; mais en cas de remboursement desdites rentes les emplois portant revenus , qui seront faits des deniers remboursés , seront sujets ausdits droits , à moins que ce ne soit en rentes exemptes desdits droits.

8. Les constructions à neuf , & les reconstructions des Fermes & autres édifices qui ne produisent pas par eux-mêmes un revenu ni un loyer particulier , mais qui servent seulement à la commodité desdites Fermes , ne seront sujettes à aucuns droits d'amortissement , soit qu'elles soient faites sur les mêmes ou sur de nouveaux fondemens.

9. Les constructions à neuf de bâtimens que les Gens de main-morte feront faire sur un terrain non amorti , & dont ils retireront ou pourront retirer des loyers , seront sujettes aux droits d'amortissement , sur le pied de la valeur , tant du sol que des bâtimens.

10. Les constructions à neuf de bâtimens sur un terrain amorti, dont les Gens de main-morte retireront ou pourront retirer des loyers, seront aussi sujettes aux droits d'amortissement, sur le pied de la valeur, tant du sol que des bâtimens, à la déduction néanmoins du tiers pour le fonds amorti, en justifiant qu'il l'a été avec finance.

11. Et voulant Sa Majesté statuer sur les contestations qui sont nées au sujet de l'exécution de l'Arrêt du premier Décembre 1719. Et en interprétant en tant que de besoin, la Déclaration du 16 Juillet 1702, a ordonné & ordonne que les constructions de bâtimens que les Gens de main-morte feront faire, soit sur les anciens, soit sur de nouveaux fondemens, dont ils retireront ou pourront retirer un loyer, quand même elles seroient faites sur des fonds qui auroient été amortis auparavant, & faisant partie des Monasteres, & quoiqu'il n'y ait pas de plus grande élévation de bâtimens, ni augmentation de corps de logis, & que les Gens de main-morte aient payé depuis dix années les droits d'amortissement des maisons, au lieu & place desquelles ils auront fait construire les nouveaux édifices, seront sujettes à payer les droits d'amortissement,

sur le pied de ce dont le loyer sera augmenté depuis la nouvelle construction , à la déduction du tiers sur cette augmentation de loyer , dont Sa Majesté veut bien leur faire remise , en justifiant par les Gens de main-morte , qu'ils ont payé l'amortissement , tant du sol que des anciens bâtimens ; mais s'ils ne peuvent justifier que le sol , & les anciens bâtimens ayent été par eux amortis avec finance , les droits seront payés sur le pied , tant des anciens loyers , que de ce dont ils seront augmentés ; & s'ils ne justifient que de l'amortissement du sol avec finance , il sera seulement fait déduction du tiers sur le produit , tant des anciens que des nouveaux loyers.

12. Ne pourront les Gens de main-morte , non plus que les Hôpitaux généraux & particuliers , & les maisons & Ecoles de Charité , joindre à leurs clôtures aucunes maisons , ni faire , soit dans lesdites clôtures , soit en dehors , aucunes constructions à neuf , ni reconstructions de bâtimens , qu'après en avoir communiqué les plans & devis aux sieurs Commissaires départis dans les Provinces & Généralités du Royaume , & dans Paris au sieur Lieutenant Général de Police ; lesquels enverront leur avis au Conseil , tant sur la nécessité des bâtimens , que sur les droits

d'amortissement qui pourront en être dûs, à peine contre ceux qui n'y auront pas satisfait, de payer le double de la somme à laquelle pourroient monter les droits, si les bâtimens étoient sujets à l'amortissement, sans qu'ils puissent en espérer aucune remise ni moderation.

13. Ordonne Sa Majesté, que les droits d'amortissement qui pourront être dûs pour les constructions & reconstructions de bâtimens, appartiendront au Fermier pendant le bail duquel les bâtimens auront été commencés, pourvû qu'il y ait des devis & des dépris passés pardevant Notaires pendant la durée du bail.

14. Les bâtimens que les Villes & Communautés pourront faire faire pour des Cazernes, des Ecuries pour la Cavalerie, des Magasins d'abondance, ou pour loger les Gouverneurs, Evêques, Intendants & Curés, tant des Villes que de la Campagne, & tous autres édifices pour le service de Sa Majesté, pour l'utilité publique, & pour la décoration des Villes, ne seront sujets à aucuns droits d'amortissement, pourvû que les Villes & Communautés n'en retirent aucun revenu; mais seront sujets ausdits droits les fonds sur lesquels lesdits bâtimens seront construits, s'ils ne sont pas amortis avec finance. Et

dans le cas où lesdites Villes & Communautés acheteroient des maisons toutes bâties pour ces usages, l'amortissement n'en sera pareillement payé que sur le pied de la valeur du fonds : Voulant néanmoins Sa Majesté, que si lesdits bâtimens cessent de servir à ces usages, & produisent par la suite un revenu ausdites Villes & Communautés, elles soient tenues d'en payer aux Fermiers qui seront pour lors en place, l'amortissement sur le pied du capital des loyers, à la déduction néanmoins du tiers pour le fonds amorti, en justifiant qu'il l'a été avec finance.

15. Ne seront tenus les Fermiers de s'en rapporter pour la liquidation des droits d'amortissement qui pourront être dûs, aux estimations des biens, faites par les contrats d'acquisition, ou par les actes de donations ; & en cas de contestation, il sera procédé à l'estimation des biens & des bâtimens par Experts convenus, sinon nommés d'office par les sieurs Intendans & Commissaires départis.

16. Les deniers provenans du remboursement des rentes de toute nature, données ou constituées au profit des Gens de main-morte, par dons & legs, même pour sûreté de fondations, pour lesquels les droits d'amortissement auront été payés ; ensemble

ceux provenans du remboursement du prix des acquisitions faites par les Gens de main-morte, avec faculté de reméré, dont l'amortissement aura été payé, pourront être employés par les Gens de main-morte, soit en acquisition de fonds, soit en constructions ou reconstructions de bâtimens, sans que les Fermiers en place lors du remboursement & des remplacements, puissent prétendre aucun nouveau droit d'amortissement, en gardant les formalités prescrites par l'Arrêt du 11 Juillet 1690, & à la charge en outre par les Gens de main-morte, lorsqu'ils feront des remplacements, de faire faire mention sur la minute de la quittance de remboursement, par le Notaire qui en sera dépositaire, des sommes qu'ils remplaceront, & de la nature du emploi; & d'en rapporter un extrait signé du Notaire, aux Fermiers qui seront pour lors en place.

17. Les Gens de main-morte qui acquerront des héritages & autres immeubles, moyennant des rentes foncières, payeront les droits d'amortissement sur le pied du capital de la rente, lorsqu'ils feront lesdites acquisitions; mais ils ne seront tenus de payer aucun supplément, lorsqu'ils feront le remboursement desdites rentes; & lorsque les Gens de main-morte, créanciers de rentes foncières, cede-

vont & transporteront à d'autres Gens de main-morte, la propriété desd. rentes, les Cessionnaires & Acquereurs desd. rentes en payeront les droits d'amortissement.

18. Dans tous les cas mentionnés ci-dessus, où la liquidation se doit faire sur le capital des revenus, ledit capital sera fixé pour la Ville de Paris au denier vingt-deux, & pour les autres Villes & la Campagne, au denier vingt.

19. Pour faire cesser les contestations qui naissent journellement entre les Fermiers des droits de francs-Fiefs, & les redevables, à l'occasion des accensemens ou aliénations à titre de cens & rentes, qui se font par les Propriétaires des Fiefs; ordonne Sa Majesté, que les Acquereurs ausdits titres ne seront sujets aux droits de francs-Fiefs, que dans le cas où les aliénations excéderoient la permission accordée par les Coutumes aux Seigneurs de se jouer ou d'aliéner une partie de leurs Fiefs.

20. Veut Sa Majesté que les Fermiers des amortissemens & francs-fiefs, remettent au Greffe des Intendans, à la fin de chaque année, & au plus tard dans les trois mois qui suivront l'expiration de chaque année, un état certifié par leurs Directeurs, des droits par eux reçus pendant le cours de l'année précédente, con-

tenant les noms des redevables, la cause du paiement, la nature du bien, & celle de l'acte qui a donné lieu aux droits; desquels états les successeurs des Fermiers, les Redevables, & toutes autres personnes pourront prendre communication, même tels extraits qu'ils estimeront nécessaires; & faute par lesdits Fermiers de remettre lesd. états dans les tems ci-dessus marqués, ordonne Sa Majesté que lesdits Fermiers & leurs cautions seront contraints solidairement au paiement de la somme de 1000 liv. pour chaque contravention au profit des Hôpitaux de la Ville principale de la Généralité, sans qu'ils puissent en espérer aucune remise ni moderation.

21. Veut Sa Majesté que le présent Arrêt soit exécuté, à commencer du 1^{er} Janvier 1739 dans toutes les Provinces & Généralités du Royaume, même dans les Provinces de Flandres, Hainault, Artois, & dans le Comté de Bourgogne, à l'exception des articles concernant les Hôpitaux, Maisons de Charité & autres lieux pieux desd. Provinces de Flandres, Hainault, Artois & Comté de Bourgogne pour lesquels il ne sera rien innové.

22. Veut en outre S. M. que lesd. droits d'amortissement & francs-Fiefs, dûs & échus dans toutes les Provinces & Géné-

ralités du Royaume, jusqu'au jour 1 Janvier 1739, soient liquidés & payés sur le pied des précédens Reglemens, lesquels seront au surplus exécutés selon leur forme & teneur.

Enjoint Sa Majesté aux sieurs Intendans & Commissaires départis dans les Provinces & Généralités du Royaume, de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt, nonobstant toutes oppositions ou autres empêchemens quelconques, dont si aucunes interviennent, Sa Majesté s'est réservée la connoissance & à son Conseil, & icelle interdit à toutes ses Cours & autres Juges. Et seront sur le présent Arrêt toutes Lettres nécessaires expédiées. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 21 Janvier 1738. Signé, PHELYPEAUX.

D R O I T D'AINESSE. Voyez Aînesse.

DROIT D'HÉBERGEMENT, est le droit qu'ont certains Seigneurs, de loger chez leurs Vassaux, les amis qui viennent les visiter. Voyez M. d'Olive, en ses Questions notables, liv. 2, chap. 5. Comme ce droit est odieux, il faut un titre précis pour pouvoir l'exiger, la possession même immémoriale n'étant point suffisante en cette occasion.

DROITS HONORIFIQUES,

sont les honneurs qui appartiennent au Patron d'une Eglise & au Seigneur haut-Justicier du lieu où l'Eglise est située. Voyez Marechal, en son Traité des Droits Honorifiques, & *infr. verba* honneurs de l'Eglise.

DROUILLE, est en certains Pays, un petit présent que le Tenancier fait au Seigneur, par-dessus les lods & ventes. Voyez Henrys, tom. I, liv. 3, chap. 3, quest. 31.

E C H.

ECHANGE, en matiere de droits Seigneuriaux, est un contrat par lequel on donne un immeuble pour un autre immeuble, pour raison de quoi il est dû un certain droit au Roi ou aux Seigneurs qui ont acquis de Sa Majesté.

Les Edits & Déclarations qui ont été donnés touchant les droits d'échange, étant entre les mains de tout le monde, nous croyons qu'il seroit inutile d'entrer ici dans le détail de cette matiere; d'autant mieux qu'elle tient plus des droits Royaux, que des droits Seigneuriaux.

ECHELLE, est une espece de Carcan qui marque la haute Justice. *Vide infr. verb. Pilon.*

E G A.

É G A G E, est un droit en vertu duquel le Seigneur haut-Justicier, prend le tiers des lods sur les fonds aliénés, que les petites Rivières de la Terre arrosent; soit qu'ils se trouvent de franc-Aleu, ou qu'ils soient mouvans d'autre directe que de la fief. Ce droit n'est gueres connu que dans la Province de Dauphiné. Voyez Salvaing de l'Usage des Fiefs, chap. 58, qui cite François Marc, *quest. 607, part. 1.*

E N F.

ENFANS EXPOSÉS, sont ceux que des peres ou meres exposent ou font exposer, pour se débarrasser de leur soin & nourriture, ou pour qu'on ne sçache pas que ces Enfants leur appartiennent.

Autrefois ces Enfants exposés devenoient les Esclaves de ceux qui les trouvoient; c'étoient des Epaves avantageuses, parce que les Esclaves étoient mis au rang des biens; mais les Loix du Royaume ayant aboli l'esclavage, comme contraire au droit naturel, ces Epaves utiles ne furent plus envisagées que comme des charges onéreuses & fort embarrassantes; c'est

pourquoi chacun tâcha de s'en affranchir ; ainsi il a fallu que les Arrêts ayent décidé la question de sçavoir , qui est tenu de prendre soin de ces pauvres orphelins.

On en trouve qui ont jugé que cette charge regardoit les Hôpitaux, Monastères & Chapitres Ecclesiastiques ; Mornac *ad L. nemini dicere ; cod. de Episcopali audent.* Chopin sur la Coutume d'Anjou, art. 10, n. 6, en rapporte un de cette espèce, du 15 Septembre 1579.

D'autres ont jugé que le Seigneur de Fief devoit fournir le tiers de la nourriture de l'Enfant exposé, & les Habitans de la Paroisse où il avoit été exposé, les deux autrestiers.

Mais le plus grand nombre des Arrêts a jugé que la charge de nourrir les Enfans exposés, regardoit uniquement le Seigneur Justicier, dans la Justice duquel ils ont été trouvés, Journal des Audiences, tom. 2, liv. 6, chap. 34. Peleus en ses Actions Forenses, liv. 4, act. 45. Bardet tom. 1, liv. 1, chap. 83, & liv. 3, chap. 36. Voyez Mornac, *ad L. 2, cod. de patrib. qui filios suos distrax.* où il rapporte deux Arrêts des années 1615 & 1616 rendus contre le Duc de Mayenne & contre le Duc de la Trimoüille. Et c'est aujourd'hui la Jurisprudence constante attestée par tous les Modernes.

Cette Jurisprudence est fondée sur ce que les Epaves utiles appartenans de droit commun aux Seigneurs hauts-Justiciers , il est raisonnable qu'ils soient chargés de celles qui sont onéreuses. D'ailleurs la succession des Enfans exposés , qui décèdent sans Enfans légitimes , est dévoluë aux Seigneurs hauts-Justiciers par droit de bâtardise ou de deshérence ; ainsi il est convenable qu'ils fassent les frais de leur nourriture ; *ubi enim est emolumentum vel spes emolumentum, ibi onus esse debet.*

Ce qui nous conduit à observer que dans les Coutumes , où les Seigneurs hauts-Justiciers ne sont pas fondés à prendre les deshérences, successions des bâtards &c. ils ne peuvent être chargés du soin de nourrir les Enfans exposés. Surquoi voyez M. de Livoniere , en son Traité des Fiefs, liv. 6, chap. 5, §. 3.

Remarquez que les Seigneurs hauts-Justiciers, qui ont leur Justice dans la banlieuë de Paris , sont dispensés de nourrir les Enfans exposés dans leur Jurisdiction ; l'Hôpital appelé *des Enfans trouvés* étant obligé de les recevoir moyennant une certaine redevance annuelle , payable par lesdits Seigneurs.

E N G.

ENGAGISTES, sont ceux qui ont acquis quelque chose du Domaine du Roi, à titre d'engagement. Il y a plusieurs observations importantes à faire sur cette matiere.

La premiere, que le Seigneur Engagiste n'est point en droit de faire mettre Litres & Ceintures funebres, aux Eglises situées dans l'étendue de la Seigneurie tenue en engagement.

La seconde, que l'Engagiste ne peut point prendre purement & simplement, le titre du Fief engagé ; ainsi, par exemple, en se qualifiant de Duc d'un tel Duché, il faut qu'il ajoute, *par engagement* ; parce que n'étant pas Possesseur incommutable, le titre du Fief engagé demeure toujours en la personne du Roi.

La 3^e. que les Engagistes ne peuvent point faire exercer la Justice en leur nom, ni pourvoir aux Offices dépendans de la Justice engagée, à moins que ce droit leur ait été spécialement accordé, lors du contrat d'engagement ; parce que, comme dit Loyseau, en son Traité des Offices, liv. 4, chap. 9, n. 34, en matiere odieuse, il n'y a au marché que ce qu'on y met.

Voyez l'art. 333 de l'Ordonnance de Blois.

Surquoi il est bon de remarquer, que dans le cas même où les Engagistes ont acquis le droit de pourvoir aux Offices de la Justice engagée, leur pouvoir est borné à la simple présentation sur laquelle on expédie les provisions en Chancellerie. D'où il suit que les Offices du Domaine engagé retiennent toujours la qualité d'Offices Royaux, qu'ils sont compris dans l'Ordonnance de Louis XI. qui a rendu perpétuels tous les Offices Royaux, & qu'ainsi le Seigneur ne peut pas user de destitution à l'égard desdits Offices; en un mot qu'ils retiennent toutes les prérogatives des purs Offices Royaux, Loyseau, *loco cit. n. 40, & sequent.*

La quatrième, que les Seigneurs engagistes sont tenus de fournir aux frais des Procès criminels, qui s'instruisent à la requête du Procureur du Roi, dans les Jurisdictions du Domaine engagé. Et si notre Domaine est engagé, dit l'art. 17 du tit. 25 de l'Ordonnance de 1670, les Engagistes, leurs Receveurs & Fermiers seront contraints au paiement *des exécutoires*, même au-dessus du fonds destiné pour les frais de Justice.

La cinquième, que les Engagistes du

Domaine du Roi, ne peuvent recevoir la foi & hommage, pour raison des Fiefs qu'ils possèdent par engagement. Voyez l'Ordonnance de 1556 & l'Arrêt du Conseil d'Etat du Roi du 27 Mars 1687, qui décident que l'hommage dû pour raison des Fiefs engagés, doit être fait aux Officiers du Roi préposés pour cela par Sa Majesté.

La sixième, que ceux qui sont exempts des droits Seigneuriaux, pour les héritages qu'ils acquièrent dans la mouvance immédiate du Roi, comme sont les Secrétaires du Roi, les Chevaliers & Commandeurs de l'Ordre du Saint-Esprit, jouissent du même privilège contre les Engagistes du Domaine, lorsque l'engagement est postérieur à la concession de ce privilège; parce qu'en ce cas il est censé que le Domaine n'a été engagé qu'à la charge de cette exemption.

Aliud dicendum, si l'engagement est antérieur à l'exemption accordée à ces personnes privilégiées; parce que Sa Majesté n'accorde jamais de grâces au préjudice d'un tiers. Il est même porté par la Déclaration du 19 Juillet 1695, que cela doit avoir lieu, encore que depuis la concession du privilège, il y ait un nouvel engagement; comme si après le décès de

l'Engagiste , la revente est faite à ses enfans ; parce que ce nouvel engagement n'est qu'une suite & une confirmation du premier.

On demande si l'Engagiste du Domaine du Roi peut user du retrait féodal ? Cette question a été différemment décidée par les Auteurs & par les Arrêts. M. la Roche , en son Traité des Droits Seigneuriaux , chap. 13 , art. 4 , est d'avis que l'Engagiste peut user de ce droit , & en rapporte Arrêt du Parlement de Toulouse du 13 Août 1599 rendu au profit de l'Engagiste du lieu de Fabresau , contre les Consuls dudit lieu. C'est aussi l'opinion d'Henrys , tom. 1 , liv. 3 , chap. 3 , quest. 16. Voyez Chopin sur la Coutume d'Anjou , liv. 1 , chap. 4 , M. de Livoniere , en son Traité des Fiefs , liv. 5 , ch. 5 , sect. 2 *in fin.*

Brodeau au contraire sur l'art. 20 de la Coutume de Paris , n. 9 , rapporte plusieurs Arrêts , qui ont jugé que l'Engagiste ne pouvoit exercer le droit de prélation , si cela ne lui a été expressément accordé , lors de l'engagement , ou par Lettres Patentes depuis obtenues & dûement vérifiées. Voyez Dupleffis sur la même Coutume , pag. 95. Bacquet des Droits de Justice , ch. 12 ,

En effet le retrait féodal est un droit extraordinaire & contraire à la liberté du commerce , ainsi il ne doit point recevoir d'extension favorable. Aussi voyons-nous que dans plusieurs Provinces de France, ce droit n'est point cessible , & que dans celles où il peut être cédé , il faut que la cession en soit faite expressement , & qu'il soit désigné *speciali notâ*.

On peut voir sur cette matiere, Chotier, Jurisprudence de Guypape, page 108 ; Henrys & Bretonnier, tome 1, livre 2, chapitre 4, quest. 15 ; Salvaing, de l'Usage des Fiefs, chapitre 23 ; M. de Livoniere, en son Traité des Fiefs, livre 1, chapitre 6, livre 3, chapitre 6, section 8, & livre 5, chapitre 5, section 2 ; M. Augeard, tome 1, chapitre 94 ; le Dictionnaire de M. Brillouin ; Loyseau, en son Traité des Offices, liv. 4, chap. 9.

E P A.

E P A V E S , sont proprement toutes sortes de bêtes égarées , que personne ne réclame.

Ce terme dérive vraisemblablement du verbe *Expavescere*, parce que les bêtes égarées sont effrayées & épouvantées, *expavescita animalia* : Néanmoins , il y a

quelques Auteurs qui le font dériver du mot Allemand *span*, qui signifie une chose douteuse & incertaine. Cette conjecture semble avoir pour fondement la disposition de plusieurs Coutumes de France, où l'on entend par le mot *Epaves*, non-seulement les bêtes égarées, mais encore toutes sortes de choses mobilières, dont on ne connoît point le Maître, & quelquefois même les biens vacans: Or, il est certain qu'en donnant une signification aussi étendue au mot d'*Epaves*; on ne peut le faire dériver du verbe *Expavescere*, parce que les choses inanimées ne sont pas susceptibles de crainte & de frayeur.

Nous avons parlé ci-dessus des biens vacans, que la Coutume d'Anjou appelle *Epaves foncières*, & qu'elle dit appartenir au bas Justicier: Ainsi, il ne sera question ici que des *Epaves* prises dans leur signification étroite, & comme dérivans du verbe *Expavescere*.

Il n'y a que les choses qui ont eu un Maître, & qui se trouvent égarées, qui soient de véritables *Epaves*, & qui en cette qualité, puissent être réclamées par les Seigneurs, à qui les *Epaves* appartiennent: Ainsi les bêtes sauvages ne sont point comprises sous le mot d'*Epaves*, non plus que les diamans & autres

pierreries brutes , qui se trouvent sur les bords de la mer , parce que suivant le droit des Gens confirmé par le Droit Civil , ces sortes de choses , *fiunt primò occupantis. Item lapilli , gemma , ceteraque quæ in littore invenimus , jure naturali nostra statim fiunt* , dit le Jurisconsulte en la Loi *item lapilli* , ff. de divis. rer.

Les Epaves appartiennent au Seigneur Haut-Justicier , dans la Justice duquel elles ont été trouvées : Ainsi jugé par un Arrêt solennel , rapporté par Bacquet , des Droits de Justice , chapitre 33. Voyez Loyfel , en ses Institutions Coutumieres , livre 2 , titre 2 ; Loyseau , en son Traité des Seigneuries , chapitre 12 , nombre 124 ; Salvaing , de l'usage des Fiefs , chap. 61 , page 334.

Mais pour que le Seigneur puisse se conserver la propriété de l'Epave , il faut qu'il en fasse faire la dénonciation & publication dans la forme prescrite par la Coutume , sans quoi le Propriétaire pourra la reclamer en tout tems , en payant la nourriture & les frais de garde & de Justice.

Dans les articles proposés pour la Coutume de Paris , tit. de la haute-Justice , l'article 9 prescrit la forme de la dénonciation en ces termes : *Et sera tenu ledit Seignern*

Seigneur Haut-Justicier faire dénoncer & publier es lieux accoutumés à faire cris & proclamations, par trois Dimanches consécutifs, & aux Prônes des Paroisses, lesdites Epaves; & si dedans quarante jours après la premiere publication, celui auquel elles appartiennent, les vient demander, lui doivent être rendues, en payant la nourriture, garde & frais de Justice; & ledit tems passé, sont acquises & appartiennent au Haut-Justicier.

L'Historien Josephe, livre 4 des Antiquités Judaïques, chapitre 8, fait mention de l'usage pratiqué parmi les Juifs en pareille occasion. *Si quis argentum in via invenerit*, dit-il, *quarat eum qui perdidit per praconem, indicato loco in quo invenit, reddatque, sciens non esse bonum ex alieno damno lucrum facere, & sic de pecudibus.* Les Loix Romaines contiennent une disposition à peu-près semblable; *L. falsus, §. proinde, ff. de furtis.*

Sur quoi, remarquez qu'aujourd'hui la dénonciation des Epaves ne peut point se faire aux Prônes des Paroisses, parce que l'article 32 de l'Edit du mois d'Avril 1695, défend de publier aux Prônes, autres choses que les Bans de mariage & les Monitoires: Ainsi, cette dénonciation doit être faite par un Huiss.

fier ou Sergent, les jours de Dimanches, à l'issuë de la Messe Paroissiale.

Au reste, il ne suffit pas au Seigneur Haut-Justicier, de faire dénoncer l'Epave pour en acquérir la propriété, il faut, outre cela, que l'adjudication lui en soit faite par Décret du Juge, portant qu'attendu que les proclamations ordinaires ont été faites, sans que personne se soit présenté pour reclamer l'Epave, elle est adjugée au Seigneur Haut-Justicier, pour en user comme de sa chose propre.

Mais ces formalités une fois remplies, l'Epave est acquise incommutablement au Seigneur; de maniere qu'il n'est point obligé à la restituer au Propriétaire qui la reclame après ledit tems, encore qu'il prouve suffisamment qu'elle lui appartient & qu'il offre d'en payer la nourriture, la garde & les frais de Justice; cela s'infere de la disposition de l'article 40 de la Coutume d'Anjou, *en peut disposer à son plaisir; & de celle de Paris, au lieu sus-allegué: Et ledit tems passé, sont acquises & appartiennent au Haut-Justicier.* La raison est, parce que les proclamations ayant été faites dans les formes, c'est la faute du Propriétaire de ne s'être pas présenté dans le tems: *At quod quis suâ*

culpâ damnum sentit, sentire non videtur. D'ailleurs, il est de l'intérêt public que le délai accordé au Propriétaire, pour réclamer la chose égarée, soit péremptoire; parce qu'autrement, le Seigneur négligeroit de prendre soin d'une chose, dont il ne pourroit se regarder que comme Gardien & Dépositaire. Voyez Bacquet, des Droits de Justice, chapitre 2; Coquille, dans ses Questions & Réponses, chapitre 7; Chassanée sur la Coutume de Bourgogne, titre 1, article 2, & le Jurisconsulte en la Loi 11, §. 1, ff. de legat. 2, qui décide que ce qui est permis *ad tempus*, *post tempus censetur prohibitum*. Voyez aussi M. Pocquet de Livoniere, en son Traité des Fiefs, livre 6, chapitre 5, qui apporte deux tempérans à cette décision. Le premier, que le Propriétaire peut réclamer la chose égarée, pourvu qu'il vienne dans les trois ans nécessaires pour la prescription des choses mobilières.

Le second, que le Propriétaire peut vendiquer sa chose en tout tems, pendant qu'elle est existante & non consommée.

Je laisse au Lecteur à juger si l'on doit appeller *temperament*, ce qui est diametralement opposé à la décision, & si cet Auteur n'est pas contraire à lui-même, en soutenant d'un côté, que le Seigneur

n'est pas tenu de restituer l'Epave au Propriétaire qui la reclame après le Décret du Juge ; & de l'autre, en admettant ces prétendus temperamens.

Observez que les Coutumes mettent au nombre des Epaves, les Oiseaux de Fauconnerie, les Pigeons, les Paons & les Abeilles, quoique ce soient des animaux *quorum natura fera est*, suivant le Droit Romain. Voyez la Coutume de Tours, titre 3, article 54 ; celle d'Anjou, article 47, qui fait mention de l'Epave du Faucon, & du Derrier, qui est le grand Cheval de guerre ou Cheval de lance : Celle du Maine, article 13, qui porte que, *les Epaves des Avettes* (ce sont les Mouches à miel) *nonobstant qu'elles soient mouvantes, tenans & étans en aucun arbre ou autrement, assises au Fief d'aucun, appartiennent pour le tout au Seigneur du fonds où elles sont assises, si le Seigneur du fonds y a Justice fenciere & neuſſe ; & s'il n'a Justice en son fonds, elles lui appartiennent pour la moitié ; mais si lesdites Avettes sont poursuivies avant qu'elles soient encore logées, & prins leur nourrissement audit lieu où elles sont assises, celui à qui elles appartenoient les peut poursuivre & les doit avoir comme siennes.*

Celui qui a trouvées Epaves est tenu

de les dénoncer dans les vingt-quatre heures, à moins qu'il n'ait quelque excuse légitime qui l'oblige de différer cette dénonciation, faute de quoi il est amendable à l'arbitrage du Juge.

Sur quoi il est bon de remarquer qu'encore que l'Inventeur n'ait aucune part dans l'Epave trouvée, & qu'il ne puisse même prétendre aucune récompense, il peut néanmoins prendre la récompense offerte volontairement. Voyez Mornac sur la Loi 15, ff. de praescript. verbis; L. 43, ff. de furtis.

Ceux qui voudront s'instruire plus particulièrement de la matiere des Epaves, n'ont qu'à voir *Benedict. in cap. Raynutius, in verb. & uxorem nomine Adelasiam, num. 922, & sequent.* Bacquet, des Droits de Justice, chapitre 33, Salvaing, de l'usage des Fiefs, chapitre 61, L. 3, §. *Nerva*, & §. *Item*, ff. de acquir. vel amit. possess. & ibi *Doctores*. Claude Ferriere, sur l'article 167 de la Coutume de Paris, glose 2, nombres 16 & suiv. & glose 3, nombre 22; Chopin & Dupineau sur l'article 40 de la Coutume d'Anjou, nombre 10; M. de Livoniere, en son *Traité des Fiefs*, liv. 6, chap. 5.

E S T.

ESTALON, est la mesure Seigneuriale, sur laquelle les mesures publiques doivent être réglées.

Le Droit d'Estalon n'appartient qu'au Souverain par la disposition du Droit en la Loi *Modios*, *cod. de susceptibus prapost. & arcer. lib. 10. Vide L. Diurnos de frumento Alexandrino, lib. 11, cod.* Ainsi ce n'est que par la concession du Prince, ou pour mieux dire, ce n'est que par usurpation que les Seigneurs jouissent aujourd'hui de ce Droit.

Quoiqu'il en soit, l'usage est que les Seigneurs tiennent Estalons, & reglent les mesures dans leur détroit, à l'exclusion des Officiers Royaux. Voyez Guy-pape, question 490, où il dit qu'il le pratiquoit de même dans une Terre qui lui appartenoit: *Et ita etiam facio observari in villâ meâ Sancti Albani. Chop. de Doman. lib. 3, tit. 22, num. 2, & in marg.*

Sur quoi remarquez, 1°. Que le Droit de tenir & bailler Estalons, n'appartient qu'au Seigneur Haut-Justicier, à l'exclusion du moyen Justicier, lequel a seulement inspection sur les mesures données

par le Haut-Justicier ; Bouvot, tome 1, part. 3, *verb.* Seigneur en Justice moyenne & basse. Coutume de Tours, article 41.

2°. Que les Estalons ou mesures Seigneuriales doivent être marquées des armes du Seigneur Haut-Justicier ; pour éviter les fraudes & les alterations, Guy-pape, *loco cit.* Chopin, *ibid.*

Voyez Bacquet, des Droits de Justice, chapitre 27, nombre 19 ; Bouvot, tome 1, part. 3, quest. 1 ; Loyseau, des Seigneuries, chapitre 9, nombres 25 & suiv. Lhomm. en ses Maximes, livre 2, chapitre 34 ; Chopin, du Domaine, livre 3, titre 22, nomb. 1 & suiv.

E X P.

EXPLOITER LE FIEF DE SON VASSAL, est lorsque le Seigneur dominant ayant saisi le Fief de son Vassal, faute de foi & hommage ou autres devoirs non rendus, il en fait les fruits siens en pure perte du Vassal, jusqu'à ce qu'il ait fait cesser la saisie en rendant les devoirs féodaux. *Vide* Aveu, Hommage.

EXPONSE, est un acte par lequel on fait l'abandon d'un héritage au Seigneur direct, pour se dispenser de payer les

Droits Seigneuriaux, auxquels il est sujet. Voyez *suprà verb.* Déguerpissement.

EXPOSITION DE PART. *Vide sup.*
Enfans exposés.

E X T.

EXTRAIT DE BATARD, est le partage que font les Seigneurs Hauts-Justiciers entr'eux, selon l'étendue de leur détroit, des biens qui leur obviennent par Droit de Bâtardise. Cette expression est peu usitée.

F E A.

FÉAGE, est un ancien terme, qui signifie la même chose qu'inféodation. Voyez le Glossaire du Droit François, *verb.* Féage ; & d'Argentré, sur l'ancienne Coutume de Bretagne, article 59.

F E L.

FELONIE, est une action violente & injurieuse du Vassal envers son Seigneur, ou du Seigneur envers son Vassal, laquelle emporte commise ou perte du

Fief. servant, à l'égard du Vassal qui s'en rend coupable, & la perte de l'hommage & autres Droits Seigneuriaux, à l'égard du Seigneur qui tombe dans ce forfait.

Nous avons parlé de la Félonie sous le mot *Commise* : Ainsi, nous nous contenterons de faire ici quelques observations.

La première, que l'effet de la Félonie dure trente ans, c'est-à-dire, que le Seigneur est en droit pendant trente ans, de confisquer le Fief de son Vassal pour cause de sa Félonie. Voyez Dumoulin sur la Coutume de Paris, titre des Fiefs, §. 43, glose 1, *verbo*, qui dénie le Fief, nombre 51 ; pourvû néanmoins qu'après la Félonie commise, il n'ait pas reçu de son Vassal l'hommage & autres devoirs Seigneuriaux accoutumés, parce qu'en recevant les services ordinaires du Vassal, il est censé lui avoir pardonné son crime, à moins qu'il l'eût ignoré. *Clarus*, §. *feudum*, *quest.* 63 ; semblable au mari qui ayant connu sa femme depuis l'accusation d'adultère, est censé l'avoir pardonnée. Cette comparaison me paroît d'autant plus convenable, que le Seigneur & le Vassal sont regardés dans les livres des Fiefs, comme l'époux & l'épouse, *con-*

juges & confortes, lib. 3, Feudor. tit. 3.

La seconde, que le Vassal se rend coupable de Félonie, non-seulement quand il en vient au point de battre son Seigneur, ou les personnes qui le touchent de près; mais encore lorsqu'il fait des efforts pour cela, en sorte qu'il ne tient pas à lui qu'il n'exécute son dessein.

La troisième, que suivant le commun des Feudistes, la Félonie ne peut être prouvée que par cinq Témoins sans reproches. *Vide Guypape, quest. 180, Clar. §. Feudum, quest. 60, lib. 2, Feudor. tit. 57, cap. unico.* Ce qui doit être entendu de la Félonie en tant qu'elle emporte la commise du Fief, & non en tant qu'elle est un crime sujet aux peines ordinaires; car sous ce rapport, la Félonie peut être prouvée par deux Témoins sans reproche. Je crois même avec Dumoulin sur la Coutume de Paris, titre des Fiefs, §. 43, gloss. 1 in verb. qui dénie le Fief, nomb. 66, que deux Témoins irréprochables fussent pour prouver la Félonie, considérée sous le premier rapport, c'est-à-dire, comme une perfidie du Vassal envers son Seigneur. En effet, si dans l'usage le nombre de cinq Témoins étoit nécessaire pour prouver la Félonie, ce cri-

ne resteroit le plus souvent dans l'impunité, pour ne pouvoir être prouvé. Ainsi, quoiqu'en disent plusieurs scavans Feudistes, je soutiens avec Dumoulin, que le crime de Félonie doit rester dans le Droit Commun, & qu'étant prouvé par deux Témoin sans reproche, il emporte confiscation du Fief.

La quatrième, que la Félonie demeure couverte par la mort du Vassal qui l'a commise, lorsque le Seigneur ne s'en est point plaint pendant la vie dudit Vassal. *Clar. §. Feudum, quest. 65, argum. L. ult. cod. de revoc. donat. Myns. cent. 3. observ. 97, n. 2.*

La Félonie est pareillement couverte par le décès du Seigneur contre qui elle a été commise, lorsque la sachant, il est décédé sans s'en plaindre; Dumoulin sur la Coutume de Paris, titre des Fiefs, §. 43, glose 1, in verb. (quid dénie le Fief) *num. 52, argum. dista L. ult. cod. de revoc. donat. Jul. Clar. §. Feud. quest. 64, num. 1.* La raison est, parce que dans l'un & l'autre de ces deux cas, il est censé que le Seigneur a remis l'injure qu'il n'a pas entrepris de venger; d'ailleurs, la peine du commis étant odieuse, il convient plutôt de lui prescrire des bornes, que de lui donner une trop gran-

de étendue , *odia convenit restringi.* :

La cinquième , que le Fief tombé en commise par la Félonie du Vassal , retourne au Seigneur avec les charges & hypothèques contractées par le Vassal. *Argum. L. his solis cod. de revoc. donat.* Voyez Charondas , en ses Réponses , liv. 5 , chapitre 41 ; Loyseau , du Dégrevissement , livre 6 , chapitre 3 , nombres 11 & 12 ; Geraud , des Droits Seigneuriaux , liv. 1 , chapitre 6 , nombre 5 ; Brodeau sur M. Louet , lettre C , chap. 53.

La sixième , que le Seigneur par sa Félonie , perd le droit qu'il avoit sur le Fief servant , dans tous les cas où la Félonie du Vassal fait tomber son Fief en commise : *Quia equalis Fidei inter Dominum & Vassallum est relatio* ; excepté le cas du démenti donné en public , lequel n'emporte point perte du Fief à l'égard du Seigneur qui l'a donné à son Vassal ; Bacquet , des Droits de Justice , chapitre 11 , nombres 8 & 9. La raison est , parce qu'encore que le Seigneur & le Vassal soient appelés par les Feudistes *conjuges & consortes* ; néanmoins le Seigneur a la supériorité qui rend l'injure du démenti plus excusable en sa personne.

F E O.

F E O D A L, se dit du Seigneur de Fief & des Droits qui en dépendent, comme Retrait Féodal, Saisie Féodale. *Vide infra*, sous les mots : *Seigneur, Saisie, Retrait.*

F E U.

F E U R S, est un terme qui n'est gueres usité que dans la Coutume de Paris, où il signifie les frais exposés par le Seigneur, pour la culture des terres dont il jouit, par le moyen de la Saisie féodale. Voyez l'article 59 de ladite Coutume.

F I D.

F I D E L I T É, en matiere de Fiefs, signifie le serment par lequel les Vassaux promettent à leurs Seigneurs de leur être fideles & de les servir envers & contre tous.

Le serment de Fidelité a été long-tems en usage en France; mais nos Rois considérant qu'il entreprenoit en quelque maniere sur leur autorité souveraine, ils en ont sagement abrogé la pratique; de sorte

qu'aujourd'hui la foi & hommage que les Vassaux rendent à leurs Seigneurs, n'est point accompagnée de la prestation de serment. *Vide infra, verb. Foi, & verbo, Hommage.*

F I E.

FIEF, est un heritage tenu à foi & hommage, & à la charge de certains devoirs réglés par le titre d'inféodation, ou par la Coutume.

Dumoulin dans la Préface sur le titre des Fiefs, nombre 114, définit le Fief de cette maniere : *Feudum est benevola, libera, & perpetua concessio rei immobilis vel equipollentis, cum translatione utilis Domini, proprietate retenta, sub fidelitate & exhibitione servitiorum.*

M. Cujas le définit en ces termes : *Feudum est jus præstatio alieno in perpetuum utendi fruendi, quod pro beneficio Dominus dat, eâ lege ut qui accipit sibi fidem & militie munus aliudve servitium exhibeat.*

Les Feudistes donnent plusieurs autres différentes définitions du Fief ; mais elles ne sont pas applicables à l'usage de ce Royaume, suivant la remarque des Modernes.

Le terme de Fief, dérive, selon quel-

ques Auteurs à *facere*, à cause de l'alliance que le Seigneur & le Vassal contractent par l'acte d'inféodation; *sunt enim conjuges & consortes*, selon le langage des livres des Fiefs.

Quelques autres font descendre ce mot de celui de *Fide*, *sen Fidelitate*, à cause de la foi & hommage que le Vassal s'oblige de rendre au Seigneur lors de son investiture.

Comme cette question est plus curieuse qu'utile, nous ne nous arrêterons point à l'examiner. Ceux qui voudront satisfaire leur curiosité là-dessus, peuvent voir ce qu'en ont dit Obertus & Gerardus Niger, dans leurs compilations des livres des Fiefs, Salvaing, de l'usage des Fiefs, ch. II; Livoniere, en son Tr. des Fiefs, liv. I, ch. 2; Loyseau, des Seigneuries, ch. I.

L'origine des Fiefs est aussi incertaine que leur étymologie; car les uns prétendent qu'ils ont été inventés par les Lombards, sous prétexte que des Auteurs de cette Nation ont composé le livre des Fiefs; d'autres ont crû que les Fiefs devoient leur origine aux Italiens, lesquels les donnoient à leurs Soldats pour récompense militaire; d'autres enfin, comme Dumoulin sur la Coutume de Paris, titre I des Fiefs, à num. 1, usque ad num. 163.

Galand, dans son *Traité du Franc-Aleu*, chapitre 5, & *Julius Clarus*, §. *Feudum*, *quest.* 1, donnent avec assez de vraisemblance, l'honneur de cette invention aux François, lors de la conquête des Gaules.

Les Fiefs ne furent donnés dans leur commencement, que pour un certain tems réglé par le titre de concession, ou tout au plus pour la vie du Vassal, & ce ne fut que sous la seconde race que les Fiefs commencerent à être héréditaires & patrimoniaux.

La maniere dont on doit décider les questions qui se presentent sur cette matiere, est très-bien prescrite par M. Pocquet de Livoniere, en son *Traité des Fiefs*, livre 1, chapitre 1, après Dumoulin, en sa *Préface* sur le titre des Fiefs, nomb. 1.

Il y a de deux sortes de droits Féodaux; sçavoir, les droits Honorifiques, qui consistent dans la simple foi & hommage, sans aucun émolument, & les droits utiles qui consistent dans certains profits que les Seigneurs retirent des Fiefs dépendans de leur Seigneurie. Originaiement, on ne reconnoissoit que les droits de la premiere espece; mais dans la suite, les Seigneurs voyant que les

Fiefs étoient réduits à l'instar du patrimoine, ils se sont réservé des droits utiles sur les Fiefs dépendans d'eux, pour se dédommager de la perte causée par ce changement apporté à la premiere institution des Fiefs.

Sur quoi observez qu'encore que les Fiefs aient été réduits à l'instar du patrimoine, & par-là rendus heréditaires, il y a néanmoins toujours eu une grande différence entre les mâles & les femelles, pour ce qui concerne la succession des Fiefs en ligne collaterale; de maniere que dans presque toutes les Coutumes, les mâles excluent les femelles en pareil degré, de la succession des Fiefs, en ligne collaterale. La raison est, parce que les Fiefs ont été donnés au commencement pour récompense du service militaire, dont les femelles sont naturellement incapables; *lib. 1, Feud. tit. 1, §. hoc autem.* Voyez l'article 25 de la Coutume de Paris; Salvaing, de l'Usage des Fiefs, ch. 2, contre Despeisses, tome 3, titre 3, art. 2, n. 3.

Les grands Fiefs, ou Fiefs de dignité, comme Duchés, Marquisats & Comtés, sont réunis à la Couronne, lorsque la ligne masculine vient à manquer, suivant la disposition de l'Ordonnance de 1566,

& de celle de Blois, article 279, confirmée par l'Edit du mois de May 1711.

Cette réunion cesse néanmoins en deux cas, 1°. Lorsque par les Lettres d'érection, Sa Majesté déroge à ces Ordonnances. 2°. Lorsque le Parlement ordonne par l'Arrêt de registre des Lettres d'érection, que la ligne masculine venant à manquer, la dignité de nouvelle érection demeurera éteinte & supprimée, & que la Terre érigée en Fief de dignité, retournera à son ancien titre.

Les Feudistes comptent plusieurs sortes de Fiefs, qui ne sont plus connus en France. Tels sont les Fiefs qu'ils appellent, *Feudum de camerâ*, *Feudum de caneva*, *Feudum guardia*, *Feudum procurationis*. Fief masculin & Fief féminin, Fief Ecclesiastique & Fief Laïc, Fief ancien & Fief nouveau, Fief personnel, & Fief réel.

Voici les principales sortes de Fiefs reçus par les Coutumes de France.

FIEFS D'HONNEUR, sont ceux pour raison desquels il n'est dû au Seigneur que la bouche & les mains; c'est-à-dire, la foi & hommage uniquement, sans aucuns droits utiles. Tels sont les Fiefs des Lombards & ceux du Lionnois, de

la Bourgogne, de l'Auvergne, & de quelques autres Provinces. Ils sont ainsi appellés, parce que la concession qu'en fait le Seigneur est gratuite, & n'a pour objet que l'honneur.

FIEFS DE PROFIT, sont ceux pour lesquels il est dû au Seigneur, outre la foi & hommage, certains droits utiles, comme lods, quints, requints & rachats, en cas de vente & de mutation.

FIEFS DE DANGER, sont ceux qui obligent le nouvel Acquereur, ou l'heritier en ligne collaterale, de faire la foi & hommage, avant que d'en prendre possession, à peine de la commise. Cujas, sur le premier livre des Fiefs, titre 2, fait mention de cette espece de Fief en ces termes: *Hodie moribus Gallie receptum est, posse omnino jus feudi sine voluntate Domini à Vassallo cedi & vendi alteri; quâ ratione vulgò dicitur Feuda patrimonii jure censerì. Ceditur cum suâ causâ, nam emptor fidem & hominium debet, quod nisi profiteatur intra constituta tempora, Dominus fructus suos facit, vel quibusdam locis Feudum Domino aperitur, cujus generis Feudum dicitur, Fief de danger, quod ejus amittendi Vassallo periculum imminet, nisi maturè fidem & hominium exhibuerit.*

Les Fiefs de danger ne sont connus que dans quelques Coutumes de France, comme Bourgogne, Bar, Chaumont en Bassigny. Voyez Brodeau sur l'article 23 de la Coutume de Paris, nombre 10; le Procès-verbal de la Coutume de Troyes, sur l'art. 37; Salvaing, de l'Usage des Fiefs, ch. 3.

FIEFS DE DIGNITÉ, sont ceux auxquels est annexée quelque dignité, comme les Duchés, Comtés & Marquisats; on les appelle aussi *Fiefs Royaux*, parce que la concession en appartient au Roi seul, & que régulièrement, ils relevent du Roi ou de la Couronne.

Les Fiefs de dignité sont indivisibles de leur nature; c'est-à-dire, qu'ils appartiennent aux seuls aînés mâles, & ne peuvent être partagés, ni démembrés, si ce n'est par l'autorité Royale manifestée par Lettres Patentes dûment vérifiées; de manière qu'au défaut de mâles procréés en légitime mariage, ces Fiefs sont réunis à la Couronne.

Lorsque les Fiefs de dignité sont partagés (ce qui ne peut être que par une permission expresse du Prince,) il n'y a que l'aîné qui puisse prendre la qualité de Duc, Comte, &c. qui y est attachée.

On appelloit encore autrefois les Fiefs de dignité, *Fiefs nobles*, soit parce qu'ils annobliſſoient ceux qui les poſſedoient, ſoit à cauſe de la qualité qui leur étoit annexée.

Sur quoi remarquez que ſuivant la diſpoſition de l'Ordonnance de Blois, article 258, les Fiefs même de dignité ne peuvent point annoblir les Roturiers; Chop. de Doman. lib. 1, tit. 13, num. 16; la raiſon eſt parce que la nobleſſe du Fief eſt inherente au fonds: Ainſi, elle ne peut paſſer d'elle-même en la perſonne de l'Acquereur.

FIEFS SIMPLES, ſont ceux pour raiſon deſquels il eſt dû au Seigneur la foi & hommage, & certains profits féodaux, ſans aucuns devoirs perſonnels & militaires.

FIEFS-LIGES, ſont ceux pour leſquels les Vaſſaux doivent à leur Seigneur, non-ſeulement la foi & hommage; mais encore l'aſſiſtance envers & contre tous. C'eſt pourquoi le devoir de cette eſpece de Fief eſt mixte; c'eſt-à-dire, réel & perſonnel; ainſi, le Vaſſal-lige ne peut point, en renonçant à ſon Fief, ſe décharger de l'obligation qu'il a contractée lors de ſon inveſtiture: à la différence du Fief ſimple, lequel n'emportant qu'une

obligation réelle, n'oblige le Possesseur au devoir, que pendant qu'il en jouit.

C'est à l'occasion des Fiefs-liges qu'ont été mûës autrefois tant de questions au sujet de l'assistance que les Vassaux devoient à leurs Seigneurs en guerre, comme de sçavoir si l'obligation des Vassaux s'étend à assister leurs Seigneurs contre leurs propres peres ou freres, ou contre leurs autres Seigneurs; mais ces questions sont devenuës inutiles depuis que le Souverain a sagement retranché aux Seigneurs le droit de faire la guerre, comme étant un droit de Souveraineté; de sorte qu'aujourd'hui la difference du Fief simple & du Fief-lige n'est pas fort considerable, & les formules de la faction de l'hommage-lige doivent toujours excepter le Roi ou le Souverain, ainsi qu'il fut décidé aux Etats tenus à Tours, au mois de Mars 1468.

FIEFS CORPORELS, sont ceux qui consistent en heritages, terres & Domaines, & non en immeubles fictifs. Le grand nombre des Fiefs est de cette espece.

FIEFS INCORPORELS, sont ceux qui ne sont établis sur aucuns fonds ou heritages; mais qui consistent en cens & droits féodaux; ou en Offices & digni-

tés. Ces Fiefs s'appellent encore *Fiefs Bourfiers & Fiefs en l'air*. Ils ne sont gueres connus que dans les Coutumes d'Anjou, du Maine, de Chartres & de Normandie, & dans la Ville de Paris. Voyez Brodeau sur l'article 1 de la Coutume de Paris, nombre 19; Pocquet de Livoniere, dans son Traité des Fiefs, liv. 1, ch. 3.

FIEFS DE PLEJURE, sont ceux qui obligent les Vassaux de se rendre pleges & cautions de leur Seigneur; il y a encore quelques vestiges de cette sorte de Fiefs en Dauphiné, en Normandie, & dans la Bretagne; Salvaing de l'Usage des Fiefs, chapitre 73. Voyez Bouteillier en la somme rur. liv. 1, tit. 82, où il appelle le Possesseur de cette nature de Fiefs, *Homme de plejure*.

FIEFS RENDABLES, sont ceux à la concession desquels le Seigneur s'est réservé le pouvoir de s'en servir en cas de guerre, ou d'autre nécessité, selon la condition de l'investiture; Salvaing de l'usage des Fiefs, ch. 8.

On appelloit encore les Fiefs rendables *Fiefs de retraite*, parce que le Seigneur pouvoit se retirer dans les Fortereses de ses Vassaux, & y mettre garnison pendant la guerre. *Tu verò mihi hominum fa-*

ciens vice versa promissisti, quod quotiescumque mihi necessitas incubuerit, in eâdem me civitate recipias, dit Berthold, Duc de Bourgogne, dans la donation qu'il fit de la Ville de Vienne en faveur du Comte d'Albon. Mais le Seigneur étoit obligé de se retirer quarante jours après la guerre finie, & de laisser les Châteaux & Fortresses de ses Vassaux, au même état qu'il les avoit trouvés en s'y retirant.

L'usage des Fiefs rendables ou Fiefs de retraite, n'a jamais été bien fréquent dans les Provinces de France, si ce n'est en Dauphiné, & ils ont été entièrement abolis avec les guerres privées.

FIEF DE PAISSE, appelé par les Latins, *feudum procurationis*, est un Fief chargé d'un ou plusieurs repas annuellement envers une Communauté Ecclesiastique. D'autres disent envers le Seigneur & sa famille. Voyez Salvaing de l'Usage des Fiefs, Pocquet de Livoniere en son Traité des Fiefs, liv. 1, chap. 3, Hosteser. lib. 4, *Dissertationum Juris Canon. cap. 4 & 5*.

FIEF OUVERT, est celui pour lequel le Vassal n'a pas fait la foi & hommage à son Seigneur.

FIEF COUVERT, est au contraire celui pour lequel le Propriétaire a rendu
ses

les devoirs au Seigneur dont il relève.

FIEF DOMINANT, est celui à qui la foi & hommage est dû, c'est-à-dire, duquel relève un autre Fief. Le Fief dominant peut être servant par rapport à un autre Fief duquel il relève.

FIEF SERVANT, est celui qui doit la foi & hommage au Fief dominant. Il peut être dominant à l'égard d'un autre Fief qui relève de lui.

Lorsque le Fief dominant relève immédiatement du Roi, & que de ce Fief relèvent des Fiefs & des arriere-Fiefs, on lui donne le nom de *Fief suzerain*; mais s'il relève d'un autre, & que d'autres relèvent de lui, on l'appelle *Fief médiateur*, parce qu'il tient le milieu entre le suzerain dont il relève, & l'arriere-Fief qui relève de lui.

ARRIERE-FIEF, est celui qui relève directement du Fief dominant & médiatement du Seigneur suzerain, & de qui aucun autre Fief ne relève; c'est pourquoi l'Arriere-Fief est toujours Fief servant.

Si le Fief servant & le Fief dominant sont situés en différentes Coutumes, la forme en laquelle la foi & hommage doit être faite, se règle suivant la Coutume du Fief dominant; mais à l'égard du relief, rachat & autres profits féodaux, il faut

suivre la Coutume du Fief servant., Louet & Brodeau, let. C, chap. 49, & let. F, chap. 19. Lhommeau en ses Maximes, liv. 3, chap. 18. Ce qui doit être entendu du cas où cela n'est pas réglé par les conventions particulieres de la premiere investiture du Fief. *Vide Chopin Paris. lib. 1, tit. 2, n. 11*, parce que la Coutume ne peut point déroger à une Loi que le Seigneur & le Vassal se sont imposée lors de la premiere investiture.

FIEF EN L'AIR, est la même chose que le Fief incorporel. *Vide supr. verbo Fiefs incorporels.*

FIEFS ABONNÉS, sont ceux dont les profits féodaux & quelquefois l'hommage même, sont convertis en certaines redevances annuelles payables en deniers ou en grains. Voyez ce que nous en avons dit ci-dessus sous le mot *Abonnement de Fief*. On appelle encore quelquefois les Fief abonnés, *Fiefs appréciés*.

FIEFS ABREGÉS OU RESTRAINTS, sont ceux pour lesquels il n'est dû qu'un devoir annuel au Seigneur, sans hommage ni relief.

FIEF ET JUSTICE *n'ont rien de commun*. On entend par ce principe de la Jurisprudence Françoisse, que le Fief peut subsister sans Justice, & *vicissim*, & qu'il n'y

a point de conséquence nécessaire à tirer de l'un à l'autre, Bacquet des Droits de Justice, chap. 4, n. 3 & 4. Dumoulin sur la Coutume de Paris, art. 1, glos. 5, n. 44 & suiv. & art. 33, glos. 1, n. 105.

Il suit de cette maxime 1^{re}. Que s'il y a quelque Fief enclavé dans l'étendue d'une Justice, le Seigneur de ce Fief ne peut point prendre le nom de la Justice où son Fief est situé.

2^o. Que la concession d'un Fief auquel il y a Justice annexée, ne comprend point le droit de Justice; à moins que cela ne puisse s'induire des termes, dans lesquels le titre de concession est conçu. Voyez Bacquet des Droits de Justice, chap. 6, n. 1 & suiv. Dumoulin sur la Coutume de Paris, tit. des Fiefs, §. 1, glos. 5, n. 47. La raison est, *quia Feudum & Justitia se habent ut diversa & separata, sicut tenent Doctores de censu & dominio directo. Separationum autem natura est ut unum non includat aliud.*

Nota. Que cette maxime du Droit François n'est point observée dans les Coutumes d'Anjou & du Maine, où l'on tient au contraire que Fief & Justice sont la même chose, d'Argentré sur la Coutume de Bretagne, art. 87, n. 3. Dupineau sur l'art. 41 de la Coutume d'Anjou.

Il a été jugé par un Arrêt du Parlement de Paris, rendu en la troisième des Enquêtes, le 4 Avril 1716, que quoique le Possesseur d'un franc-aleu puisse refuser au Seigneur féodal de lui donner sa déclaration sous ce rapport, il est néanmoins tenu de la lui fournir sous le rapport de Seigneur Justicier; parce que le franc-aleu n'étant point exempt de la Justice, rien ne peut le dispenser de donner sa déclaration, comme quoi son aleu est situé dans le détroit d'un tel Justicier. Le sieur Fremin ancien Président des Trésoriers de France de Paris, & le sieur de la Porte d'Auillon, étoient Parties au Procès.

F L E.

FLEUVES. On distingue deux sortes de Fleuves, les navigables & les non navigables. Les premiers appartiennent au Roi, avec tout ce qu'ils renferment, comme Isles, Moulins, Ponts, Pêches, &c. Bacquet des Droits de Justice, chap. 30, n. 3, & suiv. Chop. *de Doman. lib. 1, tit. 15, n. 1.* Loyseau des Seigneurs. ch. 12, n. 120. Ferr. sur la quest. 514 de Guyp. „ Déclarons (dit l'article 41 du titre 27 de l'Ordonnance de 1669 portant règlement général pour les Eaux &

Forêts) la propriété de tous les Fleuves & Rivières portant bateaux de leur fonds, sans artifice & ouvrage des mains, dans notre Royaume & Terres de notre obéissance, faire partie du Domaine de notre Couronne, nonobstant tous titres & possessions contraires, &c."

Les Fleuves non navigables appartiennent aux Seigneurs Justiciers, dans les Terres desquels ils coulent; de maniere que si un Fleuve non navigable coule entre le territoire de deux Seigneurs, il est commun à l'un & à l'autre, & chacun d'eux en a la propriété de son côté jusqu'au fil de l'eau. La Roche des Droits Seigneur. chap. 17, art. 1. Coquille sur la Coutume de Nivernois, chap. 16, art. 1. Loyfel en ses Instit. Cout. liv. 2, tit. 2, art. 6. Boër. décis. 352, n. 4 & 5. Chop. de Doman. lib. 1, tit. 15, n. 6. Ferr. loco cit. & in quest. 577 Guyp. Loyseau des Seigneur. chap. 12, n. 120. Bouvot, tom. 1, part. 1, verb. Riviere, quest. un. Matth. sur ladite quest. 577 de Guyp.

Ubi nota. Qu'il y a des cas où des Particuliers peuvent avoir la propriété des Fleuves même navigables, comme il résulte de la Déclaration du mois d'Avril 1683 dont voici la disposition à cet égard :

» Confirmons en la propriété, possession
» & jouissance des Isles, Ilots, atterrisse-
» mens, droits de pêche, péages, passages,
» bacs, bateaux, ponts, Moulins & au-
» tres édifices & droits sur les Rivières
» navigables dans l'étendue de notre
» Royaume, tous les Propriétaires qui ap-
» porteront des titres de propriété auten-
» tique, faits avec les Rois nos prédeces-
» seurs, avant l'année 1566. Sçavoir,
» inféodations, contrats d'aliénation & en-
» gagemens, aveux & dénombremens qui
» nous auront été rendus. Et quant aux
» possesseurs qui rapporteront seulement
» des actes authentiques de possession com-
» mencée sans titre, avant le 1 Avril 1566
» & continuée sans trouble : Voulons
» qu'ils soient confirmés en leur possession ;
» à condition néanmoins de nous payer
» par forme de redevance foncière le ving-
» tième du revenu annuel. Et à l'égard
» des droits dont les détempteurs ne rap-
» porteront titres valables de propriété ou
» de possession, avant l'année 1566 : Vou-
» lons qu'ils soient réunis à notre Domai-
» ne, &c. «

Cette Déclaration veut donc que des Particuliers puissent jouir des Fleuves navigables, lorsqu'ils sont fondés en titres authentiques antérieurs à l'année 1566, ou

en possession dont le commencement remonte avant ladite année , pourvû qu'elle ait été continuée sans trouble.

On voit par ce que nous venons de dire que nous n'observons point la disposition du Droit Romain , suivant lequel les Fleuves sont mis au rang des choses communes : *Flumina autem omnia & portus publica sunt ; ideoque jus piscandi omnibus commune est in porta fluminibusque. §. Flumina , instit. de rerum divis. L. 1 , §. 3 , ff. de fluminibus.* Ce qui a fait dire à Ovide dans le troisiéme livre de ses Métamorphoses :

Quid prohibetis aquas ? Usus communis aquarum ,

Nec solem proprium natura , nec aëra fecit ;
Nec temues undas , &c.

Les Lacs & Etangs publics appartiennent également au Roi , & font partie du Domaine de sa Couronne , Chop. *de Doman. lib. 1 , tit. 15 , n. 3 & 4.* Et les Etangs & Lacs non navigables appartiennent aux Seigneurs Justiciers dans le territoire desquels ils sont situés. La Loi unique §. 3 , ff. *ut in Flum. publ. navig.* définit le Lac de cette maniere : *Lacus est , quod perpetuam habet aquam.* Ainsi les Lacs

qui tarissent en Eté , ne sont point de véritables Lacs ; ce sont plutôt des Etangs , à suivre la définition que le Jurisconsulte donne de l'Etang , §. 4, *dicta L. Stagnum est , quod temporalem continet aquam ibidem stagnantem.*

On a douté si les Ruisseaux appartiennent aux Seigneurs Justiciers : on trouve même des Auteurs qui ont décidé la négative. Néanmoins l'usage est que les Seigneurs Justiciers , ont le droit prohibitif de pêche sur les Ruisseaux qui coulent dans leur détroit , tout comme sur les Fleuves non navigables ; en effet il y a même raison pour les uns & pour les autres , *ubi autem eadem ratio , idem jus esse debet.*

Remarquez qu'un Fleuve pouvant être navigable en certains endroits , & non navigable en d'autres , il peut appartenir en même tems au Roi & aux Seigneurs Justiciers ; de manière qu'en ce cas les lieux navigables appartiendront au Roi , & ceux qui ne sont pas navigables appartiendront aux Seigneurs Justiciers ; comme il a été jugé au sujet de la Rivière de Loire , par les Arrêts rapportés par Henrys , tom. 2 , liv. 3 , quest. 5.

Les Fleuves navigables appartenans au Roi seul , & les non navigables aux Seigneurs Justiciers , ainsi que nous venons

de le dire; il s'ensuit que personne ne peut bâtir de Moulins sur lesdits Fleuves sans la permission du Roi ou des Seigneurs, Bacquet des Droits de Justice, chap. 30, n. 17. Bouvot, tom. 1, part. 1. *verb.* Riviere, *qu. un.* La Roche des Droits Seigneuriaux, chap. 17, art. 1, rapporte un Arrêt du Parlement de Toulouse de l'année 1585, rendu au profit de la Comtesse d'Allez, qui le jugea de même. Ferr. sur la quest. 577 de Guyp. Gregor. *in syntag. lib. 1, cap. 4 & 5.*

Les rivages & les ports des Fleuves navigables appartiennent au Roi, & les rivages des Fleuves non navigables aux Seigneurs Justiciers; parce que les Rivages & les ports n'étant que l'accessoire des Fleuves, ils doivent suivre le même sort. Bacquet des Droits de Justice, ch. 30, n. 4. Voyez l'article dernier du titre des Routes & Chemins Royaux &c. de l'Ordonnance des Eaux & Forêts. Despeis. des Droits Seigneur. tit. 5, art. 3, sect. 9, n. 7; il en est de même des isles & atterissemens qui se font dans lesdits Fleuves; contre la disposition du Droit Romain, qui donne les isles & atterissemens formés dans les Fleuves navigables, aux Propriétaires des heritages contigus, §. *insula, instit. de rer. divis. L. adeo §. 3, ff.*

de acquir. rer. Dom. L. 9, §. 4, ff. de usufr. & quemadm. & L. 1, §. 6, ff. de Flumin.

Ubi nota, qu'il faut faire une grande différence entre les atterrissemens formés dans les Fleuves, & les atterrissemens faits par les Fleuves sur quelqu'un de leurs bords. Au premier cas les atterrissemens appartiennent au Roi ou aux Seigneurs Justiciers, *pro qualitate Fluminum*; parce qu'alors étant renfermés & englobés dans le canal des Fleuves, ils ne peuvent appartenir qu'aux Propriétaires desdits Fleuves, dont ils sont une suite & une dépendance nécessaire. Au lieu qu'au second cas les atterrissemens appartiennent aux Propriétaires des heritages contigus. Ce qui me semble fondé sur deux raisons: La première, parce que les heritages voisins des Rivières, souffrant plusieurs incommodités de leur voisinage, il est raisonnable qu'ils justifient de l'avantage que leur procurent lesdits atterrissemens: *Ubi enim incommodum, ibi commodum esse debet, & ubi detrimentum, ibi emolumentum*. La seconde raison se prend de ce que ces atterrissemens n'étant point renfermés dans les Fleuves, mais au contraire distincts & séparés, il n'y a aucun inconvenient qu'ils n'appartiennent pas au même maître. Voy. Bacquet des Droits de Justice, chap. 30,

n. 8. Automm. *ad L. adeo*, §. 5, ff. de *acquir. rer. Dom.* Despeis. des Droits Seigneuriaux, tit. 5, art. 3, sect. 9, n. 10 & 11.

Les Propriétaires des heritages qui avoisinent les Fleuves, ne peuvent point détourner leur cours naturel, par quelque ouvrage fait de main ; encore qu'ils souffrent du dommage de leur proximité, *tot. tit. ff. de Fluminib. & L. 1, cod. de alluvionib.* Ils peuvent néanmoins munir les bords de leurs heritages contre l'impetuosité desdits Fleuves, *ripam suam adversus rapidi amnis impetum munire prohibitum non est*, dit la Loi 1, *cod. de alluvionib.* Pourvû que ce soit de la maniere marquée par l'art. dernier du titre des Routes & Chemins Royaux, Forêts & marche-pieds des Rivieres, de l'Ordonnance des Eaux & Forêts, qui enjoint aux Propriétaires des heritages, aboutissans aux Rivieres navigables, de laisser le long des bords, vingt-quatre pieds au moins de place en largeur pour chemin Royal & trait des chevaux, sans qu'ils puissent planter arbres, ni tenir clôtures ou hayes, plus près que trente pieds du côté que les bateaux se tirent, & dix pieds de l'autre bord, à peine de 500 liv. d'amende, confiscation des arbres, & d'être

les contrevenans contraints de réparer & remettre les chemins en état , à leurs frais :

A l'égard de la pêche qui se fait sur les Fleuves navigables & non navigables : Voyez *infra* , *verbo* Pêche..

F O L

F O I E T H O M M A G E , est la promesse de fidélité que le Vassal fait au Seigneur féodal , accompagnée de certaines formalités prescrites par les différentes Coutumes ; à raison de quoi le Vassal devient l'homme de son Seigneur. D'où vient que les Feudistes font dériver le mot d'Homage , de celui d'Homme. Voyez Dumoulin sur la Coutume de Paris , tit. des Fiefs , §. 1 , glos. 5 , n. 12 , & §. 3 , glos. 3 , n. 14 & suiv. Bouteiller en sa Somme Rurale, tit. 83.

Il y a plusieurs observations importantes à faire sur cette matière. La première , est que la prestation de foi & hommage doit être faite régulièrement dans le lieu Seigneurial , c'est-à-dire , au chef-lieu ou principal manoir , suivant la disposition de presque toutes les Coutumes de France & notamment de celle de Paris , art. 63 & 64. Mais s'il n'y a pas de principal manoir , le Vassal peut offrir de faire l'Hom-

mage où il rencontrera le Seigneur, même hors la Seigneurie, la Peyr. let. H, n. 34. *Intellige*, si le Seigneur n'a pas marqué de lieu pour recevoir les Hommages de ses Vassaux; car si le Seigneur a marqué un lieu pour recevoir ses Hommages, (ainsi qu'il peut le faire, pourvu que ce soit dans l'étendue de la Seigneurie,) les Vassaux sont tenus de faire l'Hommage audit lieu; encore qu'il y ait un principal manoir au Fief dominant. Dumoulin sur la Coutume de Paris, art. 63, n. 4 & suiv. du Pineau sur l'art. 46 de la Cout. d'Anjou.

Il faut donc tenir pour certain que le Vassal est tenu de faire la foi & hommage au principal manoir, ou au lieu que le Seigneur a marqué pour recevoir ses Hommages, & que ce n'est qu'au défaut de l'un & de l'autre que le Vassal peut faire offre de l'Hommage où il rencontrera le Seigneur. Voyez le Journal des Audiences, tom. 5, liv. 11, chap. 11. Dumoulin sur la Cout. de Paris, art. 63, n. 3, Bretonnier sur Henrys, tom. 1, liv. 3, quest. 1. Pocquet de Livoniere en son Traité des Fiefs, liv. 1, chap. 6, pag. 34, Guyp. quest. 164.

La seconde, qu'il y a deux sortes de foi & hommage, l'une qui est faite par

le Vassal à son Seigneur, pour raison du Fief qu'il tient de lui; & l'autre qui est faite par une Communauté d'Habitans à leur Seigneur, en considération de ce qu'ils habitent dans la Terre, sans qu'ils tiennent aucun heritage de lui. La prestation de foi de cette espee est assez rare, & ne peut être exigée sans un titre précis & formel, ou privilege particulier. Voyez Guyp. quest. 307 & *ibi*. Ferr. Geraud en son petit Traité des Droits Seigneur. liv. 1, ch. 5, n. 1. Despeis. des Droits Seigneuriaux tit. 3, art. 3, sect. 1; n. 1.

La 3^e. que la foi & hommage est dûë à chaque mutation, même en directe, soit qu'elle arrive de la part du Seigneur, ou de la part du Vassal : avec cette différence remarquable, que quand la mutation arrive de la part du Vassal le nouveau Vassal doit faire la foi & hommage dans quarante jours, à compter du jour de la mutation, sans en être interpellé, à peine de saisie féodale. Au lieu que quand la mutation arrive de la part du Seigneur, l'ancien Vassal n'est tenu de rendre la foi & hommage, que dans quarante jours, à compter du jour qu'il en a été requis par le Seigneur. La raison de cette différence se prend de ce qu'au premier cas, le Vassal est suffisamment interpellé par le décès de

son prédécesseur ; *qua ratio cessat in secundo casu, in quo Vassallus potest excusari ignorantia*. Voyez les articles 3 & 65 de la Coutume de Paris, & Chopin sur celle d'Anjou, liv. 2, tit. des fruits levés par le Seigneur pour la contumace du Vassal, n. 10, qui soutient que le nouveau Seigneur ne peut user de saisie féodale, qu'après avoir averti son Vassal de lui faire la foi & hommage.

La quatrième, que la prestation de foi & hommage, qui contient la promesse de servir le Seigneur envers & contre tous, doit toujours excepter la personne du Souverain ; ou pour mieux dire, la prestation d'Hommage ne peut être faite dans cette forme, qu'au seul Prince souverain, lequel on est obligé de servir contre tous autres, même contre ses plus proches ; *in omni sacramento fidelitatis, Imperator nominatim excipitur, cap. 55, de prohib. feud. alienat. per Eridericum, lib. 2 Feud. Vide Benedict. ad cap. Raynut. in verbo, & uxorem, decis. 3, n. 9. Clar. §. feudum, quest. 11, n. 1. Guyp. qu. 309. Rebuff. tract. de feud. n. 22.* D'où il suit qu'on ne connoît point maintenant d'autres Vassaux liges, que ceux qui possèdent des Fiefs relevans immédiatement du Roi, Dumoulin sur la Cout. de Paris, tit. des Fiefs, §. 1, glos. 5, n. 11.

La cinquième, que la foi & hommage doit être faite régulièrement par le Vassal en personne, Molin. *in consuet. Paris. tit. 1, §. 67, glos. 1, n. 1 & 3.* Papon en ses Arrêts, liv. 13, tit. 1, art. 19. Ferron. *in cons. Burdigal. lib. 2, tit. de feud. §. 1.* Voyez Chopin sur la Coutume d'Anjou, liv. 2, tit. 1, qui rapporte que le Roi d'Angleterre ayant envoyé son frere devers le Roi de France, pour lui faire Hommage du Duché d'Aquitaine, le Roi de France refusa de le recevoir. Néanmoins lorsque le Vassal a des excuses légitimes, le Seigneur est obligé de recevoir l'Hommage par Procureur fondé de procuration spéciale, ou de donner souffrance jusqu'à ce que l'excuse ait cessé. Dumoulin sur la Coutume de Paris, *loco cit.* Expil. en ses Arrêts, chap. 139. d'Argentré sur la Cout. de Bretagne, tit. des Fiefs, art. 332. La Coutume de Paris art. 67. Carondas en ses Pandectes, liv. 2, chap. 15. Chopin. *de Jurisd. Andeg. lib. 1, art. 7.* Louet, lettre F, sommaire 8.

Les Feudistes divisent les excuses du Vassal en personnelles & en réelles. Les excuses personnelles sont l'absence nécessaire du Vassal, son indisposition, l'exercice d'une Charge ou Office qui oblige à

résidence, comme sont les Charges des Officiers des Cours Souveraines, lesquels ne peuvent s'absenter que pendant les vacations, suivant l'article 129 de l'Ordonnance de 1539, & l'article 136 de l'Ordonnance de Blois, & autres causes qui mettent le Vassal dans une impuissance physique ou morale, de faire l'hommage en personne. Les excuses réelles se prennent de la difficulté des chemins, causée par les inondations, les guerres, ou la peste.

Coquille, sur la Coutume de Nivernois, titre des Fiefs, article 44, dit que le Vassal n'est point tenu de faire la foi & hommage en personne, lorsqu'il est Chevalier & le Seigneur féodal roturier, possédant le Fief par acquisition. Voyez l'article 367 de la Coutume de Bretagne.

La sixième, que les Religieux ou Religieuses, obligés à la clôture, peuvent faire la foi & hommage par Procureur ; Argentré, sur la Coutume de Bretagne, titre des Fiefs, article 332 ; Papon en ses Arrêts, titre 1, article 19 ; Dumoulin, sur la Coutume de Paris, titre des Fiefs, §. 67, glose 1, *in verbo*, (s'il n'est en personne) nombre 2 : Ainsi, on ne suit point en France, la disposition du chap-

tre unique, §. *verum de statu regularium* in 6°. qui permet à l'Abbesse ou Prieure, de sortir du Convent, pour rendre la foi & hommage.

Les Corps & Chapitres sont pareillement dispensés de faire la foi & hommage en personne, & il suffit qu'ils la fassent par leur Doyen, Abbé, Prieur ou Syndic, ou bien s'ils n'ont pas de Chef, par l'homme vivant & mourant. Voyez d'Argentré & Dumoulin, *locis cit.* & le Maître, en son Traité des Amortissemens, chapitres 6 & 8.

Quid des Titulaires des Bénéfices particuliers ayant Fief? Il y en a qui croient que les Titulaires desdits Bénéfices sont tenus de faire la foi & hommage en personne; Pocquet de Livoniere, en son Traité des Fiefs, livre 1, chapitre 6; il faut néanmoins tenir que lesdits Titulaires peuvent rendre la foi & hommage par Procureur. Voyez le Maître, en son Traité des Amortissemens, chapitre 8; Dumoulin, *loco cit.* & Papon, en ses Arrêts, titre 1, art. 19.

Quid des mineurs de vingt-cinq ans? Ils peuvent faire la foi & hommage par leurs Tuteurs ou Curateurs; Chopin sur la Coutume d'Anjou, livre 2, titre 2, nombre 1, ou bien le Seigneur qui re-

fuse de recevoir l'hommage du Tuteur, est tenu de donner souffrance jusqu'à la majorité de son Vassal, article 41 de la Coutume de Paris, §. *si minori, tū. si de Feudo defuncti content. lib. 2, Feudorum*. Mais si le Seigneur a reçu l'hommage du Tuteur, il ne pourra point obliger le Vassal parvenu à sa majorité, de lui réitérer la foi, suivant la doctrine de Dumoulin, sur ledit article de la Coutume de Paris, & la disposition de toutes les Coutumes de France, excepté Angoumois, article 28, & Poitou, article 117, où par un usage plein de rigueur, le Vassal devenu majeur, est obligé de réitérer l'hommage rendu par son Tuteur.

Quid de l'aîné ? Peut-il faire la foi & hommage tant pour lui que pour ses puînés ? Par la disposition de la Coutume d'Anjou, articles 232 & 233, l'aîné fait la foi pour ses puînés mâles, & par l'art. 35 de la Coutume de Paris, l'aîné rendant la foi & hommage en acquitte les filles puînées : Mais ces Coutumes doivent être renfermées dans leur territoire, & il faut tenir que l'aîné peut régulièrement faire la foi & hommage pour ses puînés, sans distinction de sexe, à moins que les Coutumes n'en disposent autrement.

La septième, que par la disposition du

Droit commun, le mari peut faire la foi & hommage pour les Fiefs de sa femme, par la seule qualité de mari, & sans aucune procuration spéciale pour cela; *quia est persona conjunctissima*. Chopin, sur la Coutume d'Anjou, livre 2, titre 2, nombre 1; la Coutume de Paris, article 36, & *ibi* les Commentateurs. Il est vrai qu'après le décès du mari, la femme est tenue de réitérer l'hommage de ses propres, article 39 de la Coutume de Paris, & *ibi Doctores*.

La huitième, que le Seigneur peut recevoir la foi & hommage par Procureur; Dumoulin, sur la Coutume de Paris, titre 1, §. 55, *gloss. 3 in verbo* (les Propriétaires) nombre 6; pourvu que le Procureur constitué par le Seigneur, soit d'une qualité proportionnée à celle du Vassal, suivant la Peyrere, lettre H, nombre 33. Voyez l'article 63 de la Coutume de Paris.

Ubi nota: Qu'il y a des Auteurs qui prétendent que lorsque le Seigneur commet un Procureur pour recevoir la foi & hommage en son nom, le Vassal peut de son côté en commettre un pour rendre ladite foi & hommage; par la raison que le Seigneur & le Vassal étant deux corrélatifs, ils doivent jouir de la même fa-

culté: Cela s'observe même dans quelques Coutumes de France, comme Reims, Châlons & Vermandois. Il faut néanmoins tenir qu'hors desdites Coutumes, le Vassal ne peut point rendre la foi & hommage par Procureur, à moins d'excuses légitimes, quoique le Seigneur ait commis Procureur pour recevoir ladite foi & hommage; parce qu'encore que le Seigneur & le Vassal soient deux correlatifs, *lato modo*, le Seigneur a néanmoins l'avantage de la supériorité; d'ailleurs, la prestation d'hommage a été introduite en faveur du Seigneur; ainsi, le privilège qu'a le Seigneur de commettre Procureur ne doit point être commun avec le Vassal, à moins qu'il n'ait des excuses légitimes.

La neuvième, que c'est au Propriétaire & non à l'Usufruitier du Fief servant, à faire la foi & hommage au Seigneur du Fief dominant, Dumoulin sur la Coutume de Paris, titre des Fiefs, §. 55, glose 2, *in verbo*, les Propriétaires, nombres 4 & 5; Chassanée, sur celle de Bourgogne, titre des Fiefs, *Rubr.* 3, *num.* 6; *Chop. Paris. lib.* 1, *tit.* 9, *num.* 18; Bacquet des Droits de Justice, ch. 12, n. 14.

D'où il suit, 1°. Que c'est à l'héritier

du mari à acquitter la douairiere de la foi & hommage, article 40 de la Coutume de Paris, & article 233 de la Coutume d'Anjou.

2°. Il y en a qui prétendent que la prestation d'hommage doit être faite par le Vendeur à faculté de rémeré, & non par l'Acquereur ; parce que la faculté qu'a le Vendeur, de rentrer dans son heritage, le fait toujours considerer comme Proprietaire. *L. qui actionem, ff. de divers. reg. jur.* Que si le Proprietaire refusoit ou négligeoit de faire la foi & hommage, l'Usufruitier ou Acquereur à faculté de rémeré, seroient reçus à le faire, pour couvrir le Fief ; c'est-à-dire, pour éviter la saisie féodale, dont le Seigneur dominant pourroit user, faute d'hommage non rendu. Mais il faut faire une grande difference entre un Usufruitier & un Acquereur à faculté ; car celui-ci *interim Dominus est*, & par conséquent, il est en droit de faire la foi & hommage, & la recevoir.

Le Commissaire même établi sur le Fief saisi réellement, faute d'hommage non rendu par le Proprietaire, peut faire la foi & hommage, pour obtenir mainlevée de la saisie-féodale, suivant la disposition de l'article 34 de la Coutume

de Paris. En un mot, tous ceux qui ont intérêt de prévenir ou de lever la saisie féodale, sont reçus à faire la foi & hommage par provision. Voyez l'article 40 de ladite Coutume ; Chopin, livre 2, titre 2, nombre 6 ; Pocquet de Livoniere en son Traité des Fiefs, livre 1, ch. 6.

Sur quoi remarquez que comme la foi & hommage doit être faite par le Propriétaire du Fief servant, elle doit aussi être faite au Propriétaire du Fief dominant, à l'exclusion de tout simple Usufruitier, Possesseur ou Détenteur, à quel titre que ce soit. La raison est, parce que les Droits honorifiques appartiennent au seul Propriétaire. Voyez Bacquet, des Droits de Justice, chap. 12, nombre 14 ; *Molin. in Consuet. Paris. tit. 1, §. 1, gloss. 1, num. 70*. C'est pourquoi, les Engagistes du Domaine du Roi, ne peuvent point exiger la foi & hommage dûë aux Fiefs qu'ils tiennent par engagement ; Chopin, du Domaine, livre 3, titre 19, nombres 1 & suiv. Bacquet, au lieu sus-allegué ; mais elle doit être faite au Roi ou aux Officiers de Sa Majesté préposés pour cela.

Il faut excepter de cette regle le mari, lequel, quoique simple Usufruitier de la

dot de la femme, peut néanmoins recevoir la foi & hommage des Vassaux de la femme. La raison de cette exception se prend de la conjonction intime du mari & de la femme, qui fait que les Loix regardent le mari comme le maître de la dot : *Dominus utilis dotis, L. doce ancillam, cod. de rei vindic.* D'ailleurs, le mari peut faire la foi & hommage pour les Fiefs de son épouse, *ut supra notatum*. Il peut donc la recevoir. Voyez d'Argentré, sur la Coutume de Bretagne, titre des Fiefs, article 339, nombre 1 ; & Rébuffle, *in proëm. const. reg. gloss. 5, n. 64*, qui rapporte un Arrêt du Parlement de Paris du 4. Juin 1515, qui jugea que le mari ne pouvoit pas recevoir l'hommage des Vassaux de sa femme, à moins qu'elle n'y consentît expressément ; mais cet Arrêt de vieille datte, ne doit point être tiré à conséquence, par les raisons que nous venons de relever.

La dixième, que si le Fief est possédé par plusieurs Vassaux par *indivis*, il suffit que l'un d'eux fasse la foi & hommage au nom de tous, selon Cujas, *lib. 4 Feudor. cap. 9*. Mais Dumoulin sur la Coutume de Paris, article 3, glose 4, nombres 25 & 39, enseigne que cela ne doit point avoir lieu, s'il n'y a des mineurs,

neurs, ou si la Coutume n'en fait aucune mention expresse ni tacite. Si au contraire le Fief servant est possédé par divis, chacun des Propriétaires est tenu indistinctement de faire la foi & hommage pour sa portion, à moins qu'en procédant au partage dudit Fief, l'un des co-Partageans eût retenu la foi & hommage avec les deux tiers du Fief; auquel cas le Possesseur des deux tiers doit seul faire la foi & hommage pour tout le Fief. Voyez *Fachin. lib. 7, cap. 54*; d'Argentré sur la Coutume de Bretagne, article 329, nombre 4; Carondas, en ses Observations, *verbo*, Fief; Despeisses, des Droits Seigneuriaux, titre. 2, article 3, section 1, nombre 6; Pocquet de Livoniere, en son Traité des Fiefs, livre 1, chapitre 6.

Pareillement, lorsque le Fief dominant est possédé par plusieurs Seigneurs, il suffit que le Vassal fasse la foi & hommage à l'un d'eux; *Molin. in consuetud. Paris. tit. 1, §. 3, gloss. 4, in verb.* Serment de Féauté, nombres 58 & 59; Carondas, en ses Pandectes, livre 2, chapitre 15; le Vassal peut même en ce cas, payer les Lods & Ventes, Rachat & autres Droits utiles, à un seul desdits Seigneurs, sauf le recours des autres contre

celui qui a reçu ; Dumoulin, *loco citato*, nombre 60.

La onzième, que si un Vassal possède plusieurs Fiefs relevans d'un même Seigneur, il est tenu de faire spécification du Fief pour lequel il fait l'hommage, comme il a été jugé par Arrêt du Parlement de Toulouse du 23 Octobre 1606, en faveur de la Dame Vicomtesse de Portes ; Despeisses, des Droits Seigneuriaux, titre 3, article 3, section 1, nomb. 9.

La douzième, que le Vassal ne peut jamais prescrire l'obligation de rendre la foi & hommage ; Duperrier, tome 2, p. 441 ; Carondas, en ses Réponses, livre 2, chapitre 18, ainsi qu'il a été jugé par plusieurs Arrêts de Toulouse & de Grenoble, rapportés par Despeisses, *loco cit. num. 11, argum. L. comperit, cod. de prescript. 30 vel 40 annor.* La raison est, parce que, comme dit Dumoulin en ses conseils, conseil 10, nombre 14 : *Contra proprios titulos nunquam potest aliqua temporis prescriptio inchoari, scriptura semper vigilat, semper loquitur, &c.* à moins que le Vassal ayant contesté la foi & hommage au Seigneur, eût resté trente ans, à *die contradictionis*, sans faire ladite foi & hommage. Voyez le Glossateur

de la Peyrere , lettre P , nombre 55.

La treizième, que pendant le débat ou contestation qui est entre deux Seigneurs, au sujet de la Seigneurie du Fief dominant, le Vassal ne doit faire la foi & hommage ni à l'un ni à l'autre, crainte de donner lieu à la commise par désaveu, en faisant la foi à celui qui succombera dans sa prétention; mais pour éviter la saisie féodale, il doit se faire recevoir par main souveraine, offrant de faire la foi & hommage à celui des deux qui obtiendra en Jugement, moyennant quoi, il doit obtenir main-levée des saisies faites à son préjudice, & jouir paisiblement de son Fief. Voyez l'article 60 de la Coutume de Paris, & *ibi*, les Commentateurs; le Maître en son Traité des Fiefs, chapitre 3; Louet, lettre F, chap. 3, qui rapporte un Arrêt du 19 Avril 1595, qui jugea qu'un même Fief pouvoit relever de deux divers Seigneurs, lorsque l'un & l'autre justifioient que l'hommage & autres devoirs féodaux leur avoient été rendus pendant longtemps. *Vide supra, verbo* Combat de Fief.

La quatorzième, que le Vassal doit observer dans sa faction d'hommage, les solemnités marquées par la Coutume

du lieu où le Fief dominant & le Fief servant sont situés: Ces solemnités sont, que le Vassal faisant hommage, doit se mettre à genoux, nuë tête, sans manteau, ceinture, épée, ni éperons. Voyez l'article 63 de la Coutume de Paris; Bouteiller, en la Somme Rurale, chapitre 82, qui dit que la maniere de faire l'hommage est, *que l'homme soit mis au net*, expression tout-à-fait énergique. *Molin. in consuet. Paris. tit. 1, §. 3, gloss. 2, num. 15*; la Coutume d'Anjou, art. 189; *Chop. de moribus Paris. lib. 1, tit. 2, num. 4*.

Sur quoi il faut observer que comme les solemnités de l'hommage, ne sont pas les mêmes dans toutes les Coutumes, il faut suivre dans la faction d'hommage, la disposition de la Coutume, où le Fief dominant est situé, parce que l'hommage se faisant en signe de la soumission que le Vassal doit avoir pour son Seigneur, il est raisonnable de suivre les solemnités prescrites par la Coutume du Fief dominant. Ce point n'est pas controversé.

La quinzième, que les Vassaux Ecclesiastiques ne sont point exempts de la prestation de foi & hommage; Bacquet, du Droit d'Amortissement, chapitre 55, nombre 3: *Argum. cap. nimis, de jure di-*

vino, extr. de jurejur. Benedict. in verbo, & uxorem, decis. 3, num. 22; ce qui n'est point contraire à la disposition du chapitre dernier, extra de regul. jur. où il est dit: Indignum est & à Romanâ Ecclesiâ alienum, ut pro spiritualibus quis facere hommagium compellatur, parce que les Prélats & autres Ecclesiastiques, font seulement hommage pour le temporel de leurs Bénéfices, & non pour le spirituel & la fonction de leurs Charges: car ce seroit une vraie simonie, cap. ex diligenti extr. de simoniâ, & ibi glossa. Voyez le Maître en son Traité des Régales, chapitres 1 & suiv. Il est vrai que les solemnités de l'hommage rendu par les Ecclesiastiques, diffèrent en un point de celles que les Vassaux laïcs doivent garder; car les Prélats & autres Ecclesiastiques font la foi & hommage, ayant la main sur la poitrine; au lieu que les Laïcs ont les mains jointes entre celles du Seigneur; ainsi que l'a observé Dumoulin, en son Traité des Droits & Privileges des Rois de France, privil. 10.

La seizième, qu'il y a plusieurs cas où le Vassal est dispensé de faire la foi & hommage: 1°. Lorsque par convention faite entre le Seigneur & le Vassal, la foi a été convertie en une redevance annuelle.

Voyez Chopin, sur la Coutume d'Anjou, livre 2, titre 1, nomb. 8, & *suprà*, verbo Abonnement de Fief. 2°. Si quelque Fief est dévolu au Roi par confiscation ou par quelque autre moyen, le Roi n'est point tenu d'en faire hommage au Seigneur dominant dudit Fief; parce que tous les Fiefs étant originairement mouvans du Roi, ils reprennent leur première nature & leur noblesse originaire, en revenant entre les mains du Roi; ainsi, bien loin que le Fief dévolu au Roi par quelque moyen de Droit, conserve la qualité de Fief servant, il devient au contraire Fief dominant, & supérieur en quelque sorte, par sa réunion à la source: D'ailleurs, il y auroit de l'indécence que le Roi, qui ne reconnoît point de Supérieur *in temporalibus*, fût obligé de donner un témoignage de soumission, que la prestation de foi renferme essentiellement. Voyez Bacquet, des Droits de Justice, chapitre 12, nombre 1; Galand, dans son Traité du Franc-aleu, pages 26 & suiv. Papon, en les Arrêts, livre 13, titre 1, article 12. *Chop. de moribus Paris. lib. 1, tit. 2, num. 8*; le Maître, Traité des Fiefs, chapitre 1; le Roi n'est pas même tenu de faire la foi & hommage par Procureur, parce qu'il en

résulteroit toujours un témoignage de subjection, qui ne peut se concilier avec l'autorité Souveraine & indépendante : *Quod enim quis per alium facit, per seipsum facere videtur.* Le Roi est donc seulement tenu de payer les lods & ventes, & autres droits utiles, au Seigneur du Fief réuni à son Domaine par confiscation ou autrement ; Galand, du Franc-aleu, chapitre 2. 3°. Lorsque le Vassal abandonne son Fief, il ne peut être obligé de rendre la foi & hommage qui est dûë pour raison dudit Fief, parce que l'hommage n'est point dû, *ratione persona, sed ratione Feudi*, Fachin. lib. 7, cap. 60 ; Benedict. ad cap. Raynuius in verbo Testamentum, num. 29 : Or, le Vassal peut quitter son Fief, même contre la volonté du Seigneur, à moins qu'en recevant ledit Fief, il se fût engagé expressément de ne le pouvoir abandonner. *Vide Benedict. loco cit.*

La dix-septième, qu'il est permis au Vassal de faire changer l'hommage des-honnête, honteux ou ridicule, en quelque prestation pécuniaire, ou autre devoir plus décent. Voyez Chopin sur la Coutume d'Anjou, livre 2., titre 3, nombre 6 ; M. d'Olive, livre 2, chapitre 1 ; Brodeau, sur la Cout. de Paris, article 37. nombre 12, & *sup. verb. Corvées.*

La dix-huitième, qu'à faute par le Vassal d'avoir fait la foi & hommage dans le délai prescrit par la Coutume, le Seigneur féodal peut saisir & mettre en sa main, le Fief mouvant de lui, & en faire les fruits siens en pure perte, à la charge néanmoins de l'exploiter en bon pere de famille ; c'est la disposition de l'article 1 de la Coutume de Paris, conforme à l'usage généralement observé en France. *Vide Gregor. in syntagm. lib. 6, cap. 16, num. 8.*

Sur quoi remarquez, 1°. Que le Seigneur ne peut saisir féodalement, qu'en vertu de la Sentence du Juge, *Molin. in consuet. Paris. tit. 1, §. 1, gloss. 4, num. 10 & sequent.* 2°. Que le Tuteur ou Curateur du Seigneur féodal, & même son Fondé de Procuration, peuvent saisir féodalement, par faute d'homme, droits & devoirs non faits & non payés, *Dumoulin, loco cit. gloss. 11, num. 72 & 73.* 3°. Que si après la saisie féodale, le Vassal offre de rendre la foi & hommage, le Seigneur ne peut refuser de la recevoir. Voyez Papon en ses Arrêts, livre 13, titre 1, article 20 ; & Boër. quest. 103 ; & en cas de refus, il doit être condamné à saisir le Vassal avec restitution de fruits depuis les offres. 4°. Que la saisie-

féodale est préférable à la saisie-réelle faite par les créanciers du Vassal, quoiqu'elle soit subséquente à la saisie-réelle, parce que le titre du Seigneur remontant à la première concession du Fief, il est plus ancien que celui des créanciers. *Qui autem prior est tempore, potior est jure.* Voyez Coquille sur la Coutume de Nivernois, titre des Fiefs, article 8; la Peyrere, lettre H, nombre 37, & lettre S, n. 23, *in not.*

FOI MENTIE, se dit du Vassal qui a manqué à la foi promise à son Seigneur. Ce terme n'est gueres usité aujourd'hui.

FOIRES ET MARCHÉS, sont les lieux publics destinés au commerce, en vertu de Lettres Patentes du Roi.

Le droit de Foires & Marchés étant plutôt Royal que Seigneurial (puisque n'y a que le Roi qui puisse accorder permission de tenir Foires & Marchés,) nous n'entrerons point dans le détail de cette matière; il nous suffira d'observer, 1°. Que les Seigneurs qui ont obtenu Lettres Patentes de Sa Majesté pour tenir Foires & Marchés dans leurs Terres, peuvent s'opposer à une nouvelle érection de Foire, qu'on voudroit faire trop près de leur Terre, sur-tout si c'étoit pour la tenir au

même jour. Voyez Chopin, sur l'article 43 de la Coutume d'Anjou, nombre 8 ; & Loyseau, des Seigneuries, chapitre 8, nombre 102. 2°. Qu'encore que les Seigneurs n'ayent pas droit de Foires & Marchés, ils peuvent néanmoins lever le profit des loyers des Places publiques où l'on tient les Foires ; & tenir des Halles pour l'étalage des Marchandises ; Bacquet, des Droits de Justice, chapitre 31, nombre 3. Ceux qui voudront s'instruire plus particulièrement des Foires & de leurs privilèges, n'ont qu'à voir M. le Bret, en son Traité de la Souveraineté, livre 4, chapitre 14 & 15 ; Brodeau sur Louet, lettre F, chapitre 11 ; le Journal des Audiences, tome 3, livre 1, chapitre 42, & livre 7, chapitre 6 ; Mornac, in *L. ult. cod. de Jurisd. omni. judic.* Papon, livre 10, titre 7 ; Bacquet & Chopin, *locis cit.*

F O N.

FONCTIER, se dit du Seigneur Censier, à cause de la Seigneurie directe du fonds qu'il a donné à cens.

FONDS DE TERRE. Ce terme signifie la rente foncière, dans la Coutume de Paris.

F O R.

FOR-MARIAGE, est un droit qui appartient au Seigneur en certains endroits, lorsqu'un homme de condition servile se marie avec une femme franche, ou domiciliée dans une Seigneurie différente, & *vice versa*. Ce Droit n'est connu que dans quelques Coutumes de France, comme Troyes, article 78 ; Nivernois, articles 22 & 23 ; Meaux, article 5 ; & il emporte le tiers des biens, meubles & immeubles, situés dans la Justice du Seigneur, à qui ce Droit appartient, & quelquefois même une amende, qui est réglée par les Coutumes. Voyez le Glossaire du Droit François, *verbo* For-mariage ; M. d'Olive, en ses Questions notables, livre 2, ch. 9, *circa medium*. Bacquet, du Droit d'Aubaine, part. I, n. 10.

FORTERESSES, sont des Maisons fortes, munies de fossés, pont-levis, tours, & autres semblables fortifications.

Le Vassal ni le Censitaire ne peuvent point bâtir Fortereses, sans la permission de leur Seigneur, comme il a été jugé par les Arrêts du Parlement de Paris, rapportés par Louet & Brodeau, lettre F, som-

naire 14, & par les Arrêts du Parlement de Bordeaux, recueillis par Boyer, décision 320, nombres 6 & 7. Voyez Autonne *ad L. 3, ff. de operib. public. Chop. de Jurisdic. Andeg. lib. 1, tit. 3, art. 42, num. 15, & de privileg. rustic. lib. 3, part. 2, cap. 12.* La Roche, des Droits Seigneuriaux, chapitre 27, article 6; le Président Faber en son code, livre 4, titre dernier, définition dernière; Papon, en ses Arrêts, livre 6, titre 10, article 1.

Sur quoi remarquez, 1^o. Que le Droit de Forteresse, n'est pas tellement une prérogative de la haute Justice, qu'il ne puisse bien appartenir au Seigneur direct & autres Seigneurs médiocres, à l'exclusion des moindres Seigneurs; Loyseau, des Seigneuries, chapitre 8, nombres 98 & 99.

2^o. Que le Seigneur est en droit de faire démolir les Forteresses de ses Vassaux, encore qu'il les ait souffertes pendant l'espace de trente ou quarante années, Despeisses, des Droits Seigneuriaux, titre 6, section 4, nombre 2. La raison est, parce qu'on ne peut point prescrire une prérogative, qui est contraire au bien public. Voyez Despeisses & Loyseau, *locis cit.* & le Glossateur de la Peyrere, lettre I, nomb. 84.

3°. Que les Seigneurs peuvent contraindre leurs Vassaux & Justiciables, à aider aux fortifications qu'ils sont obligés de faire à leurs Maisons ou Châteaux, ainsi qu'il a été jugé par Arrêt du Parlement de Toulouse, rapporté par la Roche, des Droits Seigneuriaux, chap. 27, art. 4.

4°. Que le Seigneur peut faire démolir la maison forte du Vassal, encore qu'elle ait passé par décret, sans opposition de la part du Seigneur, parce que le décret se donne toujours à la charge des Droits Seigneuriaux. *Vide Mornac, ad L. 15, §. Item si ff. de rei vindicat.* qui rapporte un Arrêt du Parlement de Paris, rendu en la Seconde des Enquêtes le 16 May 1615, après avoir consulté les Chambres, qui le jugea de même: *Tandemque cò constitit Senatusconsulti auctoritas, ut Vassallus & fossas murales complere & pontem versatilem solvere, atque excisis deinceps propugnaculis omnibus, habitare damnatus sit.*

5°. Qu'il est permis aux Vassaux, en tems de guerre, de fortifier leurs maisons de quelques palissades & fossés même contre la volonté du Seigneur, sous deux conditions. La premiere, que ces fortifications se fassent sans aucune marque Sei-

gneuriale, & la seconde, que le Vassal les démolisse après que la guerre a pris fin. Voyez la Roche, des Droits Seigneuriaux, chap. 27, art. 2.

F O S.

Fossés, en matiere Seigneuriale, sont une des fortifications de la maison forte.

Le Seigneur ne peut point empêcher le Vassal de faire des fossés autour de sa maison ou Château, lorsqu'il en a obtenu Lettres Patentes du Roi; ainsi qu'il a été jugé par deux Arrêts remarquables du Parlement de Paris, l'un de l'année 1573, & l'autre de l'année 1566; le Prestre, centurie 2, chapitre 46; Carondas, en ses Réponses, livre 9, chapitre 21; Chopin sur la Coutume d'Anjou, livre 1, titre 3, article 42, nombre 15, à moins que le Seigneur n'ait un titre prohibitif, auquel cas, le Vassal ne peut point faire de fossés autour de sa maison contre la volonté de son Seigneur, encore qu'il en ait obtenu permission du Roi. La raison est, parce que les Lettres Patentes du Roi, s'expedient toujours à la charge du Droit d'autrui: *Salvo jure alieno*. Mais si le Seigneur a une fois consenti que

son Vassal munit la maison de fossés ou autres fortifications, il ne pourra point, ni ses successeurs, en demander la démolition ; le Prestre, centurie 2, chapitre 46 ; la raison est, parce que le Seigneur est censé avoir renoncé à son droit, par le consentement qu'il a donné.

F O U.

FOUAGE, est une reñte personnelle qui est due au Seigneur, en certains endroits, sur chaque Chef de famille tenant feu. Ce Droit est appelé *fumarium tributum* par quelques Auteurs, *erat quoque fumarium, per singulos focos tributum impositum*, dit M. d'Olive, en ses Questions notables, livre 2, chapitre 9, colonne 2.

Le Seigneur ne peut prétendre le Droit de Fouage, à moins qu'il n'ait un titre précis, ou qu'il soit fondé en possession immémoriale, comme il a été jugé par Arrêt du Parlement de Bordeaux du 6 Septembre 1704, rapporté par la Peyrere, lettre F, nombre 62 ; la raison est, parce que c'est un Droit odieux : Ainsi, il n'est point naturellement inherent à l'Emphytéose. C'est aussi pour cette raison, que les arrerages n'en peuvent être demandés.

que depuis cinq années; la Roche, en son Traité des Droits Seigneuriaux, chapitre du Droit de Fouage, article 2.

Le Droit de Fouage est tellement dû par chaque Chef de famille tenant feu, que s'il y a plusieurs Chefs de famille qui vivent séparément sous un même toit, chaque Chef de maison doit le Droit de Fouage, au lieu que si plusieurs familles tiennent un seul feu vif & vivent ensemble, il n'est dû au Seigneur qu'un seul Droit de Fouage; Geraud, en son Traité des Droits Seigneuriaux, livre 2, ch. 7, nomb. 7.

FOUR BANAL, est celui auquel les Sujets du Seigneur Bannier, sont obligés d'aller cuire leur pain.

La Bannalité du Four est de pure faculté: Ainsi, le Seigneur qui ne trouve pas son profit à chauffer le Four bannal, peut abandonner son droit de Bannalité, & permettre à ses Sujets de cuire leur pain où bon leur semblera: *Aliàs quod in favorem Domini introductum est, in odium ejus retorqueretur*. Voyez Chopin, sur la Coutume d'Anjou, article 23, nombre 6; la Peyrere, lettre F, nombre 61; Pocquet de Livoniere, en son Traité des Fiefs, livre 6, chapitre 6, §. 1, & *supr. verb.* Bannalité.

FOURCHES PATIBULAIRES, sont des colonnes avec des traverses, où les Condamnés à la corde, sont attachés pour être étranglés, ou exposés après avoir été suppliciés.

Il n'y a que les Seigneurs qui ont *ius gladii*, c'est-à-dire, Droit de condamner les criminels à la mort, qui puissent avoir Fourches Patibulaires: Ainsi, les Moyens & Bas Justiciers n'ont point ce Droit-là.

Cette marque de la haute Justice, est différente, selon la qualité du Seigneur; car les uns n'ont droit d'avoir Fourches Patibulaires qu'à deux piliers, d'autres à trois, d'autres à six, & d'autres jusqu'à huit, comme les Ducs, ce qui dépend des différentes Coutumes. Voyez Loyseau, des Seigneuries, chapitre 4, nombres 67 & suiv. la Roche, des Droits Seigneux, chap. 31, art. 1 & 2.

Les Fourches Patibulaires venant à tomber, le Seigneur doit les faire relever dans l'an & jour, après lequel il ne pourra les faire relever sans Lettres de Chancellerie, qui doivent être enregistrées au Baillage Royal du consentement du Procureur du Roi; Chopin, sur la Coutume d'Anjou, livre 1, chapitre 39, nombre 3; la Peyrere, lettre

F, nombre 62, à moins qu'après l'an & jour de la chute des Fourches Patibulaires, il arrive que quelque Criminel soit condamné au dernier supplice : car en ce cas, le Seigneur peut les faire relever, sans recourir à l'autorité du Prince ; la Peyrere, & son Apostillateur, *ibid.* Mais l'exécution faite, elles doivent être abbaissées ; Bacquet, des Droits de Justice, ch. 9, n. 10 & suiv.

Les Seigneurs même Hauts-Justiciers ne peuvent faire élever de Fourches Patibulaires dans leurs Terres, s'ils ne sont fondés en titres de concession en bonne forme, ou au moins en possession immémoriale ; la raison est, parce que le Droit de Glaive & les signes qui servent à le marquer étant une prérogative de la Souveraineté, ils ne peuvent appartenir aux Seigneurs particuliers que par la libéralité du Souverain.

FOURNAGE. Ce terme signifie en quelques endroits, le Droit de Fouage, dont nous avons parlé ci-dessus, & dans d'autres, il signifie la Bannalité du Four.

F R A.

FRANC-ALÉU, est un heritage libre & exempt de tous Droits & devoirs

Seigneuriaux. *Vide supra, verbo Aleu.*

FRANCS-FIEFS, sont tous heritages nobles, qui, par les Loix du Royaume, ne peuvent être possédés que par les personnes franches, c'est-à-dire, nobles & en cette qualité libres & exemptes de toutes charges & impositions auxquelles les roturiers sont sujets.

Les Fiefs ayant été réduits à l'instar du patrimoine, il fut permis à toutes sortes de personnes d'en acquérir pour de l'argent ; mais comme l'on s'apperçut que les Roturiers devenoient maîtres de presque tous les Fiefs & heritages nobles, il fut nécessaire de trouver quelque moyen pour mettre un frein à leur ambition. C'est pourquoi les Loix du Royaume les déclarerent incapables de posséder des Fiefs, à moins qu'ils ne payassent au Roi une certaine finance, qu'on appella droit de Francs-Fiefs.

Il n'y a donc aujourd'hui que les nobles de race ou par le bénéfice du Prince, qui soient exempts du droit de Francs-Fiefs ; les Professions même les plus illustres, comme sont celles d'Avocat, Médecin, Professeur en Droit Civil ou Canonique, & autres semblables n'exemptent point de ce droit, Bacquet en son Traité du Droit des Francs-Fiefs, chap. 3, n. 3, & chap. 8, n. 3.

L'Usufruitier roturier, à quel titre qu'il jouisse, est tenu de payer le droit de Francs-Fiefs, pour les heritages nobles dont il jouit, Bacquet, *loco cit.* ch. 9.

Lorsqu'une personne noble retraits le Fief acquis par un roturier, il n'est point obligé de lui rembourser les droits de Francs-Fiefs qu'il a payés, Mornac *ad L. 21, §. cum per venditorem, ff. de act. empt. & vendit.*

On remonte communément l'origine des Francs-Fiefs, au regne de Philippe III. & de Philippe le Bel.

On peut voir sur cette matiere Bacquet au Traité qu'il en fait, M. le Bret de la Souveraineté, liv. 4, chap. 11. Le Traité de Jarry, des amortissemens, nouveaux acquêts & Francs - Fiefs ; Despeis. des Droits Seigneuriaux, tit. 3, art. 2, n. 4 & suiv. & entre plusieurs Arrêts du Conseil, celui du 21 Janvier 1738.

FRARESCHE ou **FRESCHÉ**. On entend par ces termes dans les Provinces d'Anjou & du Maine, la rente solidaire dûë par plusieurs co-heritiers, qu'on appelle pour cette raison *Frescheurs* ou *co-Frescheurs*. Voyez Bretonnier sur Henrys tom. 2, liv. 3, quest. 28. Pocquet de Livoniere, en son Traité des Fiefs, liv. 6, chap. 1, sect. 3. Du Pineau sur l'art. 470

de la Coutume d'Anjou , & ce que nous
avons dit *supr. verbo* Cens.

G A G.

G A G N A G E S. Ce terme signifie en
matiere de droits Seigneuriaux , les
fruits pendans par les racines , que le Sei-
gneur fait siens , par faute d'homme ;
droits & devoirs non faits & non payés.
» Et si le Vassal (dit la Coutume de Pa-
» ris, art. 59,) avoit baillé son Fief à rente
» sans démission de foi , le Seigneur le met
» en sa main , par faute d'homme , droits
» & devoirs non faits ; s'il y a des terres
» emblavées , ledit Seigneur peut , si bon
» lui semble , prendre les Gagnages de la-
» dite Terre , en rendant les feurs , labours
» & semences &c. “ Voyez d'Argentré
sur la Coutume de Bretagne , art. 381 ,
& Loyfel , liv. 4 , tit. 1 , art. 1.

G A R.

G A R D E S E I G N E U R I A L E , est un
droit qui donne au Seigneur féodal la
jouissance des Fiefs qui relevent immédia-
tement de lui , pendant que ses Vassaux
sont en bas âge , sans qu'il soit tenu pour

cela de les nourrir ni entretenir ; mais seulement de conserver lesdits Fiefs en leur entier, & d'acquitter les rentes foncières & autres charges marquées par les Coutumes. On croit néanmoins que si lesdits Vassaux ne possédoient que des Fiefs, pour lors le Seigneur seroit obligé de les nourrir & entretenir selon leur état & facultés, ou bien de renoncer à son droit. Voyez Basnage sur la Coutume de Normandie, art. 127, 215 & suiv.

Nota. Que nonobstant la Garde Seigneuriale on donne des Tuteurs aux Vassaux mineurs, pour veiller sur leurs personnes & pour la conservation de leurs autres biens. Ce droit n'est connu qu'en Normandie. Voyez Berault sur cette Coutume, art. 223.

GARENNE, est un Bois destiné à tenir des lapins. Il n'est point permis d'avoir Garenne sans la permission du Seigneur, Mornac *ad L.* 65, *ff. de usufr.* & *ad L.* 26, *ff. de usur.* Il y en a même qui désirent le consentement des voisins, à cause du grand dommage que les lapins ont coutume de causer dans les champs. *Contrà* Loyseau, des Seigneuries, chap. 12, n. 132, où il dit que tout Noble peut avoir Garenne, pourvû qu'il ait assez de Terres pour nourrir les lapins. Mais

cette décision ne doit point être suivie dans l'usage ; puisque l'Ordonnance des Eaux & Forêts , tit. des Chasses , art. 19 , défend même aux Seigneurs Justiciers de faire des Garennes , s'ils n'en ont le droit par leurs aveux & dénombremens , possessions & autres titres.

Il est permis aux voisins des Garennes de tuer les lapins qu'ils trouvent dans leurs champs , Ferr. sur la quest. 228 de Guyp. Chop. sur la Coutume d'Anjou , liv. 1 , chap. 32 , n. 4. Je crois néanmoins qu'il seroit plus prudent de se plaindre du dommage causé , & de demander que les Garennes fussent réduites à la forme & à l'espace marqués par la Coutume. Voy. la Roche des Droits Seigneuriaux , chap. 28 , art. 5 , qui rapporte un Arrêt du Parlement de Toulouse , par lequel M. Benoît Conseiller audit Parlement fut condamné de payer à M^c. Augier Ferrier Médecin , la quantité de dix-huit septiers froment & trois septiers seigle , pour le dommage causé dans les champs dudit Ferrier , par les lapins de la Garenne dudit sieur Benoît.

Voyez Papon , liv. 13 , tit. 2 , art. 32. Salvaing de l'usage des Fiefs , chap. 62. Chop. *Andeg. lib. 1 , cap. 32 , n. 4.* Pocquet de Livoniere , en son Traité des

Fiefs, liv. 6, chap. 8, §. 1, & dans les Remarques sur M. Dupineau, art. 32. Mornac *ad L. 65, ff. de usufr. & quemadmodum*. La Peyr. let. G, n. 20 & 21. La Roche des Droits Seigneuriaux, chap. 27, art. 5.

G E N.

GENS DE MAIN-MORTE, sont les Eglises, Chapitres, Colleges & autres Corps & Communautés Ecclesiastiques ou Laïques; ainsi appellés *per antiphrasim*; parce qu'ils ne meurent jamais: *Mortuam manum solent vocare Ecclesiam, Civitatem, aut Collegium, vel aliud quodcumque Corpus, sive Seculare sive Ecclesiasticum, bonorum capax; quod ideò manus mortua nuncupatur, quòd sicut semel mortuus amplius non moritur, ita hujusmodi Corpus non moritur nec mutatur, & licet omnes persone ex quibus consistit moriantur & mutantur, idem semper permanet.* Dumoulin sur la Coutume de Paris, art. 51, Bacquet des francs-Fiefs, ch. 3, n. 9.

Dans les premiers tems, les Ecclesiastiques possedans Fiefs, étoient obligés personnellement au Service Militaire; mais comme l'exercice des armes ne convenoit point à une profession si sainte, ils en

en furent affranchis, à condition de payer au Roi une certaine finance qu'on appella Droit d'amortissement, & au Seigneur le droit d'indemnité. De sorte qu'aujourd'hui les Ecclesiastiques & autres Gens de main-morte sont capables de posséder toutes sortes d'heritages féodaux, nobles ou roturiers, moyennant l'acquiescement desdites finances.

Comme nous avons parlé ailleurs du droit d'amortissement, nous n'en dirons rien plus ici; & à l'égard du droit qui est dû au Seigneur par les Gens de main-morte, nous en parlerons sous le mot *Indemnité*.

G L A.

GLAIVE. Le droit de Glaive n'appartient qu'aux Juges Royaux & à ceux des Seigneurs Hauts - Justiciers. *Vide supr. verbo* droit de Glaive.

GLEBE. Ce terme signifie un fonds ou heritage auquel les Serfs de main-morte sont tellement attachés, qu'ils ne peuvent transporter leur domicile ailleurs, sans la permission de leur Seigneur.

Il y a deux sortes de Serfs de main-morte, les uns le sont par la naissance, & les autres ne le sont qu'à cause de la Glebe qu'ils possèdent; ces derniers peuvent de-

venir libres par l'abandon des heritages qu'ils possèdent ; *secus* des premiers qui peuvent être poursuivis partout pour le payement de la Taille qu'ils doivent à leur Seigneur, c'est pourquoi ils sont appelés *Gens de poursuite*.

G U E.

GUET ET GARDE, est un droit qui oblige ceux qui y sont sujets, à faire la garde autour du Château du Seigneur, ou à lui payer, au lieu de la garde, une certaine redevance en argent ou en bled.

Il faut un titre précis ou au moins la possession immémoriale, pour pouvoir exiger ce droit-là, Ferr. sur la quest. 9 de Guyp. La Roche des Droits Seigneuriaux chap. 27, art. 2. Voyez la Peyr. lett. G, n. 26.

Le droit de Guet & de Garde ne peut être cédé ni vendu, sans vendre le Château pour raison duquel il est dû, Boër. décis. 212. Mornac *ad L. penult. ff. de pras. verb.* La raison est, parce que si ce droit étoit cessible & pouvoit être séparé du Château, les Sujets pourroient être contraints d'aller plus loin faire la garde, ce qui seroit une surcharge. Voyez Papon en ses Arrêts, liv. 13, tit. 5, art. 4. Gre-

gor. in *syntag. lib. 6 , cap. 3.* Je crois néanmoins que si par convention faite entre le Seigneur & le Sujet , le droit de Garde a été changé en une certaine redevance payable en argent ou en grains , pour lors le Seigneur pourra aliéner ledit droit , tout comme une rente fonciere , parce qu'en ce cas il n'y a point de surcharge.

Le droit de Garde est réel , ainsi la qualité de noble n'en dispense point , comme il a été jugé par Arrêt du Parlement de Bordeaux , dans la Cause des sieurs de Strasbourg & de Saint-Martin. La Peyr. let. G , n. 23 in not. *Contrà Mornac loco citato.*

Lorsque le Château a été rasé ou démoli , les Sujets ne peuvent être contraints à y faire la Garde. Il est vrai que si le Seigneur vient à relever son Château , ou s'il en bâtit un autre près d'icelui , l'obligation de faire la Garde renaîtra. *Postremo non debentur excubia arce diruta , nisi refecta sit in eodem loco , vel alio non ita longinquo* , dit Mornac , *ad L. si operas , ff. de pref. verb.* Voyez la Roche des Droits Seigneur. chap. 27 , art. 8 , Autom. *ad tit. de offic. pref. Vigil. & Ferr.* sur la quest. 9 de Guypape.

Ubi nota 1º. Que si le droit de Garde

Qij

été changé en un devoir annuel consistant en argent ou en bled , il sera dû , encore que le Château pour raison duquel il avoit été originairement établi , ne soit pas relevé ; parce que depuis que ce droit a été abonné , il est plutôt dû *ratione Domini quàm ratione castri*.

2°. Que ce droit est dû en tems de guerre & en tems de paix indifféremment , lorsqu'il consiste dans un certain tribut annuel payable par les Sujets à leur Seigneur , ainsi qu'il a été jugé par Arrêt du Parlement de Paris du 22 Avril 1528 recueilli par Rebuf. *tract. de sentent. provis. n. 98. Ferr. ad quest. 9 Guyp.* Au lieu que s'il s'agit de ce droit selon sa qualité originaire , il n'est dû qu'en tems de guerre , parce qu'il seroit inutile de contraindre les Sujets de faire la Garde , dans un tems où il n'y a rien à craindre , Ferr. *loco cit.*

3°. Qu'il y a des personnes qui sont naturellement exemptes de ce droit , comme les orphelins qui sont au-dessous de l'âge de dix - huit ans , & ceux qui ne payent que cinq sols de Taille, Voyez la Peyr. let. G , n. 23.

4°. Que ce droit n'est dû que par ceux qui ont leur domicile dans les dépendances du Château , pour raison duquel ledit droit

est dû. *Deinde non debentur excubia nisi ab his qui habent domicilium intra metas territorii castri.* Mornac *dict. loco.*

Pour sçavoir si le droit de Guet se multiplie, *multiplicatis personis*, il faut distinguer ; car ce droit a été imposé, *vel ratione prœdii vel ratione personæ* ; au premier cas le devoir n'augmente point *multiplicatione personarum*, *quia prœdium non augetur* : Au lieu qu'au second cas, chaque chef de famille d'une même maison le doit en son entier. Ferr. sur la quest. 9, de Guyp. La Roche des Droits Seigneuriaux, chap. 27, art. 2. Papon en ses Arrêts liv. 13, tit. 4, art. 2, & tit. 5, art. 3. Le Président Faber en son Code liv. 9, tit. dern. défin. 8.

Outre les Auteurs que nous avons cités, voyez Henrys, tom. 2, liv. 3, quest. 27. Chop. *Andeg. lib. 1, cap. 43, n. 3.* Bouvot tom. 1, part. 3, & tom. 2, sous le mot *Guet*. Guyp. quest. 9, Gregor. *in syntag. lib. 6, cap. 3, n. 16.* Carond. en ses Répons. liv. 5, Répons. 25. Chop. *de Doman. lib. 3, tit. 18, n. 8, in marg.*

H A U.

H A U T S - J U S T I C I E R S , sont des Seigneurs qui ont droit de glaive dans l'étenduë de leur territoire, & qui connoissent de toutes les matieres civiles, personnelles, réelles & mixtes entre leurs Justiciables ; à l'exception de celles dont la connoissance appartient au Juge Royal, à leur exclusion. *Vide infr. verbo Justice*, où nous expliquerons les droits de la haute, moyenne & basse Justice.

H O M.

H O M M A G E, est un acte par lequel le Vassal promet foi & fidelité au Seigneur féodal.

L'hommage étoit autrefois accompagné du serment du Vassal, qu'on appelloit serment de fidelité, mais aujourd'hui il n'est point en usage, à moins qu'on veuille dire qu'il est implicitement compris dans la prestation de la foi & hommage. Aussi l'article 63 de la Coutume de Paris qui prescrit les solemnités de la foi & hommage, ne donne-t-elle point de formule du serment de fidelité ; ainsi le Vassal peut se

dispenser de le prêter formellement. *Vide supr. verbo* fidélité, & *verbo* foi & hommage.

HOMME VIVANT ET MOURANT, est un homme qui est donné au Seigneur de Fief, par les Gens de main-morte, pour s'acquitter en leur place des devoirs féodaux. C'est pourquoi il est appelé Vicaire, *quasi vices gerens*.

Les Gens de main-morte qui acquièrent quelque Fief sont donc tenus, non-seulement de payer le droit d'indemnité au Seigneur ; mais encore de lui présenter un homme pour faire la foi & hommage en leur nom, & par la mort duquel il y ait ouverture de Fief ; au moyen de quoi le Seigneur puisse user de saisie féodale sur le Fief servant, si les Gens de main-morte ne lui présentent un autre homme vivant & mourant, quarante jours après le décès du premier Vicaire, Galand en son *Traité du franc-Aleu*, chap. 16. Chop. de *Deman. lib. 1, tit. 13, n. 10*. Bâcquet du *Droit d'Amortissement*, chap. 53.

Or la raison pourquoi les Gens de main-morte doivent bailler homme vivant & mourant outre le droit d'indemnité ; c'est que l'indemnité n'est dûë que pour indemniser le Seigneur de la perte des droits utiles, comme retrait, confiscation &c. Au

lieu que l'homme vivant & mourant est donné au Seigneur, pour lui tenir lieu de Vassal, & lui faire foi & hommage à chaque mutation.

La mort civile de l'homme vivant & mourant, ne donne point ouverture au Fief, & il n'est dû aucun droit tant qu'il vit de la vie naturelle. Bacquet du Droit d'Amortissement, chap. 53, n. 6. Chop. *Andeg. lib. 2, cap. 1, tit. 2, n. 12.* Dufresne, liv. 39, chap. 51. La raison est parce qu'il n'est pas juste que le fait d'un homme, qui n'a aucun intérêt personnel au Fief, puisse causer un préjudice si notable à ceux qui en sont les Propriétaires.

Il y en a qui pensent que cette décision doit être restreinte au cas où la mort civile de l'homme vivant & mourant, arrive par la profession Religieuse; & ils tiennent que si elle arrive par condamnation aux Galeres ou au banissement, il y aura ouverture au Fief; parce que le Religieux peut sortir du Monastere *cum facultate Superioris*, pour faire la foi & hommage au Seigneur, *cap. 1, de statu Monachor. in 6º.* Au lieu que le Condamné aux Galeres ou au banissement, ne peut point ainsi quitter la chaîne ou son ban. D'ailleurs la prestation d'hommage faite par un Condamné, semble trop éloignée de la bienséance. Mais il

s'en faut tenir à la maxime générale ci-dessus que la mort civile de l'homme vivant & mourant, non plus que la Profession Religieuse, ne donne point d'ouverture au Fief.

Quoique le droit d'indemnité soit prescriptible par le laps de trente ans contre le Seigneur temporel, & par quarante ans contre le Seigneur Ecclesiastique, *quia tenet locum laudimiorum*, il n'en est pas de même de la prestation de l'homme vivant & mourant, parce que ce droit est plus Seigneurial que le premier, puisqu'il sert à désigner directement la supériorité du Seigneur sur son Vassal; & c'est ainsi que l'ont jugé les Arrêts rapportés par M. d'Olive, liv. 2, ch. 34. Voyez Bacquet du Droit d'Amortissement, chap. 60.

On demande si l'homme vivant & mourant est tenu de renouveler la prestation de foi & hommage, à mutation de Seigneur, tout ainsi que s'il étoit le véritable Propriétaire du Fief? Les Auteurs tiennent communément l'affirmative, par la raison que le Vicaire étant *loco Vassalli*, il doit être sujet aux mêmes Loix, sans aucune prérogative.

En matière de Fiefs possédés par Gens de main-morte, le Seigneur peut demander l'homme vivant & mourant, outre le

droit d'indemnité, *ut supra notatum* ; mais en roture il ne peut demander que l'un ou l'autre, la Peyr. let. A, n. 59, *in not.* & let. M, n. 13 ; & cela au choix de la main-morte ; *quia in alternativis, debitoris est electio*. Et si le Seigneur est Justicier, il peut exiger, outre l'indemnité, l'homme vivant, mourant & confisquant, dans les Pays où la confiscation a lieu, Chop. de *Doman. lib. 1, tit 8, n. 3*. Ferr. sur les quest. 341 & 413 de Guyp. Bacquet des Droits de Justice, chap. 11, n. 1, & ch. 13, n. 3. Néanmoins comme la confiscation n'est ordonnée que *in pœnam delicti*, & que la peine ne peut être imposée qu'à ceux qui l'ont méritée, suivant la règle *pœna reos sequitur* ; le Fief appartenant à Gens de main-morte, ne tombe point en confiscation par le crime de l'homme vivant, mourant & confisquant ; comme l'a fort bien observé Ferrière dans son Commentaire sur la Coutume de Paris, au §. 5, des préliminaires sur le titre des Fiefs. En effet la condition des Gens de main-morte seroit trop à plaindre, si après avoir payé l'amortissement au Roi & l'indemnité au Seigneur, ils étoient exposés à perdre irréparablement des heritages qui leur courent tant, par le délit d'un homme qui n'a rien au Fief.

Observez que le Seigneur n'est point censé avoir remis le droit d'indemnité à la main-morte, quoiqu'il ne se le soit point réservé, en recevant l'homme vivant & mourant à foi & hommage, & il a trente ans pour s'en faire payer. Il est vrai qu'après lad. réception à foi & hommage, il ne peut plus user de saisie faute de paiement dudit droit, comme il auroit pû le faire avant l'hommage. Ceci n'est pas révoqué en doute parmi les Auteurs.

HOMMES-LIGES. Ce terme signifie les Vassaux, qui doivent à leurs Seigneurs outre la foi & hommage, l'assistance personnelle envers & contre tous. Voyez *supr. verbo* Fief-lige.

H O N.

HONNEURS DE L'EGLISE, sont les honneurs & prééminences qui appartiennent dans l'Eglise, aux Patrons, Fondateurs & Dotateurs, & au Seigneur Haut-Justicier du lieu où l'Eglise est située.

L'Eglise étant un lieu particulièrement consacré à adorer l'Etre suprême, il semble que les Fideles qui s'y assemblent, devraient uniquement s'occuper des redoutables Mysteres qui s'y traitent, & y

être reçus sans distinction ni acception de personnes. Mais au lieu de cela l'ambition de plusieurs Gentilhommes & de plusieurs Propriétaires de Fiefs, jaloux de certains droits qu'ils ont usurpés, a fait naître une infinité de scandales, de Procès, & quelque fois même des meurtres.

C'est pourquoi François I. avoit fait une Ordonnance à Villiers-Costerets en 1539 pour la Bretagne, dont les articles 13 & 14 portent: Qu'aucun de quelque qualité & condition qu'il soit, ne pourra prétendre aucune autorité, prérogative ou prééminence dans les Eglises, soit pour y avoir Bancs, Sièges, Oratoires, Escabeaux, Accoudoirs, Sépultures, Litres, Armoiries & autres enseignes de leurs Maisons, sinon qu'ils soient Patrons & Fondateurs d'icelles, & qu'ils en puissent promptement justifier par les titres de fondations, ou par Jugemens donnés avec connoissance de cause, & avec Partie légitime.

Quoiqu'il en soit, l'usage ayant autorisé certaines personnes de marque à prétendre les honneurs de l'Eglise, il est important d'examiner 1°. En quoi ils consistent. 2°. A. qui ils appartiennent. 3°. Comment ceux qui y sont troublés peuvent se pourvoir pour y être maintenus.

Les honneurs de l'Eglise consistent dans la préséance à l'Eglise, & aux Assemblées qui se tiennent pour l'entretienement & réparation d'icelle, à avoir le premier l'aspersion de l'eau benite de la main du Curé, l'encensement, le baiser de paix, le pain beni, la recommandation particuliere aux Prieres publiques, banc & sépulture dans le Chœur, litres ou ceintures funebres autour de l'Eglise, & enfin à précéder tous autres aux Processions & Offrandes.

Les honneurs de l'Eglise appartiennent au Patron d'icelle & au Seigneur Haut-Justicier du lieu où elle est située, à l'exclusion des Seigneurs directs, des bas & moyens Justiciers, & des Seigneurs de Fiefs. Voyez Loyseau, des Seigneur. ch. 11, n. 17 & 35, & Marechal, des Droits Honorifiques, chap. 1.

Les Auteurs conviennent que le Patron peut former la complainte pour les droits honorifiques; mais ils tiennent que l'action simple ou bien l'action *injuriarum*, en cas de trouble, convient mieux au Seigneur haut-Justicier; surquoi voyez Marechal en son Traité des Droits Honorifiques, chap. 2, 3 & 7. Loyseau des Seigneuries, ch. 11, n. 38 & 74.

Lorsque la haute Justice appartient à deux ou plusieurs Seigneurs par égales

portions, chacun d'eux doit avoir les honneurs de l'Eglise de mois en mois alternativement, ainsi qu'il a été jugé par Arrêt du Parlement de Paris du 20 Février 1616, rapporté par Marechal audit Traité, chap. 1. *Vide gloss. ad L. Nescimus, ff. de negot. gest.* Mais si l'un des co-Seigneurs a plus grande part, il doit avoir les honneurs plus souvent que les autres, & outre cela il doit les précéder, Marechal, *ibid.*

Les Seigneurs ne peuvent vendre ni céder les honneurs de l'Eglise, sans vendre ou céder en même-tems la Seigneurie pour raison de laquelle ils sont dûs; parce que c'est le propre de l'honneur d'être attaché à la personne, & de la suivre comme l'ombre suit le corps. Il faut néanmoins excepter la femme & les enfans du Seigneur, lesquels participent aux honneurs de l'Eglise, parce que l'union étroite qui est entr'eux, ne les fait confiderer que comme une même personne. Loyseau des Seigneuries, chap. 11, n. 51, 52 & 55.

Voyez sur cette matiere le Traité de Marechal, Loyseau, des Seigneuries, ch. 11, à n. 14 *ad fin.* & ce qui en est dit *supr. verbo* Banc dans l'Eglise, & *infr. verbo* Litres & Ceintures funebres.

I N D.

INDEMNITÉ, est un droit que les Gens de main-morte sont tenus de payer aux Seigneurs de qui relevent les heritages par eux acquis. *Indemnitas est illa præstatio qua fit & præstatur Domino pro interesse suo, loco jurium utilium, quæ verisimiliter percepturus erat, remanente re in privatorum manu, quæ sæpe variis mutatur modis*, dit Dumoulin. sur l'art. 51 de la nouvelle Coutume de Paris, glos. 11, n. 68.

Le droit d'Indemnité est différemment réglé par les Coutumes; car les unes le fixent au revenu de trois années de l'heritage acquis, comme sont celles d'Anjou, art. 37, & du Maine, art. 41; d'autres comme celle de Sens, art. 7, donnent l'option à la main-morte, de payer pour le droit d'Indemnité le sixième denier du prix de l'acquisition, ou la valeur du revenu de trois années de la chose acquise. Mais par le droit commun de la France, ce droit est réglé au tiers du prix de l'acquisition, quand il s'agit d'un Fief acquis par les Gens de main-morte, & au quint, c'est-à-dire, au cinquième denier du prix,

lorsque c'est un héritage tenu en roture. M. le Bret, de la Souveraineté, liv. 1, ch. 13. Livoniere, en son Traité des Fiefs, liv. 1, chap. 4. La Peyr. let. M, n. 13 *in not.* Ferr. *in q. 23 Durant.*

Le paiement de l'Indemnité fait par les Gens de main-morte, pour acquisitions d'héritages roturiers, ne les dispense point de payer le cens & autres charges annuelles, dont lesdits héritages sont chargés envers le Seigneur de qui ils relevent; parce que le droit d'Indemnité ne se paye que pour indemniser le Seigneur des profits casuels qui pourroient lui échoir, si les héritages amortis demeuroient dans le commerce, *id est, in privatorum manu.*

Lorsque les héritages acquis par les Gens de main-morte, ont été amortis par le Roi, les Seigneurs ne peuvent point les contraindre d'en vuider leurs mains; ils peuvent seulement agir contr'eux pour se faire payer du droit d'Indemnité, Chopin *Andeg. lib. 1, cap. 37, n. 4.* La Peyr. let. A, n. 59. Salvaing, de l'Usage des Fiefs, chap. 59. Papon en ses Arrêts, liv. 1, tit. 14, art. 4.

Lorsque la chose amortie passe de main-morte en main-morte, il est dû pareil droit au Seigneur, parce que le droit d'Indemnité est personnel. Voyez Dufresne liv. 6,

chap. 22. Bacquet, de l'Amortissement, chap. 46, n. 4 & suiv. Le Prestre centurier, chap. 87. *L. privilegia, ff. de reg. jur.*

Le Seigneur ne perd point son droit d'Indemnité, en recevant l'homme vivant & mourant à foi & hommage, ni en recevant les lods & ventes de la main-morte, ou les arrerages du cens qui lui sont dûs pour les heritages roturiers mouvans de lui; parce que tous ces droits n'ont rien de commun avec l'Indemnité, qui ne se paye que pour dédommager le Seigneur des profits casuels de sa Seigneurie. *Vide Chop. Andeg. lib. 1, cap. 38, & Dumoulin des Fiefs, verb. jouir de son Fief, n. 62.*

L'Indemnité est dûë au Seigneur pour la constitution d'une rente obituaire, établie sur un heritage relevant de lui. La raison est, parce que l'heritage affecté à la rente obituaire cesse d'être dans le commerce, d'Olive liv. 2, chap. 14.

Ubi nota, que c'est à l'heritier & non à l'Eglise, de payer en ce cas le droit d'Indemnité, Peleus liv. 3, chap. 53. Papon liv. 20, tit. 6, n. 3. Mornac *ad L. penult. cod. de Sacrosanct. Eccles.* M. de Livoniere en son Traité des Fiefs; liv. 1, ch. 4, & les Auteurs qu'il cite.

Le droit d'Indemnité étant un profit-casuel, subrogé au lieu des lods & ventes,

est sujet à la prescription de trente ans , contre les Seigneurs temporels , & de quarante ans contre les Seigneurs Ecclesiastiques. Brodeau sur Louet , let. D , chap. 53. Olive , liv. 2 , chap. 12 & suiv. Voyez Bacquet de l'Amortissement , ch. 50 , n. 2 , & Charond. en ses Observat. verb. main-morte.

Le droit d'Indemnité est dû au Seigneur pour les Dixmes inféodées , acquises par les Gens de main-morte ; parce qu'encore qu'il semble que ces Dixmes ne font que revenir à leur première nature , il est néanmoins certain qu'elles conservent la qualité de biens temporels & féodaux , qu'elles ont contractée lors de leur démembrement & c'est ainsi que l'ont jugé les Arrêts , conformément à la doctrine de Dumoulin sur l'art. 68 de la Coutume de Paris , n. 21 ; de Grimaudet en son Traité des Dixmes liv. 2 , chap. 6 , n. 49 & suiv. *Aliud tamen dicendum* des Dixmes inféodées relevant de la Couronne ; car en ce cas elles deviennent purement Ecclesiastiques par leur réunion à la Masse Ecclesiastique ; parce qu'il résulte de l'Ordonnance de Saint Louis de l'an 1269 que la féodalité de ces Dixmes a été supprimée ; d'où l'on ne doit pas conclure qu'il en doit être de même de celles qui relèvent des Seigneurs

particuliers , parce que le Roi répand toujours ses bienfaits , *salvo jure alieno*. Aussi les constitutions de Sa Majesté , portant remise , liberation , &c. contiennent-elles ces termes , *sauf le droit d'autrui*. Et quand elles ne les porteroient pas expressément , ils doivent être sous-entendus , suivant la remarque des Docteurs.

Il y en a qui pensent qu'il n'est dû aucun droit d'Indemnité pour les heritages allodiaux , que les Gens de main-morte acquierent ; parce que cette espece de biens ne relevant de personne , si ce n'est pour la Justice , il est indifférent qu'ils soient possédés par la main-morte , ou qu'ils restent *in privatorum manu*. Ils ajoutent que cela n'est point contraire à l'Arrêté du Parlement de Paris du 28 Mars 1692 qui veut que le Seigneur Justicier ait la dixième partie du droit d'Indemnité ; parce que la portion de l'Indemnité qui est dûë au Seigneur Justicier , suivant la disposition de cet Arrêté , ne peut avoir lieu que dans le cas où l'Indemnité se trouve ouverte au profit du Seigneur féodal ou censier. Mais ces raisons ne paroissent pas admissibles ; parce que l'Indemnité se paye au Haut-Justicier à cause du dommage causé par l'amortissement à la Haute-Justice.

Les Seigneurs à qui appartiennent les

droit d'Indemnité, ne peuvent point procéder par saisie pour se faire payer ledit droit; mais ils sont tenus de se pourvoir par action simple. Bacquet, chap. 57 de l'amortissement.

Le droit d'Indemnité est un droit réel, d'où il suit qu'étant dû à une Terre ou Seigneurie, qui vient à être adjudgée par Décret, il passe à l'Adjudicataire comme une partie de son acquisition. Voyez le cinquième tome du Journal des Audiences, liv. 5, chap. 16. Il en est de même si le Seigneur au profit de qui l'Indemnité est ouverte, vend la Terre sans se réserver ledit droit d'Indemnité; soit par la raison que l'on vient de toucher, soit parce qu'il est de regle prise de la Loi *veteribus, ff. de pactis*, que les clauses équivoques & sujettes à interprétation, doivent s'expliquer contre le Vendeur, *quia potuit legem apertius dicere*.

C'est une maxime certaine, que les Seigneurs ne peuvent point contraindre la main-morte, à leur payer le droit d'Indemnité, jusqu'à ce que les heritages acquis aient été amortis; parce que les Gens de main-morte ne recevant la capacité de posséder des immeubles, que par le bénéfice du Prince, ils ne sont censés Possesseurs légitimes, qu'après qu'ils ont été habilités;

ainsi ils ne peuvent être recherchés comme Possesseurs , qu'après que leur incapacité a été levée par le moyen des Lettres d'amortissement.

Il est vrai que les Seigneurs de qui relevent les heritages acquis par les Gens de main-morte , peuvent les contraindre d'obtenir des Lettres d'amortissement du Roi , ou d'en vuider leurs mains dans le délai d'un an , à compter du jour de la sommation qui leur en est faite , & faute par les Gens de main-morte d'embrasser cette alternative , les Seigneurs sont en droit de cotter leurs dommages - intérêts.

Les Gens de main-morte ne sont point sujets au droit d'Indemnité, pour les acquisitions qu'ils font de la main du Seigneur lui-même. Boniface tom. 1 , liv. 2 , tit. 31 , chap. 21 , parce qu'il est censé que le prix de l'acquisition renferme l'Indemnité , & que la main-morte *non tanti emisset*. Voyez Mornac *ad L. penult. cod. de sacrosanct. Eccl. & ad. L. 2, ff. de jurisd.* dont la décision est applicable , quoiqu'il parle du droit d'amortissement.

Les Auteurs ont été autrefois fort partagés sur la question de sçavoir à qui le droit d'Indemnité appartient ; les uns soutenant que l'Indemnité n'est qu'une récom-

penſe des droits caſuels de la Seigneurie féodale ou directe, en ont attribué le profit aux ſeuls Seigneurs de Fief ou aux Seigneurs Cenſiers, ſelon la qualité de l'héritage acquis par la main-morte; d'autres au contraire conſiderant l'indemnité, non ſeulement ſous le rapport dont l'on vient de parler; mais encore comme un dédommagement de la conſiſcation, deſhérence & autres profits de la haute Juſtice, ont ſoutenu que ce droit devoit être partagé par moitié entre le Seigneur féodal ou cenſier, *pro qualitate pradii*, & le Seigneur Juſticier.

Le Parlement de Paris a mis un tempéremment fort raifonnable à cette diverſité d'opinions, par un Arrêt de reglement du 28 Mars 1692 dont voici la diſpoſition :

» Ce jour, toutes les Chambres aſſem-
 » blées, &c. & pour ce qui eſt de la queſ-
 » tion de l'Indemnité, prétendue par le
 » Seigneur Haut - Juſticier, lors que les
 » Gens de main-morte auront acquis des
 » héritages ſitués dans la cenſive d'un Sei-
 » gneur cenſier, auquel la haute Juſtice
 » n'appartient pas; que ſi le Seigneur
 » Haut-Juſticier demande Indemnité, l'on
 » pourra lui adjuger la dixième partie dans
 » la ſomme à laquelle le droit d'Indemnité
 » qui ſera payé lors de l'acquiſition, ſe

» trouvera monter, & que cette portion
» pourra encore être diminuée, s'il y a
» des dispositions dans les Coutumes des
» lieux, ou des circonstances particu-
» lières dans les affaires qui donnent lieu de
» le faire. Fait en Parlement le 28 Mars
» 1692. Signé, DONGOIS. “

En effet c'étoit trop favoriser les Seigneurs féodaux ou censiers, que de leur attribuer tout le profit de l'indemnité à l'exclusion des Seigneurs Justiciers, parce que ceux-ci ne sont pas moins privés que ceux-là, des profits casuels de leur Seigneurie; car si par les acquisitions faites par la main-morte, les uns sont privés du rachat & lods & ventes, les autres perdent l'esperance de la confiscation, deshérence & bâtardise. Néanmoins comme les profits casuels de la haute Justice sont bien plus rares que ceux des Fiefs ou de la Seigneurie directe, il n'y avoit pas d'équité de prétendre que l'Indemnité devoit être partagée *pro mediâ*, entre les Seigneurs féodaux ou censiers, *secundum qualitatem bonorum*, & les Seigneurs Justiciers; ainsi le tempéramment pris par le Parlement de Paris dans son Arrêté ci-dessus rapporté, ne sçauroit être plus équitable.

Surquoi remarquez que c'est au Seigneur immédiat & non au Seigneur suzer-

rain que l'Indemnité doit être payée, suivant la doctrine de Dumoulin, sur l'art. 51 de la Cout. de Paris, glos. 2, n. 85 & suiv.

On peut voir sur cette matiere Bacquet en son Traité du Droit d'Amortissement, Salvaing de l'Usage des Fiefs, ch. 59. Papon en ses Arrêts, liv. 1, tit. 14, art. 4. Boniface, tom. 1, liv. 2, tit. 31, chap. 21. Dumoulin sur l'art. 51 de la Coutume de Paris, glos. 11, n. 68. Pocquet de Livoniere en son Traité des Fiefs liv. 1, chap. 4.

I N F.

INFÉODATION, signifie la possession d'un Fief, qui est acquise au Vassal par le moyen de la réception à foi & hommage. Voyez l'article 130 de la Coutume de Paris. L'Inféodation ou investiture n'a lieu que pour les Fiefs, car la prise de possession des rotures s'appelle saisine ou ensaisinement.

L'Inféodation se fait non-seulement par la réception à foi & hommage; mais encore par la souffrance baillée par le Seigneur, & par la réception par main souveraine; de maniere que l'an du retrait commence à courir du jour que la souffrance

france est baillée, ou que la réception par main souveraine est ordonnée. Voyez l'art. 63 de la Coutume de Paris, l'art. 364 d'Orléans, & Ferriere sur l'art. 60 de la Cout. de Paris.

INFÉODATION DE DIXMES, se dit des Dixmes tenuës en Fief par des Laïcs, & qu'ils possèdent comme des champs & autres biens purement profanes. Ces Dixmes sont si anciennes qu'on n'en sçait point l'origine; car les uns tiennent qu'elles ont été données en Fief aux Gentilhommes, qui avoient dépensé leurs biens dans les guerres contre les Ennemis de la Religion; d'autres en fixent l'époque au Regne de Charles le Chauve, où les Ecclesiastiques voulant se procurer les bonnes grâces des puissans Seigneurs, leur faisoient part des Dixmes Ecclesiastiques, ou les leur laissoient usurper sans oser s'y opposer; d'autres enfin remontent l'origine de ces Inféodations à la fameuse défaite des Sarrazins par Charles Martel, près de la Ville de Tours.

Quoiqu'il en soit du commencement de ces Inféodations, il est certain 1°. Que ceux qui les prétendent doivent être fondés en titre ou en possession immémoriale *qua habet vim constituti & tituli*.

2°. Que la possession immémoriale ne

peut se prouver que par d'anciens aveux & dénombremens, où les Dixmes prétendues ayent été employées, & qu'il paroisse qu'elles sont véritablement tenuës en Fief; sans quoi il est censé qu'elles ont été usurpées sur l'Eglise, comme il a été jugé par Arrêt du 31 Août 1658 rapporté dans la continuation du Journal des Audiences, liv. 1, chap. 56, contre le Marquis de Sauveboeuf.

3°. Que depuis le Concile de Latran tenu sous le Pontificat d'Alexandre III. en l'année 1179, on ne peut plus inféoder les Dixmes; ainsi les Laïcs qui veulent les exiger doivent être fondés entitres antérieurs à ce Concile. Voyez Grimaudet, en son Traité des Dixmes, liv. 2, ch. 6.

INVESTITURE, qui vient du mot latin *investire*, signifie la réception à foi & hommage, par le moyen de laquelle le Vassal est investi du Fief par son Seigneur. Ce terme est synonyme avec celui d'Inféodation, *suprà*.

J O U.

JOUER (SE) DE SON FIEF, est lorsque le Vassal en aliene une portion, telle qu'il lui est permis par la Coutume

du lieu , en retenant la foi entiere , & quelque droit Seigneurial & domanial sur la partie aliénée. Le Vassal se peut jouer & disposer & faire son profit des heritages, rentes ou cens étant dudit Fief, sans payer profit au Seigneur dominant ; pourvû que l'aliénation n'excede les deux tiers , & qu'il retienne la foi entiere & quelque droit Seigneurial & domanial sur ce qu'il aliene, dit l'article 51 de la Cout. de Paris.

Il suit des termes de cet article que le Vassal peut se jouer de son Fief, *etiam invito Domino* & sans payer profit, pourvû qu'il observe trois conditions essentielles. La premiere , que l'aliénation n'excede pas les deux tiers du Fief. La seconde, qu'il retienne la foi entiere. Et la troisième qu'il retienne quelque droit Seigneurial & domanial sur ce qu'il aliene.

Sur quoi remarquez qu'encore que le jeu de Fief & le démembrement semblent être une même chose, *primo intuitu* ; il y a néanmoins dans la réalité une grande différence.

Le jeu de Fief ne fait aucun préjudice au Seigneur dominant, puisque dans toutes les ouvertures & mutations , qui arriveront du chef du Vassal qui s'est joué de son Fief, le Seigneur prendra tous les

droits & profits féodaux sur les parties aliénées comme sur celle qu'il a retenue ; & le Vassal retenant la foi entière , le Fief est censé être toujours le même à l'égard du Seigneur.

Au lieu que le démembrement de Fief pris dans sa signification naturelle , emporte une perte de mouvance ; puisque par le démembrement , le Fief est divisé en autant de corps de Fiefs indépendans les uns des autres qu'il y a de démembrements. Aussi remarque-t-on que l'article 51 de la Coutume de Paris , qui permet le jeu de Fief , défend le démembrement : *Le Vassal ne peut démembrer son Fief au préjudice & sans le consentement de son Seigneur , bien se peut jouer. &c.*

Voici de quelle façon s'en explique Dumoulin dans sa glose sur l'article 35 de l'ancienne Coutume , n. 1. *Dicto primò quod dismembratio Feudi nihil aliud est quam separatio totius corporis Feudi à capite, vel membrorum, seu partium Feudi à capite suo, vel ab invicem sive à corpore Feudi. Et hic caput Feudi voco Feudum dominans ; corpus Feudi voco totum ipsum complexum feudale, quod sub nomine unius Feudi tenetur & recognoscitur & habet partes equè principales, ut sunt fundi domanii, & partes subalternas ut sunt subfeuda, censualia.*

veftigalia pradia à feudo dependentia. Unde triplex eft difmembratio , quædam à capite , quædam à corpore , quædam à capite & corpore fimul. Prima eft quando totum ipfum Feudum recognoscitur ab alio , & fic separari attentatur à fuo capite dominanti. Secunda eft quando de uno Feudo fiunt duo vel plura Feuda , ab eodem tamen veteri Patrono femper recognoscenda , hîc enim nihil separatur à capite dominante, fed tantum corporis fivæ Feudi membra , fivæ partes integrales separantur ab invicem , & tranfeunt in alia corpora vel Feuda. Tertia eft quando par Feudi tanquam Feudum separatum recognoscitur ab alio , tunc enim illa pars primùm separatur à corpore Feudi , deinde separatur à capite dominante , vel separari attentatur.

Il n'eft point befoin de faire de grands raifonnemens pour faire voir que ces termes ne font pas applicables au jeu de Fief. Il faut donc tenir pour certain , conformément à la doctrine de Dumoulin & des meilleurs Auteurs, que le jeu de Fief permis par les Coutumes differe du démembrement pris dans fa fignification naturelle , que les Coutumes défendent fans le consentement du Seigneur ; & ce qui le prouve bien clairement , c'eft que l'un eft permis & l'autre défendu. *Vide fupr. verb. démembrement , & verbo dépié de Fief.*

Le jeu de Fief est de deux sortes, l'une sans profit & l'autre avec profit. La première arrive lorsque le Vassal n'aliène point au-de-là de ce que la Coutume lui permet, & qu'il retient la foi entière & quelque droit Seigneurial & domanial sur la partie aliénée. La seconde se fait lorsque le Vassal *non servat modum in alienando*, ou qu'il vend avec démission de foi; c'est-à-dire, sans retenir la foi entière. Mais cette espece de jeu est plutôt un démembrement qu'un jeu de Fief; & c'est, sans doute, cette sorte de jeu que quelques-uns confondent avec le démembrement. Ainsi je tiens qu'il n'y a de véritable jeu de Fief, que celui qui est sans profit & permis par les Coutumes, *etiam invito Patrono*; & que le jeu avec profit au-de-là des termes de la Coutume, & le démembrement, sont synonymes.

Le jeu de Fief n'est pas le même dans toutes les Coutumes; car les unes permettent au Vassal de se jouer du tiers seulement de son Fief, d'autres des deux tiers, & enfin il y en a qui lui permettent de se jouer de tout son Fief; mais elles s'accordent toutes à imposer au Vassal l'obligation de retenir la foi entière.

Voyez sur cette matière Cujas sur le tit. 2 du liv. des Fiefs; Brodeau sur l'art.

51 de la Cout. de Paris, n. 24. Dumoulin sur ledit article, glos. 1 & 2, Chopin sur l'art. 30 de la Cout. d'Anjou, Pocquet de Livoniere en son Traité des Fiefs, liv. 2, chap. 1, sect. 1. Carondas en ses Réponses, liv. 2, chap. 6. Pontanus sur les art. 61 & 62 de Blois.

I S L.

I S L E, est une terre qui naît, pour ainsi dire, dans la Mer ou dans les Fleuves, & qui est entourée d'eau de toutes parts.

Par le Droit Romain, les Isles appartenoient *primo occupanti*; mais en France les Isles qui naissent dans les Rivieres navigables sont du Domaine du Roi, & celles qui naissent dans les Rivieres non navigables appartiennent aux Seigneurs Hauts-Justiciers. Voyez la Déclaration du mois d'Avril 1665 & celle du même mois 1683, & *suprà*, *verbo* Atterrissement, & *verbo* Fleuves.

I S S U E. Ce terme peu usité signifie le droit que l'Acquereur d'un immeuble, est obligé de payer au Seigneur de qui relève l'heritage par lui acquis. Ce droit est mieux connu sous le nom de Lods & Ventes de *quibus infrà*.

J U G.

J U G E s, sont ceux qui sont préposés pour décider les différends de ceux qui sont sujets à leur Jurisdiction, & pour rendre à chacun ce qui lui appartient, selon les Loix du Prince.

Les Rois étoient autrefois les seuls Juges des contestations qui s'élevoient entre leurs Sujets; mais leur étant impossible, en quelque façon, de pourvoir aux affaires de l'Etat, & de rendre eux-mêmes la justice à leurs Peuples, ils furent obligés de communiquer leur autorité à des personnes sages & éclairées, pour rendre la justice en leur nom. Ainsi Moïse ne pouvant suffire à juger les différends du Peuple de Dieu, choisit pour cela des personnes respectables par leur âge & leur probité: *Moyse electis viris strenuis de cuncto Israhel, constituit eos Principes Populi, Tribunos & Centuriones, & Quinquagenarios & Decanos, qui judicarent plebem Domini omni tempore, Exod. cap. 18.* Il faut donc tenir pour certain qu'il n'y a point de Jurisdiction, qui ne dérive de l'autorité souveraine: *Rex & quivis alius Princeps qui est Monarcha in suo Regno, est solus Dominus sui territorii, & solus fundatus in Jurisdictione*

& imperio, Bald. cap. 1, *quot sint regal.*
C'est pourquoi il est enjoint à tous Juges d'observer les Ordonnances Royaux dans leurs Jugemens, à peine de nullité & d'être responsables des dommages-interêts des Parties.

Comme il importe à l'interêt public, qu'il n'y ait dans la Magistrature que des personnes d'une probité reconnue & versées dans la connoissance des Loix, les Ordonnances veulent que nul n'y puisse être admis, s'il n'est Licentié, & n'a prêté le serment d'Avocat, & qu'après un examen exact de sa doctrine & de ses vie & mœurs. L'Empereur Severe vouloit que les noms de ceux qui aspireroient à cette dignité, fussent publiés & affichés, pour reconnoître si leur vie étoit irréprochable.

Lorsqu'il s'agit d'un fait, le Juge est obligé de juger *secundum allegata & probata*; c'est-à-dire, qu'il doit suivre dans ses décisions les titres, les dépositions des Témoins & autres moyens des Parties, sans s'arrêter à la connoissance particuliere qu'il a de la vérité; comme le décide formellement Saint Thomas, 2. 2. *quest.* 67, art. 2. *Cum judicium ad Judices spectet, non secundum privatam, sed publicam potestatem oportet eos judicare; non secundum*

R. v.

*veritatem quam ipsi ut persona privata non
verunt, sed secundum quod ipsis ut personis
publicis, per leges, per testes, per instrumenta,
& per allegata & probata res innouit.* Je
crois néanmoins que dans le cas, où les
moyens des Parties ne seroient pas assez
clairs, pour déterminer son jugement, il
pourroit s'aider de la connoissance parti-
culiere qu'il auroit de la vérité du fait.

Mais s'il s'agit d'une question de Droit
il faut suivre la disposition de la Loi, sans
pouvoir en adoucir la rigueur, *dura lex
sed servanda*, à moins que l'affaire qui
doit être décidée ne soit accompagnée de
certaines circonstances, qui demandent
que le Juge tempere la sévérité de la Loi
par l'équité, *in omnibus quidem, maxime
tamen in jure, equitas spectanda*, L. 90,
ff. de reg. jur. C'est surquoi les Juges, sur-
tout les inférieurs, doivent être bien ré-
servés.

Comme il n'y a que les Juges des Sei-
gneurs, qui puissent entrer dans le plan que
je me suis fait, je ne parlerai point ici des
Juges Royaux, ni de leur autorité & su-
bordination; je me contenterai de faire
quelques observations touchant les Juges
des Justices Seigneuriales, me réservant
d'en parler plus amplement sous le mot
Justice.

La première est, que les Juges des Seigneurs peuvent connoître de tout ce qui concerne les Domaines, droits & revenus ordinaires ou casuels, tant en Fief que roture, de la Terre ; même des baux , sous-baux & jouissances, circonstances & dépendances , soit que l'affaire soit poursuivie sous le nom du Seigneur ou du Procureur Fiscal. C'est la disposition de l'article 11 du titre 24 de l'Ordonnance de 1667. Voyez Born. *ibid.* qui rapporte un Arrêt du Parlement de Toulouse du 24 Mars 1670, par lequel la demande de M. l'Evêque de Montpellier en prestation d'hommage contre le sieur de Roman, fut renvoyée devant le Juge dudit sieur Evêque ; & la Peyr. lett. I, n. 81 *in not.* qui en rapporte un autre rendu en la Chambre de l'Edit, lui plaidant en la Cause, par lequel les blâmes donnés par le Seigneur de la Trimouille en qualité de Seigneur de Taillebourg, contre le dénombrement baillé par le Seigneur de Biron ; comme Seigneur de Brisambourg, relevant de Taillebourg, furent renvoyés devant le Juge dudit Taillebourg.

Mais si la qualité de Vassal ou de Tenancier est controversée , ou si la cause ne regarde pas la Seigneurie, les Seigneurs ne peuvent point plaider devant leurs Ju-

ges. Voyez Loyseau des Offices, liv. 5, chap. 4, n. 31, & en son Traité des Seigneuries, chap. 10, n. 77. La Peyr. *loco cit.* d'Argentré sur la Coutume de Bretagne, art. 30, n. 5, & art. 45, n. 9, qui s'explique en ces termes : *Cum lis inter duos instituitur, & is qui reus esset, negat se Vassallum esse, cum alter contra intendat, hoc casu putant ordinarii esse Jurisdictionem quod verum est : Ordinarium hic vocant quæ exteri Feudi causam Judex est litigantium & Jurisdictionem ordinariam habet. Itaque cum qualitas feudalis quæ Jurisdictionem tribuit, negetur absolute, ad ordinarium eundem est, &c.*

Les Juges des Seigneurs ne peuvent pas aussi connoître de la nouvelle reconnaissance ni du droit de directe, cela étant réservé aux seuls Baillifs & Sénéchaux, par l'Edit de Cremieu. Or la raison pourquoi les Seigneurs ne peuvent plaider devant leurs Juges, que pour certaines causes, se prend de l'autorité despotique qu'ils ont accoutumé d'exercer sur leurs Officiers, surtout lorsqu'ils n'ont pas été pourvus à titre onereux; autorité qui fait que les Seigneurs sont, pour ainsi dire, Juges en leur propre Cause.

La seconde est, que les Seigneurs ne peuvent point faire eux-mêmes les fonctions

de Juges ; mais ils doivent commettre pour cela des personnes capables, & sur l'intégrité & la doctrine desquelles ils puissent se reposer du soin qu'ils doivent avoir de faire rendre justice à leurs Sujets.

La troisième est, que suivant Loyseau, des Seigneuries, chapitre 8, nombre 43, les Juges des Seigneurs, même ceux des Hauts-Justiciers, ne peuvent point prendre la qualité de Baillifs. Voyez le grand Coutumier, livre 4, chapitre 5.

J U R.

JURISDICTION. Ce terme signifie tantôt le détroit d'une Justice, & tantôt le pouvoir & l'autorité publique, qui résident en la personne des Magistrats. La Jurisdiction est Ecclesiastique ou Séculière, & cette dernière est Royale & Seigneuriale. La Jurisdiction Ecclesiastique appartient en France aux Officiers des Evêques, Archevêques & Primats. La Jurisdiction Royale appartient aux Juges pourvus par le Roi, & la Jurisdiction Seigneuriale appartient aux Juges des Seigneurs Justiciers.

Sur quoi observez qu'encore qu'on n'appelle proprement Jurisdiction Royale que celle qui est exercée par les Juges Royaux,

cela ne veut pas dire que les autres Jurisdictions sont indépendantes de l'autorité Royale, puisqu'il est certain qu'il n'y a point de Jurisdictions qui ne soient fondées sur celle que le Roi a seul sur ses Sujets. *Rex & quivis alius Princeps qui est Monarcha in suo regno, est solus fundatus in Jurisdictione.* Ce n'est donc que par émanation de l'autorité Souveraine, & par la concession du Prince, que les Evêques & les Seigneurs sont fondés en Jurisdiction.

J U S.

JUSTICE, signifie ici proprement le droit qu'ont les Seigneurs, Hauts, Bas & Moyens Justiciers, de faire rendre la Justice dans l'étendue de leur Seigneurie.

Les Seigneurs qui prétendent avoir droit de Justice dans leurs Terres, doivent prouver leurs prétentions par de bons titres, ou par la possession immémoriale, parce que de Droit commun, il n'y a en France que le Roi qui soit fondé en Justice, *Molin. in consuet. Paris. titre des Fiefs, §. 3, glose 3, nombre 10; Bacquet, des Droits de Justice, chapitre 4, nombre 1, 2, 3 & 4; d'où vient que si le droit de Justice est controversé à un Seigneur, la*

Justice doit être exercée, *pendente lite*, dans la Terre dudit Seigneur, au nom de Sa Majesté, *Rebuff. tract. de sentent. execut. gloss. 4, num. 10.*

Il ne suffit pas même aux Seigneurs de prouver qu'ils sont fondés en Justice, il faut encore qu'ils justifient de l'espece de Justice qu'ils prétendent ; sans quoi, ils ne pourront prétendre que la Justice dont ils prouveront avoir joui de tems immémorial ; parce que la possession doit servir d'interprete aux titres obscurs & ambigus, *talis enim presumitur titulus qualis invaluit usus*, Bacquet, des Droits de Justice, ch. 10, n. 16 & 17.

Ubi notandum, qu'il n'y a point de conséquence nécessaire à tirer du Fief à la Justice ; c'est-à-dire, que pour être Seigneur féodal, on ne prouve pas que l'on soit Seigneur Justicier, suivant la maxime : *Fief & Justice n'ont rien de commun.* Voyez Carondas, en ses Pandectes, livre 2, chapitre 15 ; Bacquet, des Droits de Justice, chapitre 4, nombres 3 & 4 ; il faut néanmoins en excepter quelques Coutumes, comme Anjou & le Maine, où l'on tient que Fief & Justice sont la même chose.

Les Seigneurs, quelque grands qu'ils soient, comme Princes, Ducs & Pairs,

Comtes, &c. ne peuvent point créer n^r conceder le droit de Justice à leurs Vassaux ou autres, ce droit étant une prérogative de la Souveraineté, suivant la remarque du grand Coutumier, livre 1, chapitre 3, où il dit: *ITEM, au Roi seul appartient de donner & créer nouvelles Jurisdictions partout son Royaume, & nul autre ne le peut faire sans son congé.* C'est aussi ce que dit Maître Charles Dumoulin sur l'article 1 de la Coutume de Paris, glose 5, nombres 50 & suiv. *Inferior habens Jurisdictionem non potest constituere aliam sub se, ut ipsemet cognoscat de jure appellationis, frustrando superiorem jure suo, hoc est in fraudem appellationis ad superiorem devolvenda.* Et Joannes Fab. ad tit. instit. de vulgar. substit. *Barones non possunt plures gradus Judicium sub se constituere, quia ex hoc posset reperiri via, quod nunquam appellaretur ad Principem, si seniores plures gradus facerent, cum non liceat tertio provocare, sicque hoc esset in prejudicium Reipublice & Superiorum, ad quos cognitio appellationum devolvi debet.* Ce qui est confirmé par la décision de Julien, L. 5, ff. de Jurisdic. *Is demum Jurisdictionem dare potest qui eam suo jure non alieno beneficio habet.* Or, les Seigneurs n'ont droit de Justice que par la concession & le

bénéfice du Prince. Voyez le Journal des Audiences, tome 3, livre 8, chapitre 2.

Les Seigneurs étoient autrefois responsables du mal jugé des Officiers qu'ils avoient établis dans leurs Justices, article 27 de l'Ordonnance de Rouffillon ; mais aujourd'hui lorsqu'il y a de justes plaintes contre les Officiers pourvûs par les Seigneurs, soit à cause de leur ignorance, soit à cause de leur mauvaise foi, les Seigneurs sont seulement condamnés à faire rendre la Justice dans leurs Terres, par des Officiers d'une capacité & intégrité reconnûes ; Louet, lettre O, sommaire 4. En effet, si les Seigneurs étoient obligés de garantir les Jugemens rendus par leurs Officiers, leurs Justices leur seroient plus à charge qu'à profit. *At quod in favorem eorum introductum est, non debet in odium eorum retorqueri.*

Les Justices sont patrimoniales en France, de même que les Fiefs, le Roi même n'en dispose point au préjudice des Seigneurs ; Papon, livre 4, titre 1, nomb. 1 ; & s'ils sont troublés en la possession d'icelle, ils peuvent former l'action en complainte. Les Seigneurs même Hauts-Justiciers, ne peuvent point créer un Lieutenant à leurs Juges, ni autres nouveaux

Officiers, & les Provisions qu'ils en donnent seroient nulles; la Peyrere, let. L. nombre 92; c'est-à-dire, que les Seigneurs ne peuvent point créer de nouveaux Offices dans leurs Terres; mais ils peuvent remplir les anciens Offices vacans, à l'exclusion de leurs Juges qui n'ont point droit de nommer le Lieutenant ou autre Officier, comme il a été jugé par Arrêts du Parlement de Toulouse de l'an 1564, rapporté par Maynard, liv. 2, ch. 22, & par Arrêt du Parlement de Bordeaux, du 7 Septembre 1529; Boyer, décis. 152, n. 1. Voyez Papon, en ses Arrêts, livre 4, titre 12, article 10; Ainsi, lorsque le Seigneur néglige de nommer à l'Office de Lieutenant, le plus ancien Avocat du Siége est Lieutenant de droit pendant la vacance, comme il a été jugé par Arrêt de Dijon, recueilli par Bouvot, tome 1, part. 2, quest. 1. Papon, en ses Arrêts, liv. 6, tit. 2, art. 2. Imbert, en ses instit. forens. liv. 1, ch. 18; Rebuffe, *tract. de recusat. art. 6, gloss. 1, num. 9.*

Quoique suivant le Droit commun de la France, Fief & Justice n'ayent rien de commun, néanmoins, lorsque la Justice se trouve annexée à un Fief, le droit de Justice est censé attaché au Château ou principal Manoir du Fief, de maniere

Que si le Seigneur vend ledit Château avec ses appartenances & dépendances, la Justice demeure comprise dans la vente, comme une dépendance & un accessoire du principal Manoir. *Vide Molin. §. 1, gloss. 5, num. 44 & seq.*

Il y a en France trois sortes de Justices subalternes ou Seigneuriales, sçavoir, la haute, moyenne & basse Justice. La haute Justice comprend les deux autres, qui lui sont subordonnées, & la moyenne comprend la basse, c'est-à-dire, que celui qui a la haute Justice peut se qualifier de Seigneur Haut, Moyen & Bas Justicier, & celui qui a la moyenne, peut se qualifier de Seigneur moyen & bas Justicier.

L'origine de cette distinction de Justice Seigneuriale, semble devoir être remontée au tems de l'usurpation des Fiefs où les Seigneurs profitant de la confusion & du désordre, s'arrogerent l'autorité publique, chacun selon son pouvoir & le rang qu'il avoit.

Les appellations des Sentences rendues par le Bas-Justicier, doivent être portées *rectè & omisso medio*, devant le Juge de la haute Justice, de même que celles des Moyens Justiciers: d'où il suit que le Bas-Justicier est indépendant du Moyen.

La haute Justice est celle qui a droit de connoître de toutes les causes personnelles, réelles & mixtes entre les Sujets, & qui a puissance de glaive sur eux; elle est appelée dans le Droit, *merum imperium*, L. 3, de *Jurisdic. omn. jud.* *Merum autem imperium est habere gladii potestatem ad animadvertendum in facinorosos homines, quod etiam potestas appellatur.*

Sous l'Empire d'Henry VII. il y eut une grande dispute entre deux fameux Jurisconsultes, Lotharius & Azo, au sujet de l'empire appelé *merum imperium*, qu'avoient chez les Romains, les Gouverneurs des Provinces & autres Magistrats. Lotharius soutenant qu'il n'y avoit que le Souverain qui eût cet empire, & Azo soutenant au contraire qu'il appartenoit à plusieurs Magistrats; sur quoi s'étant fait la gageure d'un cheval entre ces deux Jurisconsultes, la question fut viduée par l'Empereur au profit de Lotharius, d'où est venu le jeu de mots: *Lotharius dixit iniquum, & accepit equum; Azo dixit equum, & amisit equum.*

Voici à quoi se réduit le pouvoir de la haute Justice: 1°. Le Haut-Justicier connoît de tous crimes commis dans l'étendue de sa Jurisdiction, soit qu'ils méritent

tent peine afflictive, soit qu'ils méritent seulement une amende pécuniaire, à l'exception néanmoins des cas Royaux, c'est-à-dire, de certains cas, dont la connoissance est réservée aux Juges Royaux, privativement aux Juges des Seigneurs, tels que sont le crime de leze-Majesté en tous ses chefs, le sacrilège avec effraction, rébellion aux ordres du Roi ou de ses Officiers, la police pour le port des armes, assemblées illicites, séditions, émeutes populaires, force publique, la fabrication, l'alteration ou l'exposition de fausse monnoye, correction des Officiers Royaux, malversations par eux commises dans leurs Charges, crimes d'hérésie, trouble public fait au Service divin, rapt, enlèvement de personnes par force & violence, l'incendie & le viol, les exactions & oppressions publiques, l'usure, la banqueroute frauduleuse, l'inceste, la sodomie, le parricide, &c. Voyez l'article 11 du titre 1 de l'Ordonnance de 1670, & *ibid. Barn.*

Sur quoi il faut remarquer qu'afin que le port d'armes soit un cas Royal, il ne suffit pas qu'une personne porte des armes; il faut de plus, que le port d'armes se fasse dans une assemblée illicite, c'est-à-dire, qu'il paroisse du moins *ex indiciis*, que

l'assemblée a été faite dans le dessein de faire insulte & outrage à quelqu'un. Voyez Loyseau, des Seigneuries, chap. 14, nombres 31, 32, 33, 34 & 35; *Benedict. in verbo, uxorem nom. Adelas. num. 145*. Imbert, en ses Institutions, livre 3, chapitre 6. C'est pourquoi dans l'énumération des cas Royaux, le port d'armes est toujours joint aux assemblées illicites, suivant la remarque de Loyseau, audit chapitre 14, nombre 30. Voyez encore Chenu en son Recueil, chapitre 6, titre 42, qui rapporte un Arrêt, par lequel il fut jugé, qu'un meurtre fait avec armes, dans une assemblée de dix personnes, n'étoit point un cas Royal, parce que cette assemblée ayant été faite pour se récréer & danser, on ne pouvoit pas en induire un propos délibéré de faire insulte & outrage à autrui.

2°. Le Seigneur Haut-Justicier peut avoir une Jurisdiction réglée & contentieuse, & la tenir quand bon lui semble, si ce n'est en Anjou, où ce droit n'appartient qu'aux Châtelains; Pocquet de Livoniere, en son Traité des Fiefs, livre 6, ch. 3; Chopin, sur l'art. 46 de la Coutume d'Anjou, n. 3.

3°. Le Haut-Justicier a droit de bailler Tuteurs & Curateurs, d'apposer les scel-

lés & de faire inventaire des biens des mineurs qu'il a fait pourvoir de Tuteurs ou Curateurs.

4°. Il peut faire criées & proclamations publiques, & donner Sentence de Décret des biens situés dans son Territoire, pourvu que les criées desdits biens aient été faites dans le lieu de sa Jurisdiction. Voyez Papon, en ses Arrêts, livre 7, titre 7, art.

33.

5°. Le Haut-Justicier peut & doit avoir des Prisons sûres & raisonnables, & un Géolier pour les garder. Enjoignons à tous Hauts-Justiciers d'avoir Prisons sûres, lesquelles d'autant qu'elles ne doivent servir que pour la garde des Prisonniers, nous défendons être faites plus basses que le rez-de-chaussée, article 55 de l'Ordonnance de Charles IX. donnée aux Etats tenus à Orleans en l'année 1560: *Carcer enim ad continendos homines, non ad puniendos haberi debet, L. aut damnum, §. solent. ff. de pæn.* Les Seigneurs doivent surtout avoir bien soin que leurs Prisons soient sûres, parce que si les Prisonniers venoient à s'évader par le défaut des Prisons, ils en seroient responsables, comme il a été jugé par Arrêt rapporté par Papon, en ses Arrêts, livre 24, titre 4, Arrêt dernier. Sur quoi re-

marquez que les Seigneurs Hauts-Justiciers sont tenus de nourrir les Prisonniers détenus de l'autorité de leurs Officiers, art. 26 du tit. 13 de l'Ordonnance de 1670.

6°. Le Haut-Justicier a droit de connoître des causes des Nobles, qui sont domiciliés, ou dont les heritages sont situés dans le détroit de sa Justice. Voyez la Déclaration de 1537. *Intellige*, des causes ordinaires des Nobles, comme vente, achat, obligation, promesse, &c. Car il ne peut point connoître de la tutelle, curatelle ou émancipation des Nobles & autres causes privilégiées des Nobles.

7°. Le Juge de la haute Justice connoît des Dixmes inféodées, tenues en Fief du Seigneur Haut-Justicier ; mais il ne peut point connoître des Dixmes Ecclesiastiques, ni même des Dixmes inféodées qui ne sont pas tenues en Fief du Seigneur Haut-Justicier.

8°. Le Haut-Justicier a droit de revendiquer ses Justiciables de la Jurisdiction Royale, comme il a été jugé par plusieurs Arrêts, notamment par Arrêt du Parlement de Paris du 28 Avril 1713, dans la Cause du sieur de la Goupilliere & de la Dame de Concise. La raison est, parce qu'en France, les Justices étant patrimoniales,

niales, de même que les Fiefs, il ne doit point être au pouvoir des Juges Royaux de les frustrer de leurs droits.

9°. Le Haut-Justicier a droit d'avoir fourches patibulaires, pilori, échelles & carcan; Bacquet, des Droits de Justice, chap. 9, n. 14 & suiv. *Vide supra, verbo* Fourches patibulaires.

10°. Les Juges de la haute Justice ont droit de faire la Police dans les Villes & Villages qui leur appartiennent; Bacquet, des Droits de Justice, chapitre 28, n. 75; Loyseau, des Seigneuries, chapitre 9, n. 11, 12 & 43.

Les biens du Condamné à mort naturelle ou civile, appartiennent au Seigneur Haut-Justicier par droit de confiscation, dans les Pays où la confiscation a lieu. Il en est de même des épaves & biens vacans, soit par deshérence ou bâtardise. Voyez ce que nous avons dit sous chacun de ces termes, & sous les autres qui ont rapport au pouvoir, droits & prérogatives de la haute Justice.

Le pouvoir de la moyenne Justice, appelée *mixtum imperium*, par les Jurisconsultes, est beaucoup plus borné que celui de la haute Justice.

Voici quelle en est l'étendue: 1°. Le Juge de la moyenne Justice connoît des

délits ou crimes légers, qui ne sont sujets ni à mort naturelle, ni civile, ni abscission de membres, & dont la peine ne puisse être qu'une légère correction corporelle, bannissement temporel, ou amende à soixante-quinze sols.

2°. La connoissance de toutes actions civiles, réelles, personnelles & mixtes, appartient au Juge de la moyenne Justice, à la réserve de certains cas dont la connoissance est attribuée aux seuls Juges Royaux.

3°. Les Seigneurs moyens Justiciers ont droit d'inspection sur les poids & mesures, & de connoître des fautes qui se commettent ausd. poids & mesures; mais le droit de les bailler n'appartient qu'au Seigneur Haut-Justicier; Bacq. des Droits de Justice, ch. 27, n. 19; Bouyot, tome 1, part. 3, *verb.* Seigneur en Justice, qu. 1; Guypape, question 490, contre la disposition du Droit Romain, suivant lequel le droit de poids & mesures appartient au Roi seul, *L. modios, cod. de suscept, L. 2, cod. de frument. Alexand, lib. 11, tit. 27.*

4°. Le Moyen Justicier peut créer Tuteurs & Curateurs, apposer scellé, & faire inventaire des biens des mineurs pourvus de Tuteurs ou Curateurs de son autorité.

5°. Encore que le Juge de la moyenne Justice ne puisse pas punir les crimes qui meritent une punition plus grieve que l'amende de soixante sols Parisis, ou dont le châtement donne atteinte à l'honneur; il peut néanmoins informer & decreter contre toutes sortes de délinquans, & faire l'instruction dans les vingt-quatre heures, jusqu'à Sentence definitive exclusivement, & ensuite, il est tenu de faire transferer le prévenu dans les Prisons du Haut Justicier, & de faire porter le Procès par-devant lui, pour être pourvu à la punition du crime. Ce qui étant fait, le Moyen Justicier est en droit de prendre sur l'amende ou confiscation, soixante sols Parisis, avec les frais de la capture, garde & conduite.

6°. Le Moyen Justicier peut & doit avoir Siège, Juge, Procureur d'Office, Greffier, Sergent & Prison au rez-de-chaussée, sûre & raisonnable, avec un Geolier pour la garder.

La basse Justice étant le dernier degré de la Jurisdiction Seigneuriale, son pouvoir est resserré dans des bornes très-étroites. 1°. Le Juge de la basse Justice n'a point la connoissance des délits qui meritent une plus grande peine que l'amende de soixante sols; on tient même

dans la Coutume de Paris, qu'il ne peut condamner qu'en l'amende de six sols Parisiens. 2°. Le droit de faire inventaire n'appartient point à la basse Justice; Peleus, en ses Act. forens. liv. 8, chap. 14; la Roche, des Droits Seigneuriaux, chapitre 36; article 1; Carondas, en ses Réponses, livre 13, chapitre 87. 3°. Le Bas-Justicier n'a point droit de tenir Boucherie & Taverne, comme il a été jugé par Arrêt du Parlement de Toulouse, contre le sieur d'Espargé, Seigneur Bas-Justicier, en faveur des Consuls de Monfort; la Roche, des Droits Seigneuriaux, ch. 29, article 1.

Le Bas-Justicier ne connoît donc que des délits légers, & des matieres civiles, dont la connoissance n'appartient pas aux Juges Royaux ou à ceux de la haute Justice, par la disposition des Ordonnances, ou par un privilège spécial.

Il y a une autre espece de Justice, que les Coutumes appellent Justice fonciere, laquelle ne consiste que dans l'exercice des Droits féodaux, comme dans le pouvoir d'user de saisie féodale. Voyez Dumoulin, sur l'article 1 de la Coutume de Paris, glose 4, nombres 10; & sequent. usque ad num. 19; l'Auteur du grand Coutumier, livre 4, chapitre 5. Il y a néanmoins plu-

Seurs bons Auteurs qui ne distinguent point la Justice fonciere d'avec la basse Justice. Voyez Bacquet, des Droits de Justice, chapitres 1 & suiv. Argentré, sur la Coutume de Bretagne, art. 116, gl. 1; Brodeau, sur l'art. 1 de la Cout. de Paris, nombres 14 & 15.

Nota, 1^o. Que les Seigneurs Justiciers, soit qu'ils aient toute Justice haute, moyenne & basse, soit qu'ils n'aient que l'une d'icelles, ont droit de se qualifier simplement Seigneurs du lieu où ils ont leur Justice; Bouvot, tome 1, part. 2, *verb.* Seigneur foncier, quest. 1; Carondas, en ses Pandectes, livre 2, chapitre 15 : à la difference des Seigneurs féodaux ou censiers, lesquels ne peuvent se qualifier de Seigneurs simplement; mais doivent ajouter la qualité de féodaux ou censiers; Bouvot, *ibid.* La Roche, des Droits Seigneuriaux, chapitre 21, art. 8.

Mais suivant Loyseau, des Seigneuries, chapitre 11, nombre 13, les Moyen & Bas-Justiciers ne peuvent point se qualifier simplement Seigneurs du Village sans le nom & autorité du Haut Justicier. Ce qui est conforme à ce qu'a dit Graverol, sur la Roche, des Droits Seigneuriaux, chapitre 21, article 7, & aux additions sur Louet & Brodeau, lettre F, son-

maire 31, où est rapporté un Arrêt du 4 Juin 1646, qui juge que tous les Droits honorifiques appartiennent au Haut-Justicier, à l'exclusion des Moyen & Bas-Justiciers.

2°. Que les Justices étant patrimoniales en France, les Seigneurs Justiciers ont droit de revendiquer leurs Justiciables, lorsqu'ils se sont soumis à une autre Justice, même à la Justice Royale; Bacquet, des Droits de Justice, chapitre 8, nombres 7, 8 & 9; mais les Seigneurs ou leurs Procureurs d'Office, sont obligés d'intervenir pour cela, & les Sujets ne peuvent point, sans leur assistance, demander leur renvoi, à moins d'une incompetence évidente: auquel cas, le Juge ne doit pas même attendre qu'on propose le renvoi, & doit se dépouiller de lui-même. Voyez l'article 1 du titre 6 de l'Ordonnance de 1667.

3°. Que les Seigneurs Justiciers quels qu'ils soient, ont la préséance sur les Seigneurs féodaux ou censiers, & leurs Officiers ont droit de précéder les Consuls du lieu en toutes assemblées. Voyez la Roche, en son Traité des Droits Seigneuriaux, chapitre 21, article 12; M. d'Olive, liv. 1, ch. 29; Despeisses, titre des Justices, art. 3, sect. 4.

4°. Que les Seigneurs perdent leur Justice en deux cas, 1°. Ils sont privés de leur Justice, lorsqu'ils ne la font pas rendre à leurs Sujets: *Clar. §. Feudum, quest. 68.* 2°. Ils en sont privés lorsqu'ils maltraitent leurs Sujets; *Bacquet, des Droits de Justice, chapitre 18, nombres 2, 3, 4 & 5; Boër. quest. 304, num. 4 & 5; Guypape, quest. 62, & ibi Ferr. Faber, en son code, livre 3, titre 18, défin. 2; Benedict. ad cap. Raynut. in verb. condidit, num. 46 & sequent.*

Cette perte & privation de Justice ne peut pas néanmoins être causée, par une légère négligence à faire rendre la Justice, ou par de légers mauvais traitemens; mais de sçavoir quel doit être le degré de l'un & de l'autre, c'est au Juge à le peser.

L I C.

L I C I T A T I O N, est l'adjudication qui se fait à l'un de plusieurs co-heritiers ou co-Associés, d'un immeuble qui ne peut se partager commodément, & dont les part-prenans ne veulent point jouir par indivis. La Loi 55, ff. *famil. ercisc.* parle de la licitation en ces termes: *Si familia*

exerciscunda, vel communi dividundo judicium agatur, atque divisio ita difficilis sit, ut pene impossibilis esse videatur, potest Judex in unam personam, totam condemnationem conferre & adjudicare omnes res.

Il ne faut pas conclure des termes de cette Loi, que pour pouvoir liciter sans droits, il soit nécessaire que les immeubles soient indivisibles par une impossibilité physique ou même morale ; car il suffit suivant la Jurisprudence des Arrêts, & selon la disposition de la Loi 3, *cod. communi divid.* & du §. *eadem* aux Instit. *de Officio jud.* qu'ils ne puissent se diviser commodément ; on tient même aujourd'hui que la licitation est bien faite, encore qu'il ne résultât aucun inconvénient du partage de la chose commune, *modo non sit fraus aliundè.*

Avant que cette matiere fût éclaircie & développée, on jugeoit que le co-Propriétaire, Adjudicataire, devoit les lods & ventes, non-seulement pour le lot de ses part-prenans ; mais encore pour sa propre part. On se départit un peu dans la suite de cet usage, & on crut qu'il suffisoit d'obliger le co-heritier ou autre co-Affocié, Adjudicataire par licitation, de payer les lods & ventes, pour les portions de ses co-heritiers ; Dumoulin, sur l'article 78

de la Coutume de Paris, glose 1, nombre 170, 171, 172 & 174; & enfin, la Jurisprudence des Arrêts s'est fixée à décharger le co-licitant, Adjudicataire, du paiement des lods & ventes, tant pour les portions de ses co-partageans, que pour la sienne propre; parce que la licitation n'est qu'un expedient introduit par la Loi, pour obvier aux inconveniens des actions, *famil. erciscunda, & communi divid.* dans la licitation, l'intention des part-prenans n'est pas de vendre; mais seulement de sortir de communauté: En un mot, la licitation n'est point une véritable vente, qui seule donne lieu à ces profits féodaux.

Les Feudistes font plusieurs observations importantes sur cette matiere. En voici les principales.

La premiere, est que la licitation peut se faire sans droits, non-seulement entre co-heritiers; mais encore entre co-Legataires, co-Donataires, co-Associés & généralement entre toutes sortes de part-prenans; Brodeau, sur Louet, lettre L, sommaire 9, nombres 5 & suiv. Loyseau, en ses Instit. titre des Cens, regle 13, *Capel. Tolos. quest. 75*; la Peyrere, lettre V, nombre 5; Ferriere, sur la question 48 de Guypape; *Molin. ad consuet. Pa-*

ris. §. 33; gloss. 1., num. 69 & sequent.
Mornac, ad L. 52, §. penult. ff. famil. er-
ciscunda.

La raison est, parce que dans toutes
sortes de licitations, l'intention des Con-
forts est plutôt de partager que de ven-
dre: *Idcirco est identitas rationis inter ju-
dicium familiae erciscunda & communi di-
vidundo.*

La seconde est, qu'il n'est point dû
lods & ventes au Seigneur, quoique les
co-heritiers ou Conforts aient admis des
étrangers à la licitation, pourvû que l'un
des part-prenans se rende Adjudicataire,
ainsi qu'il a été jugé par Arrêt du Parle-
ment de Paris, le 3 Mars 1587, rendu
contre les Echevins d'Amiens; Louet,
lettre L, chapitre 9; Maynard, livre 4,
chapitre 44; *Molin. verbo*, acheté à prix
d'argent, nombre 154, & sequent. Ca-
rondas, en ses Réponses; livre 7, chapitre
207. La raison est, parce que l'étranger
n'a été admis à la licitation que pour faire
monter les encheres, & que ne s'étant
point rendu Adjudicataire, il est vrai de
dire que les choses en ont demeuré aux
mêmes termes, que s'il n'avoit pas été ad-
mis à enchérir.

Mais si l'étranger admis à la licitation se
rend Adjudicataire, il est sans difficulté

Que le Seigneur sera en droit d'exiger les lods & ventes d'une telle licitation; Maynard, livre 4, chapitre 50; *Molin. loco citato*, parce qu'alors, il se fait une véritable vente au profit de l'étranger.

La troisième est, que la licitation peut se faire en Justice, ou devant Notaire, au choix des co-heritiers ou autres Consorts; Brodeau, sur l'art. 80 de la Coutume de Paris, nomb. 21.

La quatrième est, que si un étranger ayant acquis la portion indivise d'un co-heritier, devient Adjudicataire en licitation faite entre les autres co-heritiers, les lods & ventes sont dûs au Seigneur, Brodeau, sur l'article 80 de la Coutume de Paris, nombre 17. La raison est, parce que cet Acquereur ne peut être considéré comme part-prenant *ab initio*, & qu'ainsi cette licitation est censée faite *in fraudem Domini*.

Il en seroit autrement, si l'un des co-heritiers ou part-prenans originaires, se rendoit Adjudicataire, parce que le transport ou cession que l'un des Consorts fait de ses droits en faveur d'un étranger, ne peut point donner atteinte à la faculté qu'ont les autres Consorts de liciter la chose commune. C'est l'avis de tous les modernes, contre la décision de l'Arrêt

du 13 Décembre 1640, rapporté au Journal des Audiences, tome 1, livre 3, chapitre 69; d'ailleurs, il faut raisonner de ce cas comme de celui où l'étranger a été admis à la licitation, pour faire monter les enchères: Or, on ne doute point, *ut supra notatum*, qu'alors la licitation ne soit exemte des droits, à moins que l'étranger ne se rende Adjudicataire.

On peut voir sur cette matiere, Maître Charles Dumoulin, sur la Coutume de Paris, §. 33, glose 1, nombre 69 & seq. d'Argentré, sur l'ancienne Coutume de Bretagne, article 73, note 4, nombres 3 & suiv. Papon, liv. 13, titre 2, nomb. 22; Guypape & ses Annotateurs, quest. 48; Mornac, *ad L. 52, §. arbiter, ff. fam. ercisc.* Bacquet, des Francs-Fiefs, chapitre 7, nombres 22 & suiv. Chopin, *Andeg. lib. 1, cap. 4, num. 7*; Loyfel, en ses Instit. titre des Cens, regle 13; Livoniere, en son Traité des Fiefs, livre 3, chapitre 6, section 5; Maynard, livre 4, chapitre 50; Louet lett. L, ch. 9; *Capel. Tolos. quest. 75*; Carondas, en ses Réponses, livre 7, chap. 207, & en ses Pandectes, livre 2, chap. 16.

L I T.

LITRES, ou **CEINTURES FUNEBRES**, sont des bandes ou traces de peinture noire, de largeur de deux pieds au plus, mises tout au tour d'une Eglise ou Chapelle, en dedans & en dehors, en signe du deuil du Patron ou du Seigneur Haut-Justicier, sur lesquelles les écussons des armes sont peints de distance en distance.

Les Auteurs tirent presque tous l'étimologie du mot Litres, de celui de *Litura*, qui signifie effaçure, parce que, comme dit M. d'Olive, livre 2, chapitre 11, c'est un ornement, par lequel, en effaçant la couleur de la muraille de l'Eglise, on conserve la mémoire de ceux que la nature a effacés du nombre des vivans. Voyez M. du Cange, *verbo Litra*. Despeisses, des Droits Seigneuriaux, titre 5, article 2, section 7, nombre 1; & Marechal, des Droits honorifiques, chapitre 5.

Les Litres sont incontestablement partie des Droits honorifiques de l'Eglise: Ainsi, il n'y a que le Patron & le Haut-Justicier qui puisse prétendre cette prérogative: *Quia secundum Chass. in cons. Burg.*

arma & insignia insculpere, est honoris & Jurisdictionis. Voyez Løyseau, des Seigneuries, chapitre 11, nombre 46; d'Olive, *loco cit.* Bacquet, des Droits de Justice, chap. 20, nomb. 18; Marechal, *dis. 10 cap. 5.*

Les Seigneurs donc Moyens & Bas-Justiciers, féodaux ou censiers, ni les simples bienfaiteurs, ne peuvent point prétendre cette marque d'honneur, comme il a été jugé par Arrêt du Parlement de Toulouse de l'année 1592, rapporté par d'Olive, livre 2, chapitre 11; Bacquet, des Droits de Justice, chapitre 20, nombre 21; Marechal, des Droits honorifiques, chapitre 5; la Peyrere, lettre L, nombre 94; Despeisses, des Droits Seigneuriaux, titre 5, article 2, section 7, nombre 8, à moins que lesdits Seigneurs ou Bienfaiteurs soient en possession immémoriale de jouir de ce droit; Olive, Despeisses & la Peyrere, *ibid.*

Nota, 1^o. Que dans le concours de deux Seigneurs Hauts-Justiciers, les héritiers de l'un & de l'autre peuvent faire mettre Litres dans l'Eglise, le cas échéant; la Roche, des Droits Seigneuriaux, chapitre 23, article 1; d'Olive, en ses Arrêts, livre 2, chapitre 11, *in fin* Il est vrai que si l'un d'eux fait hommage à

L'autre, l'hommager est tenu de mettre ses Litres au-dessous de celles du Seigneur dominant, pour marque de sa dépendance, d'Olive, *loco cit.*

Nota 2°. Que les Litres du Patron doivent être mises au-dessus de celles du Seigneur Haut-Justicier, *argum. cap. nobis extr. de jur. Patron.* où il est dit, *pro fundatione quoque Ecclesia, honor proceffionis fundatori servatur*: jugé par Arrêt du Parlement de Paris du 23 Août 1614, rapporté par le Prestre en ses Arrêts de la cinquième Chambre, & par Arrêt du Parlement de Bordeaux du 4 Février 1583 recueilli par Automne, *ad L. 10, cod. de ing. man.* Les raisons en sont remarquées par Marechal, *loco cit.*

Nota 3°. Qu'on ne suit point dans l'usage le sentiment de Despeisses, des Droits Seigneur. tit. 5, art. 2, sect. 7; ni 5, ni l'Arrêt de le Prestre, suivant lesquels la faculté de mettre Litres autour de l'Eglise, tant par dedans que par dehors, n'appartient qu'au Seigneur Haut-Justicier, à l'exclusion même du Patron, qui ne peut les mettre qu'au-dedans de l'Eglise; car il est certain que ce droit n'appartient pas moins au Patron qu'au Seigneur Haut-Justicier; & il seroit ridicule d'enseigner ainsi que font tous les Auteurs, que

les droits honorifiques appartiennent au Patron par préférence, qu'il est en droit de mettre ses Litres au-dessus de celles du Seigneur Haut - Justicier, & que néanmoins il ne peut pas les mettre par dehors l'Eglise, ainsi que le Seigneur Haut-Justicier : Aussi ne trouve-t-on point d'autres Auteurs de ce sentiment.

Nota 4°. Que le Curé n'a point la faculté de mettre Litres, ni même ses simples armoiries dans son Eglise, sans la permission du Patron & du Seigneur Haut-Justicier, Despeis. des Droits Seigneuriaux, titre 5 art. 2, sect. 7, n. dern.

Nota 5°. Qu'il a été jugé par Arrêt du Parlement de Bordeaux du 27 Juillet 1645, rapporté par le Glossateur de la Peyr. let. L, n. 94, que tous les enfans d'un Seigneur Haut-Justicier ne devoient avoir que la même Litre, & qu'en cas de concours des puînés avec l'aîné, les armes de l'aîné devoient être mises les premières.

Nota 6°. Qu'il y a une autre espece de Litre ou Ceinture funebre, qui se fait de damas, velours ou autre étoffe précieuse, & qui se met seulement au-dedans de l'Eglise ; mais cette espece de Litre doit être ôtée après l'an & jour, & appartient à la Fabrique de l'Eglise. Voyez Bacquet des

Droits de Justice, chap. 20, nombre dernier.

Nota 7°. Qu'un simple Gentilhomme ou autre personne qui a fondé une Chapelle dans une Eglise, peut faire mettre Litre au-dedans de ladite Chapelle, au-dessous néanmoins de celle du Patron de l'Eglise, ou du Seigneur Haut-Justicier, Marechal des Droits honorifiques; chapitre 5.

Nota 8°. Que le droit de Litre n'appartient qu'au Propriétaire de la Haute-Justice, & non à l'Usufruitier, ni à la Douairière, ni même au Seigneur Engagiste d'une Terre du Domaine, Chop. de Domain. lib. 3, tit. 19, n. 16.

L O D.

L O D S E T V E N T E S, on entend par ces deux termes, (qui signifient la même chose,) un certain droit que l'Acquereur d'un heritage censuel est obligé de payer au Seigneur direct, duquel ledit heritage relève immédiatement.

Le mot de Lods dérive selon quelques-uns du mot *Leudes*, ancien terme François, qui signifie Loyal, parce que les Sujets d'un Seigneur doivent lui être loyaux & fideles, Mornac *ad L. ult. cod. de jur. Em-*

phit. d'Argentré, tract. de laudim. c. 1. Selon d'autres ce terme vient du verbe laudare seu approbare, parce que ce droit se paye au Seigneur pour louer, c'est-à-dire, agréer & investir le nouvel Acquéreur, Cujac. ad L. in conventionibus ff. de verbor. signif. Loyseau en son Traité du Dégrevissement, liv. 1, chap. 5, n. 4. Molin. in consuetud. Paris. tit. 2, §. 76, n. 1. Carondas en ses Observations verb. Lods: Il y en a enfin d'autres qui tiennent que Lods dérive de lot, c'est-à-dire, part & portion; parce que ce droit n'est autre chose, que le lot ou la portion qui revient au Seigneur direct du prix de la vente de l'heritage censuel, Loyseau en son Traité des Offices, liv. 3, chap. 3, n. 28.

Quoiqu'il en soit de l'étimologie de ce mot, il est certain que les Lods sont après le cens, le principal droit utile du Domaine direct; ainsi il convient de rapporter avec ordre les décisions que la Jurisprudence des Arrêts & les Docteurs nous ont données sur cette matiere importante.

Par Arrêt du Parlement de Bretagne du 14 Mars 1608. rapporté par Belord. en ses Observations, liv. 4, part. 4, art. 8, il a été jugé que les Lods & ventes sont dûs au Fermier du tems du contrat de

vente, & non à celui du tems de la promesse de vendre; quoique lors de ladite promesse l'Acquereur ait avancé une partie considerable du prix de l'acquisition. La raison est parce que la promesse de vendre n'est pas vendre, ainsi que le dit la Peyr. let. N, n. 27, qui ajoute que si la promesse de vendre est faite à prix d'argent, il n'en est point dû Lods & ventes; mais que si la vente s'ensuit, il est dû ventes & du prix de la promesse & du prix de la vente. La raison est, ce me semble, parce que le prix de la promesse est regardé comme faisant partie du prix de la vente. *Vide Argent. tract. de laudim. cap. 1, §. 14.* Dumoulin sur la Coutume de Paris tit. 2, glos. 2, n. 78.

Par Arrêt du Parlement de Bretagne de l'an 1576 rapporté par d'Argentré, *tract. de laudim. cap. 1, §. 19*, il a été jugé que les Lods du supplément volontaire du prix de l'acquisition, sont dûs au Fermier du tems du supplément, à l'exclusion du Fermier du tems du contrat de vente. *Idem judicatum*; par Arrêt du Parlement de Paris du 5 Janvier 1565, rapporté par Carondas en ses Pandectes, liv. 2, chap. 16. Voy. la Peyr. let. V, n. 41 & 53.

Il en seroit autrement si le supplément du prix étoit nécessaire, ainsi que le remar-

que d'Argentré, *tract. de laudim. cap. 2* : car en ce cas les Lods seroient dûs au Fermier du tems de la vente ; parce qu'il est censé que ce supplément fait une partie essentielle du prix de l'acquisition, & que les Parties en ont tacitement convenu lors de la vente. Voyez Rebuf. *tract. de recis. contract. art. un. glos. 23, n. 23, & ad L. 79, ff. de verb. sign.*

Par Arrêt du Parlement de Toulouse du mois de Juin 1563, rapporté par Mainard, liv. 4, chap. 36, il a été jugé que si le prochain lignager retire l'heritage vendu, l'Acquereur n'est point tenu de payer les Lods & ventes, pour lesquels le Seigneur doit s'en prendre au Retrayant. *Idem judicatum* par Arrêt du Parlement de Paris du dernier Mai 1582, rapporté par Chopin *de morib. Paris. lib. 1, tit. 3, n. 8.*

Ces Arrêts sont conformes à la doctrine de d'Argentré sur la Coutume de Bretagne, art. 7, & *tract. de laudim. c. 3, & Tiraq. tract. de retr. municip. §. 29, glos. 1 & 2.* La raison est parce que le retrait lignager, faisant passer l'heritage vendu en la personne du Lignager, il n'est pas juste que l'Acquereur paye les Lods d'une acquisition anéantie par le moyen du retrait, pour avoir ensuite l'embaras de les

répéter du Lignager. Que si l'Acquereur a payé les Lods avant le retrait , il ne peut point en demander le remboursement au Seigneur ; mais bien au Retrayant qui est tenu de les lui rendre en entier ; encore que le Seigneur s'en fût relâché en tout ou en partie en faveur dudit Acquereur, d'Argent. *tract. de laudim. c. 3. Mainard, liv. 4, chap. 23. Molin. ad consuet. Paris. tit. 1, §. 22, n. 6. Chop. Andeg. lib. 3, cap. 1, tit. 5, n. 24.*

Par Arrêt du Parlement de Paris du 23 Août 1540 rapporté par Chopin *de morib. Paris. lib. 1, tit. 2, n. 23*, il a été jugé que quoique l'Acquereur évincé n'ait point payé de Lods & ventes, à cause de son exemption, néanmoins le Retrayant doit les lui payer. La raison est, parce que le privilège de l'Acquereur doit tourner à son profit & non à celui du Retrayant.

Il a été jugé par deux Arrêts du Parlement de Paris, l'un du 8 Juin 1606, & l'autre du 27 Juin 1611, rapportés par Brodeau sur Louet, let. S, chap. 22, que le Retrayant doit rembourser les Lods & ventes à l'Acquereur, sans pouvoir profiter de la remise ou relâche fait par le Seigneur à l'Acquereur. La raison est, parce qu'il est censé que le Seigneur n'a fait cette gratification, *nisi intuitu emp-*

toris, par reconnoissance ou pour récompense de service. Voyez Expilly en ses Arrêts, chap. 151. Chopin sur la Coutume d'Anjou liv. 3, chap. 1, tit. 5, n. dern. Boër. *décis.* 231, n. 3 & *sequ.* D'où il suit que l'Acquereur ne peut être tenu d'affirmer quelle somme il a payée au Seigneur pour les Lods & ventes, ni d'en rapporter quittance ; parce que le Retrayant est obligé d'en faire le remboursement sur le pied fixé par la Coutume.

Par Arrêt du Parlement de Paris du 10 Août 1626 rapporté par le Prestre en ses Arrêts de la 5^e. Chambre sur l'année 1626, il a été jugé que si l'Acquereur & le Retrayant ont également le privilege de ne pas payer les Lods & ventes, le Retrayant n'est pas obligé de les rembourser à l'Acquereur. *Idem judicatum* par Arrêt du même Parlement du 5 Avril 1607, rapporté par Louet, let. S, chap. 22. *Idem* encore jugé par autre Arrêt du même Parlement du 21 Août 1649, recueilli par Dufresne en son Journal, liv. 5, ch. 42. La raison est, *quia ubi paria privilegia sunt, neuter utitur privilegio ; tantum enim juris habet unum ad resistendum, quantum aliud ad obtinendum.* A quoi revient la maxime, *cessat privilegium in privilegia* *sis.*

Par Arrêt du Parlement de Paris du 6 Septembre 1586, rapporté par Carondas en ses Observations *verb.* Droits, il a été jugé que la quantité des Lods, doit se régler suivant la Coutume du lieu où les biens acquis sont situés; à moins qu'elle ne soit réglée par le bail à cens.

Il n'y a rien surquoi les Coutumes soient moins d'accord, que sur la quantité des Lods, les unes la fixant à la sixième partie du prix, les autres à la huitième, & d'autres à la dixième. Voyez d'Argentré *tract. de laudem. cap. 5*, Chopin *de jurisd. Andeg. lib. 2, part. 1, cap. 2, tit. 3, n. 2.* Bugn. en ses Loix abrogées, liv. 2, ch. 232. C'est pourquoi la Coutume de chaque lieu, est la règle qu'il faut suivre en cette matière, *L. si publicanus 4, ff. de publican. & L. 34, ff. de divers. reg. jur.* néanmoins l'Emphiteote peut prescrire la quantité des Lods contre la disposition de la Coutume, par l'espace de trente ans ou au-dessus. Chopin *loco cit.*

Que si la Coutume du lieu où les biens sont assis, ne dispose pas de la quantité des Lods, il faut suivre la Coutume la plus voisine. Voyez Imbert, *in enchirid. verb. Coutumes*; d'autres disent qu'en ce cas il faut suivre la disposition de la Coutume de Paris, comme plus juste & plus étendue que les autres.

Par Arrêt du Parlement de Toulouse rendu contre le Syndic du Monastere d'Ar-dotel, rapporté sans date par Despeis. des Lods, sect. 5, part. 4, n. 2, *in fin.* il a été jugé que si la quantité des Lods a été augmentée par une convention postérieure au bail à cens, ils ne doivent point être payés suivant ladite convention ; mais bien suivant le titre primordial.

La raison de cet Arrêt est, parce qu'une pareille convention est regardée comme une surcharge causée par la force & l'autorité ; c'est pourquoi il en seroit autrement si la convention postérieure contenoit une moindre quantité de Lods que le bail à cens ; car en ce cas il faudroit exécuter cette convention, parce qu'il n'est point censé que cette diminution ait été causée par aucune impression ; mais seulement par la libre volonté du Seigneur, qui a voulu reconnoître ou récompenser, par cet endroit, les services de son Emphitéote. A quoi est applicable la Loi *Arrianus 47, ff. de obligationibus & act. Propensiores esse debemus ad liberandum quàm ad obligandum.*

Par Arrêt du Parlement de Dijon du 29 Janvier 1607, rapporté par Bouvot, tom. 2, quest. 12, il a été jugé que les Lods sont dûs au Seigneur, quoique les conventions

tions de la vente ne soient pas rédigées par écrit , pourvû que les Parties ne désavouent pas ladite vente.

La raison est , parce que l'écriture n'est pas de l'essence du contrat de vente, *L. inter patrem 2, §. 1, ff. de contrahenda empt. L. non idcirco, cod. & L. 10, cod. de fide instrum.*

Par Arrêt du Parlement de Paris prononcé en Robes rouges le 23 Décembre 1587 , rapporté par Carondas en ses Réponses liv. 3 , chap. 70 , il a été jugé que le Seigneur peut exiger les Lods d'une vente faite par celui qui n'étoit pas le maître de la chose vendue.

Cet Arrêt est conforme à la doctrine de d'Argentré *tract. de laudem. cap. 1, §. 1* , de Dumoulin sur la Coutume de Paris, titre des Censives, §. 78 , glos. 1 , n. 23 , & de Carondas au lieu cité , qui rapporte d'autres Arrêts qui l'ont jugé de même , contre l'opinion de Faber en son Code , liv. 4 , tit. dern. *defin. 74*. Il est vrai que si le Propriétaire de la chose vendue , vient à évincer l'Acquereur , le Seigneur est obligé de rembourser les Lods qu'il avoit reçus.

Par Arrêt du Parlement de Paris du 8 Mai 1602 , rapporté par Peleus en ses Actions Forens. livre 6 , chap. 27 , il a

été jugé que le Seigneur peut demander le paiement des Lods d'un Décret, encore qu'il y en ait appel, en donnant caution de les restituer, au cas que ledit Décret soit cassé.

Par Arrêt du Parlement d'Aix prononcé en Robes rouges le 17 Mars 1570, rapporté par *Stephan. à Sancto Joanne, quest. 20*, il a été jugé que les Lods du Décret sont dûs au Seigneur, quoique le débiteur saisi ait fait rabattre le Décret en payant la dette.

Par Arrêt du Parlement de Toulouse du 12 Mai 1633, rapporté par M. d'Olive en ses Questions notables, liv. 2, ch. 18 *in princ.* il a été jugé que les Lods & ventes d'un rabattement de Décret sont dûs au Seigneur.

Cet Arrêt souffre beaucoup de difficulté, parce qu'encore que le rabattement de Décret soit un effet de la grace des Juges souverains, comme dit d'Olive *ibid.* néanmoins il est certain que l'usage constant étant d'admettre ledit rabattement, cette grace est devenuë une nécessité. Voyez Faber en son Code, liv. 4, tit. dern. défin. 30.

Par Arrêt du Parlement de Paris du 12 Juillet 1603, rapporté par M. Louet let. U, chapitre 12, il a été jugé que les Lods

— Sont dûs de la vente à faculté de rachat , quoique ladite faculté ait été exercée dans le tems. *Idem judicatum* par Arrêt du Parlement de Toulouse du dernier Mars 1555, rapporté par la Roche en son Traité des Droits Seigneuriaux , chapitre 38 ; art. 4.

Ces Arrêts sont conformes à la doctrine de Dumoulin sur la Coutume de Paris , tit. 2, §. 78 , glos. 1 , n. 47 & 48 ; de Mainard liv. 4 , chap. 38 , de Masu. tit. 25 , n. 2 ; d'Argentré *in consuet. Britan. art. 64 , Not. 1 , n. 1 ; & sequent.* de Tiraquet *tract. de retr. convent.* §. 6 , glos. 2 , n. 19 ; de Mornac *ad L. 2 , cod. de pact. inter emptor. & vendit. compos. & ad L. 6 , ff. de in diem addict.* de Chopin sur la Coutume d'Anjou liv. 2 , tit. 3 , n. 4 , de la Peyr. let. U , n. 7 : la raison est parce que la vente à faculté de rachat est pure & simple , *licet sub conditione resolubilis.*

Mais la décision ci-dessus doit s'entendre lorsque la faculté de reméré est pour au-dessus de neuf ans , ou que le retrait n'a pas été exercé dans le tems de la grace ; car si la faculté est au-dessous de neuf ans , & que le retrait ait été exercé dans le tems de la grace , il n'est dû aucun droit de Lods , ni pour la vente , ni pour le retrait. C'est le sentiment de tous les Au-

teurs cités par Brodeau sur Louet, let. V, som. 31.

Surquoi remarquez que si le Vendeur à pacte de rachat, vend la faculté à l'Acquereur, il est dû Lods & ventes au Seigneur du prix de la vente de ladite faculté, Dumoulin sur la Coutume de Paris tit. 2, §. 78, glos. 1, n. 52; mais non pas si la faculté de rachat étoit vendue à un tiers, d'Argentré *in consuet. Britan. art. 59, Notab. 2, n. 15, & art. 64, Notab. 1, n. 6. Vide eund. tract. de laudem. cap. 1, §. 10.* Contre la Peyr. let. U, n. 26, qui est d'avis que les Lods sont dûs au Seigneur lorsque le Vendeur cede à prix d'argent la faculté de rachat à un tiers, En effet les raisonnemens employés par les Auteurs pour établir à cet égard une différence, entre la vente de la faculté faite à l'Acquereur & celle faite à un tiers, ne sont appuyés que sur une trop grande subtilité.

Les Lods & ventes ne sont point dûs pour vente de fruits seuls, encore que la vente d'iceux fruits soit faite pour dix ans ou au-dessus: d'Argentré *tract. de laudem. cap. 1, §. 42*; Dumoulin sur la Coutume de Paris titre 1, §. 78, glos. 1, n. 12; Boër. décis. 234, n. 5; Ferr. *ad quest. 48 & 162* de Guyp. Contre Bacquet, des Droits de Justice, ch. 12, n. 21,

Ubi nota, que les Lods & ventes ne sont point dûs de la vente des fruits séparés du fonds, quoiqu'ils soient vendus conjointement avec ledit fonds, Ranch. décis. part. 2, conclus. 309. La raison est, parce que d'abord que les fruits sont séparés du fonds, ils ne sont plus considérés que comme des effets mobiliers, dont la vente ne produit jamais de Lods.

C'est pourquoi il en seroit autrement si les fruits étoient vendus avec le fonds, avant d'en être séparés; car alors les Lods sont dûs de l'entier prix, Argent. de laudim. cap. 1, §. 27. Ranch. décis. part. 3, conclus. 115, Boer. décis. 229, n. 1. *Vide L. ult. §. penult. ff. quæ in fraud. credit.* La raison est, *quia fructus pendentes pars fundi videntur*, comme il est dit en la Loi *fructus* 43. ff. de rei vindic.

Les Lods sont pareillement dûs, quoique le fonds & les fruits aient été vendus séparément au même Acquereur ou à une personne par lui interposée; Dumoulin sur la Coutume de Paris, titre 2, §. 78, glos. 3, n. 32; parce qu'il est censé que ces deux contrats n'ont été faits que pour frustrer le Seigneur des Lods qui lui sont dûs.

Par Arrêt du Parlement de Paris du 5 Janvier 1563, rapporté par Mainard liv.

6, chap. 28; il a été jugé que les Lods sont dûs du supplément du juste prix. *Idem judic.* par Arrêt du Parlement de Toulouse du 17 Juin 1566, rapporté par Papon en ses Arrêts; liv. 13, tit. 2, art. 35.

Ces Arrêts sont conformes à la doctrine de Dumoulin sur la Coutume de Paris, tit. 2, §. 78, glos. 5, n. 2 & 3; du Président Faber en son Code, liv. 4, tit. dern. défin. 80; de Rebuffe, *ad L. appellatione rei ff. de verbor. signif.* de Carondas en ses Répons. liv. 7, chap. 111. La raison est, parce que le supplément fait partie du prix de la vente.

Par Arrêt du Parlement de Toulouse du 9 Février 1587, rapporté par Mainard liv. 4, chap. 30 *in princ.* il a été jugé que les Lods sont dûs au Seigneur de l'adjudication d'un immeuble, faite à un créancier pour le paiement de sa dette.

Le bail en paiement produisant à l'égard du créancier le même effet qu'une véritable vente, *L. apud Eclsum, §. 13, ff. de dot. mal. & met. except. L. si pradium red. de evict. & L. 44, ff. de solut.* il s'en suit qu'il est dû Lods du fonds donné en paiement. Voyez Ranch. décis. part. 3, conclus. 500. Faber en son Code liv. 4, tit. dern. défin. 55; le Prestre centur. 2;

chap. 38. Argentré sur la Coutume de Bretagne , art. 66. Carondas en ses Pandect. liv. 2, chap. 16. Bouvot tom. 2, quest. 16.

Par Arrêt du Parlement de Bretagne du mois de Septembre 1603, rapporté par Belord. en ses Observ. liv. 4, part. 4, art. 5, il a été jugé que le Seigneur pour le paiement des Lods, doit être préféré à tous les créanciers de l'Emphitéote. La raison est, parce que le fonds emphitéotique est tacitement hipotequé aux droits Seigneuriaux, depuis le jour du contrat d'inféodation. Voyez Henrys & Bretonnier tom. 2, liv. 3, quest. 18; & la Peyr. let. U, n. 61, qui donne la préférence au Vendeur.

Par Arrêt du Parlement de Paris du 20 Février 1586, rapporté par Carondas en ses Pandect. liv. 2, chap. 16, il a été jugé que les Lods ne sont pas dûs, lorsque les Contractans se sont mutuellement départis de la vente, avant qu'elle ait été consommée par le paiement du prix & par la tradition réelle de la chose. *Idem judicatum* par Arrêt du Parlement de Bretagne du 18 Avril 1596, rapporté par Belord. en ses Observations liv. 4, part. 4, art. 6. La raison est, *quia ea obligationes quæ consensu contrahuntur, contrariâ voluntate dissolvuntur*, comme il est dit au §.

dernier, *instit. quib. mod. toll. obligat. &* parce qu'une telle vente n'ayant point dépouillé le Vendeur, le Seigneur ne peut pas prétendre les Lods, qui sont payés *pro labore investitura*. Voyez Chopin *de moribus Paris. lib. 1, tit. 2, n. 29*. La Peyr. *let. U, n. 34*, & les Auteurs qu'il cite.

Par Arrêt du Parlement de Toulouse de l'année 1582, rapporté par Mainard, *liv. 4, chap. 51*, lui Rapporteur, il a été jugé que si l'Adjudicataire cede son droit à un tiers, avant la prise de possession, les Lods ne sont point dûs par l'Adjudicataire; mais seulement par celui à qui il a cédé son droit. *Idem. judic.* par Arrêt du Parlement de Bretagne du 30 Octobre 1576, rapporté par Chopin *de morib. Paris. lib. 1, tit. 3, n. 13*.

Les Lods n'étant jamais dûs, que quand il y a translation de propriété & changement de main, il est certain que l'Adjudicataire qui remet son droit à un tiers, avant la prise de possession, ne sçauroit être assujetti au paiement des Lods. Voy. Carondas en ses *Pandect. liv. 2, chap. 16*, & en ses *Observations verb. Lods*, la Roche des Droits Seigneuriaux, *chap. 38, art. 8*. Il en seroit autrement si le Décret étoit consommé, au moyen de la

prise de possession ; car en ce cas il est sans difficulté qu'il seroit dû doubles Lods , sçavoir par l'Adjudicataire & par son Cessionnaire ; parce que l'Adjudicataire ayant pris possession , il s'est fait changement de main à son égard.

Par Arrêt du Parlement de Paris du 20 Février 1586 , rapporté par Chopin *de jurisdict. Andeg. lib. 2, part. 2, cap. 2, tit. 2, n. 4* , il a été jugé que le Seigneur ne pouvoit pas demander les Lods d'une vente résolue , en vertu d'un pacte apposé en icelle : *Quia tunc venditio est jure conditionalis.*

Par Arrêt du Parlement de Paris du 23 Décembre 1592 , rapporté par Carondas en ses Observations, *verb. Cens, & verb. Lods*, il a été jugé que les Lods ne sont pas dûs des ventes qui sont déclarées nulles. *Idem judicatum* par Arrêt du Parlement de Dijon du 5 Mai 1616 , rapporté par Bouvot tom. 2, *verb. Lods, quest. 17* ; & par autre Arrêt du 7 Mai 1552 , rapporté par Automne , *ad L. non dubium, cod. de legib.*

Ces Arrêts sont conformes à la doctrine de d'Argentré sur la Coutume de Bretagne, article 59 , *not. ult. n. 2 & sequent. & tract. de laudem. cap. 1, §. 17* ; de Dumoulin sur la Coutume de Paris , *tit. 2,*

§. 78 ; gloss. n. n. 13 ; de Tiraq. *tratt. de retr. convent.* §. 16 ; gloss. 2, n. 19 ; de Chopin sur la Coutume d'Anjou, liv. 1, chap. 4, n. 11 ; de Papon liv. 10, tit. 6 ; n. 3 ; de Coquille sur la Coutume de Nivernois, tit. des cens, art. 5 ; de Mornac *ad l.* 27, ff. *de edit. edict. &* de Carondas en ses Réponses, livre 3, nomb. 70.

En effet il n'est pas juste qu'un contrat qui ne produit aucun effet pour les Contractans, en produise pour le Seigneur, qui n'a qu'un droit dépendant d'une véritable vente, *ex nihilo enim nihil producitur*. On ne croit pas que tous les raisonnemens subtils de quelques Feudistes, soient capables de balancer cette raison d'équité. Par Arrêt du Parlement de Paris prononcé en Robes rouges en l'année 1587, rapporté par Chopin *de jurisd. Andeg. lib. 2, part. 1, cap. 2, tit. 3, n. 5*, il a été jugé que si l'Acquereur de plusieurs heritages est évincé de quelques-uns, & que pour raison de cette éviction il abandonne les autres, il n'est sujet à aucuns Lods. *Idem judicatum* par autre Arrêt du même Parlement du 23 Décembre 1592, rapporté par Carondas en ses Observations, verb. droits. La raison est, parce qu'il est censé que l'Acquereur n'a point eu en vûe d'en

acheter une partie sans l'autre ; ainsi étant évincé d'une portion , il ne peut être contraint de retenir l'autre , *argum. L. 34 ff. de adilit. edict. Autonne , ad L. tutor , §. curator , ff. de minorib.* Monthot. en ses Arrêts , chapitre 50 , *L. si quis allant , ff. de solut. & L. 72 , ff. de evictionibus.* Brodeau sur Louet, let. R , ch. 2.

Par Arrêt du Parlement de Paris du dernier Mai 1582 , rapporté par Carondas en ses Observations , *verb. Droits* , il a été jugé que les Lods ne sont point dûs du retrait lignager , encore que l'Acquéreur cede le fonds au Lignager , avant d'être assigné pour cela.

Cet Arrêt est conforme à la doctrine de d'Argentré sur la Coutume de Bretagne article 73. Notab. 4 , n. 1 & 2 , *tract. de laudem. cap. 1 , §. 36 ; & de Morinac ad L. ult. cod. de jur. Emphit.* contre l'opinion de Greg. *in syntag. lib. 25 , cap. 16 , n. 6.* La raison est , parce que le retrait lignager n'est pas un nouveau contrat ; mais seulement un changement du premier , qui se fait même par nécessité & non par la volonté de l'Acquéreur.

Surquoi remarquez 1°. Que si l'Acquéreur a cédé le fonds au Lignager qui n'a voit pas droit de retruire , pour lors les Lods sont dûs du retrait ; parce que c'est

une aliénation volontaire de la part de l'Acquereur, qui ne pouvoit être obligé de faire la revente qu'au véritable Lignager, d'Argentré *loco cit.* Dumoulin sur la Coutume de Paris, titre 2, §. 78, glos. 1, n. 112.

2°. Que si l'Acquereur fait revente au Lignager après que l'an du retrait lignager est expiré, il sera dû Lods de cette revente, *quia tunc est vera & spontanea venditio*; de quoi il y a Arrêt rapporté par Automne sur l'article 15 de la Coutume.

3°. Que l'Acquereur ayant été évincé par le Lignager, le Seigneur ne peut agir pour le paiement de ses Lods que contre le Lignager, *quia subrogatur in locum primi emptoris, & habetur ac si primò emissæ*, comme dit Dumoulin sur la Coutume de Paris, §. 33, n. 43.

Par Arrêt du Parl. de Paris du 14 Août 1546, rapporté par Papon en ses Arrêts liv. 13, tit. 2, art. 24, il a été jugé que les Lods ne sont point dûs du rachat exercé dans le tems du reméré. *Idem judic.* par Arrêt du Parlement de Toulouse du dernier Mars 1555, rapporté par la Roche en son Traité des Droits Seigneur. chap. 38, art. 4.

La raison est, parce que le rachat n'est point une vente; mais seulement l'exécu-

tion ou plutôt la résolution de la première vente. Il y a une infinité d'Arrêts qui l'ont jugé de même, conformément à la doctrine de Dumoulin sur la Coutume de Paris, tit. 1, §. 23, glos. 1, n. 12, & tit. 2, §. 78, glos. 1, n. 47; de Ferron sur la Coutume de Bordeaux, liv. 2, tit. 8, §. 16; de Mainard liv. 4, chap. 38; d'Argentré *tract. de laudim. cap. 1, §. 8*, & sur la Coutume de Bretagne art. 64, Notab. 1, n. 8 & suiv. de Masu. tit. 23, n. 13, & tit. 25, n. 2.

Ubi nota, que dans le cas de l'Arrêt de Papon il s'agissoit du rachat exercé par un tiers, & cet Arrêt jugea que les Lods n'en étoient point dûs au Seigneur, contre l'opinion de plusieurs notables Auteurs, tels que d'Argentré sur la Coutume de Bretagne, art. 64, n. 10 & 17, & *tract. de laudim. cap. 1, §. 10, 11 & 15*, & Dumoulin sur la Coutume de Paris, tit. 2, §. 78, glos. 1, n. 58 & 59, qui tiennent que les Lods du rachat sont dûs, lorsque la faculté est exercée par un tiers; parce qu'alors ce tiers n'ayant jamais été maître de la chose, il se fait un véritable échange de main à son égard.

Par Arrêt du Parlement de Grenoble du 26 Octobre 1596, rapporté par Expilly en ses Arrêts, chapitre 117, il a été

jugé que si le pacte de rachat a été fait quelque tems après le contrat de vente, les Lods sont dûs dudit rachat.

Lorsque le pacte de rachat n'a pas été fait dans le contrat de vente, ou incontinent après, il est regardé comme un second contrat; ainsi, les Lods sont incontestablement dûs, lorsque le rachat est exercé en conséquence d'un tel contrat. Papon, en ses Arrêts, livre 13, titre 2, article 24; Argentré, *tract. de Laudim. cap. 1, §. 7, 8 & 9*, Ferron, *loco suprâ cit. Gregor. in syntag. lib. 25, cap. 16, num. 6, argum. L. si à me, ff. ad L. falcid.*

Par Arrêt du Parlement de Bretagne du 17 Mars 1609, rapporté par Belord. en ses Observations livre 4, part. 4, art. 8, il a été jugé que les lods ne sont point dûs; lorsque la chose commune ne pouvant pas se diviser commodément, elle a été adjugée par licitation à l'un des Associés ou co-heritiers.

Tous les Arrêts l'ont constamment jugé de même, conformément à la doctrine de Barthole sur la Loi & *ideo*, ff. de *condict. furt. de Capel. Tol. quest. 75*; de Guypape, question 411, & *ibi Ranchin*; de Gregor. *in syntag. lib. 25, cap. 16, num. 5*; de Bouvôt, tome 2, *verbo Licitation en*

partage, question 2; de Ferrière sur la question 48 de Guypape, & generally de tous les Feudistes, tant anciens que modernes.

Par Arrêt du Parlement de Paris de l'année 1538, rapporté par Rebuffe, *tratté de pracon.* article 3, nombre 3, il a été jugé que les lods ne sont pas dûs d'une licitation, quoiqu'il soit dit dans le contrat de partage, que celui qui a une plus grande portion, achete de ses Associés ou co-héritiers, ce qui lui est échû de plus qu'à eux.

La raison est, parce qu'on doit plutôt considérer l'intention des Contractans, que les mots dont ils se sont servis, ainsi que le décide la Loi 219, ff. de verb. sign. *In conventionibus, contrahentium voluntatem potius quam verba spectari placuit*, parce que comme il est dit au chapitre *propterea extra de verb. sign. plerumque dum proprietates verborum attenditur, sensus veritatis mittitur.* Vide Carondas, en ses Observations, verbo Lods, & en ses Pandectes, livre 2, chapitre 16; Chopin, de Jurisd. Andeg. lib. 1, art. 4; Ferrière, sur la question 48 de Guypape; Argentré, sur la Coutume de Bretagne, art. 73, notab. 4, n. 3; Papon, en ses Arrêts, livre 13, tit. 2, art. 23.

Par Arrêt du Parlement de Paris du 1^{er} Janvier 1607, rapporté par Louet, lettre L, chapitre 9 *in fin.* il a été jugé que les Lods n'étoient pas dûs d'une licitation, lors même que la chose étoit commune par Société. *Idem judic.* par Arrêt du Parlement d'Aix du 25 Octobre 1582, rapporté par Stephan. à *Sainte Jeanne, decis.* 30. *Vide sup. verb.* Licitation.

Par Arrêt du Parlement de Paris, prononcé en Robes rouges, au mois d'Avril 1538, rapporté par Dumoulin, sur la Coutume de Paris, titre 2, §. 78, nomb. 170, il a été jugé que les Lods ne sont pas dûs, d'un partage fait par licitation, quoiqu'un étranger ait été reçu à encherir, pourvû que l'un des co-heritiers ou part-prenans, se rende Adjudicataire. *Idem judic.* par autre Arrêt du même Parlement du 3 Mars 1587, *consultis Classibus*, rapporté par M. Louet, lettre L, ch. 9, lui Rapporteur.

Il en seroit autrement si l'étranger reçu à encherir, se rendoit Adjudicataire; car en ce cas, les Lods seroient dûs; l'étranger ne pouvant point profiter d'un privilege qui n'a été introduit que pour faciliter le partage entre ceux qui y sont interessés; mais dès-lors que l'étranger n'a point été Adjudicataire, son encheire ne peut point

suivre aux co-heritiers ou autres part-prenans. *Vide* Dumoulin, *loco cit.* nombre 157; Carondas, en ses Pandectes, livre 7, chapitre 16, & en ses Réponses, livre 7, chapitre 202, & *supr. verb.* Licitacion.

Remarquez que si le partage une fois fait, l'un des Associés ou co-heritiers vend sa portion à un des autres, il est dû Lods de cette vente; parce qu'alors ce n'est pas une vente par licitation; mais bien une véritable vente faite volontairement; Ferriere, sur la question 48 de Guy-pape, *Argent. tract. de Laudim. cap. 1, §. 53.*

Par Arrêt du Parlement de Paris, du 29 Novembre 1607, rapporté par Mor-nac, *ad L. ult. cod. de jure emphit.* il a été jugé que les Lods n'étoient point dûs d'un louage à soixante ans. *Idem judic.* par Arrêt du Parlement de Bordeaux du mois de Mars 1609, rapporté par Automne, *ad L. 3, §. ex contrario, ff. de acquir. vel amit. possess.*

Ces Arrêts sont conformes à la doctrine de Boyer, décis. 234, nombre 5; d'Argent. *tract. de Laudim. cap. 1, §. 42*; de Papon, en ses Arrêts, titre des Droits Seigneuriaux, article 22; de Ferriere, sur les questions 48 & 162 de

Guypape ; de Menoch. *de præsumpt. lib. 3^e præsumpt. 95, num. 8* ; de Corb. en ses Plaidoyers, chapitre 96, contre l'opinion de Dece, *primâ parte consil. consil. 204, num. 2* ; & de quelques autres Auteurs. Voyez d'Olive en ses Questions notables, livre 2, chapitre 18, qui rapporte un Arrêt du Parlement de Toulouse du 14 Août 1637, par lequel il fut jugé que les Lods & Ventes n'étoient pas dûs d'une locatairie perpétuelle. La raison est ; *quia ex tali contractu non transfertur Dominium.*

Par Arrêt du Parlement de Dijon du 7 Janvier 1620, rapporté par Bouvot, tome 2, *verbo* Lods, question 19, il a été jugé que le contrat de constitution de rente, ne donne point lieu aux Lods & Ventes. *Idem judic.* par Arrêt du Parlement de Paris du 10 May 1557, rapporté par Louët, lettre L, chapitre 15. *Idem* encore *judic.* par Arrêt du Parlement de Toulouse du 19 Février 1585, rapporté par Duranty, quest. 55.

Ces Arrêts sont conformes à la doctrine de d'Argentré, sur la Coutume de Bretagne, article 59, notab. 2, nombre 9, & article 61, notab. 1, nombre 6, & article 73, notab. 2, n. 3, & de Dumoulin, sur la Coutume de Paris, titre 2, §.

84, glose 1, nombre 1. La raison est, parce que les rentes constituées ne sont qu'un simple engagement & hypothèque du fonds sur lequel elles sont assignées; sans que pour cela le fonds assigné change de main. Il faut néanmoins excepter le cas où le créancier jouit du revenu d'une Terre du débiteur, pour le paiement de la rente; car alors la Terre assignée au créancier étant regardée comme aliénée, les Lods en sont dûs, suivant Brodeau sur Louet, lettre R, chapitre 15, & Chopin, *de Jurisditt. Andeg. lib. 2, part. 1, tit. 3, n. 3.*

Par Arrêt du Parlement de Toulouse du 30 Août 1633, rapporté par d'Olivier livre 2, chapitre 18, *in fin.* il a été jugé que les Lods sont dûs d'un contrat d'engagement, après dix ans.

Au Parlement de Paris, l'Engagiste ne doit les Lods qu'après vingt ans, & à Bordeaux après trente ans. Voyez Despeisses, des Lods, section 5, partie 7, nombre 27, & le Glossateur de la Peyrere, lettre U, nombre 16.

Par Arrêt du Parlement de Paris du 17 Février 1568, rapporté par Carondas, en ses Observations, *verb. Droits*, il a été jugé que les Lods sont dûs d'une constitution de rente perpétuelle & foncière.

La raison est, parce que cette constitution de rente rend l'héritage qui y est sujet, de moindre valeur; d'où il suit que venant à changer de main, les profits Seigneuriaux sont moindres: Ainsi, il est juste que le Seigneur soit dédommagé par le paiement des Lods de ladite constitution de rente. *Vide Chop. de privil. rustic. par. 1, lib. 2, cap. 5.*

Par Arrêt du Parlement de Paris du 12 Juin 1542, rapporté par Chopin, *lib. 1 de Doman.* titre 8, nombre 8, il a été jugé que le Condamné à mort, qui a été remis en ses biens par la grace du Prince, ne doit point payer les Lods desdits biens.

Le Condamné à mort étant remis, par la grace du Prince, au même état qu'il étoit avant sa condamnation, il doit être considéré comme s'il n'avoit jamais changé d'état, *fictioe postliminiæ*; ainsi, la possession de ses biens ne pouvant pas être regardée comme anéantie par la condamnation, mais seulement suspendue, il s'ensuit qu'il ne les acquiert pas de nouveau, par la remise que le Prince lui en fait; Chop. *de merib. Paris. lib. 2, tit. 3, n. 17*; Boyer, *décis. 279.*

Les Lods ne sont pas non-plus dûs par les enfans du Condamné, en faveur desquels

le Prince ou le Haut-Justicier se départent des biens confisqués ; mais bien si la remise desdits biens étoit faite au profit d'autres parens du Condamné ; parce que, comme dit Despeisses, section 5 des Lods, part. 7, nombre 34, on ne peut pas dire d'eux, ce qu'on disoit des enfans ; sçavoir, qu'ils fussent maîtres de ces biens, même pendant la vie du Condamné ; ainsi, la cession qui leur est faite desdits biens, étant une nouvelle acquisition, à leur égard, ils sont incontestablement sujets au paiement des Lods & Ventes.

Par Arrêt du Parlement de Grenoble du 15 May 1607, rapporté par Expilly, en ses Arrêts, chapitre 139, il a été jugé que les Lods ne sont pas dûs, d'une transaction en vertu de laquelle l'héritage contesté demeure à celui qui en étoit en possession avant ladite transaction. *Idem judicatum*, par Arrêt du Parlement de Bretagne, du mois de Mars 1597, rapporté par Belord. en ses Observat. liv. 4, part. 4, article 6. *Idem judic.* par Arrêt du Parlement de Toulouse du mois de Mars 1574, rapporté par la Roche en son Traité des Droits Seigneuriaux, chapitre 38, article 3. *Idem*, par Arrêt du Parlement de Dijon, du 17 Février 1605, rappor-

té par Bouvot , *verbo* Lods , question 8.

Ces Arrêts sont conformes à la doctrine de Dumoulin, sur la Coutume de Paris , titre 2 , §. 78 , glose 1 , & glose 3 , nombres 15 & 16 ; d'Argentré, *tract. de Laudim. cap. 1* , §. 55 ; de Ferriere, sur la question 48 de Guypape , de Ranchin, *decis. parti. §* , *consil.* 29 ; de Ferron. *in Cons. Burdig. lib. 2* , *tit.* 8 , §. 16 ; de Gregor. *in syntag. lib. 25* , *cap.* 16 ; de Tiraq. *tract. de retr. municip. §. 1* , *gloss.* 14 , *num.* 63. La raison est, parce qu'au cas de ces Arrêts, il ne se fait point de changement de main ; puisque la transaction ne fait que confirmer une possession, qui lui est antérieure.

Les Arrêts rapportés par Bouvot , Expilly & Belord. ont même jugé que les Lods ne sont pas dûs du prix donné par ladite transaction, parce qu'on présume que l'argent n'a pas tant été donné pour acquérir un immeuble , que pour éteindre ou prévenir un Procès.

Il en est autrement, lorsqu'en vertu de la transaction, le premier possesseur est dépouillé, & la possession transférée à un autre ; car, en ce cas, les Lods sont dûs, parce qu'il y a un véritable changement de main, & cela a été ainsi jugé par Arrêt

du Parlement de Bordeaux du 13 Mars 1612, rapporté par Automne, sur la Loi 2, *cod. de jur. emphit.* & par autre Arrêt du Parlement de Toulouse du 9 Septembre 1601, recueilli par la Roche, des Droits Seigneuriaux, chapitre 38, article 3. *Vide Belord. loco cit.* Ranch. décis. part 5, *consil.* 29, & Ferriere, sur la question 48 de Guypape. *De transactione sunt qui distinguunt*, dit cet Auteur, *an res super quâ transigitur, maneat penes possessorem, an verò possessor eam in alium transferat, pecuniâ acceptâ, ut primo casu si res relinquatur penes possessorem, etiam datâ pecuniâ, transactionis causâ laudimia non debeantur, quia non mutatur possessionis vel Domini causa. Secundo verò casu laudimia debeantur per text. in L. si profundo cod. de transact. &c.*

Par Arrêt du Parlement de Paris du 2 Juillet 1565, rapporté par Carondas, en ses Réponses, livre 3, chapitre 72, il a été jugé que si le pere, qui a constitué dot à sa fille en argent, la paye ensuite en fonds, les Lods ne sont point dûs d'un tel paiement. *Idem judic.* par Arrêt du même Parlement du 23 Août 1576, rapporté par Chop. *de morib. Paris. lib. 1; tit. 3, num. 8. Idem*, par Arrêt du Parlement de Dijon du 30 Juin 1617.

rapporté par Bouvot, tome 2^e, *verbo* Lods, question 18. *Idem*, par Arrêt du Parlement de Toulouse, rapporté par Ferriere, sur la question 48 de Guypape, lui plaidant en la Cause. Les termes de ce sçavant Annotateur sont si précis, que le Lecteur me sçaura bon gré de les rapporter ici. *Quin imò si pater vel frater pro pecuniâ in dotem constitutâ, bona paterna in solutum dederit, quamvis datio in solutum emptioni & venditioni comparetur, L. si prædium cod. de evictionibus; tamen ex ejusmodi contractu non debentur Laudimia, quia hæc bona sunt loco hereditaria portionis filie in bonis patris debita* & ita quoque judicatum fuit Arresto Parlamenti Tholos. in causâ in quâ eram patronus, &c. *Idem* judicatum par Arrêt du Parlement de Paris du 25 Avril 1563, rapporté par Carondas, en ses Réponses, livre 11, chapitre 28, dans le cas même où la constitution a été faite par les parens de la fille. *Idem* judic. par autre Arrêt du même Parlement du 2 Juillet 1565, rendu contre le Seigneur d'Argenton, qui demandoit les droits du fonds paternel, baillé en payement de la somme promise, par le Seigneur d'Auzance, à sa sœur, en contrat de mariage. Cet Arrêt est rapporté par Carondas;

das, en ses Réponses, livre 3, chap. 72, & après lui, par Papon, liv. 13, titre 2, art. 34.

Nota, 1°. Que si la femme se constituë elle-même un fonds estimé, & qu'il soit au choix du mari de rendre, après la dissolution du mariage, ledit fond ou son estimation, les Lods ne seront dûs qu'après la dissolution du mariage, le mari ou ses heritiers retenant ledit fonds; Ferriere, sur la question 48 de Guypape; Dumoulin, sur la Coutume de Paris, titre 2, §. 82, glose 1, *verbo* Saisine, nombre 40 & sequent. la Peyrere, lettre V, nombre 22; Chopin, de *Jurisdic. Andeg. lib. 1, art. 4*; mais s'il n'est pas au choix du mari de rendre ledit fonds, ou l'estimation d'icelui, *soluta matrimonio*, les Lods seront dûs incontinent après le contrat de mariage, *eo casu Laudimia debentur statim*, dit Ferriere, in *dict. quest. 48*; la Peyrere, *loco cit.*

A l'égard de la constitution faite par l'étranger, voyez la Peyrere, *ibid.* qui ne fait pas de difference entre la constitution que la femme se fait elle-même, & celle qui lui est faite par l'étranger; & Ferriere, *loco cit.* qui est d'avis que les Lods sont dûs, lorsque l'étranger constituë un fonds estimé; *secus*, si la constitution est faite *nulla*

factâ estimatione. Pour moi, je pense que les Lods ne sont point dûs de la constitution faite par l'étranger, soit que le fonds constitué soit estimé, ou qu'il ne le soit pas, si ce n'est dans les Pays où les Lods sont dûs des donations. *Vide* Jason, *in L. ult. cod. de jur. emphit. quest. 7, num. 49.*

Nota, 2°. Que si le mari achete un héritage de l'argent constitué en dot, les Lods seront dûs de cette acquisition, encore qu'il se fût obligé par contrat de mariage, d'employer en fonds le montant de ladite constitution; Despeisses, sect. 5 des Lods, part. 7, n. 45.

Par Arrêt du Parlement de Bordeaux; prononcé en Robes rouges, le 6 Septembre 1597, rapporté par Automne sur le titre du code *de jure emphit.* il a été jugé que les Lods sont dûs au Seigneur dominant, lorsque le Vassal aliène son Fief. *Idem judicatum*, par autre Arrêt du même Parlement, du 14 Mars 1529, rapporté par Papon, en ses Arrêts, livre 13, titre 1, article 3, après Maynard, livre 4, chapitre 33, par lequel le Seigneur de la Tour, fut reçu à informer par turbes de l'absence de prendre ledit droit de Lods, qu'il demandoit au Seigneur de Lignerac son Vassal. *Idem*, par Arrêt du Parlement

de Toulouse, rendu en faveur de l'Evêque de Montpellier, rapporté par Ranchin sur la quest. 167 de Guypape.

Par la disposition du Droit & par l'usage des Fiefs, le Seigneur féodal ne peut point exiger droit de Lods, pour l'alienation du Fief qui relève de lui: Ainsi, cela ne peut avoir lieu que dans les Pays où cela est porté par la Coutume ou par un usage inveteré: *De jure non debentur Laudimia ex Feudi alienatione, nisi vel pacto, vel consuetudine aliud cautum sit, ut in plerisque hujus regni locis longâ consuetudine obtinuit Laudimia solvi*, dit Ferrière, sur la question 167 de Guypape. Voyez Papon, *lococit.* Gregor. in *syntagm. lib. 25, cap. 16, num. 9. Vide infr. verb. Quint.*

Par Arrêt du Parlement de Grenoble du mois de Juin 1460, rapporté par Guypape, question 416, il a été jugé que le paiement des Lods se prescrit par trente ans contre le fisc; Bacquet, du Droit de Desherence, chapitre 7, nombre 21; de même contre les personnes Ecclesiastiques: Ainsi jugé par Arrêt du Parlement de Paris du 26 May 1573, rapporté par Bacquet, *lococit.* parce que les Lods étant un fruit de la Seigneurie, il est sans difficulté qu'ils sont sujets à la prescription de trente ans; même contre les Bénéficiers;

comme étant Droits caluels, suivant les Arrêts ci-dessus rapportés, & ainsi que le décident Ferrière sur la question 416 de Guypape; Bouvot, tome 2, *verb.* Lods, question 4; Monsieur le Bret, de la Souveraineté, livre 3, chapitre 2; & Chopin, *de Doman. lib. 3, tit. 9, num. 8.*

Cette prescription ne commence à courir que du jour de l'exhibition du contrat faite au Seigneur, suivant la Roche, des Droits Seigneuriaux, chapitre 38, article 9: Mais Graverol sur la Roche, *ibid.* observe avec raison, que l'usage est contraire, & que les trente ans courent du jour de l'acquisition.

Par Arrêt du Parlement de Paris du 22 Décembre 1584, prononcé en Robes rouges par M. le Premier Président de Harlay, rapporté par Anne Robert, *lib. 3, rer. judic. cap. 18*, lui plaidant, en la Cause, il a été jugé que les Lods & Ventes étoient dûs au Fermier du tems du contrat de vente à faculté de rachat, & non au Fermier du tems du pacte de remeré expiré. *Senatus Laudimia Seio antiquiori colono adjudicavit. Idem judic.* par autre Arrêt du même Parlement du 11 May 1545, en faveur de l'Evêque de Poitiers contre les Fermiers. Cet Arrêt

est rapporté par Papon, en ses Arrêts, liv. 13, tit. 2, n. 27.

La raison est, *quia in omnibus in quibus ex contractu agitur, id unum tempus inspicendum est, quo contractus initus fuit, L. si filiusfam. ff. de verb. oblig. L. 2, §. id quoque, ff. de collat. bonor. L. 18, ff. de regul. jur. L. 1, §. Biduum, ff. quando appel. sit. Vide Maynard, livre 6, chapitre 27; Automne, ad L. 64, ff. de verbor. obligat. Carondas, en ses Réponses, liv. 7, chapitre 8, & en ses Pandectes, liv. 2, ch. 16; Monthol. en ses Arrêts, ch. 30; Bretonnier sur Henrys, tome 1, livre 3, quest. 29.*

Par Arrêt du Parlement de Paris du 20 Février 1586, rapporté par Chopin sur la Coutume d'Anjou, livre 2, titre 2, nombre 4, il a été jugé que les Lods & Ventes ne sont point dûs d'un contrat de vente qui est résolu pour cause nécessaire.

Il faut raisonner d'un contrat résolu pour cause nécessaire, comme d'un contrat nul, puisque les effets de l'un & de l'autre ne different point: Or, les Lods ne sont point dûs d'un contrat nul, *ut supr. notatum.*

Il est même remarquable que si l'Acquereur a payé les Lods d'un contrat nul,

ou résolu pour cause nécessaire, le Seigneur est obligé de les rendre, parce que la vente étant anéantie, c'est comme s'il n'y en avoit jamais eu, *et nihilum nullum parit effectum*, & n'y ayant pas de vente, il n'y a point d'Acquereur. Voyez Mor-nac, *ad L. 27, ff. de aditu. edict.* Coquille, sur la Coutume de Nivernois, titre des Cens, article 5; Chopin, sur la Coutume d'Anjou, livre 1, chapitre 4, nombre 11; Papon, en ses Arrêts, liv. 10, tit. 6, n. 3.

Par Arrêt du Parlement de Paris de l'an 1547, cité par Carondas, sur la Coutume de Paris, des Censives & Droits Seigneuriaux, article 73, il a été jugé que le nouvel Acquereur n'est tenu de payer que les Lods de son acquisition, & non ceux des précédens Acquereurs. Mais le même Carondas, *lib. 3, Respons. cap. 11*; Guidapap. *Consil. 126*, ainsi que Tiraqueau, en son Traité du Retrait lignager, §. 29, glose 2, nombre 8; & Dumoulin, sur la Coutume de Paris, article 52, nombre 149, enseignent le contraire avec raison, parce que de Droit commun, & suivant même l'article 24 de la Coutume de Paris, les Droits Seigneuriaux sont réels.

Il a été jugé par deux Arrêts du Parlement de Toulouse, rapportés par M. d'Olive, livre 2, chapitre 16, qu'il n'est

point dû Lods & Ventès au Seigneur, lorsque le Proprietaire d'un heritage le donne à cultiver, sous la condition qu'après un certain tems, la moitié en sera acquise au Colon, pour sa culture.

La raison de douter, dans le cas de ces Arrêts, se prend de ce qu'un pareil contrat semble avoir la nature d'un contrat de vente. En effet, il s'y fait un changement de main, puisqu'en vertu de cette convention, le Colon devient Proprietaire de la moitié de l'heritage qu'il a cultivé & amélioré : Or, il est certain que cette redevance est dûë au Seigneur direct, toutes les fois qu'il se fait quelque changement de main, *seu translatio proprietatis* : C'est-là le prix de l'investiture que le Seigneur donne à son Emphiteote ; on peut néanmoins dire que c'est avec raison, que les Arrêts se sont éloignés de cette rigueur du Droit, à cause de la faveur de la culture des champs : *Ne doleant operam suam dedisse agricultura, nec diligentiam suam damnosam intelligant*, L. ult. cod. de alluvion.

D'ailleurs, rien n'empêche de considérer ce contrat comme une Société, & on ne croit pas qu'il doive être envisagé sous un autre rapport ; puisque d'un côté, le Proprietaire donne son heritage, & de l'au-

tre côté le Colon fournit son travail & industrie, pour partager l'un & l'autre après que la Société aura pris fin.

Enfin, il suffiroit de dire pour le soutien de ces Arrêts, que le Seigneur profite suffisamment du travail du Colon, puisque l'héritage devenant d'un plus grand prix, les Droits Seigneuriaux seront plus considérables, lorsqu'il y aura ouverture de Fief.

Par Arrêt du Parlement de Toulouse du 18 Mars 1633, rapporté par M. d'Olive, livre 2, chapitre 17, il a été jugé que le Seigneur direct étoit fondé à exiger les Lods & Ventes, lorsqu'en vertu de la clause de précaire, le Vendeur reprend les biens vendus.

Ceux qui ont prétendu qu'au cas de cet Arrêt, le Vendeur pouvoit se dispenser de payer les Lods & Ventes, ont raisonné sur un faux principe; ils ont dit que la clause de précaire conservant au Vendeur, non-seulement la possession civile, mais encore la propriété de la chose vendue, il n'acqueroit rien de nouveau en rentrant dans ses biens; qu'ainsi, le Droit de Lods & Ventes, qui suppose toujours une translation de propriété, & un changement de main, étoit sans aucun fondement; mais d'un faux principe, on ne peut

gueres tirer que de fausses conséquences : En effet, la clause de précaire inserée dans un contrat de vente, ne retient ni possession civile ni propriété devers le Vendeur : Car, en premier lieu, si au moyen de la clause de précaire, le Vendeur conservoit la possession civile, l'Acquereur ne pourroit jamais prescrire. En second lieu, si la propriété demeueroit *penes venditorem*, il s'ensuivroit par une conséquence nécessaire, qu'il pourroit y avoir un contrat de vente sans translation de propriété, ce qui ne sçauroit être plus absurde.

L'effet de la clause de précaire inserée dans le contrat de vente, n'est donc autre que d'acquiescer au Vendeur une hypothèque spéciale & privilégiée sur les biens vendus, qui le met en droit de les faire saisir & décréter séparément des autres biens de son débiteur, faute de paiement du prix convenu. Donner une plus grande extension à la clause de précaire, seroit renverser les Loix du contrat de vente. En un mot, dès-là qu'il est certain que le Vendeur ne peut point rentrer dans les biens vendus de son autorité privée & sans user de saisie, il est hors de doute que reprenant ses biens, il doit la rede-vance des Lods & Ventes.

Par Arrêt du Parlement de Bordeaux, prononcé en Robes rouges, le 14 Avril 1620, rapporté par la Peyrere, lettre U, nombre 15, il a été jugé qu'il n'étoit pas dû Lods de la vente d'un Navire. La raison est, parce qu'un Navire est compté parmi les effets mobiliers, dont le transport ne produit jamais aucun droit pour le Seigneur.

Par Arrêt du Parlement de Bordeaux du 7 Septembre 1667, rapporté par la Peyrere, lettre U, nombre 22, il a été jugé qu'il n'étoit point dû Lods & Ventres, d'une maison donnée en paiement d'une aumône dotale.

Le motif de cet Arrêt est, sans doute, que l'aumône dotale est considérée comme une constitution de dot: Or, les Lods & Ventres ne sont point dûs du fonds donné en paiement de la constitution dotale faite en argent, *ut supra notatum*: Et en effet, comment seroient-ils dûs dans ce cas-là, puisqu'il est certain qu'ils ne sont pas même dûs lorsque le pere a constitué du fonds en dot.

Il n'y a pas aussi lieu aux Lods & Ventres, lorsqu'un pere fait une donation à son fils, à la charge de payer ses dettes. *Aliud dicendum*, si une telle donation étoit faite en faveur d'un parent ou d'un

Étranger. *Vide Argent. de Laudim. art.* 47; Henrys, tome 1, livre 3, chapitre 3, question 28. La raison est, ce me semble, parce que si le débiteur n'avoit pas donné ses biens pour acquitter ses dettes, il auroit été obligé de les vendre ou de souffrir un décret, & le Seigneur auroit eu son droit Seigneurial dans l'un & l'autre cas; & si la donation faite au fils sous cette charge, est exempte du paiement des ventes, ce n'est qu'à cause que le pere & le fils étant regardés comme une même personne, il est censé qu'il ne se fait point de changement de main; c'est pourquoi, si le fils créancier du pere prend du fond en paiement, il doit les Lods & Ventes: *Quia tunc filius, non ut filius, sed tanquam extraneus, acquirit*; Henrys, tome 1, liv. 3, ch. 3, quest. 44.

Par Arrêt du Parlement de Bordeaux du 14 Juin 1616, rapporté par la Peyrere, lettre U, nombre 22, *in notis*, il a été jugé que la femme qui obtient distraction de partie des biens de son mari, pour être subrogés au lieu des siens, est sujette au paiement des Lods & Ventes.

Il en est de même lorsque les heritiers du mari donnent du fonds à la femme pour le paiement de ses droits; la Peyrere, lettre U, nombre 62. La raison est, *quia*

salis datio in solutum sapit emptionem & venditionem, vel potius est vera venditio, puisqu'il importe peu pour l'essence du contrat de vente, que le prix de l'acquisition se trouve payé d'avance, ou qu'il soit payé ou promis tempore contractus. Vide L. 2, ff. de contrah. empt.

Par Arrêt du Parlement de Bordeaux, du 24 Mars 1694, rapporté par la Peyrere, lettre U, nombre 62, il a été jugé qu'il étoit dû lods & ventes du fonds donné au mari en payement des interêts de la dot de sa femme.

• La raison de douter se prend de ce qu'il n'est point dû Lods du fonds donné en payement de la constitution dotale, soit que ladite constitution ait été faite en fonds, soit qu'ayant été faite en argent, elle ait été ensuite payée en fonds; d'où il semble naturel de conclure, qu'il en doit être de même du fonds donné en payement des interêts de la dot, parce que régulièrement l'accessoire suit la nature du principal, *L. Lucius, ff. qui pot. in pign.* Il y a néanmoins ici une difference qui nous semble être la véritable raison de décider; c'est que la dot regarde directement & principalement la femme à qui elle est constituée, au lieu que les interêts de la dot ne regardent que le mari, qui seul est en droit

de les toucher, & d'en disposer à son gré, *constante matrimonio*. En un mot, le fonds pris ainsi en paiement des intérêts de la dot, n'est point du tout de la nature du fonds dotal; puisque le mari peut l'aliéner, & que s'il ne l'aliène pas, il ne sera regardé que comme un acquêt de la Société, *soluta matrimonio*.

Par Arrêt du Parlement de Toulouse, du 17 Janvier 1560, rapporté par Maynard, livre 4, chapitre 50, il a été jugé que les Lods & Ventes ne sont point dûs, d'une vente faite au public. *Vide suprâ verbo Cens*, où nous avons rapporté le cas de cet Arrêt. Voyez la Roche, des Droits Seigneuriaux, ch. 38, art. 1; Chop. de Jurisdict. Andeg. lib. 2, part. 1, cap. 2, tit. 3, n. 5; Olive, liv. 2, chap. 16 in notis.

Par Arrêt du Parlement de Bordeaux du 22 Janvier 1666, rapporté par le Glossateur de la Peyrere, lettre U, nom. 62, il a été jugé que l'Acquereur d'un fonds en doit les ventes, quoique depuis le contrat d'achat, le bien par lui acquis ait été saisi.

Il est certain que le décret survenu après le contrat de vente, ne dispense point l'Acquereur du paiement des Lods & Ventes, puisque les Lods sont dûs d'abord que la vente est consommée. Il est

vrai que l'Acquereur pourra se faire caſſer loquer pour ſes dommages-interêts. *Vide* Chopin, *Paris. lib. 1, tit. 3, num. 3*; Argentré, *art. 59, gloss. 3, num. 10*; Molin. §. 33, *gloss. 1, num. 63*. La raiſon de douter, priſe de ce qu'en ce cas la vente n'eſt pas incommutable, ne peut ſervir de rien à l'Acquereur; parce qu'outre qu'il n'eſt pas néceſſaire que la vente ſoit incommutable pour produire les Lods & Ventes, ainſi que l'exemple du rachat le fait aſſez voir, c'eſt que même au cas de l'Arrêt, la vente eſt incommutable dans ſon principe, pourvû qu'il y ait eu priſe de poſſeſſion, qui ſeule conſomme & donne l'être au contrat de vente.

Par Arrêt du Parlement de Bordeaux, de l'année 1687, rapporté par la Peyrere, lettre U, nombre 62, il a été jugé que ſi un fonds eſt décreté pendant le bail d'un Fermier, & ſur-encheri pendant la ferme d'un autre; l'un devoit avoir les Lods du prix du décret, & l'autre ceux du prix de la ſur-encheré.

Il ſemble que l'Adjudicataire n'ayant pas pris poſſeſſion, on ne peut pas dire que le décret ſoit conſommé, & par conſéquent les Lods du décret ne ſont pas dûs; ainſi, le temperamment de cet Arrêt paroît contraire aux véritables règles.

M A I.

MAIN-MISE. Ce terme, dans une signification étendue, veut dire la même chose que saisie; mais dans l'usage, il ne s'applique qu'à la saisie-féodale. Ainsi, quand le Seigneur féodal fait saisir le Fief de son Vassal, faute d'hommage non rendu, ou droits & devoirs non payés, on dit indifferemment qu'il a usé de saisie ou de Main-mise. *Vide infra verb. Saisie-féodale.*

MAIN-MORTE. Ce terme signifie deux choses, 1°. Toutes sortes de Corps & Communautés, qui étant perpétuelles par la subrogation des personnes dont elles sont composées, ne produisent aucune mutation par mort, ni par conséquent aucun droit Seigneurial; c'est pourquoi les gens de Main-morte ne peuvent acquérir d'immeubles, sans la permission expresse du Prince, pour laquelle ils sont obligés de lui payer une certaine finance, qu'on appelle Droit d'Amortissement, & le Droit d'Indemnité au Seigneur de qui lesdits immeubles sont mouvans. *Voyez supra verb. Amortissement, Gens de Main-morte & Indemnité.*

2°. Main-morte, signifie des hommes serfs, c'est-à-dire, de condition servile envers leur Seigneur, qui seul a droit de leur succéder en tous biens. Ces hommes de Main-morte sont encore appelés Main-mortables, & dans le Droit, *adscriptii seu gleba addicti*.

Cette espèce de servitude étoit autrefois établie dans presque toutes les Coutumes de France; mais aujourd'hui elle est peu connue. Voici ce qu'il convient d'observer à ce sujet.

1°. Que les Gens de Main-morte ou serfs de naissance, peuvent être poursuivis partout pour le paiement de la Taille qu'ils doivent à leur Seigneur, quand même ils voudroient abandonner les héritages serviles : ce qui fait qu'ils sont appelés Gens de poursuite; au lieu que ceux qui ne sont serfs qu'à cause de l'héritage servile qu'ils possèdent, par l'acquisition qu'ils en ont faite, peuvent s'en affranchir en abandonnant ledit héritage.

2°. Que les Gens de Main-morte ne peuvent se marier avec des personnes de condition franche, ni avec les serfs d'un autre Seigneur.

3°. Que les Gens de Main-morte ne peuvent vendre l'héritage servile qu'à des serfs du même Seigneur. Voyez l'article

18 du titre des Servitudes de la Coutume de Nivernois.

4°. Qu'ils n'ont pas la faculté de tester, parce qu'ils sont réputés comme morts: *Vivunt enim ut liberi, moriuntur ut servi.*

MAIN-SOUVERAINE, signifie en matiere de Fiefs, la réception du Vassal à foi & hommage faite par le Juge Royal, lorsqu'il y a combat de Fief entre deux Seigneurs, ou que le Seigneur féodal refuse sans cause de recevoir son Vassal à hommage. *Vide suprà verbo Combat de Fief, & verb. Commise.*

MAISON-FORTE, sont des Forteresses munies de fossés, pont-levis, canonieres, tours, &c. Voyez *suprà verbo Forteresses.*

M A N.

MANOIR PRINCIPAL, est la principale Maison d'un Fief, destinée pour l'habitation du Seigneur & pour recevoir la foi & hommage des Vassaux. Il fait partie du préciput de l'aîné. *Vide supr. verb. Aînesse.*

M I L.

MI-LOTS. Ce terme signifie la redevance qui se paye en quelques Pays, à toutes mutations & changemens de possesseur de l'heritage censier, excepté aux mutations qui se font par vente; car pour lors les lods sont dûs en entier au Seigneur. Voyez Bretonnier sur Henrys, tome 2, livre 3, chapitre 31. Ce Droit est appelé Mi-Lots; parce qu'il n'est que la moitié des Lots, que le nouveau Possesseur par vente est obligé de payer.

M I N.

MINAGE, est un droit dû au Seigneur pour le mesurage des bleds qui se vendent dans l'étendue de sa Seigneurie. Ce droit est ainsi nommé, parce que le vaisseau à mesurer le blé, s'appelle *Mine*.

Le minage est aujourd'hui presque partout le Royaume, plutôt Royal que Seigneurial; c'est pourquoi nous n'entrerons point dans le détail de cette matiere; ceux qui voudront s'en instruire n'ont qu'à voir ce qu'en dit M. Brillon dans son Dictionnaire.

M I R.

MIROUER DE FIEF, se dit de la branche aînée, parce que les Seigneurs n'ont les yeux que sur cette branche pour régler leurs droits & devoirs féodaux. Voyez le Glossaire du Droit François, *verbo* Mirouer de Fief; & Loyfel en ses Instit. coutumieres liv. 4, tit. 3, n. 77. C'est un vieux terme peu usité.

N O C.

NOCAGES, est un ancien terme qui signifie le droit, que les Seigneurs avoient autrefois en certains lieux, d'être invités aux Nôces de leurs Vassaux, huit jours avant la célébration d'icelles, & d'amener avec eux au festin un Lévrier & deux Chiens courans.

Comme ce droit, quoique bizarre, ne contient rien de contraire aux bonnes mœurs, les Arrêts n'ont point cru devoir le réformer; ainsi s'il ne subsiste plus, c'est que les Seigneurs qui sont fondés en titre ne veulent pas l'exiger.

NOTAIRES DES SEIGNEURS, sont ceux à qui les Seigneurs Justiciers ont donné des provisions de Notaires, pour rédiger par écrit dans la forme prescrite par les Loix, tous actes entre-vifs, & dispositions de dernière volonté, dans l'étendue de leur Jurisdiction.

Les Notaires des Seigneurs ne peuvent instrumenter que dans le détroit de leur Jurisdiction, & entre levans & couchans dans icelle, à peine de nullité des actes qu'ils reçoivent; c'est la disposition de l'Ordonn. de 1539, art. 66; c'est conforme aux Arrêts rapportés par Mornac, *ad L. ultra territorium, ff. de jurisdic. omnium judic.* & à l'Edit du mois d'Octobre 1705, qui porte que les actes passés par les Notaires des Seigneurs Hauts-Justiciers entre personnes non domiciliées dans leur ressort, n'emportent aucune hipoteque; ce qui est encore conforme à deux précédentes Déclarations du Roi de 1645 & 1697. Cependant par Arrêt du 7 Juin 1659 rendu *consultis Classibus*, rapporté au Journal des Audiences, & par autre Arrêt du 14 Juillet 1672, rapporté au Journal du Palais, il a été jugé que des actes passés pardevant des Notaires

de Seigneurs emportoient hipoteque dans tout le Royaume , pourvû que l'un des Contractans fût domicilié dans l'étendue du ressort du Notaire qui avoit reçu l'acte. Voyez Louet & Brodeau, let. N, n. 10. On trouve aussi un Arrêt du Parlement de Bordeaux de l'année 1711 qui confirma une donation retenuë par un Notaire Seigneurial , encore que le Donataire ne fût pas domicilié dans son détroit. Voy. l'Apostillateur de la Peyr. let. N, n. 38. Voyez sur cette question les nouvelles Remarques de M. de la Combe sur Louet & Brodeau let. N, som. 10, & son Recueil de Jurisprudence Civile , *verb.* Notaires , n. 14.

Surquoi remarquez que si les Parties ont signé le contrat, qui se trouve nul pour avoir été reçu par le Notaire hors de sa Jurisdiction , ou entre des personnes qui n'y sont pas domiciliées, il a force d'écriture privée ; c'est le sentiment de tous les Auteurs.

Les Seigneurs Hauts-Justiciers qui ont droit de créer Notaires dans leurs Justices , ne peuvent point empêcher les Notaires Royaux , d'instrumenter dans l'étendue de leur Jurisdiction. Voyez Brodeau sur Louet, let. N, n. 10, & Bechet sur l'art. 2 de l'usage. La raison est,

parce que le Scel Royal est au - dessus de celui des simples Seigneurs qui n'ont droit de créer Notaires , que par la concession & le privilege du Prince. Ainsi on ne suit point dans l'usage les Arrêts rapportés par Chopin *de Doman. lib. 3 , tit. 21 , n. 5.* Papon en ses Arrêts liv. 4 , titre 14 , a. 15 ; & Bacquet des Droits de Justice, chapitre 25 , n. 8 & suiv.

NOTIFICATION. Ce terme en matière de droits Seigneuriaux, signifie l'exhibition du contrat de vente , que l'Acquereur d'un Fief est obligé de faire au Seigneur féodal , ou l'Acquereur d'un héritage roturier, à son Seigneur censier.

Suivant la disposition de l'article 20 de la Coutume de Paris , les quarante jours accordés au Seigneur féodal pour exercer le retrait, ne commencent à courir que du jour de la notification de la vente du Fief.

Si l'Acquereur du Fief ne fait pas ladite notification ; ou s'il ne la fait pas valablement , le Seigneur féodal peut exercer le retrait féodal pendant trente ans. Le nouveau Vassal n'est point tellement tenu de faire ladite notification en personne , qu'il ne puisse bien la faire par Procureur fondé de procuration spéciale.

La notification du contrat de vente

doit être faite au Seigneur lui-même au lieu du principal manoir , ou si le Seigneur ne demeure pas au principal manoir du Fief, ladite notification doit lui être faite à son vrai domicile.

Vide inf. verb. Retrait féodal & Retrait censuel,

O F F.

OFFICIERS SUBALTERNES , sont ceux qui ont obtenu des provisions d'un Seigneur Justicier , pour rendre la justice dans sa Jurisdiction.

Lorsqu'il y a en même-tems un Propriétaire & un Usufruitier d'une Justice , c'est à l'Usufruitier à nommer les Officiers , & au Propriétaire à donner les provisions ; Loyseau des Offices , liv. 5 , chap. 2 , n. 19 & 20, Voyez Maynard , liv. 8 , chap. 92, & Chop. *de morib.* Par. lib. 2 , tit. 2 , n. 20.

Quoique le droit de créer des Officiers pour rendre la justice , soit mis au nombre des Droits Royaux , *tit. qua sint regal.* 56, lib. 2 *feud.* les Seigneurs qui ont Justice ont néanmoins cette prérogative , parce que le Roi leur ayant concédé le droit de Justice , il est censé leur avoir concédé

en même-tems le droit de créer des Officiers pour la faire rendre.

Tous les Seigneurs Justiciers hauts, moyens & bas ont donc droit de créer des Officiers pour faire rendre la justice selon l'étendue de leur pouvoir, mais ils n'ont pas tous le droit de Tabellionage ou Notariat ; car il n'y a que les Seigneurs Châtelains à qui ce droit appartienne, par la qualité de leur Seigneurie ; ou bien les Seigneurs Justiciers à qui le Roi en a fait une expresse concession, Bacquet des Droits de Justice, chapitre 25, nomb. 1, & suiv.

Le droit de créer des Officiers appartient non-seulement aux Seigneurs Laïcs ; mais encore aux Evêques & autres Seigneurs Ecclesiastiques, qui ont droit de Justice. Loyseau des Offices, liv. 5, ch. 2, n. 24.

Lorsqu'il y a plusieurs Seigneurs d'une même Terre, la Justice doit être exercée alternativement par les Officiers des co-Seigneurs, suivant la portion d'un chacun, comme il a été jugé par Arrêt du Parlement de Dijon du 9 Août 1612, rapporté par Bouvot tom. 1, part. 1, *verb.* Seigneur, quest. 1 ; c'est la disposition des articles 25 & 26 de l'Ordonnance de Roussillon du mois de Janvier 1563.
Voyez

Voyez M. d'Olive en ses Questions notables liv. 2, chap. 23, Boër. quest. 5, n. 10 & 11.

Le droit de créer des Officiers dans la Seigneurie qui est dotale à la femme, appartient incontestablement au mari. La raison est, parce que cette faculté est considérée comme faisant partie des fruits de la dot; or le mari a droit de jouir de tous les revenus de la dot; *L. pro oneribus, cod. de jur. dot.* Voyez Loyseau des Offices liv. 5, chap. 2, n. 24 & suiv.

Aliud dicendum, si la Seigneurie étoit un bien paraphernal à la femme, car pour lors c'est à la femme & non au mari à créer les Officiers de la Seigneurie; parce que les revenus des biens paraphernaux n'appartiennent point au mari, *L. hac lege cod. de pactis convent. tam sup. dote quam sup. Hac lege decernimus ut vir in his rebus, quas extra dotem mulier habet, quas Græci parapherna dicunt, nullam, uxore prohibente, habeat communionem.*

L'Acquereur à pacte de rachat a droit de nommer les Officiers de la Seigneurie, Loyseau des Offices, liv. 5, chap. 2, n. 15. Il peut même destituer ceux qui ont été pourvûs par le Vendeur. *Vide supr. verb. destitution.*

Il n'y a que les Seigneurs Justiciers qui

ayent droit de nommer des Officiers ; ainsi les Seigneurs féodaux & censiers n'ont point cette prérogative ; Bacquet des Droits de Justice, chap. 3, n. 17 ; & parmi les Seigneurs Justiciers, il n'y a que celui qui a la haute Justice, qui puisse créer un Procureur Fiscal dans la Seigneurie, parce qu'il n'y a que lui qui ait droit de fisc. Voyez Loyseau des Seigneuries, ch. 10, n. 78.

Le Seigneur qui a droit de créer des Officiers de Justice dans sa Jurisdiction, ne peut point transférer ce pouvoir à son Procureur général ou spécial, Cessionnaire, Receveur, Fermier, ni à quelque autre personne que ce soit. Loyseau des Offices, liv. 5, chap. 2, n. 5. La raison est parce que ce droit étant très-Seigneurial, il est inhérent à la personne du Seigneur, & n'en peut être séparé.

Les Seigneurs Justiciers peuvent nommer pour leurs Officiers toutes sortes de personnes, à l'exception des femmes, qui ne sont capables d'aucune fonction civile, des impubères, des accusés de quelque crime capital, & de ceux qui sont notés d'infamie. Le fils de famille même peut être pourvû d'un Office, parce qu'il est regardé comme pere de famille pour ce qui concerne les fonctions publiques : *Filiusfam-*

lias in causis publicis , loco patrisfamilias habetur , veluti ut Magistratum gerat, L. filiusfamilias ff. de his qui sui vel alien. jur.

Touchant la destitution des Officiers des Seigneurs , voyez ce que nous en avons dit *supr. verb. destitution.*

O U V.

O U V E R T U R E D E F I E F. Ce terme veut dire que le Fief servant est ouvert au Seigneur féodal, & qu'il le peut saisir & en faire les fruits siens en pure perte, par défaut de droits & devoirs non faits & non payés, dans le délai fixé par la Coutume. *Vide supr. verb. Aveu, & verb. Foi & hommage.*

P A R.

P A R A G E, se dit du partage d'un Fief, qui se fait entre des freres. Cette espece de dépié ou démembrément de Fief, s'appelle Parage, parce que les Parageaux sont égaux en dignité avec le Chemier ; *sunt pares in Feudo , qui Feudum tenent jure paragii*, dit Cujas, *ad tit. 10 , lib. 2 , Feud.* Voyez sur le Parage Boucheul, sur les articles 106 & 107 de la Coutume de Poitou,

Le Parage étant fait, le Chemier, c'est-à-dire, l'aîné, qui a les deux tiers du Fief, fait la foi & hommage tant pour lui que pour les Parageaux, *id est*, les freres puînés.

Les Seigneurs féodaux ne reconnoissant que les aînés pour Vassaux, puisqu'ils portent seuls la foi & hommage pour tout le Fief, il s'ensuit que si l'aîné ne fait pas la foi dans le délai prescrit par la Coutume, le Seigneur peut saisir non-seulement les deux tiers de l'aîné, mais encore les portions des Parageaux, sauf à ceux-ci à se pourvoir contre l'aîné pour les dommages-intérêts qu'ils souffrent par sa faute: *idem dicendum* de tous les autres cas, où il y a ouverture de Fief.

Le Parage n'a point lieu aux Fiefs de dignité, comme Duchés, Marquisats & Comtés, parce que ces sortes de Fiefs sont indivisibles de leur nature. Voyez Mai-chin, tit. 4, art. 28, chap. 2, & *suprà verb.* Fiefs de dignité.

Quand on dit que les Parageaux sont pairs & égaux avec le Chemier, cela ne veut pas dire que les portions des puînés soient égales à celle de l'aîné, puisqu'en Parage l'aîné doit retenir les deux tiers du Fief; cela signifie seulement que les puînés ou Parageaux, ont sur la portion de

Fief qu'ils possèdent, la même puissance & autorité que le Chemier a sur la sienne : *Quoniam alter alteri non tenetur hominii & fidei nexu; Cujac. ad tit. 10, lib. 2, Feud.* Les portions des puînés ne doivent ni droit ni devoir à celle de l'aîné.

La qualité de Chemier n'est pas tellement attachée à la personne de l'aîné, qu'il ne puisse bien la ceder à l'un des puînés, moyennant récompense, sans que les autres puînés soient en droit de s'y opposer; Bechet des Droits de Parage, chapitre 2. Le Seigneur ne peut pas aussi s'en plaindre, parce qu'il lui est indifférent que les droits & devoirs féodaux lui soient faits & payés par quel des heritiers que ce soit.

Le Parage ayant pris fin, les successeurs des Parageaux, sont tenus de faire la foi & hommage au Chemier. Or le Parage finit 1°. Par l'aliénation du Fief, faite non-seulement par les Parageaux; mais encore par l'aîné, *quia correlativorum eadem est ratio.* 2°. Lorsque la parenté du Chemier & des Parageaux, ne se peut plus compter & prouver. C'est ce que dit l'art. 107. de la Coutume de Poitou en ces termes : Défaut le Parage, faillant le Liage.

PE A.

P É A G E, est un droit Seigneurial établi sur les bestiaux & sur les Marchandises qu'on fait passer sur un Pont, Riviere, &c. Ce terme vient du mot *Pedagium*, à *pede dictum*, quod à transeuntibus solvatur.

Les Seigneurs n'ont point droit de Péage, s'ils ne sont fondés en titre émané de la concession du Prince ; Chopin de *Domain. lib. 1, tit. 9, n. 1* ; Bacquet des *Droits de Justice*, chap. 30, n. 19 & 21 ; ou s'ils n'ont joui de ce droit au moins pendant cent ans, car la possession immémoriale & centenaire est suffisante pour acquérir ce droit. Bouvot tom. 2, *verbo* Pâturages, quest. 6 ; Chop. *loco cit. Guidopap. consil. 150, n. 4*. Bacquet des *Droits de Justice*, chap. 30, n. 23, contre l'avis de M. de Catelan, liv. 3, chap. 37, qui soutient que le droit de Péage étant purement Royal, il ne peut s'acquérir par la possession immémoriale. Voyez. Chorier en sa *Jurisprudence de Guypape*, page 137 ; l'article 282 de l'Ordonnance de Blois ; Soëfve, tom. 2, centur. 3, chapitre 42.

L'obligation du Seigneur Péager, con-

fiste à entretenir & réparer à ses dépens , les Ponts , Ports & Passages , la Roche des Droits Seigneur. chap. 8 , art. 1 , & suiv. Bacquet des Droits de Justice , chap. 3 , n. 27 ; de maniere que le Seigneur Péager n'est pas recevable à deguerpir , c'est-à-dire à abandonner au Roi les émolumens du Péage , sous prétexte des grandes réparations qu'il convient de faire ; comme il a été jugé par Arrêt du Parlement de Paris du 4 Mars 1562 , rapporté par Bacquet , chapitre 30 , n. 26 & 27. La raison est , parce que le Seigneur ayant contracté avec le Roi , il n'est point en son pouvoir de résilier. Voyez Bacquet *ibid.* Despeiss. des Droits Seigneuriaux , titre 6 , sect. 6 , n. 10. La Peyr. let. P , n. 21.

Une autre obligation du Seigneur Péager est de rendre les passages libres & assurés , sans quoi il est responsable des vols qui s'y font , Guyp. quest. 413 & *ibi.* Ferr. Chopin de Doman. lib. 1 , tit. 9 , n. 6. Automne , *ad tit. cod. de vectigalib. in princ.* M. le Bret , de la Souveraineté , liv. 2 , chap. 16 ; Chopin *Andeg. lib. 1 , cap. 59* : à moins que le vol eût été fait après le Soleil couché ; car en ce cas le Seigneur Péager n'en est point responsable , comme il a été jugé au profit du Com-

re d'Artois, par Arrêt rapporté par M. le Bret, *loco cit.* La raison est, parce que les incursions des Voleurs étant plus à craindre à cette heure-là, les Marchands ou autres Particuliers doivent s'imputer de s'être exposés.

Les Seigneurs Péagers sont en droit de lever le Péage sur toutes les Marchandises qu'on transporte pour en trafiquer. Voyez Despeiss. des Droits Seigneuriaux, tit. 6, sect. 6, n. 5, & sous le nombre 6, où il fait le détail des choses exemptes du Péage.

Lorsque les Marchands transportent des Marchandises sujettes au Péage, ils doivent payer ledit droit, à peine de confiscation tant des Marchandises sujettes, que de celles qui sont exemptes; même des choses qui servent au transport desdites Marchandises, comme Navires, Bateaux, Chevaux, Mulets &c. Boër. décis. 178, n. 26. Guyp. & Ranch. quest. 572. M. le Bret, de la Souveraineté, liv. 2, chap. 16, *argum. L. 11, §. Dominus, ff. de publican.*

Il y a néanmoins des cas où la confiscation n'a point lieu, encore que le Péage n'ait pas été payé pour transport de Marchandises qui y sont sujettes. 1°. Lorsque c'est par erreur, & *non dolo*, que ledit droit n'a

Nas été payé. 2°. La confiscation n'a point lieu contre les Soldats , *L. 3 , cod. de vectigal. & commiss.* Il en est autrement des choses que les Soldats transportent contre les prohibitions du Roi , car en ce cas ils sont sujets à la confiscation , comme les autres Particuliers. 3°. Ladite confiscation n'a point lieu contre les Pupilles , pourvû qu'ils payent ledit droit dans le mois, *L. Imperatores, §. item, ff. de publican.* ni contre les mineurs qui sont sans dot, *L. 9 , §. si in commissum, ff. de minorib.*

Surquoi remarquez que le Seigneur Péager ne peut point s'en prendre à l'héritier de celui qui a fraudé le Péage , s'il a négligé de se pourvoir contre lui pendant sa vie, *L. ult. §. penult. ff. de publican. Pœna ab heredibus peti non possunt, si non est questio meta vivo eo, qui deliquit. Et hoc sicut in ceteris panis, ita & in vectigalibus est. Argum. §. non autem Inst. de perpet. & tempor. act.* Secûr, si l'action avoit été commencée contre celui qui avoit fraudé ledit droit , *L. fraudati & L. commissæ, ff. de publican. Commissa vectigalium nomine, etiam ad heredem transmittuntur.*

Le droit de Péage se prescrit contre le Seigneur, s'il laisse passer dix ans, sans user dudit droit , *argum. L. 1. ff. de nundin.* où il est décidé que le droit de Foire

Le perd, *non utendo decennii tempore*. Voyez Guypape, quest. 413, & Ranchin, part. 4, concl. 26.

Les mêmes Marchandises passant & repassant dans le même endroit, v. g. sur le même Pont, ne sont sujettes qu'à un seul Péage; *Petr. de Ferrar. in forma libel. pro solut. pedag. in verbo intrasset, n. 1.*

Les Seigneurs Péagers sont tenus d'exposer en un lieu public & accessible, la Pancarte où sont décrits leurs droits de Péage, afin que les passans sçachent ce qui est sujet audit droit. Voyez l'article 355 de l'Ordonnance de Blois, & l'art. 138 de celle d'Orléans.

P E C.

PESCHE. Il semble d'abord que l'usage de la Mer & des Fleuves étant commun à tous les hommes, on ne peut l'assujettir à aucune servitude sans choquer directement le droit des Gens. *Mari quod natura omnibus patet servitus imponi non potest. L. venditor, ff. commun. prad.* D'où il résulte que chacun est en droit d'user des eaux à son gré; il est néanmoins certain que le Roi & les Seigneurs, ont un droit sur la Mer & les Fleuves, que le Peuple n'a point.

Le droit de Pêche dans la Mer & dans les Rivières navigables, appartient au Roi

Seul à l'exclusion même de tous Seigneurs, à moins qu'ils ne soient fondés en titre ou en possession immémoriale. *Vide Joannem Fab. ad. §. flumina, instit. de rer. divis. Olive, liv. 2, chap. 3.*

A l'égard des Ruisseaux & Rivières non navigables, le droit d'y pêcher n'appartient qu'aux Seigneurs Hauts-Justiciers, M. le Bret de la Souveraineté, liv. 2, chap. 15, Ferr. *ad quest. 514 & 577* de Guyp. Bouvot, tom. 1, part. 1, verb. Rivière, quest. 1. La Peyr. let. F, n. 54, Loyseau des Seigneurs. chap. 12, n. 120; *vide supr. verbo Fleuves.*

P I L.

P I L O R I, est un Poteau élevé en un carrefour ou dans une place publique, en signe de la haute Justice.

Régulièrement le droit de Pilori n'appartient qu'au Seigneur Haut-Justicier; Loyseau des Seigneuries, chap. 4, n. 67. Il y a plusieurs espèces de Pilori, qu'on peut voir dans Loyseau audit chapitre 4, nombre 68.

P L A.

PLAFT SEIGNEURIAL, est un droit qui se paye au Seigneur en Dauphiné, à muance de Seigneur ou de Tenancier. M.

Salvaing dit des choses très-curieuses sur ce droit, on y renvoye le Lecteur.

P O I.

POIDS ET MESURES. Par la disposition du Droit, il n'y a que le Souverain qui puisse regler les Poids & Mesures; néanmoins les Seigneurs Hauts-Justiciers sont aujourd'hui en possession de ce droit, qu'ils n'ont acquis que par l'usurpation.

Régulièrement la Mesure Seigneuriale doit être de métal ou de pierre, *L. 7, cod. de susceptor. lib. 10*; Guyp. quest. 490; elle doit être gardée dans un lieu public pour servir de regle. L'Eglise même étoit autrefois le lieu où elle devoit être déposée, *Novel. 128, chap. 15*, Guypape *ibid.*

Les Poids & Mesures doivent être marqués des armes des Seigneurs, pour éviter qu'on y fasse fraude; *Chop. de Doman. lib. 3, tit. 22, n. 2*. Voyez Guyp. *loco cit.*

La peine de ceux qui altèrent & falsifient les Poids & Mesures, est réglée par la Loi penult. ff. ad L. Cornel. de fals. Decreto D. Adriani præceptum est, in insulam eos relegari, qui pondera aut mensuras falsassent; vide L. Annonam, ff. de variis & extraordinariis criminib. Joann. Fab. ad §.

Item instit. de public. judic. Matthæ. ad dictam quest. 490 de Guyp.

Voyez sur cette matiere Bacquet des Droits de Justice, chapitre 27. Ragueau en son indice, *verbo* droit de Mesure. Brillon, let. D, & let. P. Chorier, Jurisprudence de Guypape, p. 138, & *suprà verbo* Etallon.

P R E.

PRÉCIPUT, est la portion que l'aîné prend sur les biens nobles de ses pere & mere, avant de partager la succession avec ses puînés.

Le Préciput de l'aîné consiste à avoir seul, le principal manoir du Fief avec le vol du chapon; c'est-à-dire, un arpent de terre adjacent au principal Fief ou manoir.

Surquoi remarquez, que s'il n'y a point de principal manoir au fief, l'aîné est en droit de prendre pour récompense, un arpent de terre noble, à son choix. Il n'en est pas de même du vol du chapon, lequel manquant, l'aîné n'en peut prétendre récompense. Voyez *suprà verbo* Aînesse.

PRÉLATION, est le droit qu'a le Seigneur de retirer un heritage vendu dans l'étendue de sa Seigneurie en remboursant l'Acquereur; *vide infra verb.* Retrait. *Ubi* Fusé.

P U L.

PULVERAGE est une espèce de Péage, que les Seigneurs Hauts-Justiciers levent en certains lieux, sur les Troupeaux de Moutons, qui passent sur les Terres de leur Seigneurie. Ce terme n'est gueres usité qu'en Dauphiné. Voyez Salvaing de l'Usage des Fiefs, chap. 34.

Q U E.

QUEST, est un droit que le Seigneur fondé en titre ou en possession immémoriale, leve tous les ans sur chaque Chef de famille tenant feu. Voyez Henrys & Bretonnier, tom. 2, liv. 3, quest. 24. Geraud en son Traité des Droits Seigneuriaux, liv. 2, chap. 7. La Roche, chap. du droit de fouage, article 2, & *supr. verbo Fouage*.

Q U L.

QUINT ET REQUINT sont des profits féodaux qui appartiennent au Seigneur par la vente du Fief servant. Le Quint est la cinquième partie du prix du Fief vendu, & le Requint est le cinquième denier du Quint.

Le Quint est en vente de Fiefs , ce que les lods sont en vente d'heritages censuels ; ainsi , de même que les lods sont dûs au Seigneur censier , par la vente de l'heritage censuel , le Quint est dû au Seigneur féodal , par l'aliénation du Fief servant.

Le Quint n'est dû que du vrai prix de la vente , & non des frais du contrat ou autres loyaux coûts. Voyez Dumoulin , §. 33 , glos. 3 , *verb.* Requent , n. 3 , & §. 78 , glos. 1 , *verb.* acheté à prix d'argent , n. 136 & 137. Despeiss. des Droits Seigneuriaux , sect. 5 , part. 4 , n. 3. Maurice Bernard , liv. 4. chap. 5 , n. 5.

Les droits de Quint & Requent ne sont point dûs , lorsque le Fief servant ne pouvant pas être commodement partagé entre co-heritiers , ils sont obligés de prendre la voye de la licitation , pourvû que celui qui se rend Adjudicataire , soit un des co-heritiers. Car si c'étoit un étranger admis à la licitation , pour lors le Seigneur féodal seroit fondé à exiger lesdits droits. Parce que le bénéfice de la licitation sans droits , n'a été introduit qu'en faveur de ceux , qui ont droit en la chose licitée , & pour obvier aux inconveniens des actions *famil. exercend. & commun. divid.* Vide sup. *verbo* Licitation , & *verbo* Lods.

Au reste le droit de Quint a tant d'analogie avec le droit de lods, qu'on peut lui appliquer presque toutes les décisions de ce dernier.

R A C.

RACHAT OU RELIEF, est le droit qui est dû au Seigneur féodal, en toutes mutations qui arrivent de la part du Vassal, excepté celles qui arrivent par succession en ligne directe, ascendante ou descendante, & celles qui sont causées pour vente, ou par quelque acte équipollent à la vente ; car aux mutations qui arrivent en ligne directe, il n'est dû aucun profit au Seigneur féodal, mais seulement la bouche & les mains, c'est-à-dire, la foi & hommage ; & aux mutations de Fief qui se font par vente, ou par quelque autre acte équipollent à la vente, il est dû au Seigneur féodal le droit de quint & la foi.

Le droit de Rachat consiste au revenu du Fief d'une année, ou en une somme offerte de la part du Vassal, au choix du Seigneur dominant. Voyez l'art. 47 de la Coutume de Paris.

Le Seigneur féodal ne peut exiger qu'un

rachat dans un an, encore que dans la même année il arrive plusieurs mutations par mort, parce que le rachat est le revenu d'une année; or le Fief ne peut produire qu'un revenu chaque année. Mais il en est autrement lorsque les mutations arrivent par contrat & volontairement. Brodeau sur Louet, let. R, som. 2, n. 6.

Il a été jugé par plusieurs Arrêts rapportés par Louet & Brodeau let. U, som. 9, que c'est au Propriétaire, & non à l'Usufruitier, de payer le rachat au Seigneur féodal. La raison est, parce que l'Usufruitier ne peut jouir de l'héritage féodal, jusqu'à ce que le relief ait été acquitté, & qu'à faute de paiement dudit relief, le Seigneur dominant pouvant exploiter le Fief servant, & en faire les fruits siens, le don d'usufruit pourroit être rendu inutile; comme dit M. Louet, *ibid.*

Le droit de rachat appartient à celui qui se trouve Fermier au tems que le rachat est ouvert, encore que son bail soit sur sa fin, sans que le nouveau Fermier puisse y rien prétendre, Louet & Brodeau, let. R, chap. 43. *Vide Molin. ad consuet. Paris. §. 1, gloss. 1, in verbo le Seigneur féodal, n. 33 & seq. Boër. décis. 224, n. 1.*

R E C.

RECONNOISSANCE, est un acte par lequel le Tenancier déclare tenir un héritage censuel, de la directe d'un Seigneur. Cette déclaration est appelée reconnoissance, lorsqu'elle est faite pour héritages censuels, & on l'appelle *aveu* ou *dénombrement*, lorsqu'elle est faite pour héritages féodaux.

Le Seigneur direct peut obliger ses Emphitéotes à le reconnoître, non-seulement lorsque son prédecesseur est décedé ; mais encore l'Emphitéote peut être contraint de passer reconnoissance de dix en dix ans, *Ferr. ad qu. 417 de Guyp. La Roche des Droits Seigneur. chap. 1, art. 28. Chopin de jurisdict. Andeg. lib. 1, tit. 1, cap. 7, n. 2.* Le Seigneur peut même se faire reconnoître quand bon lui semble, en payant les frais de la reconnoissance, comme il a été jugé par Arrêt du Parlement de Toulouse du 10 Décembre 1581 rapporté par la Roche *loco cit.* Voyez *Ferr.* sur les questions 272 & 417 de Guypape.

Surquoi remarquez qu'encore que l'héritier du Seigneur puisse se faire reconnoître aux dépens des Tenanciers, l'Ac-

quereur n'a pas néanmoins ce privilege ; ainsi s'il veut exiger une reconnoissance de ses Emphitéotes , il en doit faire les frais : c'est la décision expresse de Ferr. sur ladite question 417 de Guypape. Voyez Chopin au lieu sus-allegué.

Une seule reconnoissance ne suffit point au Seigneur direct pour fonder le droit de directité , si ce n'est qu'il s'agisse de l'Eglise , du Roi ou du Seigneur Haut-Justicier , auxquels il est certain qu'une seule reconnoissance , est un titre suffisant. Voy. la Peyr. & son Apostillateur let. R , n. 29. Catelan liv. 1 , chap. 76. Henrys & son Commentateur , tom. 1 , liv. 3 , quest. 1 & 6 , & ce que j'en ai dit dans mes *Maximes* , *verbo* Reconnoissance.

Il a été jugé par deux Arrêts du Parlement de Toulouse , l'un du 17 Mai 1541 & l'autre du 6 Mai 1566 , rapportés par la Roche des Droits Seigneuriaux , chapitre des inféodations , article 12 , & chapitre 24 , article 2 , que lorsqu'un Seigneur est en pariage avec le Roi , il ne peut se faire reconnoître , sans appeller le Procureur du Roi.

Il en seroit autrement si le Seigneur étoit en pariage avec quelqu'autre simple Seigneur ; car pour lors il pourroit se faire reconnoître , sans appeller son co-Sei-

gneur, la Roche des Droits Seigneuriaux, ch. 1, art. 2.

C'est au Propriétaire & non à l'Usufruitier de l'héritage censuel, à reconnoître le Seigneur direct, la Peyr. lèt. R, n. 30. La Roche des Droits Seigneuriaux, chapitre 1, article 31. Voyez Dumoulin sur la Coutume de Paris, §. 1, glos. 1, n. 4.

Il a été jugé par Arrêt du Parlement de Toulouse du 12 Août 1591, rapporté par la Roche audit chapitre 1, article 14, que l'Emphitéote peut faire la reconnoissance par Procureur expressément fondé.

Il n'en est pas de même de l'hommage, que le Vassal est régulièrement obligé de faire en personne. La raison de cette différence se prend de ce que l'hommage est un acte purement personnel, & un témoignage public de la dépendance du Vassal envers son Seigneur ; au lieu que la reconnoissance est plutôt réelle que personnelle.

Lorsqu'il y a plusieurs reconnoissances passées entre un Seigneur & ses Emphitéotes, on demande par laquelle il faut se régler.

La commune résolution est, qu'il faut se régler par la reconnoissance la moins onéreuse pour les Emphitéotes, *propter*

privilegium libertatis. C'est pourquoi si les dernières reconnoissances , portent une moindre rente , on doit les suivre ; que si au contraire les dernières reconnoissances , portent une plus grande prestation , on doit se regler par les premières ; parce que cette plus grande prestation est regardée comme une surcharge, que la Jurisprudence des Arrêts a toujours réprouvée. Par où on peut voir que la faveur de la liberation l'emporte sur la rigueur du Droit , & que l'Emphitéote a des prérogatives dont le Seigneur ne jouit pas. A quoi s'accordent les Loix , qui exhortent toujours à pansher pour la liberation & l'affranchissement : *Semper in obsuris quod minimum est sequimur. Propiores esse debemus ad liberandum quàm ad obligandum*. Voyez Olive liv. 2 , chap. 27. Carondas en ses Réponses liv. 8 , chap. 58. La Roche, des Droits Seigneuriaux, ch. 1, art. 9. Maynard liv. 8. ch. 18.

En effet, comme dit d'Olive *ibid.* le Seigneur & l'Emphitéote ne tiennent pas en ce cas de la nature des relatifs. L'Emphitéote peut prescrire la cote du cens, & diminuer par un contraire usage , la charge qui lui a été imposée ; mais il n'est pas au pouvoir du Seigneur d'établir une plus grande rente que celle qui lui est acquise

par les anciennes reconnoissances ; à moins que le fonds emphytéotique fût revenu une seconde fois en sa main , & qu'ensuite il en eût été fait une nouvelle tradition ; car alors l'Emphytéote seroit incontestablement tenu d'exécuter les engagements de cette seconde investiture , quelques gè- nans qu'ils fussent. Or , la raison pourquoi la liberation décide entre diverses recon- noissances , c'est qu'on ne présume jamais de violence de la part du Tenancier ; mais seulement que le Seigneur s'est relâché de son bon gré par des considerations , qui , pour être inconnuës , ne laissent pas d'être censées légitimes. Au lieu que dans le cas où les reconnoissances postérieures portent un plus grand devoir ; on croit qu'elles sont causées par la force & l'autorité , que le Seigneur a sur son Emphytéote.

Ubi nota , que si la reconnoissance qui tend à la décharge du Tenancier , déroge au titre primordial , on ne croit pas qu'elle doive être exécutée ; parce que le titre primordial *cujus aterna est autoritas* , selon l'expression d'un Sçavant , rectifie tout , & veille à l'interêt du Seigneur aussi-bien qu'à celui de l'Emphytéote , puisqu'il est commun à l'un & à l'autre. A moins qu'il parût d'une maniere claire , que le Seigneur avoit voulu y déroger en faveur

du Tenancier , ou qu'il y eût plusieurs reconnoissances conformes.

Le mineur peut reconnoître valablement son Seigneur , sans l'assistance de son Curateur ; parce que si la reconnoissance qu'il fait contient une surcharge , il ne sera point tenu de l'exécuter ; mais il faudra se regler par le titre d'inféodation. Voyez le Président Faber dans son Code , *de rebus alien. non alienandis* , défin. 5.

Quoique le simple Seigneur direct ne puisse pas fonder le droit de directité , sur une seule reconnoissance , ainsi que nous l'avons observé ; les Tenanciers ne peuvent pas néanmoins la détruire sans Lettres en restitution. Il est vrai que le Seigneur ne peut point leur opposer la fin de non-recevoir , prise de l'Ordonnance de Louis XII. L'Apostillateur de la Peyr. let. R , n. 29.

Les Seigneurs sont tenus de restituer ou de compenser la surcharge qu'ils ont exigée , & cela depuis vingt-neuf ans seulement.

Les reconnoissances n'emportent point quittance *ipso jure* , des arrerages de rente ; à moins qu'il y eût Coutume expresse au contraire ; Faber en son Code , *lib. 4, tit. ult. défin. 14*. La Roche des Droits Seigneuriaux , chap. 1 , art. 17 , & chap. 6 ,

article 14. La raison est, parce qu'un contrat ne peut point operer contre l'intention des Contractans.

Sur la question de sçavoir, si les reconnoissances peuvent prouver la directité sans être signées, voyez les observations que nous avons faites dans nos maximes, *verbo* Reconnoissance.

R E N.

RENTE, en matiere de Droits Seigneuriaux, signifie proprement la redevance que les Emphiteotes sont tenus de payer chaque année à leur Seigneur direct. Les Lods & Ventes sont une dépendance & un accessoire de cette rente, à la difference de la simple rente fonciere ou sur-cens, qui n'étant imposée sur l'héritage censuel, qu'après la rente Seigneuriale, n'emporte aucun droit de directité. Voyez *suprà verbo* Cens, où nous avons rapporté les décisions qui concernent la rente Seigneuriale, qui est la même chose que le cens.

R E T.

RETRAIT, en matiere de Droits Seigneuriaux, signifie en général le droit qu'a

qu'a le Seigneur de retenir le Fief vendu par son Vassal, ou l'heritage censuel vendu par l'Emphiteote.

Le Retrait Seigneurial est donc de deux sortes ; car, ou il s'agit de retirer un Fief, & pour lors le Retrait est appelé féodal, ou bien il s'agit de retirer un heritage roturier, & en ce cas, il est appelé *Retrait Censuel*.

Sur quoi, observez, 1°. Que le tems pour exercer le Retrait féodal, est réglé dans presque toutes les Coutumes de France, à quarante jours, à compter du jour de l'insinuation ou enregistrement du contrat de vente ; mais dans les Pays régis par le Droit écrit, le Seigneur féodal a le délai d'un an & d'un jour, pour user du Retrait féodal, conformément à la disposition du §. *donare, qualiter olim poterat Feud. alien. in usibus Feudorum, lib. 2, tit. 9.* Voyez Papon, livre 11, titre 5, nombre 6.

2°. Que le tems accordé au Seigneur direct, pour user du Retrait censuel ou droit de prélation, est fixé à deux mois, à compter du jour de la notification du contrat de vente, suivant la disposition de la Loi 3, *cod. de jur. emphit.* qui est inviolablement observée dans tous les Pays de Droit écrit du ressort du Parle-

ment de Bordeaux , ainsi que l'atteste le Glossateur de la Peyrere, lettre R, nomb. 120 , & surtout dans la Province du Perigord, pour laquelle il y a une Ordonnance particuliere du Roi Henry II. appelée vulgairement *l'Edit du Perigord*, du 25 Octob. 1555, enregistrée au Parlement de Bordeaux le 25 Mars 1560, & au Sénéchal de Perigueux, le 14 Décembre 1684. En voici la disposition.

» HENRY, par la grace de Dieu,
 » Roi de France: A tous ceux qui ces
 » presentes verront. Les Gens des Trois
 » Etats de notre Pays de Perigord, ayant
 » par longue experience connu les fautes
 » ordinaires, commises par aucuns Em-
 » phiteotes & Tenanciers, au payement
 » des rentes & autres Droits & Devoirs
 » Seigneuriaux, & les Procès qui sur ce
 » étoient mûs & intentés: étant iceux
 » Etats assemblés, auroient sur ce délibe-
 » ré, conclu & arrêté les articles ci-at-
 » tachés sous le contre-scel de notre
 » Chancellerie, qu'ils nous ont fait repre-
 » senter par leurs Délegués, & très-hum-
 » blement supplié & requis les avoir
 » agréables; & sur l'observation d'iceux,
 » & autres choses par lesdits Délegués,
 » à Nous remontré leur pouvoir: Sça-
 » voir faisons, qu'ayant entendu le con-

» tenu ausdits articles & remontrances ,
» & eu sur le tout l'avis de notre Con-
» seil , auquel ils ont été , nous avant , en
» agréant le contenu esdits articles & re-
» montrances , avons ordonné & ordon-
» nons , ce qui s'ensuit :

» I. Que ceux qui tiendront pieces con-
» tiguës & joignantes de plusieurs & di-
» verses Fondalités aud. Pays de Perigord ,
» seront tenus mettre & tenir bornes & li-
» mites suffisantes entre les Fondalités , de
» sorte que par icelles , on puisse connoi-
» tre la séparation d'icelles.

» II. Que les Ordonnances faites par feu
» notre honoré Seigneur & pere dernier
» décedé , au mois d'Août 1539 , articles
» 180 & 181 , seront gardées & obser-
» vées , & entretenues de point en point ,
» selon leur forme & teneur , & en ce fai-
» sant , seront les Notaires tenus de déclai-
» rer par les contrats qu'ils recevront ,
» en quels Fiefs ou censives seront les
» choses vendues ou échangées , ou don-
» nées , & de quelles charges elles se-
» ront chargées envers les Seigneurs féo-
» daux & Censiers.

» III. Que Nous avons défendu & défen-
» dons à tous contractans en matiere d'he-
» ritages , de faire scientement aucune faute
» sur le rapport & déclaration des tenances

» féodales ou censives, qui seront appo-
» sées en leurs contrats, le tout sur les
» mêmes peines contenuës en nos Ordon-
» nances : Et sur mêmes peines, défendons
» ausdits contractans de ne faire aucuns
» contrats feints & simulés, comme échan-
» ge & autres contrats, au lieu de vente,
» pour frauder les Seigneurs fonciers de
» leurs droits de prélation, & autres à
» eux appartenans, à cause des ventes
» faites des choses étant de leur fonda-
» lité.

» IV. Que tous Acquereurs seront te-
» nus dans trois mois après les contrats
» d'acquisition passés, faire sçavoir aux
» Seigneurs fonciers & autres ayant char-
» ge, d'une des acquisitions qu'ils auroient
» faites dans des choses mouvantes de
» leur fonderie, & se présenter ausdits
» Seigneurs pour être par eux investis des
» choses acquises, & ce, à peine de cent
» sols pour chacune fois, que nous dé-
» clarons ledit tems passé dès-à-présent,
» à faute de ce faire, lesdits Acquereurs
» avoir encouru, & ladite somme acquise
» audit Seigneur féodal & censif.

» V. Que lesdits Seigneurs fonciers se-
» ront tenus dans deux mois après la no-
» tification faite ou à leurs Procureurs,
» de déclarer s'ils veulent prendre les

» choses vendues par puissance de Fief
 » ou Droit de prélation, & lesdits deux
 » mois passés, à faute d'avoir fait leur dé-
 » claration, ne seront plus lesdits Sei-
 » gneurs fonciers, reçus à requérir ni
 » prendre lesdites choses vendues par
 » ledit Droit de prélation; encore que
 » lesdits Seigneurs n'ayent reçu ni in-
 » vesti lesdits Acquereurs, ni d'eux pris
 » la rente dûë.

» VI. Que les Tenanciers seront tenus
 » de payer la rente ausdits Seigneurs
 » fonciers, & ou ils auront été délaissés
 » à payer par deux ans à l'Eglise, ou
 » par trois ans aux Seigneurs temporels;
 » la peine de droit aura lieu, sans qu'il
 » soit besoin d'autre déclaration.

» Si donnons en mandement par cesdi-
 » tes presentes, à nos amés & feaux les
 » Gens, tenans nos Cours de Parlement
 » de Bordeaux, Sénéchal de Perigord,
 » ou ses Lieutenans en chacun ses Siéges,
 » &c. Donné en la Ville de Castres, le
 » 25 jour d'Octobre 1555, & de notre
 » regne le neuvième. Ainsi signé sur le re-
 » pli par le Roi en son Conseil, Burgui-
 » lin, &c.

De Droit commun, le retrait censuel
 est cessible, c'est-à-dire, que si le Seigneur
 direct ne veut pas retraire pour lui

même, il peut céder son droit à un tiers; la raison est, *quia omnis actio cedi potest, nisi id fieri lege sit prohibitum*. On observe néanmoins le contraire au Parlement de Toulouse, ainsi que l'attestent Olive, livre 2, chapitre 29; Ferriere, sur la question 411 de Guypape, & la Roche des Droits Seigneuriaux, chapitre 13, art. 1, & *ibi* son Annotateur.

Il a été jugé par un Arrêt du Parlement de Bordeaux du 15 Juin 1716, rapporté par le Glossateur de la Peyrere, lettre R, nombre 120, que l'exhibition du contrat de vente est nécessaire pour faire courir le tems du retrait Seigneurial, encore que le Seigneur ait sçû d'ailleurs la vente du fonds. La raison est, parce que la notification du contrat de vente est *de formâ*, suivant la remarque des Feudistes, & que le nouvel Acquereur doit aller vers son Seigneur, pour lui faire connoître son titre: *Vassallus debet adire Dominum*, comme dit Ferriere, sur la quest. 411 de Guypape.

Lorsque le Seigneur reçoit le payement des lods & ventes, du nouvel Acquereur, il est déchû de son droit de prélation; *Gregor. in syntag. lib. 25, cap. 11, num. 6*; d'Argentré, *trati. de Laudim. cap. 5*. Il en est de même si le Procureur spécial du

Seigneur, a reçu lesdits lods, ou s'il a reçu l'Acquereur à nouvelle reconnoissance. *Vide Molin. in consuet. Paris. tit. 1, §. 21, gloss. 1 in verb. a reçu, nomb. 5; Chop. Andeg. lib. 2, part. 1, cap. 2, tit. 8, num. 15. Secus* du Procureur General, lequel ne préjudicie point au Droit du Seigneur, soit en recevant les lods & ventes du nouvel Acquereur, soit en le recevant à nouvelle reconnoissance; *Molin. loco cit. num. 11 & 12; la Peyrere, lettre R, nombre 121, in not. Ferriere, ad quest. 173 de Guyp.* La raison est, parce que le Droit de Prélation est si Seigneurial, que le Seigneur n'est jamais censé s'en dépouiller, si cela ne paroît d'une manière claire; ce qui revient à ce que disent les Feudistes, que la prélation *indiget speciali notâ.*

Le retrait a lieu non-seulement en vente volontaire, mais encore en vente d'autorité de Justice; la Roche, en son *Traité des Droits Seigneuriaux*, ch. 13, art. 2.

En Pays de Droit écrit, le Retrait Seigneurial, appelé *Droit de Prélation*, est préféré au Retrait lignager; *secus*, en Pays Coutumier, à moins que la Coutume ne porte une disposition contraire; la Peyrere, lettre R, nombre 121, *in not. Vide*

Maynard , livre 2 , chapitre 82 ; Dumoulin , sur la Coutume de Paris , titre des Fiefs , §. 22 , nomb. 3.

Le Seigneur qui veut exercer le Retrait , doit rembourser à l'Acquereur , non-seulement le prix entier de l'acquisition , *L. ult. cod. de jur. Emphit.* mais encore le supplément du prix qu'il a été obligé de payer par autorité de Justice ; Chopin , *de Jurisdic. Andeg. lib. 2 , part. 1 , cap. 2 , tit. 4 , num. 8* ; & outre cela , les loyaux-coûts , épingles de la femme , & les réparations utiles qu'il a faites depuis son acquisition. Voyez Dumoulin sur la Coutume de Paris , titre des Fiefs , §. 20 , glose 9 , *in verbo* (loyaux coûtemens) nombre 2 ; la Roche , des Droits Seigneuriaux , chapitre 13 , article dernier ; Lestang en ses Arrêts , chap. 7.

Le Seigneur qui veut user du Retrait , ne peut être contraint de rembourser l'Acquereur , qu'aux mêmes termes qui lui avoient été accordés par le Vendeur , à moins qu'il y ait un juste sujet de craindre qu'au tems de l'échéance desdits termes , le Seigneur sera de difficile convention ; car pour lors le Seigneur doit rembourser l'Acquereur tout-à-la-fois , ou cautionner du paiement , aux termes accordés entre le Vendeur & l'Acquereur ;

Molin. in conf. Paris. titre des Fiefs, §. 20, gloss. 8, in verb. (le prix) nombre 7.
Guypape, conf. 161 ; Ranchin, decis. part. 4, concl. 39.

Le mari peut exercer le Retrait, sur les heritages alienés dépendans de la Seigneurie constituée en dot à sa femme ; Dumoulin sur la Coutume de Paris, titre des Fiefs, §. 10, glose 1, *in verbo* (le Seigneur féodal) nombres 47 & 48. La raison est, *quia maritus est persona conjunctissima*. Voyez Carondas, en ses Pandectes, liv. 2, chap. 15.

Suivant la Jurisprudence du Parlement de Bordeaux, attestée par le Glossateur de la Peyrere, lettre R, nombre 122, c'est à l'exécuté, pendant l'Instance de criées de ses biens, à user du Droit de Prélation, à l'exclusion du Fermier Judiciaire, comme il fut jugé par Arrêt du 22 Août 1664, rapporté *ibid.* La raison est, parce que ce droit *indiget speciali nota* : Ainsi, le Fermier Judiciaire ne peut le prétendre, à moins qu'il n'ait été nommé dans les qualifications du bail, selon l'observation du même Annotateur.

C'est un usage généralement reçu en France, que le Retrait Seigneurial a lieu, tant pour ventes de Fiefs, que pour ven-

tes d'heritages roturiers, conformément à la doctrine de Maynard, livre 4, chapitre 34, & de Guypape, question 508, & *ibi* Ferriere.

Le Seigneur peut exercer le Retrait, encore que l'Acquereur & le Vendeur se soient départis du contrat de vente, après que la vente a été consommée par la prise de possession & le paiement du prix. La raison est, parce que le Droit de retraire étant acquis au Seigneur, dès que la vente est parfaite, il ne peut point dépendre du Vendeur & de l'Acquereur, de le lui enlever par leurs conventions secretes & très-souvent suspectes. Voyez Papon, en ses Arrêts, livre 13, titre 1, article 6; la Roche, en son Traité des Droits Seigneuriaux, chapitre 13, article 7; *Gregor. in syntag. lib. 9, cap. 16, num. 4.*

Aliud dicendum, si le Vendeur & l'Acquereur se départoient du contrat de vente, *in instanti venditionis*, & avant que ladite vente fût consommée, parce que le droit de retraire n'étant pas encore acquis au Seigneur, il ne peut pas se plaindre de ce que les Parties usent de la faculté que la Loi leur donne. Voyez Dumoulin, sur la Coutume de Paris, titre des Fiefs, §. 20, glose 5, *in verbo* (vendu) nomb. 11 & sequent.

Le Retrait Seigneurial a lieu , non-seulement lorsqu'un heritage est vendu ; mais encore lorsqu'il est donné en payement d'une dette : *Quia datio in solutum sapit emptionem & venditionem*. Voyez Dumoulin, *ibid.* nomb. 47.

Voici une énumération succinte des cas ausquels le Retrait n'a pas lieu. 1°. Il n'a pas lieu pour un louage fait à perpétuité ; Masu. titre des Louages & Cens, nombre 14. 2°. Le Seigneur ne peut pas user du Droit de Prélation, sur une chose qui a été leguée ; *Gregorius in syntagm. jur. lib. 6, cap. 16, num. 7* ; encore que le legs fût fait à un étranger. 3°. Le Retrait n'a point lieu en licitation faite entre Associés ou co-heritiers, parce que l'intention des part-prenans, étant plutôt de partager que de vendre, il est vrai de dire qu'il n'y a point de veritable aliénation, qui seule donne lieu à ce droit. 4°. Le Retrait n'a point lieu en contrat d'échange ; Guypape, *quest. 92* ; la Roche, des Droits Seigneuriaux, chapitre 13, article 12 ; *Gregor. in syntagm. lib. 6, cap. 16, num. 7*. 5°. Le Seigneur ne peut pas retirer par Droit de Prélation, l'heritage vendu à pacte de rachat, *pendente facultate* ; *Gregor. loco cit. Ranchin. ad quest. 48* de Guypape. 6°. Le Retrait n'a point

lieu pour les donations; Guypape, questions 46 & 47, & *ibi* Ranchin; *Gregor. ibid.* à moins qu'il n'ait paru *ex legitimis conjecturis*, que la donation avoit été faite *in fraudem Domini*. Voyez Dumoulin sur la Coutume de Paris, titre des Fiefs, §. 20, glose 5, *in verbo*, (vendu) nomb. 52. 7°. Le retrait n'a pas lieu pour une transaction, au moyen de laquelle l'ancien Possesseur d'un heritage est confirmé dans la possession, moyennant une certaine somme de deniers. La raison est, parce que la chose ne change point de main. *Vide supr. verb. Lods.* 8°. Si l'heritage a été vendu sous condition, le Seigneur ne peut exercer le Retrait qu'après l'événement de la condition, *Molin. in cons. Paris.* titre des Fiefs, §. 20, glose 5, nombres 23 & 24. 9°. Le Retrait n'a point lieu en vente de meubles ou de fruits; Dumoulin, sur ladite Coutume, titre 1, §. 20, glose 4, *in verbo* (le Fief tenu) nombre 1, & glose 1, *in verbo* (le Seigneur féodal) nombre 80.

S A I.

S A I S I E F É O D A L E, est la mainmise du Seigneur féodal sur le Fief

Servant, faute de droits & devoirs non faits & non payés par le Vassal.

Lorsque la Saisie féodale est faite faute de foi & hommage, le Seigneur fait les fruits siens, en pure perte du Vassal, au lieu que celle qui se fait faute d'aveu & dénombrement donné au Seigneur dans le délai prescrit par la Coutume, n'emporte point perte de fruits; c'est pourquoi, il faut en ce dernier cas, que la Saisie porte établissement de Commissaire, à peine de nullité.

La Saisie Féodale est purement réelle, *Manus in seclio Feudalis, non est personalis sed realis*, dit Dumoulin, sur l'article 1 de la Coutume de Paris, glose 9, nombre 47; c'est pourquoi, l'instance de Saisie Féodale n'est point de la compétence de Messieurs des Requêtes de l'Hôtel ou du Palais, sous ombre de *Committimus*, ou autrement. Voyez l'article 43 de l'Ordonnance de Louis XII. de l'année 1499; l'article 24 du titre des *Committimus* de l'Ordonnance de 1669, & M. Augeard, tome 1, Arrêt 41, qui rapporte un Arrêt du Parlement de Paris du 4 Juin 1703, qui le juge de même sur les conclusions de M. l'Avocat General Joly de Fleury.

Observez ici en passant, que lorsqu'un

créancier fait saisir un Fief & des terres roturieres sur son débiteur, il suffit que le principal manoir du Fief soit expressement saisi, avec des appartenances & dépendances; mais il faut que les rotures soient déclarées & spécifiées par le menu, tenans & aboutissans, quand bien même les heritages roturiers seroient enclavés dans les terres tenuës en Fief. Voyez l'article 345 de la Coutume de Paris.

Sur la Saisie Féodale, voyez *supr. verb.* Foi & Hommage, Aveu, Commise.

S A L.

SALMATE. Ce terme, selon quelques-uns, signifie la charge d'une ânesse, qui est ordinairement quatre boisseaux mesure de Perigueux; d'autres faisant dériver ce terme de celui de *somme*, sont d'avis qu'il signifie la charge d'une bête de *somme*, comme cheval, mulet, &c. qui est huit boisseaux mesure de Perigueux. Voy. Ducange, lettre S, col. 53.

L'interpretation de ce terme a été la cause d'un Procès considerable, entre Monsieur de Bertin, Maître des Requêtes, & M^c. Goumondie, Avocat: Il est actuellement pendant au Parlement de Bordeaux, au rapport de M. de Brane. Il y a

lieu de croire que l'Arrêt qui intervient, fixera enfin l'incertitude des Avocats à ce sujet.

S E I.

SEIGNEUR. Ce terme signifie en général un homme respectable, soit par des qualités personnelles, ou par la dignité dont il est revêtu. C'est dans ce sens que les Magistrats sont appelés *Seniores populi*; mais en matière de Droits Seigneuriaux, on entend par Seigneur, le Propriétaire d'un Fief ou d'une Terre, à qui sont dûs certains droits & devoirs par ceux qui en relevent.

Il y a plusieurs sortes de Seigneurs : sçavoir, 1°. Le Seigneur féodal, qui est le Propriétaire d'un Fief ou d'un franc-aleu noble, duquel un Fief releve. 2°. Le Seigneur direct, censier ou foncier, duquel releve un heritage tenu à cens, pour raison duquel le tenancier est obligé de payer au Seigneur, une certaine rente annuelle. 3°. Le Seigneur Justicier qui est celui qui a droit de créer Juge & autres Officiers, pour faire rendre la Justice à ses Sujets. Voyez *suprà*, sous les mots, Cens, Fief, Justice.

T A B.

TABELLIONAGE, est le droit qu'ont les Seigneurs, de créer Notaires dans leurs Jurisdicions, en vertu de la concession expresse ou tacite de Sa Majesté. Voyez *supr. verbo* Notaires des Seigneurs.

T A I.

TAILLE SEIGNEURIALE, est une certaine redevance payable en certains cas, par le Vassal ou l'Emphitéote.

Il y a quatre cas ordinaires, auxquels le Droit de Taille est dû au Seigneur, par la force de la Coutume, ou par la Loi de convention. Le premier est, lorsque le Seigneur marie sa fille aînée, pourvû que ce soit en premières nôces. *Hoc enim sermone, dum nuptia erit, prima nuptia intelliguntur*, dit le Jurisconsulte, L. 89, §. 1, *de verb. significat.* Voyez Papon, en ses Arrêts, livre 13, titre 3, nombre 4. Le second est, lorsqu'il est fait Chevalier; d'autres disent, lorsqu'il fait son fils aîné Chevalier. Le troisième est, lorsque le Seigneur entreprend le voyage d'Outremer.

Le quatrième enfin , lorsqu'il est fait Prisonnier par les ennemis de la foi; d'autres disent lorsqu'il est fait Prisonnier dans une juste guerre.

Il y a d'autres cas qu'on appelle extraordinaires, auxquels les Vassaux ne laissent pas d'être taillables, pourvû que ces cas soient mentionnés dans le titre d'inféodation ou dans les reconnoissances, ainsi qu'il fut jugé par l'Arrêt rapporté par d'Olive, livre 2, chapitre 6, rendu à son rapport.

Le Droit de Taille se regle par la censive, lorsqu'elle est modérée, ou autrement, *arbitrio Judicis*. Vide d'Olive, *ibid*. La Peyrere, lettre T, nombre 5, dit que si la quantité de la Taille n'est pas réglée par le titre, elle est le double de la rente dûë en argent.

Le Tenancier ne s'affranchit point du paiement du Droit de Taille, pour avoir resté tems suffisant à prescrire sans la payer; lorsque le Seigneur n'a pas eu occasion de l'exiger.

Voyez sur cette matiere Chopin, *Anal. deg. part. 2, lib. 2, tit. 3*; d'Olive, livre 2, chapitres 6 & 7; Catellan, livre 3, chapitre 16; Papon, livre 13, titre 3, nombre 2; Henrys, tome 2, livre 3, question 23; Boyer, décis. 129.

V A S.

V ASSAL, est le Propriétaire du Fief servant, pour raison duquel il est tenu de certains droits & devoirs, envers le Seigneur féodal. *Vide supr. verb. Aveu, Fief, Foi & Hommage.*

V E N.

V ENDANGES. Ce terme, en matière de Droits Seigneuriaux, signifie le droit qu'ont les Seigneurs, de fixer l'ouverture des Vendanges. Voyez Ban à Vendange.

V O L.

V OL DU CHAPON, est l'arpent de terre adjacent au principal manoir qui fait partie du préciput de l'aîné.

Le Vol du Chapon est différemment réglé par les Coutumes ; car les unes le fixent à un arpent, d'autres à deux arpens, il y en a même qui l'étendent jusqu'à trois arpens. Voyez Ragueau, *verb. 60* Vol du Chapon ; d'Olive, livre 2, chap. 33.

Le Vol du Chapon est exempt de det-

tes passives de l'hérédité, c'est-à-dire, que l'aîné n'est pas obligé de payer de dettes pour raison de son préciput ; mais seulement pour sa portion hereditaire, comme il a été jugé par Arrêt du Parlement de Paris, du 4 Juin 1584, rapporté par Robert, *rer. judic. lib. 4, cap. 13*, lui plaidant en la cause: *Senatus primogenitum non amplius quàm ceteros cohæredes debere judicavit, atque eum aqua cum ceteris conditione, as alienum & debita hereditaria teneri exolvere pronuntiavit. Vide suprâ verbo Aînesse.*

F I N.

APPROBATION.

J'A y examiné par l'ordre de Monseigneur le Chancelier, un manuscrit intitulé : *Introduction aux Droits Seigneuriaux, contenant les définitions des termes, & un Recueil de Décisions choisies, &c.* & je n'ai rien trouvé qui puisse empêcher l'impression. A Paris, ce 28 Mars 1748.

R A S S I C O D.

PRIVILEGE DU ROY.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : A nos amez & féaux Conseillers les Gens tenans nos Cours de Parlement, Maîtres des Requêtes ordinaires de notre Hôtel, Grand-Conseil, Prevôt de Paris, Baillifs, Sénéchaux, leurs Lieutenans Civils & autres nos Justiciers, qu'il appartiendra : SALUT. Notre amé JEAN-JACQUES DE NULLY, *Libraire à Paris, ancien Adjoint de sa Communauté*, Nous a fait exposer qu'il désireroit faire imprimer & donner au Public, un ouvrage qui a pour titre : *Introduction aux Droits Sei-*

gneuriaux , contenant les Définitions des termes , & un Recueil des Décisions choisies , fondées sur la Jurisprudence des Arrêts , & les Observations & Sentimens des meilleurs Feudistes , s'il Nous plaisoit de lui accorder nos Lettres de Privilege pour ce necessaires : A ces causes , voulant favorablement traiter l'Exposant , Nous lui avons permis & permettons par ces Presentes de faire imprimer ledit ouvrage en un ou plusieurs volumes , & autant de fois que bon lui semblera , & de le vendre , faire vendre , & débiter partout notre Royaume pendant le tems de six années consécutives , à compter du jour de la datte des presentes : faisons défenses à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient , d'en introduire d'impression étrangere dans aucun lieu de notre obéissance : Comme aussi à tous Imprimeurs , Libraires , d'imprimer ou faire imprimer , vendre , faire vendre , débiter ni contrefaire ledit ouvrage , ni d'en faire aucuns extraits , sous quelque prétexte que ce soit , d'augmentation , correction , changement ou autre , sans la permission expresse & par écrit dudit Exposant , ou de ceux qui auront droit de lui , à peine de confiscation des exemplaires contrefaits , & de

trois mille livres d'amende contre chacun des contrevenans , dont un tiers à Nous, un tiers à l'Hôtel-Dieu de Paris, & l'autre tiers audit Exposant, ou à celui qui aura droit de lui, & de tous dépens, dommages & intérêts; à la charge que ces Presentes seront enregistrées tout au long sur le Registre de la Communauté des Libraires & Imprimeurs de Paris, dans trois mois de la date d'icelles; que l'impression dudit Ouvrage sera faite dans notre Royaume & non ailleurs, en bon papier & beaux caractères, conformément à la feuille imprimée & attachée pour modèle sous le contre-scel desdites Presentes; que l'Impétrant se conformera en tout aux Reglemens de la Librairie, & notamment à celui du 10 Avril 1725; qu'avant de l'exposer en vente, le manuscrit qui aura servi de copie à l'impression dudit Ouvrage, sera remis dans le même état où l'approbation y aura été donnée, ès mains de notre très-cher & féal Chevalier le sieur d'Aguesseau, Chancelier de France, Commandeur de nos Ordres; & qu'il en sera ensuite remis deux exemplaires dans notre Bibliothèque publique, un dans celle de notre Château du Louvre, & un dans celle de notre très-cher & féal Chevalier le sieur

d'Aguesseau, Chancelier de France, le tout à peine de nullité des Presentes: Du contenu desquelles vous mandons & enjoignons de faire jouir ledit Exposant, & les ayans causes, pleinement & paisiblement, sans souffrir qu'il leur soit fait aucun trouble ou empêchement. Voulons que la copie des Presentes qui sera imprimée tout au long au commencement ou à la fin dudit Ouvrage, soit tenuë pour dûëment signifiée, & qu'aux copies collationnées par l'un de nos amez, & féaux Conseillers & Secretaires, foi soit ajoutée comme à l'original. Commandons au premier notre Huissier ou Sergent sur ce requis, de faire pour l'exécution d'icelles, tous actes requis & nécessaires, sans demander autre permission, & nonobstant clameur de Haro, Charte Normande, & Lettres à ce contraires: CAR tel est notre plaisir. DONNE' à Paris le vingt-sixième jour du mois d'Avril l'an de grace mil sept cent quarante-huit, & de notre Regne le trente-troisième. Par le Roi, en son Conseil.

SAINSON.

Registré, ensemble la cession, sur le Registre XI. de la Chambre Royale & Syndicale des Libraires & Imprimeurs de Pa-

ris, N^o. 948, Fol. 838, conformément
aux anciens Reglemens, confirmés par celui
du 28 Février 1723. A Paris le 26 May
1748.

G. CAVELIER, Syndic.

Je cede à M. JOSEPH SAUGRAIN,
la moitié au present Privilege, pour en
jouir conjointement avec moi, suivant les
conventions faites entre nous. A Paris ce
10 May 1748. J. DE NULLY.

574288

